

**E2002-04**

**Les entreprises françaises des groupes  
vues à travers les enquêtes  
« liaisons financières » de 1980 à 1999**

**N. CHABANAS**

**Février 2002**

**INSEE, Division « Synthèse des Statistiques d'Entreprises »**

\* : Ce document doit beaucoup de travail de mise en forme réalisé par Christine BARBEAU, secrétaire de la division « Synthèse des Statistiques d'Entreprises ».

## SOMMAIRE

I-Méthodologie	page 5
1- origine de l'enquête liaisons financières (LIFI)	
2- recueil des informations nécessaires à la constitution des groupes	
3- les informations recueillies	
4- deux objectifs	
5- méthode, cas particuliers et limites de l'information	
II-Données générales	page 13
1- évolution des groupes par taille	
2- évolution de la structure des groupes	
3- poids des groupes dans l'économie	
4- l'influence étrangère	
5- public-privé	
III-Les tableaux disponibles	page 19
1- série 1992-1999	
2- série 1989-1991	
3- série des tableaux publiés dans l'annuaire statistique de la France	
IV-Bibliographie	page 21
1- bibliographie relative sur le répertoire des entreprises contrôlées majoritairement par l'État	
2- bibliographie sur les groupes	
V- Annexes	
1- comparabilité temporelle des données	page 29
2- quelques définitions	page 31
3- référence des journaux officiels autorisant l'enquête LIFI	page 33
4- les tableaux de l'annuaire 2000	page 35
5- tableaux de 1992-1999	page 41
6- tableaux de 1989-1991	page 183
7- graphiques	page 221



## I-METHODOLOGIE

### 1- ORIGINE DE L'ENQUETE LIAISONS FINANCIERES (LIFI)

Les ensembles de sociétés soumises à un même centre de décision ne datent pas d'aujourd'hui. Depuis trente ans, les groupes se sont largement développés. Ce mouvement de centralisation du pouvoir de décision et de concentration des moyens de production n'a pas concerné seulement les grands groupes. Il a touché tous les secteurs et a abouti à la formation de nombreux groupes de tailles très diverses.

Dès le début des années 70 les statisticiens et les économistes considèrent que l'absence de données sur les groupes ne permet plus une analyse totalement satisfaisante de l'appareil productif et de son évolution. Les premiers travaux sont mis en oeuvre et débouchent sur la première enquête « liaisons financières » en 1980 sur les données au 31.12.79. Les nationalisations de 1982 mettent en évidence la faible connaissance qu'à l'État des entreprises sous son contrôle. Pour pallier cet inconvénient, le décret du 22 octobre 1984 instaure le Répertoire des Entreprises Contrôlées Majoritairement par l'État (RECME). Ce répertoire est géré par l'Insee.

***S'il a une réalité économique évidente, le groupe d'entreprises n'est pas, en droit français, une personne morale.***

#### L'APPROCHE DU GROUPE « STATISTIQUE »

Il n'existe pas de définition universelle du groupe. Par contre différents secteurs du droit, principalement le droit du travail, le droit comptable et le droit fiscal, définissent des entités que l'on peut qualifier de groupe social, groupe comptable et groupe fiscal, qui fournissent au statisticien des pistes pour définir un groupe statistique. Deux principes se retrouvent dans cet ensemble de textes. Le premier est que, au sein du groupe, une société joue un rôle particulier en définissant la stratégie globale du groupe. Le second est que la relation de dépendance envers la société mère passe de manière privilégiée par une chaîne de détention d'une fraction, en général majoritaire, du capital reliant la société mère à la société fille. Le groupe social permet d'étendre la notion à des entreprises dépendantes par d'autres voies, telles la présence d'administrateurs communs ou des relations commerciales stables et importantes.

Ces mêmes principes de liens, de décision, de contrôle se retrouvent dans les textes européens, et dans le texte du traité «GATS » sur les échanges internationaux de services. Il y est dit qu'une personne morale «est détenue » par des personnes d'un Membre si plus de 50 % de son capital appartient en pleine propriété à des personnes de ce Membre ; qu'elle « est contrôlée » par des personnes d'un Membre si ces personnes ont la capacité de nommer des administrateurs, ou sont habilitées en droit à diriger ses opérations ; qu'elle «est affiliée » à une autre personne lorsqu'elle contrôle cette autre personne ou est contrôlée par elle, ou lorsqu'elle-même et l'autre personne sont toutes deux contrôlées par la même personne.

Ensemble de sociétés dépendantes d'une même société mère, c'est en précisant les termes « dépendantes » et « société mère » que les statisticiens ont défini le groupe statistique. La société mère, appelée « **tête de groupe** » est une société qui n'est « **contrôlée** » ni directement ni indirectement par aucune autre société et qui en contrôle au moins une. Cette définition exclut les « groupes » rassemblant plusieurs entreprises ayant un actionnaire majoritaire qui soit une personne physique. Le « **noyau dur** » du groupe est l'ensemble formé par la tête de groupe et les sociétés qu'elle contrôle directement ou indirectement. Le « **contrôle** » est la capacité de la tête de groupe à définir les orientations stratégiques de la filiale. Ce contrôle dérive de la possession du capital, à travers l'exercice des droits de vote qui permet de nommer les instances dirigeantes.

***Le contrôle est donc un « tout ou rien » : une société en contrôle une autre, ou ne la contrôle pas. C'est une variable binaire dont les modalités sont OUI ou NON.***

Cependant, la législation française limite les droits de la majorité et protège les intérêts des actionnaires minoritaires. Ainsi, la décision de dissolution anticipée de la société nécessite une majorité qualifiée (plus des deux tiers des voix). On parle couramment de « minorité de blocage » si

un actionnaire minoritaire détient plus du tiers des voix. Le statisticien va donc définir un « **taux de contrôle** ». En général, il est égal au pourcentage de voix en assemblée générale ordinaire d'actionnaires contrôlé par la société mère. Dans certains cas, la tête de groupe exerce un contrôle de fait sur l'entreprise bien que le pourcentage de voix détenues soit inférieur à la majorité. Dans ce cas, les statisticiens affectent de manière conventionnelle la valeur 50,01 % au taux de contrôle. Dans ces conditions, la variable « contrôle » est remplacée par l'expression « taux de contrôle strictement supérieur à 50,00 % ». Le mécanisme de l'enquête ne fournit pas d'information sur les contrôles minoritaires, mais seulement une présomption. Ce sont les cas où une tête de groupe détient plus de 40 % des droits de vote sans qu'une autre tête atteigne ce pourcentage. La lecture des rapports de Conseil d'administration de la tête de groupe, en particulier la manière dont la société fille est consolidée, fournit l'information complémentaire.

## **2-RECUEIL DES INFORMATIONS NECESSAIRES A LA CONSTITUTION DES GROUPES**

**Deux enquêtes complémentaires sont réalisées chaque année :**

**1- L'enquête liaisons financières (LIFI)** est une enquête statistique obligatoire auprès des entreprises privées, couverte par le secret statistique (loi de 1951). Elle existe depuis 1980.

Les entreprises interrogées vérifient au moins un des critères suivants :

- montant des titres de participation supérieur à 8 millions de francs, soit 1,2 millions d'euros.
- effectif supérieur à 500 salariés
- tête de groupe l'année précédente
- contrôlée directement par une entreprise étrangère l'année précédente
- chiffre d'affaires supérieur à 400 millions de francs\*, soit 60 millions d'euros.

*\*le seuil officiel est de 200 millions de francs soit 30 millions d'euros, mais compte tenu du nombre d'entreprises à enquêter, ce seuil est remonté depuis quelques années à 400 millions de francs soit 60 millions d'euros.*

Elles doivent de plus être encore actives et ne pas être interrogées par le RECME.

La base LIFI de l'année précédente et les fichiers SUSE les plus récents disponibles sont les sources majeures d'information. La lecture de la presse permet de rajouter quelques entreprises.

*En 2001 on interroge 22600 entreprises.*

**2- Le RECME** (répertoire des entreprises contrôlées majoritairement par l'État) est une enquête administrative (document CERFA n° 11241\*01), régie par le décret du 22 octobre 1984 et réalisée auprès des entreprises contrôlées par l'État.

Le nombre d'entreprises à enquêter varie principalement selon que l'on est en période de nationalisations ou de privatisations. D'autres mouvements affectent le RECME : respiration, filialisation, ventes et achats d'entreprises.

Afin de restreindre le nombre d'enquêtes, les critères de sélection des entreprises enquêtées sont les suivants, à partir du répertoire de l'année précédente, on sélectionne :

- les entreprises qui sont contrôlées directement par l'État (taux de l'État > 50,00 %)
- ou dont l'effectif est supérieur à 19 salariés l'année précédente
- ou ayant au moins 1 liaison aval l'année précédente
- ou étant tête de groupe public l'année précédente.

*En 2001 on interroge 880 entreprises.*

## **3- LES INFORMATIONS RECUEILLIES**

Les questionnaires se décomposent en trois parties. Les informations recueillies permettent de couvrir, sur un champ d'enquête limité, la presque totalité des groupes. Seules les PME et les TPE dépendant de petits groupes échappent à l'enquête<sup>1</sup>.

---

<sup>1</sup> A titre indicatif, un rapprochement avec la source extérieure Diane, montre que l'on ajoute 42 000 entreprises et 984 000 salariés dans le noyau dur des groupes en 1999.

Ces informations comprennent les sous-ensembles suivants :

**1- Identification de l'entreprise interrogée** (SIREN, raison sociale, adresse, activité, forme juridique, effectif, montant du portefeuille)

**2- L'actionnariat** (l'entreprise interrogée est considérée en tant que fille) : on commence par une décomposition en grandes catégories du capital (personnes morales ou physiques, françaises ou étrangères), puis on affine par la liste nominative des principaux actionnaires personnes morales. On récupère pour chacun la raison sociale, l'adresse (au moins la nationalité), le pourcentage de droits de vote détenus.

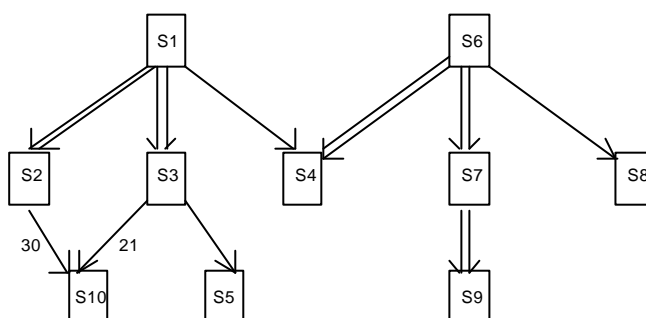
**3- La décomposition du portefeuille titres** (l'entreprise interrogée est alors considérée comme mère) : elle reprend en partie les données du tableau des filiales et participations que les sociétés publient en annexe de leur bilan ou dans leur rapport d'activité ; pour chaque filiale ou participation on recense la raison sociale, l'adresse, l'identifiant SIREN (ou pseudo<sup>2</sup>), l'activité, le pourcentage de capital et de droits de vote détenus, la valeur des titres au bilan.

#### L'influence du recueil de l'information sur le contour des groupes

L'interrogation de S2, S3, S4, S7, S8 suffit à récupérer l'ensemble des 2 groupes.

Il en est de même de l'interrogation de S1, S10, S5, S6, S9.

Mais l'interrogation de S1, S2, S6, S7 fait perdre une partie du groupe S1 ; on ne connaîtra pas l'existence de S5, ni celle du lien S3-S10 qui permet de raccrocher au groupe S1 la filiale S10. S10 n'apparaîtra que comme participation de S1 à 30 % (et non filiale à 30+21 %).



2 têtes de groupe : S1, S6

6 filiales : 3 de S1 {S2, S3, S10}  
3 de S6 {S4, S7, S9}

=> détention > 50 %

-> détention < 50 %

3 participations : 2 de S1 : {S4, S5}, S4 étant aussi filiale de S6  
1 de S6 : {S8}

#### **4-DEUX OBJECTIFS**

**1- DETERMINER LE RECME** : il est constitué de l'ensemble des entreprises contrôlées (directement ou indirectement) majoritairement par l'État.

<sup>2</sup> Pour les entreprises étrangères citées dans LIFI et RECME les gestionnaires disposent d'un fichier particulier où sont répertoriées toutes les entreprises étrangères apparaissant dans les enquêtes depuis l'origine (un fichier spécial « PSEUDO ») : il comprend la raison sociale, l'adresse, le pays, l'activité, l'effectif.

Le décret du 22 octobre 1984 institue le RECME (répertoire des entreprises contrôlées majoritairement par l'État) et charge l'INSEE de sa réalisation. L'INSEE doit ensuite tenir à la disposition de tous les ministères les informations recueillies.

**Une entreprise est inscrite au RECME dès lors que l'État détient directement ou indirectement, seul ou avec d'autres entreprises contrôlées, la majorité du capital ou des droits de vote dans les instances délibérantes.**

Le RECME est public : la liste de ses entreprises est publiée chaque année depuis 1984, elle donne pour chaque unité le SIREN, la raison sociale, l'adresse, la catégorie juridique, l'activité.

L'ensemble des entreprises du RECME peut être assimilé à un groupe dont la tête serait l'État.

## **2- IDENTIFIER LES GROUPES PUBLICS ET PRIVÉS**

### **a- Identifier les têtes de groupe (TG) parmi l'ensemble des entreprises**

rappel : *Par convention, la tête de groupe est une société qui n'est pas contrôlée directement ou indirectement par une autre société et qui de plus contrôle au moins une société.*

**b- Leur associer les entreprises contrôlées à plus de 50 % et celles sur lesquelles elles ont une influence :**

==> on aura ainsi les ensembles : têtes de groupe ; noyau dur ; contour élargi

*Une filiale est une entreprise détenue à plus de 50 % ;  
Une participation est détenue à 50 % et moins.*

### **c- Situer les filiales dans la structure du groupe :**

On va mesurer le nombre d'intermédiaires qui existent entre la tête de groupe et chacune de ses filiales. Cela donne une idée de la complexité du groupe. A cette fin, on définit une variable « rang de contrôle ».

*Ce rang mesure la distance entre la filiale et la tête de groupe. Si la société est contrôlée directement par la tête, elle est de rang 1, si elle est contrôlée par l'intermédiaire d'une filiale directe (ou de plusieurs) elle est de rang 2, etc...*

Ces ensembles seront classés en 3 catégories :

- **les groupes publics** : ceux dont la tête appartient à l'État
- **les groupes privés français** : ceux dont la tête est une entreprise française
- **les groupes étrangers** : ceux dont la tête est une entreprise étrangère.

**Toutes ces données sont regroupées chaque année dans un fichier contenant 4 tables :**

-- **entreprises : (ENT)** : contient toutes les entreprises recensées dans les questionnaires. Ce fichier permet de connaître pour chacune sa position dans la sphère des groupes (tête, contrôlée majoritairement, dans le contour élargi des groupes, dans la mouvance des groupes-*cf chapitre « définitions »*)-)

-- **liaisons apparentes (LIA)** : données primaires issues des questionnaires (parties 2 et 3) ; c'est l'ensemble des liens reliant les entreprises 2 à 2. Dans cette relation, une des entreprises est détenante (amont), l'autre détenue (aval).

-- **liaisons réelles (LAR)** : La table LAR donne les liaisons entre une tête de groupe et une entreprise. Pour qu'il y ait liaison réelle entre une entreprise et un groupe, il faut et il suffit que celui-ci contrôle au moins un des actionnaires immédiats de l'entreprise. Pour chaque liaison on a le taux de contrôle et le rang.

-- **têtes de groupe (TG)** : cette table contient la liste des têtes de groupe et leurs caractéristiques.



*L'activité principale du groupe est définie comme l'activité employant le plus de salariés dans l'ensemble des entreprises du groupe (en sommant les effectifs selon les activités des entreprises du groupe).*

## **5- METHODES, CAS PARTICULIERS ET LIMITES DE L'INFORMATION**

L'obtention de la liste des têtes de groupe et des entreprises contrôlées s'obtient assez facilement en examinant, pour chaque entreprise recensée par les enquêtes, la liste des entreprises contrôlées par elle. Les entreprises qui ne sont contrôlées par aucune autre sont les têtes de groupe, la liste des entreprises qu'elles contrôlent constitue leur noyau dur.

Outre les contrôles minoritaires, dont on a parlé au premier paragraphe, quelques cas obligent les statisticiens à retravailler les données issues des enquêtes avant de calculer le contour des groupes. Dans les **groupes coopératifs ou mutualistes**, la détention du contrôle reste liée à la possession d'une fraction du capital mais dérive non pas du taux de possession mais des responsabilités de la tête de réseau. Il y a retraitement des données de base pour faire apparaître le contrôle.

Au-delà du noyau dur, les groupes peuvent influencer, toujours par la possession d'une partie du capital et à travers l'exercice des droits de vote attachés, d'autres entreprises. On dit d'une entreprise dans cette situation qu'elle appartient au « **contour élargi** » du groupe. Une entreprise peut appartenir au noyau dur d'un groupe et être dans le contour élargi d'un ou plusieurs autres groupes. Elle peut aussi appartenir seulement au contour élargi d'un ou de plusieurs autres groupes. Les contours élargis des groupes ne constituent pas des ensembles disjoints d'entreprises contrairement aux noyaux durs. Leur intérêt est de caractériser un ensemble d'entreprises qui, sans être membres d'un groupe, sont sous l'influence d'au moins un d'entre eux.

Une catégorie très particulière d'entreprises doit être mentionnée. Ce sont les filiales communes, appelées aussi « **joint-ventures** » ou « **co-entreprises** ». Leur singularité est que deux groupes, parfois plus, y sont associés à stricte parité et que leur bon fonctionnement dépend de l'accord constant, à la fois sur la stratégie et sur les opérations courantes, des co-actionnaires. Dans les comptes consolidés, ces entreprises font l'objet d'un traitement particulier, l'intégration proportionnelle. Dans les statistiques de groupes, elles figurent dans les entreprises du contour élargi (ou têtes de groupe si elles possèdent des filiales).

Un des points les plus délicats des statistiques sur les groupes d'entreprises est lié à l'espace économique où sont implantées leurs filiales et qui déborde largement le territoire national. Le problème existe pour certaines entreprises à travers les succursales ou les chantiers à l'étranger. C'est un des éléments d'explication de l'écart que l'on peut constater entre les données des comptes sociaux (qui les intègrent) et les données fiscales (qui peuvent ne pas les intégrer). Pour les groupes, le problème est important. La première difficulté tient au recueil de l'information.

-- L'influence des groupes français à l'étranger et inversement des groupes étrangers en France est mal connue par l'enquête LIFI. En effet, les entreprises interrogées sont obligatoirement françaises. Les données recueillies sur l'étranger sont donc limitées aux liens directs entre la France et l'étranger. Pour pallier ce manque d'informations, l'Insee exploite depuis 1994 les données sur les investissements étrangers en France issues des fichiers de la Direction du Trésor. Cette source permet de connaître non seulement l'investisseur direct, mais aussi le pays d'origine des capitaux, c'est à dire le pays de la maison mère du groupe investisseur.

-- Si dans LIFI une société A est détenue par une société suisse, sa tête de groupe sera suisse, même si la société suisse est filiale d'un autre groupe étranger (américain, allemand ou autre). Les données du Trésor permettent de connaître cette information et, à défaut d'associer la raison sociale exacte de la société mère, dire que le groupe d'appartenance de la société A est américain (ou autre) et non « suisse ».

Actuellement, les deux sources sont exploitées séparément et fusionnées au niveau d'études statistiques.

-- Parallèlement, les investissements français à l'étranger peuvent passer par une filiale étrangère. Ces informations sont connues de la DREE. L'exploitation de cette source fait partie des améliorations envisagées pour l'enquête LIFI. Elle en est pour l'instant au stade de la réflexion.

## Exemple d'identification des sociétés appartenant à un groupe

1-L'examen de la figure 1 (voir page suivante) fait apparaître un certain nombre de situations souvent rencontrées et qui permettent de mieux comprendre comment l'on peut identifier les sociétés qui appartiennent à un groupe.

2-On suppose que le capital des sociétés S3, S4, S9, S10 et S16 est détenu intégralement par un nombre limité de sociétés, la totalité du capital des sociétés S1, S7 et S17 est détenue par des personnes physiques dont on ne connaît ni le nombre ni le pourcentage détenu par chacune. Le capital des sociétés S5 et S6 est détenu simultanément par des sociétés ou des personnes physiques. L'ensemble des personnes physiques sera considéré comme un bloc homogène, équivalant à une société non contrôlée. A l'inverse, une grande partie du capital des sociétés S2, S11, S12 et S15 est « dans le public », c'est-à-dire partagé entre un grand nombre d'actionnaires, individus, sociétés, etc. détenant chacun un pourcentage faible, voire insignifiant de la société qui est cotée en bourse. Dans ce cas, dans la liste des actionnaires personnes morales, on trouve des « investisseurs institutionnels » (sociétés d'assurances, fonds de pension, etc.) qui, par nature, n'interviennent pas dans la gestion de la société. On cherche d'abord à identifier les « têtes de groupe » dans l'ensemble de S1 à S17.

3-Dans un premier temps, on écarte un certain nombre de sociétés qui n'ont pas de filiales<sup>3</sup> (S1, S4, S5, S7, S10, S11, S13, S14, S16, S17) et d'autres car elles sont filiales directes (S3, S4, S8, S10, S13, S14, S16). On remarque que certaines sont éliminées par les deux critères (S4, S10, S13, S14, S16). Sont donc candidates S2, S6, S9, S12 et S15. On élimine ensuite S9 de la liste puisque S8 est contrôlée par S6, les participations de S8 et S6 dans S9 s'ajoutent, donc le taux de contrôle de S6 dans S9 est de 80 % et S9 n'est pas tête de groupe. Inversement, S6, société fermée, ne peut être contrôlée par S5 ; elle est donc tête de groupe.

4-Par ailleurs, S2, S12 et S15 sont dans des situations a priori très comparables : respectivement, 30, 42 et 40 % de leur capital est détenu par une société, le reste étant disséminé dans le public. Dans ces conditions, il est vraisemblable que ces trois sociétés sont contrôlées respectivement par S1, S11 et S17 bien qu'elles n'en soient pas filiales. Si l'hypothèse sur S1, S11 et S17 est vraie, l'examen des conseils d'administration de la maison mère et de la filiale doit le confirmer.

5-Dans le cas de S1-S2, cet examen apparaît très souvent comme impossible car cette information n'est pas publique. En effet, si S2 est une société connue, S1 est en général une société purement financière, sans aucune activité, sans personnel, dont l'actif du bilan est limité aux titres de S2 qu'elle détient et le compte d'exploitation général limité aux dividendes qu'elle en perçoit ; c'est une société relais entre ses actionnaires, personnes physiques et le groupe de production. Elle a pour seul rôle de maintenir au sein d'une personne (morale) unique le bloc de contrôle ; elle permet à la « famille » de garder le contrôle de l'affaire ; économiquement, son rôle est négligeable. Conserver à S2 son statut de tête de groupe apparaît dès lors logique.

6-Pour S12 et S15, l'examen révèle une situation très différente. Si on conclut en effet au contrôle de S11 sur S12, on est amené à s'interroger sur le lien entre S17 et S11 qui, formellement, est semblable. Mais alors S17 est en passe de contrôler non pas une mais deux sociétés qui ne sont pas filiales. Le choix, dont la solution est liée à la preuve que l'on peut faire de majorités communes dans les conseils d'administration de ces sociétés, est soit de conserver deux têtes de groupes S12 et S15 soit une tête de groupe S17.

7-Dans le premier cas, on est en présence de deux groupes industriels et commerciaux tout à fait classiques avec, en amont, des sociétés de portefeuille (S11 et S17) réalisant des placements financiers, sans intervention dans la vie des groupes. Dans le second, on se trouve dans une situation limite des groupes financiers : en dernier ressort, la décision appartient à S17 et son rôle d'arbitre se fait, probablement, en termes financiers ; les décisions d'investissements productifs restent vraisemblablement au niveau de S12 ou S15 mais elles s'effectuent sous les contraintes financières décidées au-dessus d'elles.

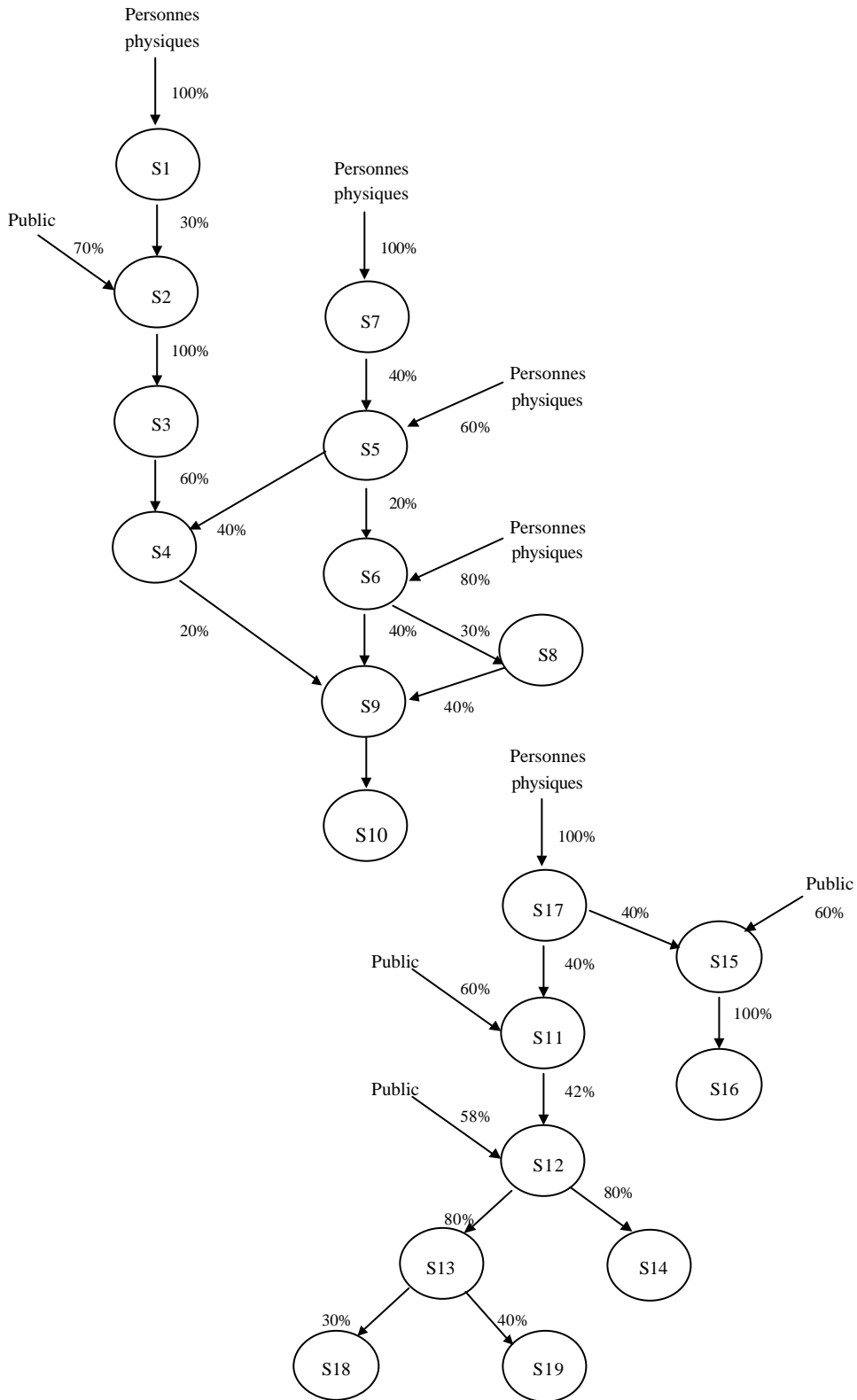
8-Si l'on retient S17, l'examen précédent dégage trois têtes de groupes : S2, S6 et S17. La figure 1 permet de visualiser les trois groupes qui y sont associés : le premier comprend cinq sociétés : S2, S3, S4, S9 et S10. On définit le taux de contrôle de la tête de groupe sur une société comme la somme des taux de contrôle des actionnaires directs de la société déjà contrôlée par la tête de groupe ; par convention, le taux de contrôle de la tête sur elle-même est égal à 100 % ; pour les sociétés en aval, non contrôlées, ce taux est nul. Dès lors, le taux de contrôle de S2 sur les sociétés du groupe est : 100 % pour S2 et S3, 60 % pour S4, 20 % pour S9 et 0 % pour S10.

9-Le deuxième groupe comprend quatre sociétés : S6, S8, S9, S10 et le troisième neuf sociétés de S11 à S19. Les sociétés S1, S5 et S7 ne font partie d'aucun groupe bien qu'entretenant des liens assez importants avec les sociétés des groupes.

<sup>3</sup>

On appelle « filiale directe » une société dont la maison mère détient plus de 50 % du capital. Une « filiale indirecte » est de ce fait la filiale d'une filiale. Une filiale est donc une filiale directe ou indirecte. Si le taux de détention de la maison mère est compris entre 10 et 50 %, on parle de simple participation.

Figure 1. Exemple de liaisons de détention de capital entre les sociétés S1 à S19





## II-DONNEES GENERALES

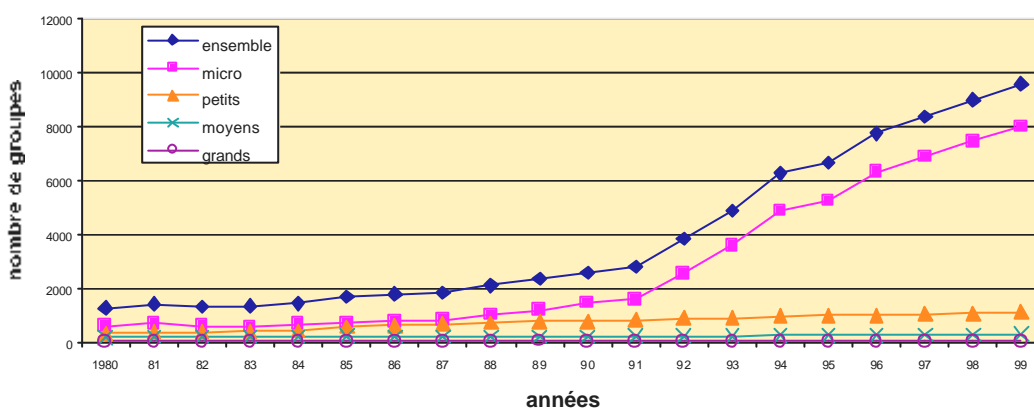
### 1- Evolution des groupes par taille

Le poids considérable des groupes d'entreprises dans les facteurs de production comme dans les revenus des entreprises tient d'abord aux plus grands groupes : le mot « groupe » évoque communément quelques grands noms de multinationales bien connues. Certes les grands groupes ont une importance remarquable, mais ils sont peu nombreux et leur nombre est relativement stable sur la période 1980 à 1999 (autour de 80). Qualitativement, le phénomène notable réside dans l'explosion du nombre de toutes petites structures de groupes depuis la fin des années 80 et surtout depuis 1991. Il s'agit en particulier des micro-groupes, groupes employant en France moins de 500 salariés - soit l'effectif d'une PME – et dont le nombre a été multiplié par 10 depuis 1985 (on en dénombre 8000 en 1999).

Ce développement des liens entre sociétés et des groupes se retrouve dans l'accroissement constant du poste « participations » dans le bilan des entreprises.

Comme l'a montré une étude de mars 2001 sur les microgroupes, plusieurs raisons expliquent cet accroissement. La structure en groupe permet de développer et de rationaliser son activité ; elle facilite la transmission du patrimoine. La présence étrangère en France qui s'est accrue dans les années 90, a particulièrement ciblé les petites et moyennes entreprises et contribué à la création de microgroupes français .

### évolution du nombre de groupes



source : lifi

### 2- Evolution de la structure des groupes

*Quatre fois plus d'entreprises contrôlées en vingt ans :*

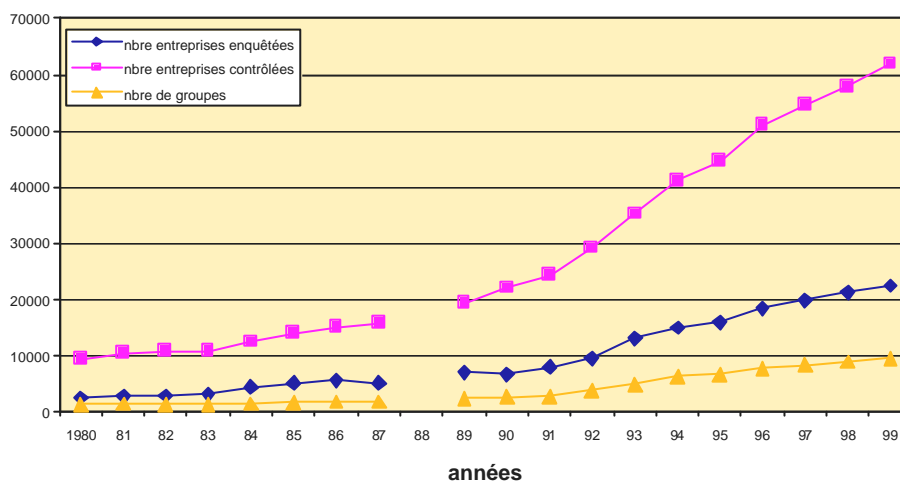
L'organisation des groupes s'est modifiée au cours du temps. Ainsi le nombre moyen de filiales résidentes des petits et moyens groupes (contrôlant 500 à 10.000 salariés en France) a-t-il doublé en 20 ans : il s'élève aujourd'hui à plus de 8 filiales par groupe, l'essentiel de cette augmentation se situant durant les années 90. De même les quelques dizaines de très grands groupes employant plus de 10.000 salariés en France contrôlent en moyenne chacun près de 150 filiales, contre environ 40 vingt ans auparavant. Pour ces très grands groupes, en revanche, l'augmentation a lieu dès les années 80. Quant aux micro-groupes, population moins sujette par nature à la multiplication des filiales, on peut noter qu'ils contrôlent en moyenne chacun presque 1 filiale de plus qu'en 1980.

Au total, si l'on met de côté les micro-groupes et leurs entreprises, le nombre de groupes a été multiplié par 2 en 20 ans, tandis que le nombre de leurs entreprises résidentes l'a été par 4.

### Nombre moyen d'entreprises françaises en 1980, 1989, 1999, par taille de groupes

taille du groupe	nbre groupes 1980	nbre entrep	nbre moyen entrep	nbre groupes 1989	nbre entrep	nbre moyen entrep	nbre groupes 1999	nbre entrep	nbre moyen entrep
micro groupes - <500	627	1966	3.1	1230	4524	3.7	8008	30708	3.8
petits groupes <2000	383	1791	4.7	820	4488	5.5	1146	10008	8.7
moyens groupes <10000	223	2443	11.0	241	3461	14.4	343	7524	21.9
grands groupes +10000	73	2987	40.9	92	6949	75.5	87	13660	156.3
ensemble	1306	9187	7.0	2383	19422	8.2	9584	61900	6.4

### Evolution du nombre d'entreprises enquêtées, contrôlées et du nombre de groupes entre 1980 et 1999

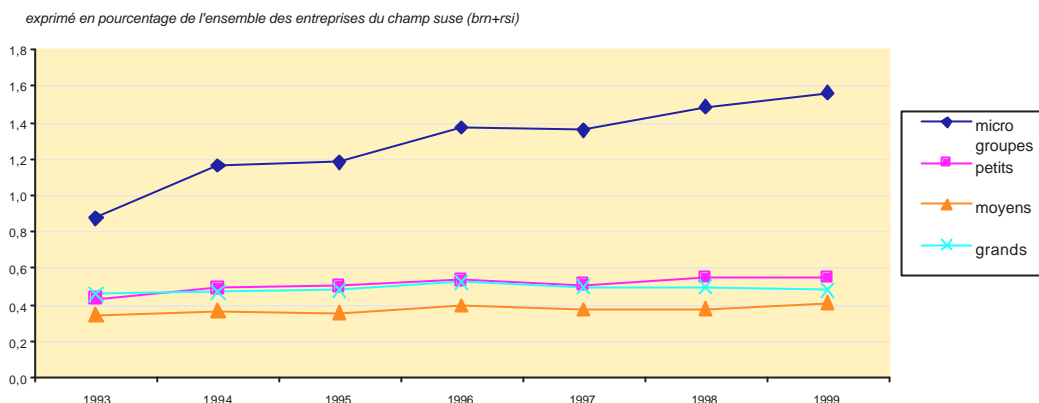


source : lifi

### De plus en plus de PME sous contrôle

Une part de plus en plus importante des PME se situe en effet sous le contrôle direct d'un groupe. C'est dans les micro-groupes que la part des entreprises contrôlées augmente le plus. Tous secteurs d'activités confondus, le poids des groupes dans l'emploi des PME s'élève à 42 % en 1999, contre 31 % en 1993. Cette part avoisine même les 73 % pour les grandes PME c'est à dire les entreprises qui emploient entre 200 et 500 salariés. Il était de 61 % en 1993 et de 35 % en 1985.

## Evolution des entreprises contrôlées selon la taille des groupes



rappel :SUSE= système unifié de statistique d'entreprises,  
 champ brn= ensemble des entreprises soumises au régime fiscal du bénéfice réel normal,  
 rsi= ensemble des entreprises soumises au régime simplifié d'imposition

### 3- Poids des groupes dans l'économie

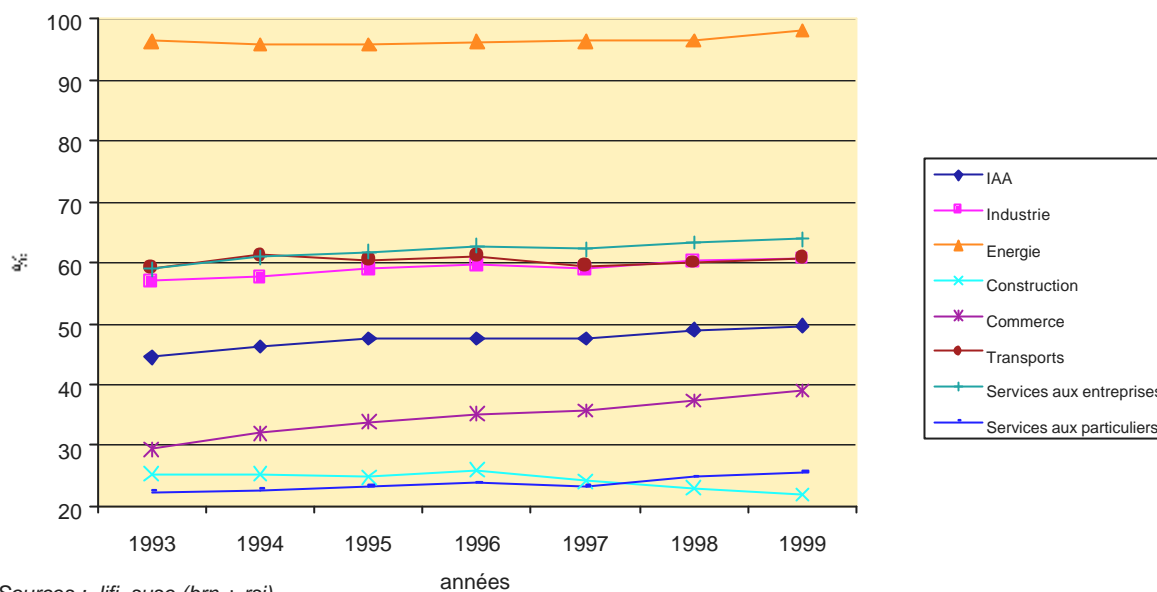
L'importance des groupes reste variable selon le secteur d'activité. Le pourcentage du nombre d'entreprises contrôlées par les groupes varie fortement. Les valeurs extrêmes vont de 0,8 % dans la construction à 23 % dans les activités financières et 19 % dans l'énergie. Ce pourcentage est faible également dans les services aux particuliers et le commerce. Cette répartition est confirmée par l'examen des effectifs ou de la valeur ajoutée. Dans la construction, les services aux particuliers et les activités immobilières, les effectifs des groupes représentent environ 20 à 25 % des effectifs du secteur, la valeur ajoutée 24 à 30 %. Dans ces secteurs, l'activité est dispersée entre de nombreuses entreprises, souvent de petite taille. A contrario, les groupes prédominent dans les secteurs très concentrés ou fortement capitalistiques tels que l'énergie, l'industrie automobile ou les activités financières (entre 86 et 98 %).

La concentration est particulièrement forte dans les activités fortement dominées, ou anciennement dominées, par le secteur public. Dans ces activités (construction automobile, aéronautique et spatiale, fabrication d'armes et de munitions, extraction d'hydrocarbures, raffinage de pétrole, production et distribution d'électricité, auxquelles on ajoute le captage et la distribution d'eau), les 4 premiers groupes présents occupent plus de 80 % des salariés et réalisent plus de 85 % de la valeur ajoutée du secteur.

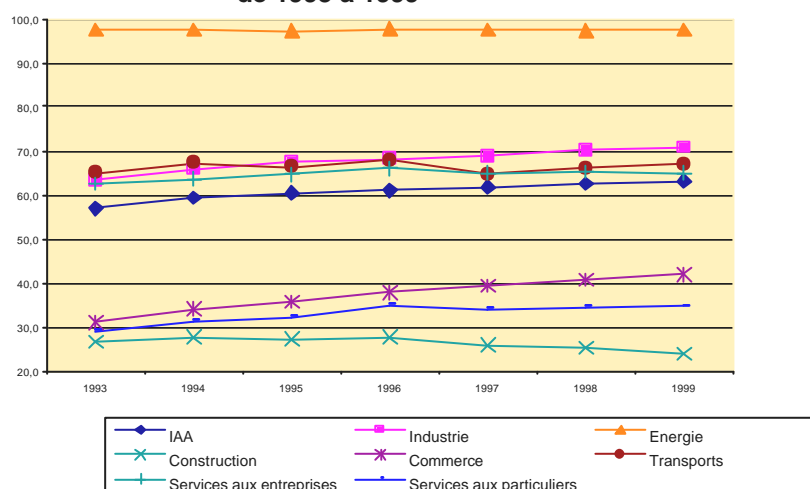
Si dans l'énergie, seulement une entreprise sur cinq est dans un groupe, les entreprises des groupes contribuent à plus de 95 % à la production du secteur.

Malgré la progression des groupes dans chaque secteur sur les 10 dernières années, l'ordre des secteurs en fonction du poids des groupes reste identique.

### Part des groupes dans l'effectif sectoriel de 1993 à 1999



### Part des groupes dans la valeur ajoutée sectorielle de 1993 à 1999



## 4-L'influence étrangère

On constate une importance grandissante des groupes étrangers présents en France. En 1989 on comptait 600 têtes de groupes étrangères contrôlant 2 700 entreprises françaises et employant 0,8 million de salariés. Dix ans plus tard, elles sont 2 000 contrôlant 10 300 entreprises et employant 1,8 million de salariés en France. La part des effectifs français sous contrôle étranger est passée de 7,8 % à 13,3 % entre 1993 et 1999. Les grands secteurs dominés par l'étranger sont toujours l'industrie, les services aux entreprises et le commerce. Toutefois on peut noter la forte expansion des services aux entreprises : la part des effectifs y passe de 6 % à 23 %, celle de la valeur ajoutée de 5 % à 16,5 % entre 1993 et 1999.

Les cinq premiers pays investisseurs sont toujours les Etats-Unis, les Pays-Bas, la Suisse, le Royaume-Uni, l'Allemagne, classés par ordre décroissant des effectifs français contrôlés. En 1999,

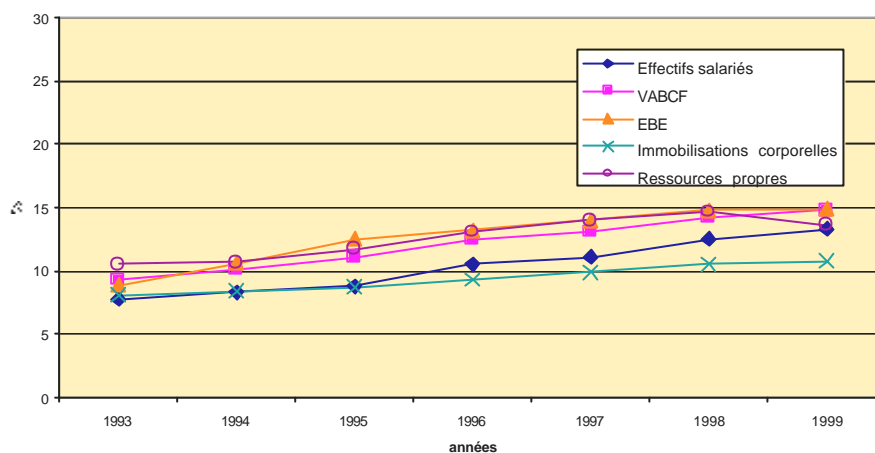


ces cinq pays représentent 70 % des têtes de groupes étrangères implantées en France, 70 % des entreprises françaises sous contrôle étranger et 80 % des effectifs français employés dans ces entreprises. Les Etats-Unis viennent largement en tête occupant plus de 480 000 salariés, devant les Pays-Bas (290 000 personnes).

L'influence étrangère en France mesurée par l'enquête liaisons financières est sous-estimée. En effet, on interroge des entreprises françaises au-delà d'un seuil de salariés (500) ou d'un montant de titres de participation détenus (8000KF). Les PME sous contrôle direct étranger échappent à l'enquête. De même, lorsque la chaîne de contrôle en amont est complexe, on peut ne pas toujours remonter jusqu'à l'actionnaire ultime étranger.

La localisation de l'actionnaire ultime ne sera pas toujours identifiée : on connaît le premier détenteur étranger, et on ne sait qu'avec difficulté si celui-ci est lui-même détenu par une autre entreprise, et si celle-ci à la même nationalité.

### Part des groupes étrangers (hors secteur financier)



Sources : lifi, suse (brn + rsi)

### 5-Public - privé

La part des groupes publics dans l'économie évolue en fonction de la législation. Après une forte augmentation dans les années 1982-84 due à la loi de nationalisation de février 82, la part des groupes du secteur public diminue. Les lois d'août 1986 et juillet 1993 sur les privatisations expliquent le profil descendant des courbes 1993- 99. Pour plus de détails sur l'évolution du secteur public et le passage au privé, il faut se reporter à la bibliographie (chapitre IV).

Entre 1989 et 99, outre les mouvements de privatisations il faut noter le changement de statut, en 1991, des PTT et la création de 2 nouvelles entités La Poste et France Télécom, qui sont entrées dans le champ des groupes (avec environ 400 000 salariés). La réorganisation de la SNCF en 1997 et la création de Réseau Ferré de France influence les résultats dans le secteur des transports. En effet, Réseau Ferré de France est contrôlé directement par l'État mais n'a pas de filiale. Ce n'est donc pas un groupe au sens de LIFI. De ce fait, on constate une forte baisse des variables financières des groupes dans les transports en 1997.

Les entreprises privatisées restent dans le champ des groupes mais glissent du secteur public au secteur privé. Ces privatisations peuvent s'accompagner de restructurations, ce qui fut notamment le cas dans la chimie et la sidérurgie.



### III- LES TABLEAUX DISPONIBLES

**1- Série 1992-1999** : tableaux issus de la nouvelle exploitation LIFI2. Il y a eu extension du champ dans l'appariement entre LIFI et SUSE. On retient les fichiers SUSE-BRN et SUSE-RSI (au lieu de BRN seul).

Les tableaux se rapportent aux entreprises françaises des groupes. Les effectifs sont ceux de SUSE, sauf pour les entreprises publiques pour lesquelles on garde les effectifs « enquête Recme ». L'activité et les données comptables sont prises dans SUSE. Ces données ne sont donc renseignées que pour les entreprises de LIFI présentes dans SUSE. Pour les entreprises de LIFI non appariées, les données comptables et les effectifs sont mis à zéro et on garde l'activité de l'enquête. La comptabilité des entreprises du secteur financier (notamment des banques et des assurances) répond à des règles bien particulières. En conséquence, au niveau des tableaux, aucune donnée comptable n'est donnée pour ce secteur. Sur l'ensemble des groupes, on distingue l'ensemble sans le secteur financier, et l'ensemble tous secteurs pour lequel sont donnés les effectifs, le nombre d'entreprises et de groupes.

Pour 1992, le code activité en NAF été codifié à partir de la donnée prise dans SUSE-FUTE et, pour les absentes de SUSE, par une table de passage.

Les différentes séries de tableaux donnent :

1-a) selon la nature du groupe : public, privé, étranger

1-b) selon la taille du groupe : micro (<500 salariés) ; petit (<2000) ; moyen (<10000) ; grand (> ou =10000)

*le nombre de groupes, d'entreprises, les effectifs salariés, la valeur ajoutée brute au coût des facteurs (VABCF), l'excédent brut d'exploitation (EBE), les immobilisations incorporelles (IMMOINC), les immobilisations corporelles (IMMOCORP), les ressources propres (RESS PROP).*

2- par secteur d'activité des entreprises en 16 postes (de la nomenclature économique de synthèse, NES), pour l'ensemble des entreprises du contour élargi des groupes, du noyau dur des groupes en distinguant dans ce cas la nature du groupe :

*le nombre d'entreprises, les effectifs, le chiffre d'affaires élargi (CA ELARGI), le chiffre d'affaires à l'exportation (CA EXPORT), la valeur ajoutée brute au coût des facteurs (VABCF), l'excédent brut d'exploitation (EBE), les immobilisations incorporelles (IMMOINC), les immobilisations corporelles (IMMOCORP), les ressources propres (RESS PROP), le nombre de groupes ayant une activité (NAF) dans ce secte.*

*Rappel : les données comptables ne sont pas données pour les activités financières.*

3- par grands secteurs économiques : industrie agro-alimentaire, industrie, énergie, construction, commerce, transport, services aux entreprises, services aux particuliers, la part des entreprises appartenant à des groupes par rapport à l'ensemble des entreprises du champ SUSE-BRN et RSI, exprimé en pourcentage pour :

*le nombre d'entreprises, les effectifs, le chiffre d'affaires élargi (CA ELARGI), le chiffre d'affaire à l'exportation (CA EXPORT), la valeur ajoutée brute au coût des facteurs (VABCF), l'excédent brut d'exploitation (EBE), les immobilisations incorporelles (IMMOINC), les immobilisations corporelles (IMMOCORP), les ressources propres (RESS PROP).*

**2- Série 1989-1991** : tableaux issus de l'exploitation LIFI1, où l'appariement avec la source SUSE était réduit au fichier BRN. Ils sont exprimés dans la nomenclature d'activité NAP de 1973 en vigueur jusqu'en 1993. Les tableaux ne sont donc pas directement comparables à ceux de 1992-1999.

**3- Série des tableaux publiés dans l'annuaire statistique de la France** : ces tableaux existent depuis la première exploitation de l'enquête liaisons financières, c'est à dire 1980 (annuaire de la France de 1981). Les évolutions sont à interpréter avec précaution, des effets de seuil de collecte, de champ de collecte et d'appariement avec SUSE, de changement d'activités apparaissent tout au long de cette période 1980-1999.

Quelques étapes :

- entre 1980 et 1985 : amélioration de la collecte due en partie à la mise en route. Le seuil de sélection sur le montant des titres de participation pour les entreprises à interroger passe de 4 à 6, puis 8 millions de francs.

- en 1984, création du recme pour mieux connaître les entreprises détenues par l'État.

- en 1986, interrogation des entreprises des secteurs des banques et des assurances. Les informations les concernant étaient récupérées par une source extérieure et ne donnaient pas satisfaction.

- en 1987, on modifie le seuil de l'effectif pour les entreprises interrogées. Il passe de 700 à 500 salariés.

- en 1990, on sélectionne de plus les entreprises ayant un chiffre d'affaire supérieur à 200 millions de francs.

- en 1992, il y a changement de la nomenclature d'activité et du champ d'appariement avec les fichiers de SUSE.

A titre d'information, les tableaux de 1999 sont donnés dans l'annexe 3. Ils sont un peu différents de ceux des années précédentes. Le poids des entreprises des groupes par activité est publié pour la première fois.

## IV-BIBLIOGRAPHIE

**1-BIBLIOGRAPHIE RELATIVE AU RECME**, Répertoire des Entreprises Contrôlées Majoritairement par l'État

- **"Le Répertoire des Entreprises Contrôlées Majoritairement par l'État" par V. Thollon-Pommerol paru dans le "Courrier des Statistiques" n° 33 - janvier 1985 - Insee**

Présentation de la mise en place du répertoire.

- **"Les contours du secteur public au début de l'année 1985" par V. Thollon-Pommerol "Premiers résultats" n° 57 - avril 1986 - Insee**

Un nouveau répertoire. Le répertoire des entreprises contrôlées majoritairement par l'État (RECME), créé par le décret n°84-966 du 22 octobre 1984 (JO n°263 du 28/10/84), permet de cerner avec précision l'importance du secteur public d'entreprises dans l'économie française.

Le répertoire a pour but d'établir, au 31 décembre de chaque année, la liste, accessible à tous, des entreprises sous contrôle de l'État. Il permet d'harmoniser les contours du secteur public dans les statistiques et donc de faciliter les comparaisons dans le temps et les rapprochements entre sources différentes.

Relève du répertoire toute entreprise française dont, soit la majorité du capital, soit la majorité des voix dans les instances délibératives, est détenue par l'État, directement ou indirectement, seul ou conjointement avec les entreprises qu'il contrôle.

Fin 1984, le répertoire compte 2 542 entreprises employant 1,9 millions de salariés (soit 14,3 % de salariés de l'économie française, hors administrations, poste et télécommunications).

- **"Privatisation et contour du secteur public" par V. Thollon-Pommerol "Premiers résultats" n° 68 - juillet 1986 - Insee**

La récente loi d'habilitation (n°86-973 du 2 juillet 1986, JO du 3/07/1986) en matière économique et sociale prévoit, dans un délai de cinq ans, la privatisation de 65 sociétés du secteur public. Le Répertoire des Entreprises Contrôlées Majoritairement par l'État permet d'en mesurer les conséquences sur l'importance du secteur public dans l'économie française : à partir de la situation début 1985, on simule le passage au secteur privé de la détention du capital et du contrôle de ces sociétés.

- **"Répertoire des Entreprises Contrôlées Majoritairement par l'État au 31 décembre 1984" "Archives et documents" n° 170 - juillet 1986 - Insee**

Cette publication permet de retrouver les entreprises contrôlées au 31 décembre 1984 avec pour chacune d'elles : le nom, l'adresse, le code d'activité principale et la forme juridique.

- **"Le Répertoire des Entreprises Contrôlées Majoritairement par l'État" par V. Thollon-Pommerol paru dans le "Courrier des Statistiques" n°40 - octobre 1986 - Insee**

- **"Les contours du secteur public au début de l'année 1986" par V. Thollon-Pommerol "Premiers résultats" n° 80 - janvier 1987 - Insee**

Début 1986, le Répertoire des Entreprises Contrôlées Majoritairement par l'État (RECME) comprend plus de 3 000 entreprises employant près de 1,9 millions de personnes.

Le poids des grandes entreprises (plus de 1 000 salariés) est très important, elles représentent 88 % du total des emplois. La répartition des emplois de ces entreprises, par grands secteurs, fait apparaître une assez forte dispersion ; six secteurs sur seize, l'énergie, les biens intermédiaires, les biens d'équipement professionnel, le matériel de transport terrestre, les transports et les organismes financiers, concentrent en effet plus de 80 % des emplois.

- **"Répertoire des Entreprises Contrôlées Majoritairement par l'État au 31 décembre 1986" "Archives et documents" n° 264 - décembre 1988 - Insee**

Cette publication permet de retrouver les entreprises contrôlées au 31 décembre 1986 avec pour chacune d'elles : le nom, l'adresse, le code d'activité principale et la forme juridique.

**- "Répertoire des Entreprises Contrôlées Majoritairement par l'État au 31 décembre 1987"  
"Archives et documents" n° 280 - janvier 1989 - Insee**

Cette publication permet de retrouver les entreprises contrôlées au 31 décembre 1987 avec pour chacune d'elles : le nom, l'adresse, le code d'activité principale et la forme juridique.

**- "Les contours du secteur public au 1<sup>er</sup> janvier 1988" par V. Thollon-Pommerol  
"Insee Première" n° 3 - février 1989 - Insee**

En 1987, près de 1 100 entreprises sont sorties du secteur public, avec leurs 330 000 salariés. l'essentiel de ce mouvement est la conséquence de la privatisation de six grandes entreprises contrôlées directement par l'État.

**- "Répertoire des Entreprises Contrôlées Majoritairement par l'État au 31 décembre 1988"  
"Insee Résultats" n° 25 - avril 1990 - Insee**

En 1988, deux privatisations importantes entraînent la sortie de 20 000 salariés du champ du répertoire. Les entreprises contrôlées majoritairement par l'État sont environ 2 000 et emploient 1 350 000 personnes. Cette publication permet de retrouver les entreprises contrôlées au 31 décembre 1988 avec pour chacune d'elles : le nom, l'adresse, le code d'activité principale et la forme juridique.

**- "Répertoire des Entreprises Contrôlées Majoritairement par l'État au 31 décembre 1989"  
"Insee Résultats" n° 36 - janvier 1991 - Insee**

Le répertoire des entreprises contrôlées majoritairement par l'État n'a pas connu de mouvement spectaculaire en 1989. Si les effectifs sont toujours en baisse, cette dernière est faible. Les nouvelles sociétés contrôlées par l'État sont toujours de petite taille et traduisent la tendance des grands groupes à faire coexister, à côté des grandes unités, un nombre croissant de petites et moyennes entreprises.

Les entreprises contrôlées majoritairement par l'État sont environ 2 260 et emploient 1 339 000 salariés. Cette publication permet de retrouver les entreprises contrôlées au 31 décembre 1989 avec pour chacune d'elles : le nom, l'adresse, le code d'activité principale et la forme juridique.

**- "Répertoire des Entreprises Contrôlées Majoritairement par l'État au 31 décembre 1990"  
"Insee Résultats" n° 47 - avril 1992 - Insee**

Les entreprises contrôlées majoritairement par l'État sont au nombre d'environ 2 500 et emploient 1 348 000 salariés. Quelques mouvements importants ont marqué l'année 1990 : l'entrée dans le champ du RECME du GIAT-INDUSTRIE (par changement du statut juridique) et d'UTA, le retour de FRAMATOME, le démembrement d'ORKEM dont une partie des activités, rachetée par la compagnie française des P, sort du RECME. Cette publication permet de retrouver les entreprises contrôlées au 31 décembre 1990 avec pour chacune d'elles : le nom, l'adresse, le code d'activité principale et la forme juridique.

**- "Les entreprises publiques fin 1991" N. Chabanas - E. Vergeau  
"Insee Première" n° 253 - mars 1993 - Insee**

Fin 1991, l'État contrôle plus de 2 600 entreprises employant 1 763 000 salariés en France. 1 100 entreprises étaient sorties du secteur public lors des privatisations de 1987 ; depuis leur nombre s'est accru de près de 600 unités, en raison principalement des mouvements de filialisation. Si l'on ne tient pas compte du transfert des PTT de l'administration vers les entreprises publiques, les effectifs du secteur public se sont réduits de 40 000 personnes entre 1988 et 1991.

**- "Répertoire des Entreprises Contrôlées Majoritairement par l'État au 31 décembre 1991"  
« Insee Résultats » n° 57 - avril 1993 - Insee**

Cette publication permet de retrouver les entreprises contrôlées au 31 décembre 1991 avec pour chacune d'elles : le nom, l'adresse, le code d'activité principale et la forme juridique. Elle reprend en commentaire le texte de l'Insee Première citée ci-dessus.

« Fin 1991, l'État compte plus de 2 600 entreprises employant 1 763 000 salariés en France. 1 100 entreprises étaient sorties du secteur public lors des privatisations de 1987 ; depuis, leur nombre s'est accru de près de 600 unités, en raison principalement des mouvements de filialisation. Si l'on ne tient pas compte du transfert des PTT de l'administration vers les entreprises publiques, les effectifs du secteur public se sont réduits de 40 000 personnes entre 1988 et 1991. »

**- "Loi de privatisation n° 93-923 du 19 juillet 1993" - Journal Officiel du 21 juillet 1993**

**- "L'impact des privatisations sur le secteur public" N. Chabanas - E. Vergeau  
"Insee Première" n° 290 - décembre 1993 - Insee**

Fin 1992, l'État contrôle 2 750 entreprises françaises employant 1 737 000 personnes sur le territoire français. C'est le secteur public le plus important des pays de l'Union européenne. Le programme de privatisation de vingt et une entreprises publiques va le transformer radicalement. Si l'on simule à cette date l'impact des privatisations, c'est par le biais des filiales environ 1760 entreprises et 668 000 salariés qui gagnent le secteur privé. EDF, GDF, les Charbonnages de France, la SNCF, la RATP, La Poste et France Télécom composeront alors les trois quarts du secteur public, le reste se situant principalement dans l'armement.

**- "Répertoire des Entreprises Contrôlées Majoritairement par l'État au 31 décembre 1992"  
"Insee Résultats" n° 64 - février 1994 - Insee**

Fin 1992, l'État contrôle 2 750 entreprises employant 1 737 000 salariés. Il n'y a pas de modifications spectaculaires dans le contour du secteur public entre 1991 et 1992.

Cette publication permet de retrouver les entreprises contrôlées par l'État au 31 décembre 1992 avec pour chacune d'elles : le nom, l'adresse, le code d'activité principale et la forme juridique.

**- "Répertoire des Entreprises Contrôlées Majoritairement par l'État au 31 décembre 1993"  
"Insee Résultats" n° 77 - décembre 1994 - Insee**

Fin 1993, l'État contrôle 2 652 entreprises françaises employant 1,6 million de salariés en France. C'est une centaine d'entreprises de moins qu'en 1992, en partie à la suite des premières privatisations, celle de la BNP et de Rhône Poulenc. Cependant, de nouvelles entreprises passent sous le contrôle de l'État, par le biais de la filialisation croissante des groupes publics.

Cette publication permet de retrouver les entreprises contrôlées par l'État au 31 décembre 1993 avec pour chacune d'elles : le nom, l'adresse, le code d'activité principale et la forme juridique.

**- "Répertoire des Entreprises Contrôlées Majoritairement par l'État au 31 décembre 1994"  
"Insee Résultats" n° 93 - décembre 1995 - Insee**

Fin 1994, l'État contrôle 2 351 entreprises françaises employant 1,5 million de salariés en France. Ce sont environ 300 entreprises de moins qu'en 1993, en partie à la suite des privatisations de l'UAP et d'Elf Aquitaine. Cependant, de nouvelles entreprises passent sous le contrôle de l'État, par le biais de la filialisation croissante des groupes publics.

Cette publication permet de retrouver les entreprises contrôlées par l'État au 31 décembre 1994 avec, pour chacune d'entre elles : le nom, l'adresse, le code d'activité principale et la forme juridique.

**- "Nationalisations et privatisations depuis 50 ans" N. Chabanas - E. Vergeau  
"Insee Première" n° 440 - avril 1996 - Insee**

A la suite des nationalisations de l'après-guerre, le secteur public d'entreprises a connu une longue période de stabilité. Depuis 1982, des mouvements de grande ampleur en ont modifié l'importance. Les nationalisations de 1982 ont porté le secteur public d'entreprises à son point culminant, aussi bien en terme d'effectifs qu'en investissements réalisés. Puis, à partir de 1986, dans un contexte de libéralisation de l'économie mondiale, les programmes de privatisation ont fortement réduit son influence. Au total, ses effectifs ont évolué de 1,2 million de salariés en 1947 à 1,5 million en 1994, en passant par un maximum de 1,9 million en 1984. Le secteur public d'entreprises domine dans l'énergie, les transports et les télécommunications.

**- "Répertoire des Entreprises Contrôlées Majoritairement par l'État au 31 décembre 1995"  
"Insee Résultats" n° 124 - janvier 1997 - Insee**

Fin 1995, l'État contrôlait 2500 entreprises françaises employant 1,4 million de salariés en France. Ce sont environ 220 entreprises de moins qu'en 1994. Cette baisse résulte en grande partie des privatisations, en 1995, de la Seita, de Péchiney, d'Usinor-Sacilor et, par voie de conséquence, de leurs filiales. Cependant, en dehors de ces trois privatisations, il subsiste de nombreux échanges d'entreprises entre secteur privé et secteur public. Ces mouvements en nombre d'entreprises et en effectifs s'équilibrent.

**- "Répertoire des Entreprises Contrôlées Majoritairement par l'État au 31 décembre 1996"  
"Insee Résultats" n° 135 - novembre 1997 – Insee**

Fin 1996, le secteur public d'entreprises employait 1,30 million de salariés, contre 1,44 million un an auparavant. Cette diminution résulte en grande partie des privatisations de cinq entreprises et de leurs filiales ; environ 300 entreprises sont ainsi passées du secteur public au secteur privé. Majoritairement, l'État contrôle encore plus de 2 300 entreprises. Mais il intervient également de façon minoritaire, directement ou indirectement, dans un nombre équivalent d'autres sociétés.

**- "Répertoire des Entreprises Contrôlées Majoritairement par l'État au 31 décembre 1997"  
"Insee Résultats" n° 148 - décembre 1998 – Insee**

Fin 1997, l'État contrôlait majoritairement, directement ou indirectement, près de 2 500 entreprises qui employaient ensemble 1,268 million de salariés. Cette situation est proche de celle de 1996, puisque peu de modifications sont intervenues au cours de l'année 1997. Les principales sont la privatisation du groupe Bull et le passage vers le secteur privé de plusieurs filiales importantes du Crédit Lyonnais.

**- "Répertoire des Entreprises Contrôlées Majoritairement par l'État au 31 décembre 1998"  
"Insee Résultats" n° 165 - décembre 1999 – Insee**

Fin 1998, l'État contrôlait environ 1 800 entreprises contre 2 500 un an auparavant, soit 700 entreprises de moins. Cette diminution résulte de la privatisation de la Société Marseillaise de Crédit, de la Caisse Nationale de Prévoyance Assurances, de la société centrale du GAN, et de Thomson CSF, ainsi que du passage vers le secteur privé de nombreuses filiales ou sous-filiales du Crédit Lyonnais.

Avec 1,2 million de salariés, le secteur public d'entreprises, hors fonction publique, représentait environ 6 % de l'emploi salarié total en France. L'industrie a perdu de son importance relative au sein des entreprises publiques. Désormais, les trois quarts des effectifs sont concentrés dans le secteur tertiaire.

**- "Répertoire des Entreprises Contrôlées Majoritairement par l'État au 31 décembre 1999"  
"Insee Résultats" n° 189 - octobre 2000 – Insee**

Fin 1999, l'État contrôlait environ 1 500 entreprises contre 1 800 un an auparavant, soit 300 entreprises de moins. Cette diminution résulte de la privatisation d'Aérospatiale-Matra, du Crédit Lyonnais et de la société Eramet.

Avec 1,1 million de salariés, le secteur public d'entreprises, hors fonction publique, représentait environ 5 % de l'emploi salarié total en France.

**- "Répertoire des Entreprises Contrôlées Majoritairement par l'État au 31 décembre 2000"  
"Insee Résultats" n° 772 - novembre 2001 – Insee**

Fin 2000, l'État contrôlait environ 1 600 entreprises. Le secteur public d'entreprises, hors fonction publique, employait 1,1 million de salariés. Quinze ans auparavant, plus de 3 000 entreprises étaient sous la tutelle de l'État. Elles employaient alors près de 2 millions de salariés.

Par rapport à l'année 1999, l'année 2000 marque une pause dans les privatisations. Les privatisations de Thomson Multimédia, Transalliance et Cariane, respectivement filiales de Thomson SA, du Consortium de Réalisation et de la SNCF, sont compensées par l'entrée de plusieurs entreprises privées dans le secteur public, via Air France et la Snecma.



## 2 - BIBLIOGRAPHIE SUR LES GROUPES

- « **Les groupes de sociétés dans le système productif français** » Université de Paris I et division « **Synthèse des Statistiques d'Entreprises** », « **Les Collections de l'Insee** » Série E71 n°344 - mars 1980

- Les groupes de sociétés - groupes industriels, commerciaux, bancaires ou financiers - apparaissent à chaque instant dans la vie économique, interlocuteurs importants des pouvoirs publics - et centre d'un débat politique.

Paradoxalement le système d'information économique n'a pas réellement suivi l'émergence de ces nouveaux acteurs. En effet s'il existe une information d'origine généralement privée sur les groupes (on se reportera à l'encadré p.15) et de nombreuses études « universitaires » dont on trouvera un rappel en bibliographie - il n'existe pas encore réellement de dispositif d'information systématique d'origine publique. Les groupes n'ont pas encore de définition juridique précise ; la publication des comptes dans le cadre des règles imposées par la Commission des opérations de bourse n'est pas toujours effectuée selon des cadres harmonisés. Enfin les groupes ne sont pas encore des objets de la statistique économique publique.

L'INSEE met en place, progressivement, un dispositif de saisie statistique et d'analyse économique des groupes de sociétés. Ce volume des Collections correspond à la publication des résultats d'une étape de ce processus.

- « **La mise en place d'un système statistique sur les groupes de sociétés français** » par Vincent Thollon-Pommerol, « **Courrier des Statistiques** » n° 18 - avril 1981 - Insee

Le système statistique français sur les entreprises recueille des données sur les sociétés, les établissements et, éventuellement, les « branches » d'établissement. Il ignore les relations de dépendance qui peuvent s'établir entre les sociétés (sous-traitance, relations financières...) ou ne les prend en compte que marginalement.

Cette simplification donne de la réalité une image déformée (notamment par la sous-estimation de la concentration). Elle rend difficilement interprétables les comptes d'un nombre croissant d'entreprises (absence d'immobilisations, de personnel...). En outre, l'apparition de formes nouvelles d'entreprises, les holdings, dont le rôle est de contrôler et d'assurer la cohérence du développement des filiales, est fondamentalement liée à ces interrelations entre sociétés.

Le développement des groupes dans les quinze dernières années a donné une grande ampleur à ces phénomènes et l'article présenté ici a pour objet de décrire le système mis en place par les statisticiens pour les prendre en compte. Après le rappel des premières ébauches et du processus de concertation qui a précédé la décision de mise en place du dispositif, on expliquera le système retenu pour la collecte des données et on donnera des indications sur les méthodes informatiques utilisées et les traitements de l'information recueillie ; enfin on présentera un calendrier sommaire des réalisations en année courante et les statistiques qui en seront issues.

- « **Les groupes publics et privés** » par Vincent Thollon-Pommerol, « **Economie et Statistique** » n° 147 - septembre 1982 - Insee

Si la notion de groupe est entrée dans le langage courant, en donner une définition précise est difficile. Un groupe ressemble à une famille : ses limites sont relativement floues ou assez conventionnelles.

Avant de pouvoir mesurer l'importance des groupes, il est nécessaire de consacrer une place importante à la méthodologie de leur identification et de leur description. On est donc parti à la recherche des groupes à travers les réseaux de détention du capital des sociétés entre elles. Cette pérégrination amène tantôt sur des routes aisées qui conduisent directement aux groupes, tantôt sur des chemins tortueux qui exigent, pour atteindre le but, un supplément d'information.

Cette quête a été retracée ici, à des fins pédagogiques, sur des cas d'école.

Appliquée à l'économie française en 1979, elle a permis d'aboutir à un certain nombre de résultats :

Les groupes influencent ou contrôlent 40 % des effectifs salariés des sociétés, ils englobent la quasi-totalité des sociétés de plus de 2 000 salariés et plus de la moitié de celles qui ont entre 500 et 2 000 salariés. Ils concentrent leur activité dans un des grands secteurs d'activité (industries agricoles et alimentaires, énergie, industries des biens intermédiaires...).

Le secteur public est désormais plus important que l'ensemble des groupes privés français. La récente loi de nationalisation l'a fortement diversifié grâce à l'apport de grands groupes solidement implantés dans les industries des biens intermédiaires et des biens d'équipement.

- « **L'enquête sur les liaisons financières entre sociétés : bilan et perspectives** » par **Paul Franceschi** « **Courrier des Statistiques** » n° 40 - octobre 1986

- « **Le poids des groupes dans l'économie française de 1980 à 1984 : un léger recul** » par **Vincent Thollon-Pommerol**, « **Premiers résultats** » n° 87 - mars 1987 - Insee

L'exploitation statistique de l'Enquête sur les Liaisons Financières permet d'obtenir la photographie des groupes opérant en France au 1<sup>er</sup> janvier 1984 et d'étudier l'évolution du poids des différentes catégories de groupes depuis 1980.

- « **Les groupes et la déformation du système productif** » par **Vincent Thollon-Pommerol** « **Economie et Statistique** » n° 229 - février 1990 - Insee

Confrontés à la crise qui a suivi le choc pétrolier de 1974, les groupes se sont adaptés en procédant à un profond bouleversement de leurs contours. Les plus grands d'entre eux ont simultanément effectué des prises de contrôle, se sont dégagés de nombreuses activités et ont réinvesti dans d'autres. Dans un contexte défavorable aux grandes unités économiques, certains, dont les « leaders », ont utilisé à plein la flexibilité que leur confère leur structure : la division en entreprises de taille plus modeste, relativement spécialisées, permet une souplesse d'adaptation dont ils ont su profiter. A contrario, les grands groupes étroitement enfermés dans des secteurs particulièrement touchés par la crise ont été contraints soit à disparaître, soit à réduire très fortement leur taille.

- « **Place des groupes dans l'économie française en 1986** » par **Vincent Thollon-Pommerol**, « **Insee Résultats** » n°37-38 - janvier 1991 - Insee

Fin 1986, on recense 1816 groupes de sociétés employant 4,6 millions de salariés, réalisant 4 000 milliards de francs de chiffre d'affaires.

Près des 3/4 sont des groupes privés. Si les groupes publics sont moins nombreux, leur taille est 10 fois plus grande que celle des groupes privés.

Cette publication permet de connaître à la fois les caractéristiques des entreprises des groupes au sein de l'ensemble des groupes et leur place dans l'ensemble des entreprises soumises à l'impôt sur les bénéfices : les groupes emploient 44 % des effectifs salariés de ces entreprises, concentrent 75% de la situation nette de leur bilan et réalisent 55 % de la valeur ajoutée.

- « **Place des groupes dans l'économie française en 1987** » par **Nicole Chabanas, Vincent Thollon-Pommerol**, « **Insee Résultats** » n°41-42 - mai 1991 - Insee

Fin 1987, on recense 1876 groupes de sociétés employant 4,5 millions de salariés, réalisant 4 250 milliards de francs de chiffres d'affaires.

Quatre phénomènes ont marqué l'année 1987 : le redressement des résultats financiers des entreprises, l'accélération du mouvement de prises de contrôle, les premières privatisations, l'internationalisation croissante des économies.

- « **Les PME françaises évolutions d'emploi 1985-1992** » par **Marie-Christine Parent**, « **Document de travail** » n° E9504 - avril 1995 - Insee

Cette communication prolonge un article paru dans la revue française « Economie et statistique », qui étudiait, sur la période 1984 à 1988, le dynamisme des petites et moyennes entreprises (PME) en matière d'emploi. L'étude distinguait la part des créations d'emploi due à un dynamisme propre des PME de celle induite par les créations-disparitions d'entreprises et les effets de seuil. Une des conclusions fortes était la mise en évidence d'un réel dynamisme en matière d'emploi des PME restées PME sur la période. Ce travail a été étendu à la période 1985 à 1992, deux années situées au creux des derniers cycles conjoncturels qu'a connus la France. Cette étude montre que le poids des groupes dans les PME augmente considérablement sur la période 1985-1992.

- « **Sixième colloque de Comptabilité Nationale** » « **Données de cadrage sur les groupes** » par **Vincent Thollon-Pommerol, Université Paris I-Insee, 24-25-26 janvier 1996**

En 1993, l'INSEE a recensé 4 992 groupes d'entreprises. Ils contrôlent 35 200 entreprises qui emploient 5,7 millions de salariés. Ces chiffres doivent être rapprochés de ceux établis pour

l'intégralité du système productif marchand (y compris banques et assurances) : environ 2 millions d'entreprises employant 12,5 millions de salariés. Si les groupes ne concernent qu'un nombre limité d'entreprises, ils occupent environ 45 % des effectifs salariés des entreprises.

- **« Régions et villes dans l'Europe de l'an 2000, XXXII<sup>ème</sup> colloque de l'ASRDLF (Berlin, 2-4 septembre 1996) » par Vincent Hecquet et Frédéric Lainé, Association de Science Régionale de Langue Française**

Les groupes jouent un rôle de plus en plus important dans la structuration et le fonctionnement du système productif national. Ils étendent leur contrôle sur les entreprises, déterminent leur comportement économique et financier, et organisent les relations qui existent entre elles. Ils sont les vecteurs de l'insertion dans l'économie mondiale, et pour les groupes nationalisés, les relais de l'intervention de l'État dans l'appareil productif. Quelles sont les relations qu'entretiennent les groupes avec l'espace économique, entendu comme l'organisation territoriale du système productif ? Le thème est crucial pour qui veut mieux comprendre les ressorts du développement économique local. Pourtant, les études quantitatives systématiques conduites sur cette question sont assez rares. Notre contribution apporte de premiers éléments de réponse, à travers une exploitation statistique des données de l'Insee. Ces données proviennent en premier lieu de l'enquête annuelle « Liaisons Financières », ainsi que de sources administratives (répertoire des entreprises Sirène, fichier des investissements étrangers en France). Elles permettent de retracer le paysage des groupes implantés en France, tel qu'on pouvait le mesurer au 31/12/1994.

C'est à travers une double problématique que nous analysons la relation entre les groupes et territoires. Notre première préoccupation est d'examiner la façon dont les groupes se déploient sur l'espace économique : il s'agit en quelque sorte d'examiner la dimension territoriale de leur organisation. De façon symétrique, nous étudierons la façon dont l'espace national « reçoit » l'influence des groupes : il s'agit là de comprendre comment les systèmes productifs sont pénétrés par les groupes.

- **« LIFI II : une troisième génération toute neuve » par Nicole Chabanas, « Terminologie and Co : groupe d'entreprises » par Vincent Thollon-Pommerol « Lettre du SSE » n°23 mai 1997 - Insee**

Présentation de la nouvelle chaîne d'exploitation et définitions des concepts.

- **« Le nombre de groupes d'entreprises a explosé en 15 ans » par Nicole Chabanas et Éric Vergeau, « Insee Première » n° 553 - novembre 1997 - Insee**

Entre fin 1980 et fin 1995, le nombre de groupes d'entreprises est passé de 1 300 à 6 700. Cette augmentation est due en particulier aux micro-groupes de moins de 500 salariés dont le nombre a été multiplié par huit.

Chaque micro-groupe draine en moyenne trois ou quatre entreprises. A l'autre bout de l'échelle, les grands groupes, de plus de 10 000 salariés, ont accru le nombre de leurs filiales : elles étaient 3000 en 1980, 10 300 fin 1995. Au total, le nombre d'entreprises françaises contrôlées a presque quintuplé en quinze ans, atteignant 44 700 fin 1995 contre 9 200 en 1980.

Parmi elles, de plus en plus de petites et moyennes entreprises : désormais, plus d'un emploi sur trois dans les PME dépend d'un groupe.

- **« Groupes français, étrangers, entreprises indépendantes : les contrastes se renforcent » par Frédéric Boccard, « Synthèses » n° 12-13 - novembre 1997 - Insee**

En 1993 comme en 1983, deux années d'excédent comparable, les échanges de produits industriels se soldent par un fort excédent pour les groupes français, mais par un déficit pour les filiales françaises des groupes étrangers et pour les entreprises indépendantes. Le contraste est même plus accusé en 1993 qu'en 1983. Les groupes français apparaissent ainsi au cœur du redressement récent de la balance commerciale française. A l'opposé d'une uniformisation mondiale, le rôle de la base nationale semble donc toujours important : l'excédent des groupes français et le déficit des groupes étrangers peuvent en effet s'interpréter comme des transferts de valeur ajoutée en faveur de leur pays d'origine respectif.

L'ampleur et la structure géographique des transferts de valeur ajoutée diffèrent selon que les groupes appartiennent soit aux Etats-Unis, soit au Japon et à l'Allemagne, soit aux pays intermédiaires comparables à la France.

- **« Groupes, Emplois contrôlés par les groupes (1995) » La France et ses régions (Édition 1997) « Insee Développement Economique » 1997**

**- « *Emploi : Mythe des PME et réalités des groupes* » par Frédéric Boccara, « *Économie et Statistique* » n° 319-320 - septembre - octobre 1998 - Insee**

Le dynamisme attribué aux « PME » repose en grande partie sur un effet d'optique. Cette catégorie couramment utilisée recouvre en effet une réalité qui varie dans le temps : le système productif, avec les 2 millions d'entreprises qui le composent, est traversé d'intenses mouvements annuels affectant le classement des entreprises par catégorie de taille - créations, disparitions, changements de classe de taille, vers le haut ou vers le bas.

En revanche, la prise en compte de la dimension « groupe », c'est-à-dire de la dynamique d'intégration des différentes entreprises et activités dans une logique de valorisation financière d'un ensemble globalisé de capitaux, met en évidence certains traits distinctifs de la gestion de l'emploi. La contribution des groupes au volume d'emploi est en effet positive si l'on s'en tient aux seules entreprises absorbées. Elle est négative si l'on tient compte des effectifs des entreprises rejetées et de celles restées en leur sein. Dans l'orientation de la gestion des entreprises, la forme « groupe » permet de faire intervenir des critères d'appréciations internes ou externes en partie spécifiques. Par contre, les entreprises ayant survécu et restées indépendantes ont fait preuve d'un certain dynamisme en matière d'effectifs.

Cependant, l'essoufflement des PME indépendantes dès 1989-1990, leur faible participation à la reprise de 1994-1995, leurs coûts non salariaux élevés (charges financières, excès de consommations intermédiaires importées) trahissent certaines fragilités par rapport aux PME liées à un groupe. Cela pourrait manifester un besoin de partage des diverses ressources, humaines, informationnelles et financières. On est donc conduit à s'interroger sur les relations entre cette structuration en groupes d'entreprises et la performance économique globale. Les groupes peuvent être vus en effet comme une institution capitalistique favorisant une certaine mise en réseau des ressources. Or la révolution informationnelle multiplie le potentiel d'efficacité de ce partage.

C'est alors l'efficacité pour l'ensemble de l'économie d'un tel partage des ressources, non pleinement coopératif, dans le cadre de réseaux limités et orientés par le contrôle financier, qui est mise en question.

**- « *Des groupes de la taille d'une PME, un phénomène en plein essor* » par Hervé Loiseau « *Insee Première* » n° 764 - mars 2001 - Insee**

Le groupe d'entreprises n'est plus l'apanage des très grandes unités : les petites et moyennes entreprises se sont aussi approprié ce mode de structuration et de fonctionnement. Entre 1990 et 1998, le nombre de groupes de la taille d'une PME - ou « microgroupes » - a augmenté de 6 000. Ce choix d'organisation est un moyen pour le chef d'entreprise d'accompagner les mutations que rencontre sa société, notamment d'assurer sa transmission dans de meilleures conditions. L'essor des microgroupes traduit aussi l'attrait des investisseurs étrangers pour les petites ou moyennes entreprises françaises.

La structure des microgroupes peut être très complexe, alliant plusieurs niveaux de contrôle et une implantation dans plusieurs domaines d'activité.

## **ANNEXE I : COMPARABILITE TEMPORELLE DES DONNEES**

Ce recueil est une rétrospective des données existantes en 2001 sur les enquêtes liaisons financières entre 1989 et 1999.

Ces enquêtes permettent de repérer les entreprises appartenant à un groupe. Pour connaître leur poids économique, un appariement avec les fichiers de la base SUSE est nécessaire.

1- Cet appariement a évolué dans le temps :

-Entre 1989 et 1991, l'appariement a été fait avec les fichiers du BRN uniquement.

Le champ BRN couvre les entreprises relevant du régime fiscal du Bénéfice Réel Normal, c'est-à-dire celles dont le chiffre d'affaires est supérieur à 3,8 millions de francs HT (580 000 euros) ou pour les prestataires de services 1,1 millions de francs HT (150 000 euros).

Ce champ couvre environ 600 000 entreprises et 95 % du chiffre d'affaires.

-A partir de 1992 on a ajouté au champ du BRN, les entreprises du RSI (Régime Simplifié d'Imposition), c'est-à-dire celles dont le chiffre d'affaires est compris entre 500KF TTC (76 000 euros) et 3,8 millions de francs HT (580 000 euros) ou pour les prestataires de services, entre 150KF TTC (23 000 euros) et 1,1 millions de francs HT (150 000 euros).

Ce champ couvre environ 800 000 entreprises et 4 % du chiffre d'affaires.

En 1998, le seuil sur le chiffre d'affaires de 3,8 millions de francs a été modifié. Il est passé à 5 millions de francs, soit 762 000 euros.

Le BRN couvre environ 700 000 entreprises et 95,6 % du chiffre d'affaire ; le RSI 1 200 000 entreprises et 4,4 % du chiffre d'affaires.

Il y a donc rupture du champ. C'est pourquoi on distingue dans cette publication deux parties au niveau des tableaux.

de 1989 à 1991 : appariement lifi-suse(brn)

de 1992 à 1999 : appariement lifi-suse(brn+rsi).

Les graphiques ne sont donnés que sur la période 93-99.

2- Autre point important, les données économiques des secteurs banques et assurances ne sont pas retenues. La comptabilité de ces secteurs est différente de la comptabilité classique des entreprises. Pour éviter toutes incohérences nous ne retenons pour ces secteurs que le nombre de groupes, le nombre d'entreprises et les effectifs.

3- Les données économiques ne sont connues que pour les entreprises appariées entre les deux sources. Les tableaux ne donnent les chiffres que pour les entreprises françaises des groupes implantées en France. On ne prend donc en compte ni les filiales étrangères des groupes contrôlés par des résidents français, ni les entreprises non-résidentes contrôlant des filiales implantées en France, ni les filiales de ces groupes non situées en France.



## **ANNEXE II : QUELQUES DEFINITIONS**

### **Concepts primaires :**

Actionnaire : personne morale ou physique possédant des parts de capital d'une autre société.

Entreprise : c'est une organisation définie juridiquement, à bilan distinct, soumise à une autorité directrice et qui exerce une ou plusieurs activités de production de biens ou de services ( c'est en général une unité légale au sens de Sirene).

Filiale : société contrôlée à plus de 50 % par une autre.

Liaison apparente : relation d'influence entre une entreprise détentrice (amont) et une entreprise détenue (aval) ; l'influence est mesurée par le taux de contrôle apparent.

Participation : société détenue à 50 % et moins par une autre.

Taux de contrôle apparent : mesuré par le pourcentage de voix en assemblée générale détenu par une société amont sur une société aval.

### **Concepts secondaires**

Branche de groupes : ensemble de toutes les fractions du noyau dur (entreprises, branches d'entreprises, établissements, branches d'établissement) ayant la même activité principale.

Contour élargi d'un groupe : on complète le noyau dur du groupe par l'ensemble des participations minoritaires de ses entreprises.

Contour élargi des groupes : ensemble des entreprises dans lesquelles au moins une tête de groupe détient un taux de contrôle réel non nul et n'appartenant à aucun noyau dur. Le contour élargi des groupes n'est pas la réunion des contours élargis des groupes.

Contrôle majoritaire : cas où le taux de contrôle réel dépasse strictement 50 %.

Groupe : ensemble des entreprises dans lesquelles une tête de groupe détient un taux de contrôle réel non nul (la tête de groupe est supposée se détenir elle-même avec un taux de contrôle réel égal à 100 %).

Liaison réelle : relation d'influence entre une tête de groupe et une entreprise ; l'influence est mesurée par le taux de contrôle réel.

Mouvance des groupes : complément, dans l'ensemble des entreprises, de la réunion du noyau dur des groupes et du contour élargi des groupes, moins les entreprises isolées (sans aucune liaison financière avec une autre entreprise).

Noyau dur d'un groupe : ensemble des entreprises dans lesquelles la tête de groupe détient un taux de contrôle (réel) majoritaire. Les noyaux durs sont disjoints. On peut donc parler du noyau dur des groupes.

Rang de contrôle : mesure la distance entre une filiale et sa tête de groupe. Il donne une image de la complexité du groupe.

Taux de contrôle réel d'une tête dans une entreprise : somme des taux de contrôle apparent des actionnaires directs de l'entreprise, ceux-ci étant contrôlés majoritairement par la tête de groupe (définition récursive).

Tête de groupe : entreprise non contrôlée, ni directement, ni indirectement par une autre entreprise, mais détenant au moins une filiale.

### **Définitions des variables des tableaux :**

#### ***-- variables comptables :***

Chiffre d'affaires élargi : c'est le chiffre d'affaires net augmenté des produits financiers. Il contient donc des doubles comptes, correspondant aux flux intra-groupes.

Valeur ajoutée brute au coût des facteurs (VABCF) : c'est le chiffre d'affaires net, plus la production stockée, la production immobilisée, les subventions d'exploitation, moins les achats de marchandises, les variations de stocks de marchandises, les achats de matières premières et autres approvisionnements, les variations de stocks de matières premières, les autres achats et charges externes, les impôts, taxes et versements assimilés.

Excédent brut d'exploitation (EBE) : c'est la valeur ajoutée brute au coût des facteurs diminuée des salaires et traitements et des charges sociales.

Immobilisations incorporelles (IMMO INCORP) : c'est la somme des frais d'établissement, des frais de recherche et développement, des concessions, brevets et droits similaires, des fonds commerciaux, des autres immobilisations incorporelles, des avances et acomptes sur immobilisations incorporelles.

Immobilisations corporelles (IMMO CORP) : c'est la somme des terrains, des constructions, des installations techniques, matériel et outillage industriels, des autres immobilisations corporelles, des immobilisations en cours, des avances et acomptes.

Ressources propres (RESS PROP) : c'est la somme des capitaux propres, des autres fonds propres et des provisions pour risques et charges.

#### ***-- variables définies par l'enquête :***

Taille des groupes , on calcule 4 tailles :

- micro-groupe, moins de 500 salariés ;
- petits groupes, de 500 à 1999 salariés ;
- moyens groupes, de 2000 à 9999 salariés ;
- grands groupes, 10 000 salariés et plus.

Nature de l'actionnaire. on distingue 3 modalités :

- groupe public, groupe dont la tête appartient à l' État ;
- groupe privé français, groupe dont la tête est une entreprise française ;
- groupe étranger, groupe dont la tête est une entreprise étrangère.

Activité principale du groupe : c'est l'activité qui emploie au sein du groupe le plus de salariés en France (on somme les effectifs selon l'activité principale des entreprises et on retient l'activité qui a le maximum de salariés).



**ANNEXE III : REFERENCE DES JOURNAUX OFFICIELS AUTORISANT L'ENQUETE LIFI**

<b>JO du</b>	<b>arrêté du</b>	<b>exercice</b>	<b>Champ</b>
13/01/1985	28/12/1984	1984	toutes entreprises détenant plus de de 8 millions de francs de titres de participation sauf NAP 88,8901 à 8903
14/01/1986		1985	toutes entreprises détenant plus de de 8 millions de francs de titres de participation sauf NAP 88,8901 à 8903
14/01/1987:	26/12/1986	1986	toutes entreprises détenant plus de de 8 millions de francs de titres de participation sauf NAP 88,8901 à 8903
31/01/1988	23/12/1987	1987	toutes entreprises détenant plus de de 8 millions de francs de titres de participation
4/02/1989		1988 : <i>enquête non réalisée</i>	toutes entreprises détenant plus de 8 millions de francs de titres de participation ou employant plus de 500 salariés
16/01/1990	18/12/1989	1989	toutes entreprises détenant plus de 8 millions de francs de titres de participation ou employant plus de 500 salariés
15/01/1991	10/12/1990	1990	toutes entreprises détenant plus de 8 millions de francs de titres de participation ou employant plus de 500 salariés ou réalisant plus de 200 millions de chiffre d'affaire
22/01/1992	19/12/1991	1991	toutes entreprises détenant plus de 8 millions de francs de titres de participation ou employant plus de 500 salariés ou réalisant plus de 200 millions de chiffre d'affaire
07/02/1993	16/12/1992	1992	toutes entreprises détenant plus de 8 millions de francs de titres de participation ou employant plus de 500 salariés ou réalisant plus de 200 millions de chiffre d'affaire (yc DOM)
20/01/1994	13/12/1993	1993	toutes entreprises détenant plus de 8 millions de francs de titres de participation ou employant plus de 500 salariés ou réalisant plus de 200 millions de chiffre d'affaire (yc DOM)
13/01/1995	16/12/1994	1994	toutes entreprises détenant plus de 8 millions de francs de titres de participation ou employant plus de 500 salariés ou réalisant plus de 200 millions de chiffre d'affaire (yc DOM)

JO du	arrêté du	exercice	champ
21/12/1996	28/12/1995	1995	toutes entreprises détenant plus de 8 millions de francs de titres de participation ou employant plus de 500 salariés ou réalisant plus de 200 millions de chiffre d'affaire (yc DOM)
06/02/1997	26/12/1996	1996	toutes entreprises détenant plus de 8 millions de francs de titres de participation ou employant plus de 500 salariés ou réalisant plus de 200 millions de chiffre d'affaire (yc DOM)
22/04/1998	19/03/1998	1997	toutes entreprises détenant plus de 8 millions de francs de titres de participation ou employant plus de 500 salariés ou réalisant plus de 200 millions de chiffre d'affaire (yc DOM)
19/01:1999	18/12/1998	1998	toutes entreprises détenant plus de 8 millions de francs de titres de participation ou employant plus de 500 salariés ou réalisant plus de 200 millions de chiffre d'affaire (yc DOM)
23/01/2000	21/12/1999	1999	toutes entreprises détenant plus de 8 millions de francs de titres de participation ou employant plus de 500 salariés ou réalisant plus de 200 millions de chiffre d'affaire (yc DOM)
13/02/2001	22/12/2000	2000	toutes entreprises détenant plus de 8 millions de francs de titres de participation ou employant plus de 500 salariés ou réalisant plus de 200 millions de chiffre d'affaire (yc DOM)

**Texte de référence créant le RECME** : décret n° 84-966 du 22 octobre 1984 paru au journal officiel de la République du 28 octobre 1984.

## ANNEXE IV : LES TABLEAUX DE L'ANNUAIRE 2000

**TABLEAU G.02-14A**

### La concentration des entreprises (1)

Situation au 1<sup>er</sup> janvier 2000

Source : Insee, Suse (Système unifié de statistiques d'entreprises), Lifi (enquête "Liaisons financières").

Activités	Codes de la NES 114	Nombre d'entreprises	Part des entreprises dans les groupes (en %)	Effectif Annuel (en Milliers)	Part des effectifs dans les groupes (en %)	Valeur ajoutée (en millions d'euros)
Industrie des viandes	B01	12 900	3	155	52	5 170
Industrie du lait	B02	1 160	18	62	80	3 060
Industrie des boissons	B03	1 750	14	45	74	4 520
Travail du grain; fabrication d'aliments pour animaux	B04	1 310	17	34	64	2 170
Industries alimentaires diverses	B05	48 000	1	280	35	12 300
Industrie de l'habillement et des fourrures	C11	8 620	3	108	29	3 180
Industrie du cuir et de la chaussure	C12	2 140	5	47	43	1 520
Edition, imprimerie, reproduction	C20	23 500	4	210	42	11 500
Industrie pharmaceutique	C31	610	40	94	90	9 140
Fabrications de savons, de parfums et de produits d'entretien	C32	1 120	16	53	80	3 870
Fabrication de meubles	C41	15 900	1	102	43	3 720
Bijouterie et fabrication d'instruments de musique	C42	3 400	1	15	33	620
Fabrication d'articles de sport, de jeux et industries diverses	C43	3 560	4	35	48	1 370
Fabrication d'ap pareils domestiques	C44	230	22	26	89	1 140
Fabrication d'appareils de réception, enregistrement, reproduction (son, image)	C45	400	5	12	75	580
Fabrication de matériel optique et photographique, horlogerie	C46	1 160	5	20	54	810
Construction automobile	D01	1 430	9	193	86	13 900
Fabrication d'équipements automobiles	D02	630	21	81	86	4 670
Construction navale	E11	1 690	3	20	56	890
Construction de matériel ferroviaire roulant	E12	60	35	14	88	620
Construction aéronautique et spatiale	E13	360	19	79	94	6 290
Fabrication de cycles, motocycles, matériel de transport	E14	220	9	9	71	340
Fabrication d'éléments en métal pour la construction	E21	3 510	4	48	27	1 910
Chaudronnerie, fabrication de réservoirs métalliques et de chaudières	E22	5 800	3	91	35	3 810
Fabrication d'équipements mécaniques	E23	1 380	13	71	74	3 270
Fabrication de machines d'usage général	E24	5 090	7	102	58	4 910
Fabrication de machines agricoles	E25	4 450	1	27	29	1 210
Fabrication de machines-outils	E26	850	6	16	43	720
Fabrication d'autres machines d'usage spécifique	E27	3 230	7	68	48	3 420
Fabrication d'armes et de munitions	E28	160	8	8	93	470
Fabrication de machines de bureau et de matériel informatique	E31	500	9	45	90	3 850
Fabrication de moteurs, génératrices et transformateurs électriques	E32	1 230	8	28	65	1 300
Fabrication d'appareils d'émission et de transmission	E33	1 140	8	72	83	4 780
Fabrication de matériel médicochirurgical et d'orthopédie	E34	7 430	1	41	37	2 010
Fabrication de matériel de mesure et de contrôle	E35	3 180	8	80	61	4 170
Extraction de minerais métalliques	F11	50	10	1	19	20
Autres industries extractives	F12	2 210	15	30	53	1 620
Fabrication de verre et d'articles en verre	F13	1 120	8	52	77	2 600
Fabrication de produits céramiques et de matériaux de construction	F14	6 470	7	94	57	5 060
Filature et tissage	F21	1 660	17	55	50	1 950
Fabrication de produits textiles	F22	2 690	7	46	44	1 750

Fabrication d'étoffes et d'articles à maille	F23	910	6	24	54	800
Travail du bois et fabrication d'articles en bois	F31	9 060	3	88	25	3 210
Fabrication de pâte à papier, de papier et de carton	F32	210	38	28	87	1 740
Fabrication d'articles en papier ou en carton	F33	1 380	21	64	67	3 260
Industrie chimique minérale	F41	380	34	27	86	1 890
Industrie chimique organique	F42	470	31	51	90	5 090
Parachimie	F43	1 120	22	58	77	4 090
Fabrication de fibres artificielles ou synthétiques	F44	30	42	2	89	140
Industrie du caoutchouc	F45	570	15	70	88	3 420
Transformation des matières plastiques	F46	4 290	13	155	58	7 060
Sidérurgie et première transformation de l'acier	F51	300	37	65	93	3 450
Production de métaux non ferreux	F52	260	21	24	87	1 460
Fonderie	F53	500	16	37	62	1 340
Services industriels du travail des métaux	F54	14 100	4	194	28	7 870
Fabrication de produits métalliques	F55	4 260	9	102	54	4 610
Récupération	F56	3 040	5	23	21	870
Fabrication de matériel électrique	F61	2 720	11	142	77	6 710
Fabrication de composants électroniques	F62	1 030	12	59	74	3 330
Extraction de houille, de lignite et de tourbe	G11	nc	nc	nc	nc	nc
Extraction d'hydrocarbures; services annexes	G12	80	26	2	89	260
Cokéfaction et industrie nucléaire	G14	20	75	11	100	2 060
Raffinage de pétrole	G15	110	56	19	96	3 520
Production et distribution d'électricité, de gaz et de chaleur	G21	1 550	11	163	98	21 200
Captage, traitement et distribution d'eau	G22	230	40	33	91	1 900
Bâtiment	H01	258 000	1	995	15	34 900
Travaux publics	H02	18 200	5	226	51	8 830
Commerce et réparation automobile	J10	75 900	2	398	24	15 200
Commerce de gros, intermédiaires	J20	134 000	4	956	41	50 400
Grandes surfaces à prédominance alimentaire	J31	5 440	12	467	66	14 700
Magasins d'alimentation, spécialisés ou non	J32	66 700	0	104	15	4 070
Autres commerces de détail, en magasin ou non, réparations	J33	244 000	1	746	32	29 100
Transports ferroviaires	K01	nc	nc	nc	nc	nc
Transport routier de voyageurs	K02	34 400	1	153	59	6 510
Transport routier (ou par conduites) de marchandises	K03	41 000	2	285	22	9 840
Transports par eau	K04	1 950	5	14	74	760
Transports aériens	K05	320	12	62	94	nc
Manutention, entreposage, gestion d'infrastructures	K07	2 520	23	94	70	8 570
Agences de voyage	K08	3 620	6	38	49	1 400
Organisation du transport de fret	K09	3 020	17	119	72	4 370
Intermédiation financière	L01	13 000	31	411	95	nd
Assurance	L02	650	44	139	95	nd
Auxiliaires financiers et assurances	L03	22 100	7	69	38	nc
Activité de poste et de courrier	N11	1 150	1	nc	nc	nc
Télécommunications	N12	1 330	10	nc	nc	nc
Activités informatiques	N21	21 000	5	260	48	15 600
Services professionnels	N22	86 500	2	326	16	20 300
Administration d'entreprises	N23	37 700	19	103	60	4 750
Publicité et études de marché	N24	15 900	4	116	42	6 040
Architecture, ingénierie, contrôle	N25	58 700	2	232	35	12 300
Location sans opérateur	N31	18 200	3	64	54	8 380
Sélection et fourniture de personnel	N32	3 310	6	593	85	15 900
Sécurité, nettoyage et services divers aux entreprises	N33	65 500	2	493	45	14 900
Assainissement, voirie et gestion des déchets	N34	1 480	20	49	81	2 120
Recherche et développement	N40	1 360	8	25	46	1 310
Hôtels et restaurants	P10	181 000	1	604	26	20 000
Activités audiovisuelles	P21	7 180	8	66	51	8 210
Autres activités récréatives, culturelles et sportives	P22	48 500	1	104	30	4 820
Services personnels	P31	81 100	0	143	9	4 440

(1) Champ : Entreprises relevant du régime fiscal des bénéficiaires industriels et commerciaux ou des bénéficiaires non commerciaux.

nc : non communicable (secret statistique). nd : non disponible

**TABLEAU G.02-14B**

**La concentration des entreprises (1)**

Situation au 1<sup>er</sup> janvier 2000

Source : Insee, Suse (Système unifié de statistiques d'entreprises), Lifi (enquête "Liaisons financières").

Activités	Codes de la	Part de la			
		Valeur ajoutée brute au coût des facteurs (en %)		Part des Effectifs (en %)	
		NES 114 des 4 premiers groupes	des 10 premiers groupes	des 4 premiers groupes	des 10 premiers groupes
Industrie des viandes	B01	11	21	10	21
Industrie du lait	B02	37	61	33	54
Industrie des boissons	B03	44	64	34	52
Travail du grain; fabrication d'aliments pour animaux	B04	35	48	24	38
Industries alimentaires diverses	B05	15	23	7	11
Industrie de l'habillement et des fourrures	C11	7	13	5	10
Industrie du cuir et de la chaussure	C12	23	34	13	21
Edition, imprimerie, reproduction	C20	13	20	9	14
Industrie pharmaceutique	C31	35	50	29	44
Fabrications de savons, de parfums et de produits d'entretien	C32	38	60	35	52
Fabrication de meubles	C41	19	27	16	22
Bijouterie et fabrication d'instruments de musique	C42	18	29	16	27
Fabrication d'articles de sport, de jeux et industries diverses	C43	21	35	15	27
Fabrication d'appareils domestiques	C44	55	77	59	77
Fabrication d'appareils de réception, enregistrement, reproduction (son, image)	C45	60	72	55	70
Fabrication de matériel optique et photographique, horlogerie	C46	34	44	29	39
Construction automobile	D01	86	90	77	81
Fabrication d'équipements automobiles	D02	36	61	31	53
Construction navale	E11	47	57	36	48
Construction de matériel ferroviaire roulant	E12	77	87	78	87
Construction aéronautique et spatiale	E13	87	94	80	87
Fabrication de cycles, motocycles, matériel de transport	E14	55	71	53	67
Fabrication d'éléments en métal pour la construction	E21	6	12	6	11
Chaudronnerie, fabrication de réservoirs métalliques et de chaudières	E22	19	27	11	19
Fabrication d'équipements mécaniques	E23	18	31	19	32
Fabrication de machines d'usage général	E24	19	29	16	25
Fabrication de machines agricoles	E25	23	30	17	23
Fabrication de machines-outils	E26	19	30	19	29
Fabrication d'autres machines d'usage spécifique	E27	16	26	11	20
Fabrication d'armes et de munitions	E28	91	nd	83	nd
Fabrication de machines de bureau et de matériel informatique	E31	82	89	70	79
Fabrication de moteurs, génératrices et transformateurs électriques	E32	37	56	33	49
Fabrication d'appareils d'émission et de transmission	E33	74	85	68	77
Fabrication de matériel médicochirurgical et d'orthopédie	E34	21	28	14	22
Fabrication de matériel de mesure et de contrôle	E35	36	44	31	39
Extraction de minerais métalliques	F11	26	nd	19	nd
Autres industries extractives	F12	19	31	17	29
Fabrication de verre et d'articles en verre	F13	62	74	55	67
Fabrication de produits céramiques et de matériaux de construction	F14	34	51	20	30
Filature et tissage	F21	12	21	11	18
Fabrication de produits textiles	F22	10	18	7	15
Fabrication d'étoffes et d'articles à maille	F23	35	47	30	41
Travail du bois et fabrication d'articles en bois	F31	9	13	7	10

Fabrication de pâte à papier, de papier et de carton	F32	34	60	31	54
Fabrication d'articles en papier ou en carton	F33	21	35	18	29
Industrie chimique minérale	F41	44	66	45	66
Industrie chimique organique	F42	52	65	50	64
Parachimie	F43	17	32	17	32
Fabrication de fibres artificielles ou synthétiques	F44	63	nd	57	nd
Industrie du caoutchouc	F45	71	82	66	78
Transformation des matières plastiques	F46	8	17	7	14
Sidérurgie et première transformation de l'acier	F51	68	82	66	79
Production de métaux non ferreux	F52	52	73	53	75
Fonderie	F53	29	45	29	44
Services industriels du travail des métaux	F54	5	9	5	9
Fabrication de produits métalliques	F55	13	23	10	19
Récupération	F56	11	17	9	14
Fabrication de matériel électrique	F61	34	53	31	48
Fabrication de composants électroniques	F62	55	68	42	54
Extraction de houille, de lignite et de tourbe	G11	nd	nc	nc	nc
Extraction d'hydrocarbures; services annexes	G12	89	nd	87	nd
Cokéfaction et industrie nucléaire	G14	nc	nc	nc	nc
Raffinage de pétrole	G15	93	97	86	95
Production et distribution d'électricité, de gaz et de chaleur	G21	95	98	94	97
Captage, traitement et distribution d'eau	G22	84	89	88	91
Bâtiment	H01	8	12	7	11
Travaux publics	H02	33	39	33	39
Commerce et réparation automobile	J10	8	12	6	9
Commerce de gros, intermédiaires	J20	5	9	4	8
Grandes surfaces à prédominance alimentaire	J31	51	58	47	53
Magasins d'alimentation, spécialisés ou non	J32	7	10	7	11
Autres commerces de détail, en magasin ou non, réparations	J33	10	15	11	16
Transports ferroviaires	K01	nc	nc	nc	nc
Transport routier de voyageurs	K02	54	59	47	54
Transport routier (ou par conduites) de marchandises	K03	5	10	6	10
Transports par eau	K04	47	63	45	63
Transports aériens	K05	nc	nc	89	94
Manutention, entreposage, gestion d'infrastructures	K07	57	64	36	47
Agences de voyage	K08	32	40	32	39
Organisation du transport de fret	K09	20	37	20	37
Intermédiation financière	L01	nd	nd	51	85
Assurance	L02	nd	nd	53	72
Auxiliaires financiers et assurances	L03	nd	nd	7	14
Activité de poste et de courrier	N11	nc	nc	nc	nc
Télécommunications	N12	nc	nc	92	93
Activités informatiques	N21	11	20	9	16
Services professionnels	N22	4	7	4	6
Administration d'entreprises	N23	17	27	7	12
Publicité et études de marché	N24	13	21	11	19
Architecture, ingénierie, contrôle	N25	9	16	7	13
Location sans opérateur	N31	16	32	20	30
Sélection et fourniture de personnel	N32	64	75	67	78
Sécurité, nettoyage et services divers aux entreprises	N33	9	16	13	21
Assainissement, voirie et gestion des déchets	N34	61	71	63	72
Recherche et développement	N40	31	45	24	35
Hôtels et restaurants	P10	10	15	11	16
Activités audiovisuelles	P21	34	50	20	32
Autres activités récréatives, culturelles et sportives	P22	16	24	15	20
Services personnels	P31	7	8	6	7

(1) Champ : : Entreprises relevant du régime fiscal des bénéficiaires industriels et commerciaux ou des bénéficiaires non commerciaux.

nc : non communicable (secret statistique).

nd : non disponible.

TABLEAU G.02-16

## Répartition sectorielle des groupes, "contour élargi" et "noyau dur" des groupes (1)

Source : Insee, Lifi (enquête "Liaisons financières").

Secteur	Codes de la NES	Le "contour élargi" des groupes		Le "noyau dur" des groupes									
		Nombre d'entreprises	Effectif salarié (en milliers)	Nombre d'entreprises	Effectif salarié (en milliers)	Nombre de groupes implantés dans le secteur	Nombre de groupes ayant pour activité dominante le secteur				Effectif salarié (en milliers)		
							Total	Groupes publics français	Groupes privés français	Groupes étrangers	Groupes publics français	Groupes privés français	Groupes étrangers
<b>Au 1<sup>er</sup> janvier 2000</b>													
Agriculture, sylviculture, pêche (2)	EA	790	33	600	30	320	94	1	76	17	nc	15	nc
Industries agricoles et alimentaires	EB	2 060	307	1 700	288	660	474	0	387	87	nc	206	nc
Industries des biens de consommation	EC	2 780	393	2 390	376	1 070	756	2	575	179	5	244	127
Industrie automobile	ED	300	245	270	236	140	84	0	39	45	0	177	58
Industries des biens d'équipement	EE	2 410	526	2 020	507	1 020	631	2	417	212	40	276	191
Industries des biens intermédiaires	EF	5 980	932	5 040	898	2 040	1 529	3	1 070	456	12	548	338
Energie	EG	480	236	380	233	80	38	3	27	8	164	61	8
Construction	EH	2 460	274	2 250	266	520	315	1	296	18	7	246	14
Commerce	EJ	11 800	1 080	10 300	1 041	3 850	2 385	1	1 884	500	3	807	230
Transports	EK	3 030	593	2 620	571	740	384	7	323	54	298	222	51
Activités financières	EL	7 230	556	6 450	550	2 140	485	6	338	141	24	467	60
Activités immobilières	EM	11 800	64	9 590	48	2 880	462	2	394	66	2	42	5
Services aux entreprises	EN	16 700	1 679	14 400	1 642	6 040	1 271	13	1 011	247	474	579	589
Services aux particuliers	EP	3 520	249	2 930	232	820	484	15	417	52	21	155	56
Education, santé, action sociale	EQ	770	65	670	61	310	194	0	189	5	nc	58	nc
Administration	ER	80	3	70	3	70	10	2	8	0	1	2	0
Activité non déclarée		310	0	250	0	150	0	0	0	0	0	0	0
<b>Total (3)</b>		<b>72 400</b>	<b>7 235</b>	<b>62 000</b>	<b>6 984</b>	-	<b>9 596</b>	<b>58</b>	<b>7 451</b>	<b>2 087</b>	<b>1 065</b>	<b>4 105</b>	<b>1 814</b>

(1) Le champ de ce tableau diffère de celui des tableaux 14A, 14B, 17 et 18 puisqu'il considère toutes les entreprises répertoriées par l'enquête "Liaisons financières" y compris celles qui ne figurent pas dans Suse.

(2) La faible représentativité de ces secteurs dans l'enquête "Liaisons financières" ne permet pas une interprétation économique des résultats.

(3) Du fait des arrondis, les lignes "Total" ne correspondent pas toujours à la somme exacte de celles relatives aux secteurs.

nc : non communicable (secret statistique).

**TABLEAU G.02-17**

**Importance en France des groupes en fonction de leur taille (1)**

**Tous secteurs d'activité**

Source : Insee, Suse (Système unifié de statistiques d'entreprises), Lifi (enquête "Liaisons financières").

	Nombre de groupes (2)	Effectif salarié (en milliers)	Ressources élargies (en milliards d'euros) (3)	Capitaux propres et autres fonds propres (en milliards d'euros)
<b>Au 1<sup>er</sup> janvier 2000</b>				
Micro-groupes : de 0 à 499 salariés	7 981	934	278	218
Petits groupes : de 500 à 1 999 salariés	1 144	1 093	287	240
Moyens groupes : de 2 000 à 9 999 salariés	339	1 293	367	333
Grands groupes : plus de 10 000 salariés	87	3 604	1 056	1 404
<b>Total (4)</b>	<b>9 551</b>	<b>6 924</b>	<b>1 988</b>	<b>2 196</b>
<b>Au 1<sup>er</sup> janvier 1999</b>				
Micro-groupes : de 0 à 499 salariés	7 490	878	256	196
Petits groupes : de 500 à 1 999 salariés	1 118	1 071	274	218
Moyens groupes : de 2 000 à 9 999 salariés	317	1 203	343	272
Grands groupes : plus de 10 000 salariés	87	3 565	953	1 217
<b>Total (4)</b>	<b>9 012</b>	<b>6 717</b>	<b>1 826</b>	<b>1 904</b>

(1) Champ : Entreprises relevant du régime fiscal des bénéficiaires industriels et commerciaux ou des bénéficiaires non commerciaux.

(2) Sont comptabilisés les groupes français et étrangers dont les salariés travaillent effectivement en France.

(3) Les ressources élargies représentent la somme du chiffre d'affaires hors taxes et des produits financiers.

(4) Du fait des arrondis, les lignes "Total" ne correspondent pas toujours à la somme exacte de celles relatives aux types de groupes.

**TABLEAU G.02-18**

**Importance en France des groupes selon l'implantation géographique de la tête de groupe (1)**

**Tous secteurs d'activité**

Source : Insee, Suse (Système unifié de statistiques d'entreprises), Lifi (enquête "Liaisons financières").

	Groupes français	Groupes étrangers de l'union européenne	Groupes étrangers hors union européenne
<b>Au 1<sup>er</sup> janvier 2000</b>			
Nombre d'entreprises	45 053	6 379	2 909
Effectif salarié (en milliers)	5 117	989	818
Valeur ajoutée brute au coût des facteurs (en milliards d'euros)	511	58	46
Excédent brut d'exploitation (en milliards d'euros)	308	21	15
Immobilisations corporelles brutes (en milliards d'euros)	803	87	60
Investissement en immobilisations corporelles hors apports (en milliards d'euros)	76	14	8

(1) Champ : Entreprises relevant du régime fiscal des bénéficiaires industriels et commerciaux ou des bénéficiaires non commerciaux.



## **ANNEXE V : Tableaux 1992- 1999**

Ces tableaux sont issus des enquêtes LIFI et de l'appariement des entreprises de LIFI avec les fichiers SUSE, champ BRN+RSI. L'activité est exprimée en NES16, nomenclature de synthèse, calculée à partir de la NAF.

Pour le secteur financier seuls sont conservés les effectifs et le nombre d'entreprises. La comptabilité de ce secteur étant particulière, les données comptables récupérées dans les fichiers SUSE ne sont pas comparables à celles des autres secteurs. Nous avons donc préféré les éliminer.

Les tableaux de l'année 1992 sont incomplets : en effet au niveau de LIFI nous disposons à la fois de l'ancienne nomenclature (NAP) et de la nouvelle nomenclature (NAF). Seule la NAP existe dans les fichiers SUSE archivés. Nous ne pouvons pas éliminer le secteur financier, vu qu'il n'y a pas passage biunivoque entre les 2 nomenclatures sur ce secteur.

Compte tenu de la date de parution de ce document, tous les montants ont été convertis en euros. (1euro = 6,55957 francs)

Les mêmes tableaux existent aussi en francs. Ils sont disponibles sur cédérom et à la section LIFI de la direction générale.

La part des groupes dans l'économie est calculée en rapportant les données de l'ensemble des entreprises du noyau dur des groupes d'un secteur à l'ensemble des entreprises de ce secteur connues dans les fichiers SUSE (BRN+RSI).

rappel : SUSE= système unifié de statistiques d'entreprises,  
champ brn= ensemble des entreprises relevant du régime fiscal du bénéfice réel normal,  
rsi= ensemble des entreprises relevant du régime simplifié d'imposition



REPARTITION SECTORIELLE DES ENTREPRISES DES GROUPES  
**CONTOUR ELARGI**, ENTREPRISES FRANCAISES  
 ANNEE 1992

Secteur d'entreprise	Nombre entreprises	Effectifs salariés (milliers)	Chiffre d'affaires élargi (milliards d'euros)	Exportations (milliards d'euros)	V.A. brute coûts facteurs (milliards d'euros)	Excédent brut d'exploitation (milliards d'euros)	Immo. incorporelles (milliards d'euros)
ACTIVITE NON DECLAREE	280	0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
AGRICULTURE, SYLVICULTURE, PECHE	329	10	1,3	0,1	0,4	0,1	0,1
INDUSTRIES AGRICOLES ET ALIMENTAIRES	1 342	264	80,4	12,3	14,1	5,9	1,6
INDUSTRIES DES BIENS DE CONSOMMATION	1 677	346	62,9	13,9	18,0	5,7	2,4
INDUSTRIE AUTOMOBILE	220	296	68,1	25,8	14,1	4,8	0,5
INDUSTRIES DES BIENS D'EQUIPEMENT	1 625	536	83,3	33,8	25,7	4,4	2,5
INDUSTRIES DES BIENS INTERMEDIAIRES	3 654	816	125,7	40,7	37,1	9,8	3,8
ENERGIE	221	245	82,9	8,5	28,2	16,5	3,9
CONSTRUCTION	1 570	316	36,6	1,8	11,3	0,6	0,3
COMMERCE	5 705	716	246,5	22,1	27,8	7,2	3,5
TRANSPORTS	1 825	505	49,0	10,4	23,4	5,6	1,1
ACTIVITES FINANCIERES	4 301	484	nd	nd	nd	nd	nd
ACTIVITES IMMOBILIERES	4 831	39	13,4	0,0	4,6	3,2	1,2
SERVICES AUX ENTREPRISES	7 731	1 100	112,8	12,4	53,1	18,9	5,6
SERVICES AUX PARTICULIERS	1 393	162	21,1	0,7	8,0	3,2	5,4
EDUCATION, SANTE, ACTION SOCIALE	209	19	1,2	0,1	0,5	0,1	0,1
ADMINISTRATION	45	3	0,2	0,0	0,1	0,0	0,0
<b>Ensemble</b>	<b>36 958</b>	<b>5 854</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>
<b>Ensemble sans le secteur financier</b>	<b>32 657</b>	<b>5 370</b>	<b>985,2</b>	<b>182,5</b>	<b>266,3</b>	<b>85,9</b>	<b>32,2</b>

Sources : Lifi, Suse (brn+rsi)

REPARTITION SECTORIELLE DES ENTREPRISES DES GROUPES  
**CONTOUR ELARGI**, ENTREPRISES FRANCAISES  
 ANNEE 1992

Secteur d'entreprise	Immo. corporelles (milliards d'euros)	Ressources propres (milliards d'euros)	Nombre de groupes (1)
ACTIVITE NON DECLAREE	0,0	0,0	5
AGRICULTURE, SYLVICULTURE, PECHE	0,8	0,6	24
INDUSTRIES AGRICOLES ET ALIMENTAIRES	22,1	21,3	257
INDUSTRIES DES BIENS DE CONSOMMATION	14,8	25,5	370
INDUSTRIE AUTOMOBILE	30,5	19,7	60
INDUSTRIES DES BIENS D'EQUIPEMENT	24,2	30,8	307
INDUSTRIES DES BIENS INTERMEDIAIRES	67,0	54,8	645
ENERGIE	162,3	88,0	16
CONSTRUCTION	5,9	9,1	127
COMMERCE	26,5	34,3	791
TRANSPORTS	90,6	30,4	152
ACTIVITES FINANCIERES	nd	nd	312
ACTIVITES IMMOBILIERES	39,6	33,5	158
SERVICES AUX ENTREPRISES	82,9	228,0	431
SERVICES AUX PARTICULIERS	10,1	9,3	144
EDUCATION, SANTE, ACTION SOCIALE	0,4	0,3	41
ADMINISTRATION	0,1	0,5	3
<b>Ensemble</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	<b>3 843</b>
<b>Ensemble sans le secteur financier</b>	<b>577,9</b>	<b>586,0</b>	<b>3 531</b>

Sources : Lifi, Suse (brn+rsi)

(1) selon l'activité principale du groupe

REPARTITION SECTORIELLE DES ENTREPRISES DES GROUPES  
**NOYAU DUR**, ENTREPRISES FRANCAISES  
 ANNEE 1992

Secteur d'entreprise	Nombre entreprises	Effectifs salariés (milliers)	Chiffre d'affaires élargi (milliards d'euros)	Exportations (milliards d'euros)	V.A. brute coûts facteurs (milliards d'euros)	Excédent brut d'exploitation (milliards d'euros)	Immo. incorporelles (milliards d'euros)
ACTIVITE NON DECLAREE	200	0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
AGRICULTURE, SYLVICULTURE, PECHE	222	9	1,0	0,1	0,3	0,1	0,1
INDUSTRIES AGRICOLES ET ALIMENTAIRES	1 012	241	73,8	11,4	13,3	5,6	1,5
INDUSTRIES DES BIENS DE CONSOMMATION	1 342	325	60,3	13,5	17,2	5,6	2,3
INDUSTRIE AUTOMOBILE	188	287	66,3	25,6	13,7	4,6	0,5
INDUSTRIES DES BIENS D'EQUIPEMENT	1 304	514	80,7	33,2	24,8	4,2	2,4
INDUSTRIES DES BIENS INTERMEDIAIRES	2 874	775	119,8	39,4	35,4	9,3	3,6
ENERGIE	165	242	82,1	8,5	28,0	16,5	3,9
CONSTRUCTION	1 404	309	35,7	1,7	11,0	0,6	0,3
COMMERCE	4 762	682	232,0	19,4	26,2	6,7	3,3
TRANSPORTS	1 455	482	45,9	9,7	22,4	5,3	0,9
ACTIVITES FINANCIERES	3 373	472	nd	nd	nd	nd	nd
ACTIVITES IMMOBILIERES	3 590	29	10,0	0,0	3,3	2,2	0,6
SERVICES AUX ENTREPRISES	6 068	1 070	107,7	11,9	51,2	18,2	5,2
SERVICES AUX PARTICULIERS	1 046	149	19,6	0,6	7,2	2,8	4,3
EDUCATION, SANTE, ACTION SOCIALE	160	17	1,1	0,0	0,5	0,0	0,1
ADMINISTRATION	34	3	0,2	0,0	0,1	0,0	0,0
<b>Ensemble tout secteur</b>	<b>29 199</b>	<b>5 604</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>
<b>Ensemble sans secteur financier</b>	<b>25 826</b>	<b>5 132</b>	<b>936,1</b>	<b>175,0</b>	<b>254,8</b>	<b>81,9</b>	<b>29,2</b>

Sources : Lifi, Suse (brn+rsi)

REPARTITION SECTORIELLE DES ENTREPRISES DES GROUPES  
**NOYAU DUR**, ENTREPRISES FRANCAISES  
 ANNEE 1992

Secteur d'entreprise	Immo. corporelles (milliards d'euros)	Ressources propres (milliards d'euros)	Nombre de groupes (1)
ACTIVITE NON DECLAREE	0,0	0,0	22
AGRICULTURE, SYLVICULTURE, PECHE	0,7	0,5	24
INDUSTRIES AGRICOLES ET ALIMENTAIRES	20,6	20,3	257
INDUSTRIES DES BIENS DE CONSOMMATION	14,3	25,0	370
INDUSTRIE AUTOMOBILE	29,4	19,4	60
INDUSTRIES DES BIENS D'EQUIPEMENT	23,6	30,0	307
INDUSTRIES DES BIENS INTERMEDIAIRES	63,3	52,7	645
ENERGIE	161,5	87,0	16
CONSTRUCTION	5,5	8,9	127
COMMERCE	25,2	32,6	791
TRANSPORTS	88,4	29,5	152
ACTIVITES FINANCIERES	nd	nd	312
ACTIVITES IMMOBILIERES	29,1	27,4	158
SERVICES AUX ENTREPRISES	79,1	222,1	431
SERVICES AUX PARTICULIERS	8,4	8,6	144
EDUCATION, SANTE, ACTION SOCIALE	0,4	0,3	41
ADMINISTRATION	0,1	0,5	3
<b>Ensemble tout secteur</b>	nd	nd	<b>3 860</b>
<b>Ensemble sans secteur financier</b>	<b>549,4</b>	<b>564,9</b>	<b>3 548</b>

Sources : Lifi, Suse (brn+rsi)

(1) selon l'activité principale du groupe

REPARTITION SECTORIELLE DES ENTREPRISES DES **GROUPES PUBLICS**  
**NOYAU DUR**, ENTREPRISES FRANCAISES  
 ANNEE 1992

Secteur d'entreprise	Nombre entreprises	Effectifs salariés (milliers)	Chiffre d'affaires élargi (milliards d'euros)	Exportations (milliards d'euros)	V.A. brute coûts facteurs (milliards d'euros)	Excédent brut d'exploitation (milliards d'euros)	Immo. incorporelles (milliards d'euros)
ACTIVITE NON DECLAREE	15	0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
AGRICULTURE, SYLVICULTURE, PECHE	17	1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0
INDUSTRIES AGRICOLES ET ALIMENTAIRES	27	9	6,7	0,2	0,5	0,1	0,0
INDUSTRIES DES BIENS DE CONSOMMATION	62	18	5,2	0,9	1,3	0,5	0,3
INDUSTRIE AUTOMOBILE	22	94	25,0	10,1	4,8	1,5	0,1
INDUSTRIES DES BIENS D'EQUIPEMENT	102	146	22,1	9,3	6,8	0,4	0,6
INDUSTRIES DES BIENS INTERMEDIAIRES	226	145	28,1	12,9	6,7	0,8	0,6
ENERGIE	45	192	50,0	4,9	24,4	15,2	2,4
CONSTRUCTION	12	1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0
COMMERCE	247	17	10,6	1,2	0,8	0,2	0,2
TRANSPORTS	262	323	25,5	4,3	14,8	2,5	0,2
ACTIVITES FINANCIERES	569	180	nd	nd	nd	nd	nd
ACTIVITES IMMOBILIERES	318	5	2,0	0,0	0,7	0,6	0,0
SERVICES AUX ENTREPRISES	553	533	44,2	2,2	28,2	12,3	1,7
SERVICES AUX PARTICULIERS	78	26	7,8	0,2	2,1	0,9	0,9
EDUCATION, SANTE, ACTION SOCIALE	10	1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0
ADMINISTRATION	3	1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>Ensemble</b>	<b>2 568</b>	<b>1 689</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>
<b>Ensemble sans le secteur financier</b>	<b>1 999</b>	<b>1 509</b>	<b>227,5</b>	<b>46,3</b>	<b>91,3</b>	<b>35,0</b>	<b>7,2</b>

Sources : Lifi, Suse (brn+rsi)

REPARTITION SECTORIELLE DES ENTREPRISES DES **GROUPES PUBLICS**  
**NOYAU DUR**, ENTREPRISES FRANCAISES  
 ANNEE 1992

Secteur d'entreprise	Immo. corporelles (milliards d'euros)	Ressources propres (milliards d'euros)	Nombre de Groupes (1)
ACTIVITE NON DECLAREE	0,0	0,0	.
AGRICULTURE, SYLVICULTURE, PECHE	0,1	0,1	.
INDUSTRIES AGRICOLES ET ALIMENTAIRES	0,9	0,7	s
INDUSTRIES DES BIENS DE CONSOMMATION	1,1	3,1	.
INDUSTRIE AUTOMOBILE	9,2	9,3	s
INDUSTRIES DES BIENS D'EQUIPEMENT	8,9	10,6	9
INDUSTRIES DES BIENS INTERMEDIAIRES	17,6	13,0	8
ENERGIE	145,3	68,9	3
CONSTRUCTION	0,0	0,0	.
COMMERCE	0,9	2,2	s
TRANSPORTS	61,9	11,2	7
ACTIVITES FINANCIERES	nd	nd	19
ACTIVITES IMMOBILIERES	11,8	6,9	3
SERVICES AUX ENTREPRISES	56,9	65,4	11
SERVICES AUX PARTICULIERS	2,9	1,3	8
EDUCATION, SANTE, ACTION SOCIALE	0,0	0,0	.
ADMINISTRATION	0,0	0,0	s
<b>Ensemble</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	<b>73</b>
<b>Ensemble sans le secteur financier</b>	<b>317,6</b>	<b>192,8</b>	<b>54</b>

Sources : Lifi, Suse (brn+rsi)

(1) selon l'activité principale du groupe

s : *secret statistique*



REPARTITION SECTORIELLE DES ENTREPRISES **DES GROUPES PRIVES**  
**NOYAU DUR**, ENTREPRISES FRANCAISES  
 ANNEE 1992

Secteur d'entreprise	Nombre entreprises	Effectifs salariés (milliers)	Chiffre d'affaires Elargi (milliards d'euros)	Exportations (milliards d'euros)	V.A. brute coûts facteurs (milliards d'euros)	Excédent brut d'exploitation (milliards d'euros)	Immo. incorporelles (milliards d'euros)
ACTIVITE NON DECLAREE	158	0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
AGRICULTURE, SYLVICULTURE, PECHE	182	7	0,9	0,1	0,2	0,0	0,1
INDUSTRIES AGRICOLES ET ALIMENTAIRES	838	173	50,2	8,1	8,8	3,6	0,9
INDUSTRIES DES BIENS DE CONSOMMATION	998	196	29,7	6,2	9,0	2,3	1,0
INDUSTRIE AUTOMOBILE	102	145	32,3	12,0	6,8	2,5	0,3
INDUSTRIES DES BIENS D'EQUIPEMENT	871	192	31,2	11,9	8,9	1,6	1,4
INDUSTRIES DES BIENS INTERMEDIAIRES	2 050	424	54,7	14,4	18,5	5,6	1,2
ENERGIE	103	39	14,7	1,3	2,6	1,0	1,3
CONSTRUCTION	1 327	298	34,4	1,7	10,7	0,7	0,3
COMMERCE	3 724	555	177,8	12,9	19,7	5,0	2,4
TRANSPORTS	1 089	1 244	18,3	4,7	7,0	2,7	0,7
ACTIVITES FINANCIERES	2 407	265	nd	nd	nd	nd	nd
ACTIVITES IMMOBILIERES	2 913	23	7,5	0,0	2,5	1,5	0,5
SERVICES AUX ENTREPRISES	4 783	414	52,6	8,4	18,3	4,9	2,3
SERVICES AUX PARTICULIERS	889	99	9,3	0,3	4,5	1,9	3,1
EDUCATION, SANTE, ACTION SOCIALE	147	15	0,9	0,0	0,4	0,0	0,1
ADMINISTRATION	30	2	0,2	0,0	0,1	0,0	0,0
<b>Ensemble</b>	<b>22 611</b>	<b>2 992</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>
<b>Ensemble sans le secteur financier</b>	<b>20 204</b>	<b>2 727</b>	<b>514,6</b>	<b>82,1</b>	<b>118,1</b>	<b>33,4</b>	<b>15,6</b>

Sources : Lifi, Suse (brn+rsi)

REPARTITION SECTORIELLE DES ENTREPRISES **DES GROUPES PRIVES**  
**NOYAU DUR**, ENTREPRISES FRANCAISES  
 ANNEE 1992

Secteur d'entreprise	Immo, corporelles (milliards d'euros)	Ressources propres (milliards d'euros)	Nombre de Groupes (1)
ACTIVITE NON DECLAREE	0,0	0,0	5
AGRICULTURE, SYLVICULTURE, PECHE	0,5	0,4	22
INDUSTRIES AGRICOLES ET ALIMENTAIRES	13,5	13,1	210
INDUSTRIES DES BIENS DE CONSOMMATION	7,3	14,0	259
INDUSTRIE AUTOMOBILE	16,8	7,7	30
INDUSTRIES DES BIENS D'EQUIPEMENT	6,4	10,6	187
INDUSTRIES DES BIENS INTERMEDIAIRES	26,3	24,9	432
ENERGIE	10,4	13,8	8
CONSTRUCTION	5,3	8,5	117
COMMERCE	19,6	23,8	620
TRANSPORTS	25,5	17,9	122
ACTIVITES FINANCIERES	nd	nd	214
ACTIVITES IMMOBILIERES	15,8	19,6	132
SERVICES AUX ENTREPRISES	17,7	137,5	336
SERVICES AUX PARTICULIERS	3,8	5,8	118
EDUCATION, SANTE, ACTION SOCIALE	0,3	0,2	40
ADMINISTRATION	0,1	0,5	2
<b>Ensemble</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	<b>2 854</b>
<b>Ensemble sans le secteur financier</b>	<b>169,4</b>	<b>298,2</b>	<b>2 640</b>

Sources : Lifi, Suse (brn+rsi)

(1) selon l'activité principale du groupe

REPARTITION SECTORIELLE DES ENTREPRISES DES **GROUPES ETRANGERS**  
**NOYAU DUR**, ENTREPRISES FRANCAISES  
 ANNEE 1992

Secteur d'entreprise	Nombre entreprises	Effectifs salariés (milliers)	Chiffre d'affaires Elargi (milliards d'euros)	Exportations (milliards d'euros)	V.A. brute coûts facteurs (milliards d'euros)	Excédent brut d'exploitation (milliards d'euros)	Immo. incorporelles (milliards d'euros)
ACTIVITE NON DECLAREE	27	0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
AGRICULTURE, SYLVICULTURE, PECHE	23	1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0
INDUSTRIES AGRICOLES ET ALIMENTAIRES	147	59	16,9	3,1	4,0	1,9	0,5
INDUSTRIES DES BIENS DE CONSOMMATION	282	111	25,4	6,3	6,9	2,7	0,9
INDUSTRIE AUTOMOBILE	64	49	9,0	3,5	2,1	0,6	0,1
INDUSTRIES DES BIENS D'EQUIPEMENT	331	176	27,4	12,0	9,1	2,2	0,4
INDUSTRIES DES BIENS INTERMEDIAIRES	598	206	37,0	12,1	10,2	3,0	1,8
ENERGIE	17	11	17,4	2,2	1,0	0,3	0,2
CONSTRUCTION	65	10	1,2	0,1	0,3	-0,1	0,0
COMMERCE	791	110	43,6	5,2	5,7	1,5	0,7
TRANSPORTS	104	15	2,1	0,7	0,6	0,2	0,0
ACTIVITES FINANCIERES	397	27	nd	nd	nd	nd	nd
ACTIVITES IMMOBILIERES	359	1	0,5	0,0	0,1	0,1	0,0
SERVICES AUX ENTREPRISES	732	123	10,9	1,3	4,6	1,0	1,2
SERVICES AUX PARTICULIERS	79	24	2,4	0,1	0,6	0,0	0,4
EDUCATION, SANTE, ACTION SOCIALE	3	1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
ADMINISTRATION	1	0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>Ensemble</b>	<b>4 020</b>	<b>923</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>
<b>Ensemble sans le secteur financier</b>	<b>3 623</b>	<b>896</b>	<b>194,0</b>	<b>46,6</b>	<b>45,4</b>	<b>13,4</b>	<b>6,4</b>

Sources : Lifi, Suse (brn+rsi)

REPARTITION SECTORIELLE DES ENTREPRISES DES **GROUPES  
ETRANGERS**

**NOYAU DUR**, ENTREPRISES FRANCAISES

ANNEE 1992

Secteur d'entreprise	Immo. corporelles (milliards d'euros)	Ressources propres (milliards d'euros)	Nombre de Groupes (1)
ACTIVITE NON DECLAREE	0,0	0,0	17
AGRICULTURE, SYLVICULTURE, PECHE	0,1	0,0	s
INDUSTRIES AGRICOLES ET ALIMENTAIRES	6,2	6,5	46
INDUSTRIES DES BIENS DE CONSOMMATION	5,9	7,9	111
INDUSTRIE AUTOMOBILE	3,4	2,4	29
INDUSTRIES DES BIENS D'EQUIPEMENT	8,2	8,8	111
INDUSTRIES DES BIENS INTERMEDIAIRES	19,4	14,8	205
ENERGIE	5,8	4,4	5
CONSTRUCTION	0,2	0,4	10
COMMERCE	4,7	6,7	169
TRANSPORTS	1,0	0,4	23
ACTIVITES FINANCIERES	nd	nd	79
ACTIVITES IMMOBILIERES	1,4	0,9	23
SERVICES AUX ENTREPRISES	4,5	19,1	84
SERVICES AUX PARTICULIERS	1,7	1,5	18
EDUCATION, SANTE, ACTION SOCIALE	0,0	0,0	s
ADMINISTRATION	0,0	0,0	.
<b>Ensemble</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	<b>933</b>
<b>Ensemble sans le secteur financier</b>	<b>62,5</b>	<b>73,9</b>	<b>854</b>

Sources : Lifi, Suse (brn+rsi)

(1) selon l'activité principale du groupe

s : *secret statistique*

IMPORTANCE DES GROUPES EN FONCTION DE LEUR TAILLE

**NOYAU DUR**

ANNEE 1992

	Nombre de groupes	Nombre d'entreprises	Effectif moyen par groupe (unités)	Effectif en France (milliers)	Chiffre d'affaires à l'export (milliards d'euros)	Chiffre d'affaires (milliards d'euros)	Chiffre d'affaires élargi (milliards d'euros)	Valeur ajoutée (milliards d'euros)
<b>Ensemble sans le Secteur financier</b>								
Micro-groupes	2531	9367	144	363	17,6	86,5	88,3	19,0
Petits groupes	901	5616	982	885	34,9	177,1	179,4	41,4
Moyens groupes	256	4676	3 963	1 015	38,5	203,2	208,5	47,4
Grands groupes	69	6208	41 801	2 884	84,6	448,6	461,8	147,7
<b>Total</b>	<b>3757</b>	<b>25867</b>	<b>1 370</b>	<b>5 147</b>	<b>175,6</b>	<b>915,3</b>	<b>938,1</b>	<b>255,5</b>
<b>Ensemble tous secteurs (yc secteur financier)</b>								
Micro-groupes	2568	9913	148	379	nd	nd	nd	nd
Petits groupes	925	5942	988	914	nd	nd	nd	nd
Moyens groupes	272	5037	3 995	1 087	nd	nd	nd	nd
Grands groupes	78	8307	41 353	3 226	nd	nd	nd	nd
<b>Total</b>	<b>3843</b>	<b>29199</b>	<b>1 458</b>	<b>5 604</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>

Sources : Lifi, Suse (brn+rsi)

IMPORTANCE DES GROUPES EN FONCTION DE LEUR TAILLE

**NOYAU DUR**

ANNEE 1992

	Excédent brut d'exploitation (milliards d'euros)	Immobilisations corporelles (milliards d'euros)	immobilisations incorporelles (milliards d'euros)	Ressources Propres (milliards d'euros)
<b>Ensemble sans le secteur Financier</b>				
Micro-groupes	6,9	3,1	30,7	44,5
Petits groupes	12,8	6,2	57,6	76,9
Moyens groupes	13,9	7,3	69,0	122,8
Grands groupes	48,6	12,6	393,7	321,5
<b>Total</b>	<b>82,1</b>	<b>29,2</b>	<b>550,9</b>	<b>565,6</b>
<b>Ensemble tous secteurs (yc secteur financier)</b>				
Micro-groupes	nd	nd	nd	nd
Petits groupes	nd	nd	nd	nd
Moyens groupes	nd	nd	nd	nd
Grands groupes	nd	nd	nd	nd
<b>Total</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>

Sources : Lifi, Suse (bm+rsi)

REPARTITION DES GROUPES SUIVANT LA NATURE DE L'ACTIONNAIRE  
**NOYAU DUR**, ENTREPRISES FRANCAISES  
 ANNEE 1992

	Nombre de groupes	Effectifs salariés (milliers)	poids des effectifs %
Ensemble de l'économie*	.	12 383,9	
Groupes étrangers	933	923,2	7.5
Groupes privés	2 854	2 991,9	24.2
Groupes publics	73	1 689,2	13.6
<b>Total des groupes (yc secteur financier)</b>	<b>3 860</b>	<b>5 604,3</b>	<b>45.3</b>

Sources : Lifi, Suse (brn+rsi)

\* Suse : brn+rsi





REPARTITION SECTORIELLE DES ENTREPRISES DES GROUPES  
**CONTOUR ELARGI**, ENTREPRISES FRANCAISES  
 ANNEE 1993

Secteur d'entreprise	Nombre entreprises	Effectifs salariés (milliers)	Chiffre d'affaires élargi (milliards D'euros)	Exportations (milliards d'euros)	V.A. brute coûts facteurs (milliards d'euros)	Excédent brut d'exploitation (milliards d'euros)	Immo. incorporelles (milliards d'euros)
ACTIVITE NON DECLAREE	738	1	0,2	0,0	0,0	0,0	0,0
AGRICULTURE, SYLVICULTURE, PECHE	473	15	2,0	0,3	0,6	0,2	0,1
INDUSTRIES AGRICOLES ET ALIMENTAIRES	1 502	270	85,2	13,8	15,0	6,3	2,0
INDUSTRIES DES BIENS DE CONSOMMATION	1 962	370	68,0	13,9	19,8	6,5	2,9
INDUSTRIE AUTOMOBILE	223	275	60,9	23,5	11,2	2,3	0,3
INDUSTRIES DES BIENS D'EQUIPEMENT	1 768	524	82,1	32,4	24,9	3,7	2,9
INDUSTRIES DES BIENS INTERMEDIAIRES	4 046	834	127,5	40,3	36,9	8,4	4,5
ENERGIE	324	256	86,2	8,7	29,2	16,9	4,5
CONSTRUCTION	1 669	310	37,6	1,5	11,1	0,3	0,3
COMMERCE	6 596	725	261,2	22,5	29,3	7,7	5,0
TRANSPORTS	2 129	510	51,4	16,8	23,3	4,9	1,3
ACTIVITES FINANCIERES	4 739	507	nd	nd	nd	nd	nd
ACTIVITES IMMOBILIERES	6 000	42	15,5	0,1	5,0	3,5	1,3
SERVICES AUX ENTREPRISES	9 446	1 080	114,5	10,1	54,0	18,4	6,4
SERVICES AUX PARTICULIERS	1 680	179	22,1	5,1	8,1	2,8	6,5
EDUCATION, SANTE, ACTION SOCIALE	298	25	1,6	0,1	0,8	0,1	0,1
ADMINISTRATION	44	3	0,9	0,0	0,1	0,1	0,0
<b>Ensemble tous secteurs</b>	<b>43 637</b>	<b>5 926</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>
<b>Ensemble sans le secteur financier</b>	<b>38 898</b>	<b>5 419</b>	<b>1 016,9</b>	<b>189,0</b>	<b>269,5</b>	<b>82,0</b>	<b>38,3</b>

Sources : Lifi, Suse (brn+rsi)

REPARTITION SECTORIELLE DES ENTREPRISES DES GROUPES  
**CONTOUR ELARGI**, ENTREPRISES FRANCAISES  
 ANNEE 1993

Secteur d'entreprise	Immo. corporelles (milliards d'euros)	Ressources propres (milliards d'euros)	Nombre de groupes (1)
ACTIVITE NON DECLAREE	0,1	0,3	11
AGRICULTURE, SYLVICULTURE, PECHE	1,2	1,0	41
INDUSTRIES AGRICOLES ET ALIMENTAIRES	24,6	22,0	313
INDUSTRIES DES BIENS DE CONSOMMATION	16,7	26,5	474
INDUSTRIE AUTOMOBILE	31,7	17,4	61
INDUSTRIES DES BIENS D'EQUIPEMENT	26,3	31,8	385
INDUSTRIES DES BIENS INTERMEDIAIRES	72,1	55,3	813
ENERGIE	172,0	96,6	26
CONSTRUCTION	5,3	10,0	160
COMMERCE	30,2	37,3	1 008
TRANSPORTS	97,2	27,6	199
ACTIVITES FINANCIERES	nd	nd	377
ACTIVITES IMMOBILIERES	53,3	32,3	194
SERVICES AUX ENTREPRISES	91,3	287,6	601
SERVICES AUX PARTICULIERS	9,6	8,9	192
EDUCATION, SANTE, ACTION SOCIALE	0,7	0,4	61
ADMINISTRATION	0,3	0,5	3
<b>Ensemble tous secteurs</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	<b>4 919</b>
<b>Ensemble sans le secteur financier</b>	<b>632,6</b>	<b>655,6</b>	<b>4 542</b>

Sources : Lifi, Suse (brn+rsi)

(1) selon l'activité principale du groupe

REPARTITION SECTORIELLE DES ENTREPRISES DES GROUPES  
**NOYAU DUR** ENTREPRISES FRANCAISES  
 ANNEE 1993

Secteur d'entreprise	Nombre entreprises	Effectifs salariés (milliers)	Chiffre d'affaires Elargi (milliards d'euros)	Exportations (milliards d'euros)	V.A. brute coûts facteurs (milliards d'euros)	Excédent brut d'exploitation (milliards d'euros)	Immo. incorporelles (milliards d'euros)
ACTIVITE NON DECLAREE	517	1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0
AGRICULTURE, SYLVICULTURE, PECHE	329	13	1,7	0,2	0,5	0,1	0,1
INDUSTRIES AGRICOLES ET ALIMENTAIRES	1 147	249	80,0	13,1	14,2	6,1	1,9
INDUSTRIES DES BIENS DE CONSOMMATION	1 622	350	65,7	13,6	19,1	6,4	2,8
INDUSTRIE AUTOMOBILE	185	262	59,2	23,4	10,8	2,3	0,3
INDUSTRIES DES BIENS D'EQUIPEMENT	1 459	503	79,8	31,8	24,1	3,6	2,8
INDUSTRIES DES BIENS INTERMEDIAIRES	3 270	797	121,9	38,9	35,5	8,0	4,3
ENERGIE	246	252	85,3	8,7	28,9	16,8	4,3
CONSTRUCTION	1 517	300	36,2	1,5	10,9	0,4	0,3
COMMERCE	5 620	691	246,8	20,6	27,9	7,3	4,8
TRANSPORTS	1 704	489	48,8	16,3	22,4	4,7	1,2
ACTIVITES FINANCIERES	3 844	496	nd	nd	nd	nd	nd
ACTIVITES IMMOBILIERES	4 580	32	10,9	0,1	3,5	2,3	0,6
SERVICES AUX ENTREPRISES	7 713	1 046	108,9	9,5	51,9	17,8	6,0
SERVICES AUX PARTICULIERS	1 255	164	20,6	5,0	7,5	2,7	5,4
EDUCATION, SANTE, ACTION SOCIALE	226	20	1,4	0,1	0,6	0,1	0,1
ADMINISTRATION	29	3	0,9	0,0	0,1	0,1	0,0
<b>Ensemble tous secteurs</b>	<b>35 263</b>	<b>5 669</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>
<b>Ensemble sans le secteur financier</b>	<b>31 419</b>	<b>5 174</b>	<b>968,1</b>	<b>182,7</b>	<b>257,9</b>	<b>78,4</b>	<b>35,0</b>

Sources : Lifi, Suse (brn+rsi)

REPARTITION SECTORIELLE DES ENTREPRISES DES GROUPES  
**NOYAU DUR**, ENTREPRISES FRANCAISES  
 ANNEE 1993

Secteur d'entreprise	Immo. corporelles (milliards d'euros)	Ressources propres (milliards d'euros)	Nombre de Groupes (1)
ACTIVITE NON DECLAREE	0,1	0,3	14
AGRICULTURE, SYLVICULTURE, PECHE	1,0	1,0	41
INDUSTRIES AGRICOLES ET ALIMENTAIRES	22,9	21,2	313
INDUSTRIES DES BIENS DE CONSOMMATION	16,2	26,1	474
INDUSTRIE AUTOMOBILE	30,4	17,2	61
INDUSTRIES DES BIENS D'EQUIPEMENT	25,6	31,1	385
INDUSTRIES DES BIENS INTERMEDIAIRES	68,1	53,4	813
ENERGIE	170,5	95,1	26
CONSTRUCTION	5,1	9,9	160
COMMERCE	29,0	36,0	1 008
TRANSPORTS	94,6	26,6	199
ACTIVITES FINANCIERES	nd	nd	377
ACTIVITES IMMOBILIERES	37,2	26,2	194
SERVICES AUX ENTREPRISES	87,9	282,3	601
SERVICES AUX PARTICULIERS	7,8	8,3	192
EDUCATION, SANTE, ACTION SOCIALE	0,6	0,4	61
ADMINISTRATION	0,3	0,5	3
<b>Ensemble tous secteurs</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	<b>4 922</b>
<b>Ensemble sans secteur financier</b>	<b>597,3</b>	<b>635,4</b>	<b>4 545</b>

Sources: Lifi, Suse (brn+rsi)

(1) selon l'activité principale du groupe

**Part des entreprises françaises des groupes par grands secteurs dans l'ensemble de l'économie française en 1993**  
**Noyau dur**

Secteur d'entreprise	nombre d'entreprises %	Effectifs salariés %	VABCF %	EBE %	Immo. Incorp %	Immo. corp %	ress propres %
IAA	1,9	44,4	57,0	63,7	38,0	65,4	76,7
Industrie	4,6	57,0	63,3	65,9	71,4	74,2	79,2
Energie	16,9	96,3	97,5	98,0	82,9	98,4	97,8
Construction	0,7	25,3	26,7	6,1	27,2	26,5	54,6
Commerce	1,3	29,4	31,0	29,5	20,6	40,2	46,3
Transport	2,6	59,1	64,9	62,4	54,9	81,2	76,9
Service aux entrep	6,0	58,9	62,6	75,9	61,0	78,7	92,5
Service aux particuliers	0,6	22,3	29,1	31,9	29,8	24,4	54,5
<b>Total tous secteurs</b>	<b>2,3</b>	<b>46,3</b>	<b>na</b>	<b>na</b>	<b>na</b>	<b>na</b>	<b>na</b>
<b>Total sans secteur financier</b>	<b>2,1</b>	<b>44,4</b>	<b>51,7</b>	<b>55,6</b>	<b>42,1</b>	<b>68,7</b>	<b>80,6</b>

Sources : Lifi, Suse (brn+rsi)

REPARTITION SECTORIELLE DES ENTREPRISES DES **GROUPES PUBLICS**  
**NOYAU DUR**, ENTREPRISES FRANCAISES  
 ANNEE 1993

Secteur d'entreprise	Nombre entreprises	Effectifs salariés (milliers)	Chiffre d'affaires élargi (milliards d'euros)	Exportations (milliards d'euros)	V.A. brute coûts facteurs (milliards d'euros)	Excédent brut d'exploitation (milliards d'euros)	Immo. incorporelles (milliards d'euros)
ACTIVITE NON DECLAREE	65	0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
AGRICULTURE, SYLVICULTURE, PECHE	16	0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
INDUSTRIES AGRICOLES ET ALIMENTAIRES	25	9	7,8	0,2	0,5	0,2	0,0
INDUSTRIES DES BIENS DE CONSOMMATION	43	12	3,1	0,9	0,7	0,3	0,5
INDUSTRIE AUTOMOBILE	24	89	21,7	9,0	3,5	0,4	0,1
INDUSTRIES DES BIENS D'EQUIPEMENT	106	148	21,8	8,7	6,9	0,1	1,0
INDUSTRIES DES BIENS INTERMEDIAIRES	206	123	21,5	7,9	4,9	0,1	0,5
ENERGIE	54	192	50,9	5,1	24,6	15,2	2,6
CONSTRUCTION	12	0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
COMMERCE	266	22	12,5	1,8	1,2	0,4	0,3
TRANSPORTS	287	323	26,3	9,4	14,3	1,8	0,2
ACTIVITES FINANCIERES	521	139	nd	nd	nd	nd	nd
ACTIVITES IMMOBILIERES	328	5	2,0	0,0	1,0	0,8	0,0
SERVICES AUX ENTREPRISES	591	527	43,8	1,5	28,8	12,3	1,4
SERVICES AUX PARTICULIERS	93	22	7,7	4,6	1,6	0,6	1,0
EDUCATION, SANTE, ACTION SOCIALE	9	1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0
ADMINISTRATION	2	1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>Ensemble tous secteurs</b>	<b>2 648</b>	<b>1 612</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>
<b>Ensemble sans le secteur financier</b>	<b>2 127</b>	<b>1 473</b>	<b>219,3</b>	<b>48,9</b>	<b>88,1</b>	<b>32,1</b>	<b>7,7</b>

Sources : Lifi, Suse (brn+rsi)

REPARTITION SECTORIELLE DES ENTREPRISES DES **GROUPES PUBLICS**  
**NOYAU DUR**, ENTREPRISES FRANCAISES  
 ANNEE 1993

Secteur d'entreprise	Immo. corporelles (milliards d'euros)	Ressources propres (milliards d'euros)	Nombre de groupes (1)
ACTIVITE NON DECLAREE	0,0	0,0	.
AGRICULTURE, SYLVICULTURE, PECHE	0,1	0,0	.
INDUSTRIES AGRICOLES ET ALIMENTAIRES	0,9	0,8	s
INDUSTRIES DES BIENS DE CONSOMMATION	0,6	1,0	s
INDUSTRIE AUTOMOBILE	9,5	8,4	s
INDUSTRIES DES BIENS D'EQUIPEMENT	9,7	11,5	7
INDUSTRIES DES BIENS INTERMEDIAIRES	14,6	10,6	7
ENERGIE	152,2	73,5	3
CONSTRUCTION	0,0	0,0	.
COMMERCE	1,1	1,9	4
TRANSPORTS	65,5	10,0	7
ACTIVITES FINANCIERES	nd	nd	16
ACTIVITES IMMOBILIERES	13,9	8,2	3
SERVICES AUX ENTREPRISES	62,5	70,7	11
SERVICES AUX PARTICULIERS	1,3	0,9	8
EDUCATION, SANTE, ACTION SOCIALE	0,0	0,0	.
ADMINISTRATION	0,0	0,0	s
<b>Ensemble tous secteurs</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	<b>71</b>
<b>Ensemble sans le secteur financier</b>	<b>331,9</b>	<b>197,6</b>	<b>55</b>

Sources : Lifi, Suse (brn+rsi)

s : *secret statistique*

(1) selon l'activité principale du groupe

Part des entreprises françaises **des groupes publics** dans l'ensemble de l'économie française en 1993

**Noyau dur**

Secteur d'entreprise	nombre d'entreprises %	Effectifs salariés %	VABCF %	EBE %	Immo incorp %	immo corp %	ress propres %
IAA	0,0	1,6	1,9	1,6	0,6	2,6	2,9
Industrie	0,3	11,1	11,3	2,8	14,8	18,1	19,5
Energie	3,7	73,4	82,7	88,5	49,9	87,8	75,5
Construction	0,0	0,0	0,0	0,0	1,5	0,0	0,2
Commerce	0,1	0,9	1,3	1,5	1,2	1,6	2,5
Transport	0,4	39,0	41,6	23,4	8,9	56,2	29,0
Service aux entrep	0,5	29,7	34,8	52,4	14,2	56,0	23,2
Service aux particuliers	0,0	2,9	6,4	7,3	5,6	3,9	5,8
<b>Total tous secteurs</b>	<b>0,2</b>	<b>13,2</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>
<b>Total sans le secteur financier</b>	<b>0,1</b>	<b>12,6</b>	<b>17,7</b>	<b>22,8</b>	<b>9,3</b>	<b>38,2</b>	<b>25,1</b>

Sources : Lifi, Suse (brn+rsi)



REPARTITION SECTORIELLE DES ENTREPRISES DES **GROUPES PRIVES**  
**NOYAU DUR**, ENTREPRISES FRANCAISES  
 ANNEE 1993

Secteur d'entreprise	Nombre entreprises	Effectifs salariés (milliers)	Chiffre d'affaires élargi (milliards d'euros)	Exportations (milliards d'euros)	V.A. brute coûts facteurs (milliards d'euros)	Excédent brut d'exploitation (milliards d'euros)	Immo. incorporelles (milliards d'euros)
ACTIVITE NON DECLAREE	388	1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0
AGRICULTURE, SYLVICULTURE, PECHE	281	11	1,4	0,2	0,4	0,1	0,1
INDUSTRIES AGRICOLES ET ALIMENTAIRES	954	179	54,5	9,4	9,4	3,9	1,3
INDUSTRIES DES BIENS DE CONSOMMATION	1 285	234	37,5	7,1	11,5	3,4	1,6
INDUSTRIE AUTOMOBILE	104	125	28,5	10,9	5,3	1,5	0,1
INDUSTRIES DES BIENS D'EQUIPEMENT	939	182	30,1	10,9	8,5	1,6	1,3
INDUSTRIES DES BIENS INTERMEDIAIRES	2 329	449	60,5	17,9	19,7	5,1	1,6
ENERGIE	159	49	16,7	1,5	3,1	1,1	1,5
CONSTRUCTION	1 429	291	35,0	1,4	10,6	0,4	0,2
COMMERCE	4 416	553	186,0	15,2	20,7	5,5	3,7
TRANSPORTS	1 290	147	20,2	6,3	7,4	2,9	1,0
ACTIVITES FINANCIERES	2 862	331	nd	nd	nd	nd	nd
ACTIVITES IMMOBILIERES	3 803	26	8,3	0,0	2,3	1,3	0,5
SERVICES AUX ENTREPRISES	6 218	416	54,1	7,1	18,7	4,6	3,1
SERVICES AUX PARTICULIERS	1 052	112	10,6	0,3	5,1	2,1	4,1
EDUCATION, SANTE, ACTION SOCIALE	211	20	1,3	0,0	0,6	0,1	0,1
ADMINISTRATION	26	2	0,9	0,0	0,1	0,1	0,0
<b>Ensemble tous secteurs</b>	<b>27 746</b>	<b>3 125</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>
<b>Ensemble sans secteur financier</b>	<b>24 884</b>	<b>2 794</b>	<b>545,7</b>	<b>88,3</b>	<b>123,7</b>	<b>33,8</b>	<b>20,3</b>

Sources : Lifi, Suse (brn+rsi)

REPARTITION SECTORIELLE DES ENTREPRISES **DES GROUPES PRIVES**  
**NOYAU DUR**, ENTREPRISES FRANCAISES  
 ANNEE 1993

Secteur d'entreprise	Immo. corporelles (milliards d'euros)	Ressources propres (milliards d'euros)	Nombre de groupes (1)
ACTIVITE NON DECLAREE	0,0	0,2	9
AGRICULTURE, SYLVICULTURE, PECHE	0,8	0,8	36
INDUSTRIES AGRICOLES ET ALIMENTAIRES	15,2	13,5	265
INDUSTRIES DES BIENS DE CONSOMMATION	9,3	17,7	359
INDUSTRIE AUTOMOBILE	17,3	6,5	29
INDUSTRIES DES BIENS D'EQUIPEMENT	6,8	10,4	245
INDUSTRIES DES BIENS INTERMEDIAIRES	31,1	27,6	560
ENERGIE	12,2	17,1	15
CONSTRUCTION	4,9	9,7	148
COMMERCE	22,3	26,7	813
TRANSPORTS	28,0	16,0	161
ACTIVITES FINANCIERES	nd	nd	262
ACTIVITES IMMOBILIERES	21,4	17,2	164
SERVICES AUX ENTREPRISES	20,4	184,9	477
SERVICES AUX PARTICULIERS	4,4	6,3	158
EDUCATION, SANTE, ACTION SOCIALE	0,6	0,3	60
ADMINISTRATION	0,3	0,5	2
<b>Ensemble tous secteurs</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	<b>3 763</b>
<b>Ensemble sans secteur financier</b>	<b>195,1</b>	<b>355,3</b>	<b>3 501</b>

Sources : Lifi, Suse (brn+rsi)

(1) selon l'activité principale du groupe

Part des entreprises françaises **des groupes privés** dans l'ensemble de l'économie française en 1993

**Noyau dur**

Secteur d'entreprise	nombre d'entreprises %	Effectifs salariés %	VABCF %	EBE %	Immo. Incorp %	Immo. corp %	ress propres %
IAA	1,6	31,8	38,0	41,5	25,9	43,2	48,8
Industrie	3,3	29,5	31,8	37,8	32,6	34,1	38,5
Energie	10,9	18,6	10,4	6,1	28,0	7,0	17,6
Construction	0,6	24,5	26,0	6,6	24,1	25,6	53,5
Commerce	1,0	23,5	23,0	22,3	16,1	30,9	34,4
Transport	2,0	17,8	21,6	38,5	44,0	24,0	46,3
Service aux entrep	4,9	23,4	22,6	19,8	31,7	18,3	60,6
Service aux particuliers	0,5	15,3	20,0	25,3	22,9	13,8	41,3
<b>Total tous secteurs</b>	<b>1,8</b>	<b>25,5</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>
<b>Total sans le secteur financier</b>	<b>1,7</b>	<b>24,0</b>	<b>24,8</b>	<b>24,0</b>	<b>24,4</b>	<b>22,4</b>	<b>45,1</b>

Sources : Lifi, Suse (brn+rsi)

REPARTITION SECTORIELLE DES ENTREPRISES DES **GROUPES ETRANGERS**  
**NOYAU DUR**, ENTREPRISES FRANCAISES  
 ANNEE 1993

Secteur d'entreprise	Nombre entreprises	Effectifs salariés (milliers)	Chiffre d'affaires élargi (milliards d'euros)	Exportations (milliards d'euros)	V.A. brute coûts facteurs (milliards d'euros)	Excédent brut d'exploitation (milliards d'euros)	Immo. incorporelles (milliards d'euros)
ACTIVITE NON DECLAREE	64	0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
AGRICULTURE, SYLVICULTURE, PECHE	32	2	0,2	0,1	0,1	0,0	0,0
INDUSTRIES AGRICOLES ET ALIMENTAIRES	168	62	17,7	3,5	4,3	2,0	0,6
INDUSTRIES DES BIENS DE CONSOMMATION	294	105	25,0	5,5	6,9	2,7	0,7
INDUSTRIE AUTOMOBILE	57	49	8,9	3,5	2,0	0,4	0,1
INDUSTRIES DES BIENS D'EQUIPEMENT	414	173	27,9	12,2	8,7	1,9	0,5
INDUSTRIES DES BIENS INTERMEDIAIRES	735	225	39,9	13,2	10,9	2,8	2,1
ENERGIE	33	11	17,7	2,1	1,3	0,6	0,3
CONSTRUCTION	76	10	1,2	0,1	0,3	0,0	0,0
COMMERCE	938	117	48,2	3,7	6,0	1,4	0,8
TRANSPORTS	127	19	2,3	0,6	0,6	0,0	0,0
ACTIVITES FINANCIERES	461	25	nd	nd	nd	nd	nd
ACTIVITES IMMOBILIERES	449	1	0,6	0,0	0,1	0,1	0,0
SERVICES AUX ENTREPRISES	904	104	11,0	0,9	4,3	0,9	1,5
SERVICES AUX PARTICULIERS	110	30	2,4	0,1	0,7	-0,1	0,2
EDUCATION, SANTE, ACTION SOCIALE	6	0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	1	0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>Ensemble tous secteurs</b>	<b>4 869</b>	<b>932</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>
<b>Ensemble sans secteur financier</b>	<b>4 408</b>	<b>906</b>	<b>203,1</b>	<b>45,5</b>	<b>46,2</b>	<b>12,6</b>	<b>6,9</b>

Sources : Lifi, Suse (brn+rsi)

REPARTITION SECTORIELLE DES ENTREPRISES DES **GROUPES ETRANGERS**  
**NOYAU DUR**, ENTREPRISES FRANCAISES  
 ANNEE 1993

Secteur d'entreprise	Immo. corporelles (milliards d'euros)	Ressources élargies (milliards d'euros)	Nombre de groupes (1)
ACTIVITE NON DECLAREE	0,0	0,0	5
AGRICULTURE, SYLVICULTURE, PECHE	0,1	0,1	5
INDUSTRIES AGRICOLES ET ALIMENTAIRES	6,8	6,9	47
INDUSTRIES DES BIENS DE CONSOMMATION	6,3	7,4	113
INDUSTRIE AUTOMOBILE	3,7	2,4	31
INDUSTRIES DES BIENS D'EQUIPEMENT	9,1	9,2	133
INDUSTRIES DES BIENS INTERMEDIAIRES	22,4	15,2	246
ENERGIE	6,1	4,5	8
CONSTRUCTION	0,2	0,2	12
COMMERCE	5,6	7,3	191
TRANSPORTS	1,1	0,5	31
ACTIVITES FINANCIERES	nd	nd	99
ACTIVITES IMMOBILIERES	1,8	0,9	27
SERVICES AUX ENTREPRISES	5,0	26,6	113
SERVICES AUX PARTICULIERS	2,2	1,1	26
EDUCATION, SANTE, ACTION SOCIALE	0,0	0,0	s
ADMINISTRATION	0,0	0,0	
<b>Ensemble tous secteurs</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	<b>1 088</b>
<b>Ensemble sans secteur financier</b>	<b>70,4</b>	<b>82,5</b>	<b>989</b>

Sources : Lifi, Suse (brn+rsi)

s : *secret statistique*

(1) selon l'activité principale du groupe

Part des entreprises françaises des **groupes étrangers** dans l'ensemble de l'économie française en 1993

**Noyau dur**

	Nombre d'entreprises %	Effectifs salariés %	VABCF %	EBE %	Immo. incorp %	Immo. Corp %	ress propres %
IAA	0,3	11,0	17,2	20,7	11,1	19,5	25,0
Industrie	1,1	16,4	20,2	25,3	24,0	21,9	21,2
Energie	2,3	4,4	4,4	3,4	5,0	3,5	4,7
Construction	0,0	0,8	0,7	<i>ns</i>	1,5	1,0	0,8
Commerce	0,2	5,0	6,7	5,7	3,4	7,8	9,4
Transport	0,2	2,2	1,7	0,2	2,1	0,9	1,6
Service aux entrep	0,7	5,8	5,2	3,7	15,1	4,5	8,7
Service aux particuliers	0,1	4,1	2,7	<i>ns</i>	1,4	6,8	7,4
<b>Total tous secteurs</b>	<b>0,3</b>	<b>7,6</b>	<b>8,1</b>	<b>6,6</b>	<b>8,2</b>	<b>7,6</b>	<b>8,5</b>
<b>Total sans secteur financier</b>	<b>0,3</b>	<b>7,8</b>	<b>9,3</b>	<b>8,9</b>	<b>8,3</b>	<b>8,1</b>	<b>10,5</b>

Sources : Lifi, Suse (brn+rsi)

*ns* : non significatif

IMPORTANCE DES GROUPES EN FONCTION DE LEUR TAILLE

**NOYAU DUR**

ANNEE 1993

	Nombre de groupes	Nombre d'entreprises	Effectif moyen par groupe (unité)	Effectif en France (milliers)	Chiffre d'affaires à l'export (milliards d'euros)	Chiffre d'affaires (milliards d'euros)	Chiffre d'affaires élargi (milliards d'euros)	Valeur ajoutée (milliards d'euros)
<b>Ensemble sans le Secteur financier</b>								
Micro-groupes	3569	12984	134	477	19,3	107,0	109,4	23,3
Petits groupes	911	6426	977	890	42,5	184,0	186,7	42,7
Moyens groupes	247	5140	3870	956	36,2	199,4	204,3	44,8
Grands groupes	70	6828	40775	2854	85,0	454,6	468,6	147,4
<b>Total</b>	<b>4797</b>	<b>31378</b>	<b>1079</b>	<b>5177</b>	<b>183,1</b>	<b>945,0</b>	<b>969,0</b>	<b>258,2</b>
<b>Ensemble tous secteurs</b>								
Micro-groupes	3623		136	494	nd	nd	nd	nd
Petits groupes	953		980	934	nd	nd	nd	nd
Moyens groupes	261		3822	998	nd	nd	nd	nd
Grands groupes	82		39557	3244	nd	nd	nd	nd
<b>Ensemble des groupes yc secteur financier</b>	<b>4919</b>		<b>1152</b>	<b>5669</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>

Sources : Lifi, Suse (brn+rsi)

IMPORTANCE DES GROUPES EN FONCTION DE LEUR TAILLE

**NOYAU DUR**

ANNEE 1993

	Excédent brut exploitation (milliards d'euros)	Immo. incorporelles (milliards d'euros)	Immo. corporelles (milliards d'euros)	Ressources propres (milliards d'euros)
<b>Ensemble sans secteur Financier</b>				
Micro-groupes	8,5	5,0	42,5	75,3
Petits groupes	20,8	7,3	71,1	140,4
Moyens groupes	11,6	8,8	81,6	216,7
Grands groupes	129,1	17,6	519,0	734,8
<b>Total</b>	<b>170,1</b>	<b>38,8</b>	<b>714,3</b>	<b>1167,2</b>
<b>Ensemble tous secteurs</b>				
Micro-groupes	nd	nd	nd	nd
Petits groupes	nd	nd	nd	nd
Moyens groupes	nd	nd	nd	nd
Grands groupes	nd	nd	nd	nd
<b>Ensemble des groupes yc secteur financier</b>	nd	nd	nd	nd

Sources : Lifi, Suse (brn+rsi)



REPARTITION DES GROUPES SUIVANT LA **NATURE DE L'ACTIONNAIRE**  
**NOYAU DUR**, ENTREPRISES FRANCAISES  
 ANNEE 1993

	Nombre de groupes	Nombre D'entreprises	Effectifs salariés en France (milliers)	V.A. brute coûts facteurs (milliards d'euros)	Excédent brut exploitation (milliards d'euros)	Immo. incorporelles (milliards d'euros)	Immo. corporelles (milliards d'euros)	Ressources propres (milliards d'euros)
<b>Toutes activités</b>								
Ensemble*		1 502 574	12 235	nd	nd	nd	nd	nd
Groupes étrangers	1 088	4 869	932	nd	nd	nd	nd	nd
Groupes privés	3 763	27 746	3 125	nd	nd	nd	nd	nd
Groupes publics	71	2 648	1 612	nd	nd	nd	nd	nd
<b>Total des groupes</b>	<b>4 922</b>	<b>35 263</b>	<b>5 669</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>
<b>Total groupes (%)</b>		<b>2,3</b>	<b>46</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>
<b>Ensemble sans le secteur financier</b>								
Ensemble*		1 484 454	11 647	499,0	140,9	83,2	869,5	788,3
Groupes étrangers	989	4 408	906	46,2	12,6	6,9	70,4	82,5
Groupes privés	3 501	24 884	2 794	123,7	33,8	20,3	195,1	355,3
Groupes publics	55	2 127	1 473	88,1	32,1	7,7	331,9	197,6
<b>Total des groupes</b>	<b>4 545</b>	<b>31 419</b>	<b>5 174</b>	<b>257,9</b>	<b>78,4</b>	<b>35,0</b>	<b>597,3</b>	<b>635,4</b>
<b>Ensemble sans financier(%)</b>		%	%	%	%	%	%	%
Groupes étrangers		0,3	7,8	9,3	8,9	8,3	8,1	10,5
Groupes privés		1,7	24,0	24,8	24,0	24,4	22,4	45,1
Groupes publics		0,1	12,6	17,7	22,8	9,3	38,2	25,1
<b>Total des groupes</b>		<b>2,1</b>	<b>44,4</b>	<b>51,7</b>	<b>55,6</b>	<b>42,1</b>	<b>68,7</b>	<b>80,6</b>

Sources : Lifi, Suse (brn+rsi)

\* Suse : brn+rsi



REPARTITION SECTORIELLE DES ENTREPRISES DES GROUPES  
**CONTOUR ELARGI**, ENTREPRISES FRANCAISES  
 ANNEE 1994

Secteur d'entreprises	Nombre entreprises	Effectifs salariés (milliers)	Chiffre d'affaires élargi (milliards d'euros)	Exportations (milliards d'euros)	V.A. brute coûts facteurs (milliards d'euros)	Excédent brut d'exploitation (milliards d'euros)	Immo. incorporelles (milliards d'euros)
ACTIVITE NON DECLAREE	1 155	0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0
AGRICULTURE, SYLVICULTURE, PECHE	515	28	2,5	0,3	1,0	0,2	0,1
INDUSTRIES AGRICOLES ET ALIMENTAIRES	1 674	275	88,7	14,8	15,5	6,6	2,0
INDUSTRIES DES BIENS DE CONSOMMATION	2 175	368	70,1	15,1	20,7	7,0	3,2
INDUSTRIE AUTOMOBILE	223	263	69,0	26,7	13,2	4,0	0,3
INDUSTRIES DES BIENS D'EQUIPEMENT	2 003	510	85,8	37,6	26,3	4,7	3,1
INDUSTRIES DES BIENS INTERMEDIAIRES	4 672	852	142,6	45,2	42,5	12,5	5,4
ENERGIE	343	253	87,2	8,8	28,1	15,4	4,8
CONSTRUCTION	1 905	306	38,3	1,2	11,6	0,6	0,4
COMMERCE	7 926	791	296,8	25,7	33,1	9,0	6,2
TRANSPORTS	2 361	527	53,4	15,8	25,5	6,4	1,5
ACTIVITES FINANCIERES	5 103	515	nd	nd	nd	nd	nd
ACTIVITES IMMOBILIERES	6 262	52	16,0	0,1	5,7	3,8	1,5
SERVICES AUX ENTREPRISES	11 132	1 171	124,1	6,4	56,8	17,7	6,6
SERVICES AUX PARTICULIERS	1 970	182	22,9	5,0	9,2	3,8	6,8
EDUCATION, SANTE, ACTION SOCIALE	417	34	2,1	0,0	1,0	0,2	0,2
ADMINISTRATION	17	4	0,9	0,0	0,1	0,0	0,0
<b>Ensemble tous secteurs</b>	<b>49 883</b>	<b>6 130</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>
<b>Ensemble sans secteur financier</b>	<b>44 780</b>	<b>5 615</b>	<b>1 100,5</b>	<b>202,9</b>	<b>290,2</b>	<b>92,0</b>	<b>42,3</b>

Sources : Lifi, Suse (brn+rsi)

REPARTITION SECTORIELLE DES ENTREPRISES DES GROUPES  
**CONTOUR ELARGI**, ENTREPRISES FRANCAISES  
 ANNEE 1994

Secteur d'entreprises	Immo. corporelles (milliards d'euros)	Ressources propres (milliards d'euros)	Nombre de groupes (1)
ACTIVITE NON DECLAREE	0,2	0,2	22
AGRICULTURE, SYLVICULTURE, PECHE	1,9	1,5	48
INDUSTRIES AGRICOLES ET ALIMENTAIRES	25,3	24,6	351
INDUSTRIES DES BIENS DE CONSOMMATION	18,1	29,2	567
INDUSTRIE AUTOMOBILE	33,7	18,2	65
INDUSTRIES DES BIENS D'EQUIPEMENT	25,9	30,9	465
INDUSTRIES DES BIENS INTERMEDIAIRES	76,2	61,2	1 086
ENERGIE	179,2	103,4	26
CONSTRUCTION	6,5	10,4	211
COMMERCE	33,5	43,7	1 397
TRANSPORTS	111,3	31,1	251
ACTIVITES FINANCIERES	nd	nd	419
ACTIVITES IMMOBILIERES	62,4	36,3	259
SERVICES AUX ENTREPRISES	99,9	376,1	734
SERVICES AUX PARTICULIERS	10,5	9,9	274
EDUCATION, SANTE, ACTION SOCIALE	0,5	0,5	107
ADMINISTRATION	0,4	0,7	4
<b>Ensemble tous secteurs</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	<b>6 286</b>
<b>Ensemble sans secteur financier</b>	<b>685,9</b>	<b>778,0</b>	<b>5 867</b>

Sources : Lifi, Suse (brn+rsi)

(1) selon l'activité principale du groupe

REPARTITION SECTORIELLE DES ENTREPRISES DES GROUPES  
**NOYAU DUR** ENTREPRISES FRANCAISES  
 ANNEE 1994

Secteur d'entreprises	Nombre entreprises	Effectifs salariés (milliers)	Chiffre d'affaires élargi (milliards d'euros)	Exportations (milliards d'euros)	V.A. brute coûts facteurs (milliards d'euros)	Excédent brut d'exploitation (milliards d'euros)	Immo. incorporelles (milliards d'euros)
ACTIVITE NON DECLAREE	843	0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0
AGRICULTURE, SYLVICULTURE, PECHE	365	25	2,0	0,3	0,9	0,2	0,1
INDUSTRIES AGRICOLES ET ALIMENTAIRES	1 327	256	84,0	14,0	14,7	6,3	2,0
INDUSTRIES DES BIENS DE CONSOMMATION	1 833	350	67,8	14,8	20,0	6,8	3,1
INDUSTRIE AUTOMOBILE	186	250	66,8	26,4	12,8	4,0	0,3
INDUSTRIES DES BIENS D'EQUIPEMENT	1 684	491	83,6	37,0	25,5	4,6	3,0
INDUSTRIES DES BIENS INTERMEDIAIRES	3 852	817	136,3	43,6	40,9	12,0	5,2
ENERGIE	262	249	86,1	8,8	27,9	15,3	4,5
CONSTRUCTION	1 743	297	36,6	1,2	11,2	0,5	0,4
COMMERCE	6 775	754	280,9	23,8	31,4	8,4	5,9
TRANSPORTS	1 921	506	50,7	15,3	24,4	6,1	1,4
ACTIVITES FINANCIERES	4 232	508	nd	nd	nd	nd	nd
ACTIVITES IMMOBILIERES	4 981	40	11,7	0,1	4,3	2,8	1,3
SERVICES AUX ENTREPRISES	9 326	1 135	118,3	5,8	54,9	17,3	6,1
SERVICES AUX PARTICULIERS	1 542	168	21,4	4,8	8,5	3,6	5,7
EDUCATION, SANTE, ACTION SOCIALE	355	32	2,0	0,0	0,9	0,1	0,2
ADMINISTRATION	34	3	0,9	0,0	0,1	0,0	0,0
<b>Ensemble tous secteurs</b>	<b>41 261</b>	<b>5 881</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>
<b>Ensemble sans secteur financier</b>	<b>37 029</b>	<b>5 373</b>	<b>1 049,1</b>	<b>195,9</b>	<b>278,3</b>	<b>88,2</b>	<b>39,0</b>

Sources : Lifi, Suse (brn+rsi)

REPARTITION SECTORIELLE DES ENTREPRISES DES GROUPES  
 NOYAU DUR, ENTREPRISES FRANCAISES  
 ANNEE 1994

Secteur d'entreprises	Immo. corporelles (milliards d'euros)	Ressources propres (milliards d'euros)	Nombre de groupes (1)
ACTIVITE NON DECLAREE	0,1	0,2	25
AGRICULTURE, SYLVICULTURE, PECHE	1,7	1,3	48
INDUSTRIES AGRICOLES ET ALIMENTAIRES	23,8	23,9	351
INDUSTRIES DES BIENS DE CONSOMMATION	17,5	28,6	567
INDUSTRIE AUTOMOBILE	32,3	18,1	65
INDUSTRIES DES BIENS D'EQUIPEMENT	25,3	30,3	465
INDUSTRIES DES BIENS INTERMEDIAIRES	72,4	59,3	1 086
ENERGIE	177,6	101,8	26
CONSTRUCTION	6,3	10,1	211
COMMERCE	32,2	42,1	1 397
TRANSPORTS	108,2	30,1	251
ACTIVITES FINANCIERES	nd	nd	419
ACTIVITES IMMOBILIERES	45,2	30,9	259
SERVICES AUX ENTREPRISES	96,9	371,1	734
SERVICES AUX PARTICULIERS	8,8	9,6	274
EDUCATION, SANTE, ACTION SOCIALE	0,8	0,5	107
ADMINISTRATION	0,4	0,7	4
<b>Ensemble tous secteurs</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	<b>6 289</b>
<b>Ensemble sans secteur financier</b>	<b>649,4</b>	<b>758,4</b>	<b>5 870</b>

Sources : Lifi, Suse (brn+rsi)

(1) selon l'activité principale du groupe

**Part des entreprises françaises des groupes par grands secteurs dans l'ensemble de l'économie française en 1994**

***Noyau dur***

Secteur d'entreprises	nombre d'entreprises %	Effectifs salariés %	VABCF %	EBE %	Immo. incorp %	Immo. Corp %	ress propres %
IAA	2,2	46,2	59,3	66,9	38,4	66,9	79,0
Industrie	5,1	57,6	65,7	70,7	71,5	74,9	79,5
Energie	17,8	95,8	97,5	97,8	85,2	98,4	97,7
Construction	0,7	25,3	27,6	8,1	32,3	30,6	54,8
Commerce	1,5	32,0	34,0	33,2	23,5	42,8	49,8
Transport	2,7	61,2	67,2	68,3	56,2	84,5	81,4
Service aux entrep	6,7	60,9	63,5	74,9	57,7	80,9	93,5
Service aux particuliers	0,7	22,7	31,3	37,8	30,5	26,8	60,3
<b><i>Total tous secteurs</i></b>	<b><i>2,6</i></b>	<b><i>48,0</i></b>	<b><i>nd</i></b>	<b><i>nd</i></b>	<b><i>nd</i></b>	<b><i>nd</i></b>	<b><i>nd</i></b>
<b><i>Total sans secteur financier</i></b>	<b><i>2,4</i></b>	<b><i>46,1</i></b>	<b><i>53,9</i></b>	<b><i>58,5</i></b>	<b><i>43,7</i></b>	<b><i>70,7</i></b>	<b><i>83,1</i></b>

Sources : Lifi, Suse (brn+rsi)

REPARTITION SECTORIELLE DES ENTREPRISES DES **GROUPES PUBLICS**  
**NOYAU DUR**, ENTREPRISES FRANCAISES  
 ANNEE 1994

Secteur d'entreprises	Nombre entreprises	Effectifs salariés (milliers)	Chiffre d'affaires élargi (milliards d'euros)	Exportations (milliards d'euros)	V.A. brute coûts facteurs (milliards d'euros)	Excédent brut d'exploitation (milliards d'euros)	Immo. incorporelles (milliards d'euros)
ACTIVITE NON DECLAREE	17	0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
AGRICULTURE, SYLVICULTURE, PECHE	12	13	0,5	0,1	0,4	0,0	0,0
INDUSTRIES AGRICOLES ET ALIMENTAIRES	25	7	8,7	0,2	0,5	0,2	0,0
INDUSTRIES DES BIENS DE CONSOMMATION	25	4	0,5	0,3	0,1	0,0	0,0
INDUSTRIE AUTOMOBILE	22	83	24,7	10,8	3,7	0,5	0,1
INDUSTRIES DES BIENS D'EQUIPEMENT	125	137	22,3	10,2	7,5	0,7	1,1
INDUSTRIES DES BIENS INTERMEDIAIRES	178	90	16,7	7,6	4,5	0,9	0,4
ENERGIE	32	173	41,3	4,1	21,9	13,2	0,9
CONSTRUCTION	31	1	0,2	0,0	0,0	0,0	0,0
COMMERCE	135	10	6,4	2,1	0,6	0,2	0,1
TRANSPORTS	279	318	24,6	9,0	15,2	2,6	0,2
ACTIVITES FINANCIERES	466	118	nd	nd	nd	nd	nd
ACTIVITES IMMOBILIERES	332	5	1,8	0,0	0,9	0,7	0,0
SERVICES AUX ENTREPRISES	635	524	43,3	1,1	28,9	12,0	1,6
SERVICES AUX PARTICULIERS	84	17	7,4	4,4	1,9	0,9	0,8
EDUCATION, SANTE, ACTION SOCIALE	8	1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0
ADMINISTRATION	2	1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>Ensemble tous secteurs</b>	<b>2 408</b>	<b>1 502</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>
<b>Ensemble sans secteur financier</b>	<b>1 942</b>	<b>1 383</b>	<b>198,4</b>	<b>49,7</b>	<b>86,1</b>	<b>32,0</b>	<b>5,3</b>

Sources : Lifi, Suse (brn+rsi)



REPARTITION SECTORIELLE DES ENTREPRISES DES **GROUPES PUBLICS**  
**NOYAU DUR**, ENTREPRISES FRANCAISES  
 ANNEE 1994

Secteur d'entreprises	Immo. corporelles (milliards d'euros)	Ressources propres (milliards d'euros)	Nombre de groupes (1)
ACTIVITE NON DECLAREE	0,0	0,0	
AGRICULTURE, SYLVICULTURE, PECHE	0,7	0,3	s
INDUSTRIES AGRICOLES ET ALIMENTAIRES	0,8	0,9	s
INDUSTRIES DES BIENS DE CONSOMMATION	0,2	0,1	s
INDUSTRIE AUTOMOBILE	10,3	8,9	s
INDUSTRIES DES BIENS D'EQUIPEMENT	9,2	10,5	8
INDUSTRIES DES BIENS INTERMEDIAIRES	10,7	8,0	7
ENERGIE	152,3	75,3	3
CONSTRUCTION	0,9	0,1	.
COMMERCE	0,5	1,3	s
TRANSPORTS	68,8	10,8	7
ACTIVITES FINANCIERES	nd	nd	16
ACTIVITES IMMOBILIERES	11,9	6,8	3
SERVICES AUX ENTREPRISES	67,4	64,9	13
SERVICES AUX PARTICULIERS	1,2	0,9	9
EDUCATION, SANTE, ACTION SOCIALE	0,0	0,0	
ADMINISTRATION	0,0	0,0	s
<b>Ensemble tous secteurs</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	<b>73</b>
<b>Ensemble sans secteur financier</b>	<b>335,0</b>	<b>188,9</b>	<b>57</b>

Sources : Lifi, Suse (brn+rsi)

(1) selon l'activité principale du groupe

S : secret statistique

**Part** des entreprises françaises des **groupes publics** dans l'ensemble de l'économie française en 1994

**Noyau dur**

Secteur d'entreprises	nombre d'entreprises %	Effectifs salariés %	VABCF %	EBE %	Immo. incorp %	Immo. Corp %	ress propres %
IAA	0,0	1,2	2,0	2,1	0,3	2,4	3,0
Industrie	0,2	9,5	10,5	5,3	10,0	15,4	16,0
Energie	2,2	66,6	76,5	84,6	16,7	84,4	72,3
Construction	0,0	0,1	0,1	<i>ns</i>	2,7	4,5	0,7
Commerce	0,0	0,4	0,6	0,6	0,2	0,7	1,5
Transport	0,4	38,5	41,9	28,7	8,7	53,8	29,2
Service aux entrep	0,5	28,1	33,4	52,2	15,0	56,2	16,3
Service aux particuliers	0,0	2,3	7,0	10,1	4,2	3,8	5,8
<b>Total tous secteurs</b>	<b>0,2</b>	<b>12,3</b>	<b><i>nd</i></b>	<b><i>nd</i></b>	<b><i>nd</i></b>	<b><i>nd</i></b>	<b><i>nd</i></b>
<b>Total sans secteur financier</b>	<b>0,1</b>	<b>11,9</b>	<b>16,7</b>	<b>21,2</b>	<b>5,9</b>	<b>36,5</b>	<b>20,7</b>

Sources : Lifi, Suse (brn+rsi)

*ns* : non significatif

REPARTITION SECTORIELLE DES ENTREPRISES DES **GROUPES PRIVES**  
**NOYAU DUR**, ENTREPRISES FRANCAISES  
 ANNEE 1994

Secteur d'entreprises	Nombre entreprises	Effectifs salariés (milliers)	Chiffre d'affaires élargi (milliards d'euros)	Exportations (milliards d'euros)	V.A. brute coûts facteurs (milliards d'euros)	Excédent brut d'exploitation (milliards d'euros)	Immo. incorporelles (milliards d'euros)
ACTIVITE NON DECLAREE	698	0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0
AGRICULTURE, SYLVICULTURE, PECHE	318	10	1,2	0,1	0,4	0,1	0,1
INDUSTRIES AGRICOLES ET ALIMENTAIRES	1 120	186	55,1	9,9	9,8	4,0	1,3
INDUSTRIES DES BIENS DE CONSOMMATION	1 489	240	41,3	8,6	12,5	3,9	2,2
INDUSTRIE AUTOMOBILE	105	122	32,2	11,8	6,8	2,8	0,1
INDUSTRIES DES BIENS D'EQUIPEMENT	1 132	185	31,6	13,9	8,9	1,8	1,4
INDUSTRIES DES BIENS INTERMEDIAIRES	2 831	490	74,4	20,4	23,7	7,2	2,9
ENERGIE	201	66	27,5	3,2	4,9	1,7	3,3
CONSTRUCTION	1 617	284	35,1	1,2	10,7	0,5	0,3
COMMERCE	5 519	607	217,8	17,2	23,5	6,2	4,8
TRANSPORTS	1 499	168	23,5	5,6	8,6	3,5	1,0
ACTIVITES FINANCIERES	3 233	363	nd	nd	nd	nd	nd
ACTIVITES IMMOBILIERES	4 166	33	9,4	0,0	3,2	2,0	1,2
SERVICES AUX ENTREPRISES	7 541	478	62,3	3,4	20,5	4,1	3,8
SERVICES AUX PARTICULIERS	1 336	121	11,5	0,3	5,6	2,4	4,4
EDUCATION, SANTE, ACTION SOCIALE	340	31	1,9	0,0	0,9	0,1	0,2
ADMINISTRATION	32	3	0,9	0,0	0,1	0,0	0,0
<b>Ensemble tous secteurs</b>	<b>33 177</b>	<b>3 384</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>
<b>Ensemble sans secteur financier</b>	<b>29 944</b>	<b>3 022</b>	<b>625,7</b>	<b>95,7</b>	<b>140,1</b>	<b>40,3</b>	<b>27,1</b>

Sources : Lifi, Suse (brn+rsl)

REPARTITION SECTORIELLE DES ENTREPRISES DES **GROUPES PRIVES**  
**NOYAU DUR**, ENTREPRISES FRANCAISES  
 ANNEE 1994

Secteur d'entreprises	Immo. corporelles (milliards d'euros)	Ressources propres (milliards d'euros)	Nombre de groupes (1)
ACTIVITE NON DECLAREE	0,1	0,2	18
AGRICULTURE, SYLVICULTURE, PECHE	0,9	0,9	41
INDUSTRIES AGRICOLES ET ALIMENTAIRES	15,7	14,3	294
INDUSTRIES DES BIENS DE CONSOMMATION	10,4	20,0	448
INDUSTRIE AUTOMOBILE	18,4	7,0	30
INDUSTRIES DES BIENS D'EQUIPEMENT	7,0	10,1	310
INDUSTRIES DES BIENS INTERMEDIAIRES	36,6	35,4	782
ENERGIE	19,1	21,8	15
CONSTRUCTION	5,2	9,8	196
COMMERCE	25,5	32,2	1 154
TRANSPORTS	38,4	18,8	209
ACTIVITES FINANCIERES	nd	nd	301
ACTIVITES IMMOBILIERES	31,3	23,2	222
SERVICES AUX ENTREPRISES	22,4	270,0	593
SERVICES AUX PARTICULIERS	5,0	6,7	236
EDUCATION, SANTE, ACTION SOCIALE	0,8	0,5	106
ADMINISTRATION	0,4	0,7	3
<b>Ensemble tous secteurs</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	<b>4 958</b>
<b>Ensemble sans secteur financier</b>	<b>237,1</b>	<b>471,6</b>	<b>4 657</b>

Source : Lifi, Suse (brn+rsi)

(1) selon l'activité principale du groupe

Part des entreprises françaises des groupes privés dans l'ensemble de l'économie française en 1994

**Noyau dur**

Secteur d'entreprises	nombre d'entreprises %	Effectifs salariés %	VABCF %	EBE %	Immo. Incorp %	Immo. corp %	ress propres %
IAA	1,9	33,6	39,3	42,5	25,5	44,3	47,3
Industrie	3,8	31,3	34,4	40,2	40,5	36,8	42,3
Energie	13,6	25,2	17,1	10,6	63,2	10,6	21,0
Construction	0,7	24,1	26,4	8,4	28,2	25,2	53,1
Commerce	1,2	25,8	25,4	24,4	19,4	33,9	38,1
Transport	2,1	20,3	23,6	39,1	41,8	30,0	50,8
Service aux entrep	5,4	25,6	23,7	17,7	35,7	18,7	68,0
Service aux particuliers	0,6	16,3	20,7	25,5	23,7	15,2	42,5
<b>Total tous secteurs</b>	<b>2,1</b>	<b>27,6</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>
<b>Total sans secteur financier</b>	<b>1,9</b>	<b>25,9</b>	<b>27,1</b>	<b>26,7</b>	<b>30,3</b>	<b>25,8</b>	<b>51,7</b>

Sources : Lifi, Suse (brn+rsi)

REPARTITION SECTORIELLE DES ENTREPRISES DES **GROUPES ETRANGERS**  
**NOYAU DUR**, ENTREPRISES FRANCAISES  
 ANNEE 1994

Secteur d'entreprises	Nombre entreprises	Effectifs salariés (milliers)	Chiffre d'affaires élargi (milliards d'euros)	Exportations (milliards d'euros)	V.A. brute coûts facteurs (milliards d'euros)	Excédent brut d'exploitation (milliards d'euros)	Immo. incorporelles (milliards d'euros)
ACTIVITE NON DECLAREE	128	0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
AGRICULTURE, SYLVICULTURE, PECHE	35	1	0,2	0,1	0,1	0,0	0,0
INDUSTRIES AGRICOLES ET ALIMENTAIRES	182	63	20,2	3,9	4,5	2,1	0,6
INDUSTRIES DES BIENS DE CONSOMMATION	319	106	26,0	5,9	7,3	3,0	0,9
INDUSTRIE AUTOMOBILE	59	45	9,9	3,9	2,3	0,8	0,1
INDUSTRIES DES BIENS D'EQUIPEMENT	427	170	29,7	12,9	9,1	2,1	0,6
INDUSTRIES DES BIENS INTERMEDIAIRES	843	237	45,3	15,6	12,6	3,9	1,9
ENERGIE	29	11	17,3	1,6	1,1	0,4	0,3
CONSTRUCTION	95	13	1,4	0,0	0,4	0,0	0,0
COMMERCE	1 121	137	56,7	4,4	7,3	2,1	1,0
TRANSPORTS	143	20	2,5	0,7	0,7	0,0	0,1
ACTIVITES FINANCIERES	533	27	nd	nd	nd	nd	nd
ACTIVITES IMMOBILIERES	483	2	0,5	0,0	0,2	0,1	0,1
SERVICES AUX ENTREPRISES	1 150	133	12,7	1,3	5,5	1,1	0,7
SERVICES AUX PARTICULIERS	122	30	2,5	0,1	1,0	0,2	0,5
EDUCATION, SANTE, ACTION SOCIALE	7	0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>Ensemble tous secteurs</b>	<b>5 676</b>	<b>995</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>
<b>Ensemble sans secteur financier</b>	<b>5 143</b>	<b>968</b>	<b>225,0</b>	<b>50,4</b>	<b>52,2</b>	<b>15,9</b>	<b>6,7</b>

Sources : Lifi, Suse (brn+rsi)

REPARTITION SECTORIELLE DES ENTREPRISES DES **GROUPES ETRANGERS**  
**NOYAU DUR**, ENTREPRISES FRANCAISES  
 ANNEE 1994

Secteur d'entreprises	Immo. corporelles (milliards d'euros)	Ressources propres (milliards d'euros)	Nombre de groupes (1)
ACTIVITE NON DECLAREE	0,0	0,0	7
AGRICULTURE, SYLVICULTURE, PECHE	0,2	0,1	6
INDUSTRIES AGRICOLES ET ALIMENTAIRES	7,2	8,7	56
INDUSTRIES DES BIENS DE CONSOMMATION	6,9	8,6	118
INDUSTRIE AUTOMOBILE	3,7	2,2	34
INDUSTRIES DES BIENS D'EQUIPEMENT	9,1	9,6	147
INDUSTRIES DES BIENS INTERMEDIAIRES	25,0	15,9	297
ENERGIE	6,2	4,6	8
CONSTRUCTION	0,2	0,2	15
COMMERCE	6,2	8,6	241
TRANSPORTS	1,0	0,5	35
ACTIVITES FINANCIERES	nd	nd	102
ACTIVITES IMMOBILIERES	2,0	0,8	34
SERVICES AUX ENTREPRISES	7,1	36,1	128
SERVICES AUX PARTICULIERS	2,6	1,9	29
EDUCATION, SANTE, ACTION SOCIALE	0,0	0,0	
<b>Ensemble tous secteurs</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	<b>1 258</b>
<b>Ensemble sans secteur financier</b>	<b>77,3</b>	<b>97,9</b>	<b>1 156</b>

Sources : Lifi, Suse (brn+rsi)

(1) selon l'activité principale du groupe

Part des entreprises françaises des **groupes étrangers** dans l'ensemble de l'économie française en 1994

**Noyau dur**

Secteur d'entreprises	nombre d'entreprises %	Effectifs salariés %	VABCF %	EBE %	Immo. incorp %	Immo. corp %	ress propres %
IAA	0,3	11,4	18,0	22,5	12,6	20,3	28,7
Industrie	1,1	16,8	20,8	25,1	20,9	22,7	21,2
Energie	2,0	4,0	3,9	2,5	5,2	3,4	4,4
Construction	0,0	1,1	1,1	0,0	1,3	0,9	0,9
Commerce	0,2	5,8	7,9	8,2	3,8	8,2	10,2
Transport	0,2	2,4	1,8	0,3	5,6	0,8	1,4
Service aux entrep	0,8	7,1	6,3	4,9	6,9	5,9	9,1
Service aux particuliers	0,1	4,1	3,7	2,4	2,5	7,9	12,0
<b>Total tous secteurs</b>	<b>0,4</b>	<b>8,1</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>
<b>Total sans secteur financier</b>	<b>0,3</b>	<b>8,3</b>	<b>10,1</b>	<b>10,6</b>	<b>7,5</b>	<b>8,4</b>	<b>10,7</b>

Sources : Lifi, Suse (brn+rsi)



IMPORTANCE DES GROUPES EN FONCTION DE LEUR TAILLE

**NOYAU DUR**

Année 1994

	Nombre de Groupes	Nombre d'entreprises	Effectifs moyen par groupe (unité)	Effectif en France (milliers)	Chiffre d'affaires à l'export (milliards d'euros)	Chiffre d'affaires (milliards d'euros)	Chiffre d'affaires élargi (milliards d'euros)	Valeur ajoutée (milliards d'euros)
<b>Ensemble sans secteur financier</b>								
Micro-groupes	4 861	17 284	124	605	23,8	133,7	137,1	30,4
Petits groupes	964	7 311	961	926	46,5	198,5	202,5	45,9
Moyens groupes	270	5 444	3 812	1 029	41,3	226,1	232,0	51,4
Grands groupes	70	6 985	40 269	2 819	84,8	465,1	478,8	151,1
<b>Total</b>	<b>6 165</b>	<b>37 024</b>	<b>873</b>	<b>5 379</b>	<b>196,5</b>	<b>1 023,4</b>	<b>1 050,4</b>	<b>278,8</b>
<b>Tous secteurs</b>								
Micro groupes	4 911	18 378	128	627	nd	nd	nd	nd
Petits groupes	1 005	7 322	963	967	nd	nd	nd	nd
Moyens groupes	290	5 984	3 805	1 103	nd	nd	nd	nd
Grands groupes	80	9 577	39 794	3 184	nd	nd	nd	nd
<b>Ensemble des groupes</b>	<b>6 286</b>	<b>41 261</b>	<b>936</b>	<b>5 881</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>
<b>yc secteur financier</b>								

Sources : Lifi, Suse (brn+rsi)

IMPORTANCE DES GROUPES EN FONCTION DE LEUR TAILLE

**NOYAU DUR**

ANNEE 1994

	Excédent brut d'exploitation (milliards d'euros)	Immo. incorporelles (milliards d'euros)	Immo. (milliards de (milliards d'euros)	Ressources propres (milliards d'euros)
<b>Ensemble sans le secteur financier</b>				
Micro groupes	10,1	93,8	6,0	55,5
Petits groupes	14,3	97,9	8,0	72,9
Moyens groupes	15,7	147,1	9,3	80,0
Grands groupes	48,3	419,9	15,7	442,3
<b>Total</b>	<b>88,4</b>	<b>758,7</b>	<b>39,1</b>	<b>650,7</b>
<b>Tous secteurs</b>				
Micro groupes	nd	nd	nd	nd
Petits groupes	nd	nd	nd	nd
Moyens groupes	nd	nd	nd	nd
Grands groupes	nd	nd	nd	nd
<b>Ensemble des groupes yc secteur financier</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>

Sources : Lifi, Suse (brn+rsi)

REPARTITION DES GROUPES SUIVANT LA NATURE DE L'ACTIONNAIRE  
**NOYAU DUR**, ENTREPRISES FRANCAISES  
 ANNEE 1994

	Nombre de groupes	Nombre d'entreprises	Effectifs salariés (milliers)	V.A. brute coûts facteurs (milliards d'euros)	Excédent brut exploitation (milliards d'euros)	Immo. incorporelles (milliards d'euros)	Immo. corporelles (milliards d'euros)	Ressources propres (milliards d'euros)
<b>Toutes activités</b>								
Ensemble*		1 502 574	12 254	nd	nd	nd	nd	nd
Groupes étrangers	1 258	5 676	995	nd	nd	nd	nd	nd
Groupes privés	4 958	33 177	3 384	nd	nd	nd	nd	nd
Groupes publics	73	2 408	1 502	nd	nd	nd	nd	nd
<b>Total des groupes</b>	<b>6 289</b>	<b>41 261</b>	<b>5 881</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>
<b>Total groupes (%)</b>		<b>2,7</b>	<b>48,0</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>
<b>Ensemble sans le secteur financier</b>								
Ensemble*		1 484 454	11 667	511,5	145,7	89,9	920,5	923,3
Groupes étrangers	1 156	5 143	968	52,2	15,9	6,7	77,3	97,9
Groupes privés	4 657	29 944	3 022	140,1	40,3	27,1	237,1	471,6
Groupes publics	57	1 942	1 383	86,1	32,0	5,3	335,0	188,9
<b>Total des groupes</b>	<b>5 870</b>	<b>37 029</b>	<b>5 373</b>	<b>278,3</b>	<b>88,2</b>	<b>39,0</b>	<b>649,4</b>	<b>758,4</b>
<b>Ensemble sans le secteur financier</b>		%	%	%	%	%	%	%
<b>Groupes étrangers</b>		0,3	8,3	10,2	10,9	7,5	8,4	10,6
<b>Groupes privés</b>		2,0	25,9	27,4	27,7	30,1	25,8	51,1
<b>Groupes publics</b>		0,1	11,9	16,8	21,9	5,9	36,4	20,5
<b>Total des groupes(%)</b>		<b>2,5</b>	<b>46,1</b>	<b>54,4</b>	<b>60,5</b>	<b>43,4</b>	<b>70,6</b>	<b>82,1</b>

Sources : Lifi, Suse (brn+rsi)

\* Suse : brn+rsi



REPARTITION SECTORIELLE DES ENTREPRISES DES GROUPES  
**CONTOUR ELARGI**, ENTREPRISES FRANCAISES  
 ANNEE 1995

Secteur d'entreprises	Nombre d'entreprises	Effectifs salariés (milliers)	Chiffre d'affaires élargi (milliards d'euros)	Exportations (milliards d'euros)	V.A. brute coûts facteurs (milliards d'euros)	Excédent brut d'exploitation (milliards d'euros)	Immo. incorporelles (milliards d'euros)
ACTIVITE NON DECLAREE	1 607	0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
AGRICULTURE, SYLVICULTURE, PECHE	514	27	2,5	0,4	1,0	0,2	0,2
INDUSTRIES AGRICOLES ET ALIMENTAIRES	1 745	284	94,0	16,0	15,9	6,6	2,3
INDUSTRIES DES BIENS DE CONSOMMATION	2 349	383	78,3	17,9	22,6	7,9	4,4
INDUSTRIE AUTOMOBILE	234	269	72,4	28,4	13,2	3,9	0,4
INDUSTRIES DES BIENS D'EQUIPEMENT	2 034	504	92,7	42,1	27,2	5,6	4,5
INDUSTRIES DES BIENS INTERMEDIAIRES	4 999	878	161,4	53,8	46,8	15,3	6,4
ENERGIE	370	253	91,1	9,0	28,4	15,5	5,8
CONSTRUCTION	2 111	303	37,9	1,5	11,3	0,3	0,4
COMMERCE	8 817	845	348,7	33,5	36,1	10,0	6,8
TRANSPORTS	2 489	529	57,1	17,6	25,6	5,7	1,7
ACTIVITES FINANCIERES	5 278	526	nd	nd	nd	nd	nd
ACTIVITES IMMOBILIERES	6 565	55	17,4	0,1	5,8	3,9	1,7
SERVICES AUX ENTREPRISES	12 072	1250	137,3	8,0	60,9	18,2	7,3
SERVICES AUX PARTICULIERS	2 130	191	24,9	5,4	10,2	4,5	8,0
EDUCATION, SANTE, ACTION SOCIALE	497	40	2,5	0,0	1,2	0,2	0,2
ADMINISTRATION	54	4	0,4	0,0	0,2	0,0	0,0
<b>Ensemble tous secteurs</b>	<b>53 865</b>	<b>6341</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>
<b>Ensemble sans le secteur financier</b>	<b>48 587</b>	<b>5815</b>	<b>1 218,6</b>	<b>233,7</b>	<b>306,3</b>	<b>97,6</b>	<b>50,0</b>

Sources : Lifi, Suse (brn+rsi)

REPARTITION SECTORIELLE DES ENTREPRISES DES GROUPES  
**CONTOUR ELARGI**, ENTREPRISES FRANCAISES  
 ANNEE 1995

Secteur d'entreprises	Immo. corporelles (milliards d'euros)	Ressources propres (milliards d'euros)	Nombre de groupes (1)
ACTIVITE NON DECLAREE	0,1	0,1	27
AGRICULTURE, SYLVICULTURE, PECHE	1,9	1,4	51
INDUSTRIES AGRICOLES ET ALIMENTAIRES	27,2	25,8	371
INDUSTRIES DES BIENS DE CONSOMMATION	19,9	30,4	590
INDUSTRIE AUTOMOBILE	36,0	18,8	67
INDUSTRIES DES BIENS D'EQUIPEMENT	25,9	32,6	493
INDUSTRIES DES BIENS INTERMEDIAIRES	81,7	70,0	1 132
ENERGIE	184,9	110,3	27
CONSTRUCTION	6,9	10,4	234
COMMERCE	37,3	49,0	1 565
TRANSPORTS	118,4	30,5	263
ACTIVITES FINANCIERES	nd	nd	396
ACTIVITES IMMOBILIERES	80,8	43,6	252
SERVICES AUX ENTREPRISES	108,6	392,2	783
SERVICES AUX PARTICULIERS	11,4	11,9	299
EDUCATION, SANTE, ACTION SOCIALE	1,1	0,6	118
ADMINISTRATION	0,4	0,6	5
<b>Ensemble tous secteurs</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	<b>6 673</b>
<b>Ensemble sans le secteur financier</b>	<b>742,3</b>	<b>828,3</b>	<b>6 277</b>

Sources : Lifi, Suse (brn+rsi)

(1) selon l'activité principale du groupe

REPARTITION SECTORIELLE DES ENTREPRISES DES GROUPES  
**NOYAU DUR**, ENTREPRISES FRANCAISES  
 ANNEE 1995

Secteur d'entreprises	Nombre d'entreprises	Effectifs salariés (milliers)	Chiffre d'affaires élargi (milliards d'euros)	Exportations (milliards d'euros)	V.A. brute coûts facteurs (milliards d'euros)	Excédent brut d'exploitation (milliards d'euros)	Immo. incorporelles (milliards d'euros)
ACTIVITE NON DECLAREE	1 146	0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
AGRICULTURE, SYLVICULTURE, PECHE	382	25	2,1	0,3	0,9	0,2	0,2
INDUSTRIES AGRICOLES ET ALIMENTAIRES	1 367	263	89,1	15,4	15,1	6,4	2,2
INDUSTRIES DES BIENS DE CONSOMMATION	1 974	365	75,8	17,4	21,8	7,7	4,3
INDUSTRIE AUTOMOBILE	199	256	69,6	28,0	12,7	3,7	0,3
INDUSTRIES DES BIENS D'EQUIPEMENT	1 707	486	90,0	41,2	26,4	5,5	4,3
INDUSTRIES DES BIENS INTERMEDIAIRES	4 146	844	155,0	52,2	45,3	14,7	6,2
ENERGIE	290	249	89,9	9,0	28,1	15,3	5,5
CONSTRUCTION	1 897	295	36,8	1,5	11,1	0,3	0,4
COMMERCE	7 604	808	333,7	32,3	34,5	9,4	6,4
TRANSPORTS	2 044	509	54,2	17,1	24,5	5,4	1,6
ACTIVITES FINANCIERES	4 400	519	nd	nd	nd	nd	nd
ACTIVITES IMMOBILIERES	5 225	40	12,6	0,1	3,8	2,4	1,5
SERVICES AUX ENTREPRISES	10 199	1 213	130,9	7,3	59,0	17,9	6,7
SERVICES AUX PARTICULIERS	1 658	176	23,3	5,3	9,3	4,1	6,7
EDUCATION, SANTE, ACTION SOCIALE	410	35	2,2	0,0	1,1	0,2	0,2
ADMINISTRATION	38	3	0,4	0,0	0,2	0,0	0,0
<b>Ensemble tous secteurs</b>	<b>44 686</b>	<b>6 086</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>
<b>Ensemble sans le secteur financier</b>	<b>40 286</b>	<b>5 567</b>	<b>1 165,6</b>	<b>227,1</b>	<b>293,7</b>	<b>93,1</b>	<b>46,5</b>

Sources : Lifi, Suse (brn+rsi)

REPARTITION SECTORIELLE DES ENTREPRISES DES GROUPES  
**NOYAU DUR**, ENTREPRISES FRANCAISES  
 ANNEE 1995

Secteur d'entreprises	Immo. corporelles (milliards d'euros)	Ressources propres (milliards d'euros)	Nombre de groupes (1)
ACTIVITE NON DECLAREE	0,1	0,1	35
AGRICULTURE, SYLVICULTURE, PECHE	1,7	1,2	51
INDUSTRIES AGRICOLES ET ALIMENTAIRES	25,7	25,1	371
INDUSTRIES DES BIENS DE CONSOMMATION	19,2	29,9	590
INDUSTRIE AUTOMOBILE	34,6	18,6	67
INDUSTRIES DES BIENS D'EQUIPEMENT	25,2	32,1	493
INDUSTRIES DES BIENS INTERMEDIAIRES	78,1	68,1	1 132
ENERGIE	182,9	108,7	27
CONSTRUCTION	6,6	10,1	234
COMMERCE	35,9	47,4	1 565
TRANSPORTS	114,8	29,5	263
ACTIVITES FINANCIERES	nd	nd	396
ACTIVITES IMMOBILIERES	53,0	36,6	252
SERVICES AUX ENTREPRISES	105,1	387,8	783
SERVICES AUX PARTICULIERS	9,5	11,3	299
EDUCATION, SANTE, ACTION SOCIALE	0,9	0,6	118
ADMINISTRATION	0,4	0,6	5
<b>Ensemble tous secteurs</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	<b>6 681</b>
<b>Ensemble sans le secteur financier</b>	<b>693,7</b>	<b>807,7</b>	<b>6 285</b>

Sources : Lifi, Suse (brn+rsi)

(1) selon l'activité principale du groupe



**Part des entreprises françaises des groupes par grands secteurs dans l'ensemble de l'économie française en 1995**

**Noyau dur**

Secteur d'entreprises	entreprises %	effectifs %	vabcf %	ebe %	Immo. incorp %	Immo. Corp %	ress propres %
IAA	2,3	47,5	60,3	68,3	41,1	68,7	80,3
INDUSTRIE	5,3	58,9	67,5	73,6	77,8	76,7	82,7
ENERGIE	17,8	95,8	97,2	97,3	90,2	98,2	98,1
CONSTRUCTION	0,8	24,8	27,2	4,8	31,3	30,6	56,1
COMMERCE	1,6	33,8	35,7	34,8	23,9	45,0	52,6
TRANSPORTS	2,8	60,5	66,3	65,0	59,2	84,3	80,0
SERVICES AUX ENTREPRISES	6,9	61,7	64,6	75,7	58,9	82,0	92,5
SERVICES AUX PARTICULIERS	0,7	23,2	32,2	39,7	32,7	27,4	61,5
<b>Total tous secteurs</b>	<b>2,8</b>	<b>48,9</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>
<b>Total sans le secteur financier</b>	<b>2,5</b>	<b>47,0</b>	<b>54,9</b>	<b>59,6</b>	<b>46,9</b>	<b>70,5</b>	<b>83,5</b>

Sources : Lifi, Suse (brn+rsi)

REPARTITION SECTORIELLE DES ENTREPRISES DES **GROUPES PUBLICS**  
**NOYAU DUR**, ENTREPRISES FRANCAISES  
 ANNEE 1995

Secteur d'entreprises	Nombre d'entreprises	Effectifs salariés (milliers)	Chiffre d'affaires élargi (milliards d'euros)	Exportations (milliards d'euros)	V.A. brute coûts facteurs (milliards d'euros)	Excédent brut d'exploitation (milliards d'euros)	Immo. incorporelles (milliards d'euros)
ACTIVITE NON DECLAREE	13	0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
AGRICULTURE, SYLVICULTURE, PECHE	17	12	0,6	0,1	0,4	0,0	0,0
INDUSTRIES AGRICOLES ET ALIMENTAIRES	23	2	0,6	0,0	0,1	0,0	0,0
INDUSTRIES DES BIENS DE CONSOMMATION	25	6	0,9	0,3	0,2	0,0	0,1
INDUSTRIE AUTOMOBILE	24	83	25,6	11,2	3,7	0,4	0,2
INDUSTRIES DES BIENS D'EQUIPEMENT	117	131	21,9	8,7	6,8	0,4	2,2
INDUSTRIES DES BIENS INTERMEDIAIRES	103	28	3,7	1,6	1,2	0,2	0,1
ENERGIE	33	172	42,8	4,5	21,9	13,3	1,4
CONSTRUCTION	37	2	0,2	0,0	0,1	0,0	0,0
COMMERCE	105	7	5,3	1,5	0,4	0,1	0,1
TRANSPORTS	297	310	25,9	10,0	15,4	2,3	0,2
ACTIVITES FINANCIERES	449	116	nd	nd	nd	nd	nd
ACTIVITES IMMOBILIERES	320	5	2,0	0,0	0,8	0,7	0,0
SERVICES AUX ENTREPRISES	635	516	43,6	1,2	28,8	11,6	1,4
SERVICES AUX PARTICULIERS	125	24	8,4	4,8	2,2	1,0	1,5
EDUCATION, SANTE, ACTION SOCIALE	10	1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0
ADMINISTRATION	2	1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>Ensemble tous secteurs</b>	<b>2 335</b>	<b>1415</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>
<b>Ensemble sans le secteur financier</b>	<b>1 886</b>	<b>1299</b>	<b>181,5</b>	<b>44,0</b>	<b>81,9</b>	<b>30,0</b>	<b>7,1</b>

Sources : Lifi, Suse (brn+rsi)

REPARTITION SECTORIELLE DES ENTREPRISES DES **GROUPES PUBLICS**  
**NOYAU DUR**, ENTREPRISES FRANCAISES  
 ANNEE 1995

Secteur d'ent reprises	Immo. corporelles (milliards d'euros)	Ressources propres (milliards d'euros)	Nombre de groupes (1)
ACTIVITE NON DECLAREE	0,0	0,1	
AGRICULTURE, SYLVICULTURE, PECHE	0,7	0,3	s
INDUSTRIES AGRICOLES ET ALIMENTAIRES	0,1	0,1	
INDUSTRIES DES BIENS DE CONSOMMATION	0,4	0,4	s
INDUSTRIE AUTOMOBILE	11,0	9,0	s
INDUSTRIES DES BIENS D'EQUIPEMENT	8,4	10,6	8
INDUSTRIES DES BIENS INTERMEDIAIRES	2,7	1,2	5
ENERGIE	157,4	80,7	3
CONSTRUCTION	1,0	0,2	
COMMERCE	0,3	1,1	4
TRANSPORTS	72,3	9,3	7
ACTIVITES FINANCIERES	nd	nd	14
ACTIVITES IMMOBILIERES	12,4	7,9	3
SERVICES AUX ENTREPRISES	69,2	59,8	13
SERVICES AUX PARTICULIERS	2,2	1,8	11
EDUCATION, SANTE, ACTION SOCIALE	0,0	0,0	
ADMINISTRATION	0,0	0,0	s
<b>Ensemble tous secteurs</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	<b>72</b>
<b>Ensemble sans le secteur financier</b>	<b>338,2</b>	<b>182,4</b>	<b>58</b>

Sources : Lifi, Suse (brn+rsi)

(1) selon l'activité principale du groupe

s : secret statistique

Part des entreprises françaises des **groupes publics** dans l'ensemble de l'économie française en 1995

**Noyau dur**

Secteur d'entreprises	entreprises	effectifs	vabcf	ebe	Immo. incorp	Immo. corp	ress propres
	%	%	%	%	%	%	%
IAA	0,0	0,3	0,3	0,2	0,0	0,4	0,3
INDUSTRIE	0,2	7,5	7,5	2,3	13,0	11,0	11,8
ENERGIE	2,0	66,0	75,8	84,8	22,7	84,5	72,9
CONSTRUCTION	0,0	0,1	0,1	0,0	1,3	4,8	1,3
COMMERCE	0,0	0,3	0,4	0,3	0,2	0,4	1,3
TRANSPORTS	0,4	36,9	41,5	27,3	8,9	53,0	25,1
SERVICES AUX ENTREPRISES	0,4	26,2	31,5	49,3	12,0	54,0	14,3
SERVICES AUX PARTICULIERS	0,1	3,1	7,7	10,0	7,1	6,4	9,8
<b>Total tous secteurs</b>	<b>0,1</b>	<b>11,4</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>
<b>Total sans le secteur financier</b>	<b>0,1</b>	<b>11,0</b>	<b>15,3</b>	<b>19,2</b>	<b>7,2</b>	<b>34,4</b>	<b>18,9</b>

Sources : Lifi, Suse (brn+rsi)

REPARTITION SECTORIELLE DES ENTREPRISES DES **GROUPES PRIVES**  
**NOYAU DUR**, ENTREPRISES FRANCAISES  
 ANNEE 1995

Secteur d'entreprises	Nombre d'entreprises	Effectifs salariés (milliers)	Chiffre d'affaires élargi (milliards d'euros)	Exportations (milliards d'euros)	V.A. brute coûts facteurs (milliards d'euros)	Excédent brut d'exploitation (milliards d'euros)	Immo. incorporelles (milliards d'euros)
ACTIVITE NON DECLAREE	973	0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
AGRICULTURE, SYLVICULTURE, PECHE	327	11	1,2	0,2	0,4	0,1	0,1
INDUSTRIES AGRICOLES ET ALIMENTAIRES	1 137	197	66,7	10,9	10,3	4,1	1,5
INDUSTRIES DES BIENS DE CONSOMMATION	1 588	243	45,0	10,0	13,2	4,1	3,0
INDUSTRIE AUTOMOBILE	115	128	33,4	12,5	6,6	2,5	0,1
INDUSTRIES DES BIENS D'EQUIPEMENT	1 142	184	34,4	16,1	9,6	2,2	1,4
INDUSTRIES DES BIENS INTERMEDIAIRES	3 103	564	98,1	31,5	29,1	9,1	3,5
ENERGIE	229	68	30,0	2,9	5,3	1,8	3,8
CONSTRUCTION	1 761	279	34,8	1,4	10,5	0,3	0,3
COMMERCE	6 117	642	253,1	22,0	25,5	7,0	5,1
TRANSPORTS	1 608	177	25,4	6,1	8,5	3,1	1,3
ACTIVITES FINANCIERES	3 397	375	nd	nd	nd	nd	nd
ACTIVITES IMMOBILIERES	4 360	32	10,0	0,1	2,8	1,7	1,4
SERVICES AUX ENTREPRISES	8 255	546	70,9	4,3	23,6	4,9	4,4
SERVICES AUX PARTICULIERS	1 367	120	12,0	0,4	5,8	2,5	4,7
EDUCATION, SANTE, ACTION SOCIALE	392	34	2,1	0,0	1,0	0,2	0,2
ADMINISTRATION	36	3	0,4	0,0	0,2	0,0	0,0
<b>Ensemble tous secteurs</b>	<b>35 907</b>	<b>3601</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>
<b>Ensemble sans le secteur financier</b>	<b>32 510</b>	<b>3226</b>	<b>717,4</b>	<b>118,3</b>	<b>152,4</b>	<b>43,6</b>	<b>30,9</b>

Sources : Lifi, Suse (brn+rsi)

REPARTITION SECTORIELLE DES ENTREPRISES DES **GROUPES PRIVES**  
**NOYAU DUR**, ENTREPRISES FRANCAISES  
 ANNEE 1995

Secteur d'entreprises	Immo. corporelles (milliards d'euros)	Ressources propres (milliards d'euros)	Nombre de groupes (1)
ACTIVITE NON DECLAREE	0,1	0,0	24
AGRICULTURE, SYLVICULTURE, PECHE	0,9	0,8	45
INDUSTRIES AGRICOLES ET ALIMENTAIRES	17,5	15,9	308
INDUSTRIES DES BIENS DE CONSOMMATION	11,1	19,9	459
INDUSTRIE AUTOMOBILE	19,7	7,3	34
INDUSTRIES DES BIENS D'EQUIPEMENT	7,5	11,0	326
INDUSTRIES DES BIENS INTERMEDIAIRES	47,6	47,3	807
ENERGIE	19,9	23,0	15
CONSTRUCTION	5,3	9,6	218
COMMERCE	27,6	34,7	1 247
TRANSPORTS	41,4	19,6	221
ACTIVITES FINANCIERES	nd	nd	270
ACTIVITES IMMOBILIERES	37,9	27,4	216
SERVICES AUX ENTREPRISES	27,9	286,6	642
SERVICES AUX PARTICULIERS	4,6	7,4	257
EDUCATION, SANTE, ACTION SOCIALE	0,9	0,6	117
ADMINISTRATION	0,4	0,6	4
<b>Ensemble tous secteurs</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	<b>5 210</b>
<b>Ensemble sans le secteur financier</b>	<b>269,9</b>	<b>512,0</b>	<b>4 940</b>

Sources : Lifi, Suse (brn+rsi)

(1) selon l'activité principale du groupe

Part des entreprises françaises des **groupes privés** dans l'ensemble de l'économie française en 1995

**Noyau dur**

Secteur d'entreprises	entreprises	effectifs	vabcf	ebe	Immo. incorp	Immo. corp	ress propres
	%	%	%	%	%	%	%
IAA	1,9	35,5	41,1	44,3	27,9	46,8	50,7
INDUSTRIE	3,9	33,8	37,2	41,7	41,2	41,9	47,6
ENERGIE	14,0	26,2	18,3	11,1	62,7	10,7	20,8
CONSTRUCTION	0,7	23,5	25,9	4,8	28,7	24,6	53,4
COMMERCE	1,3	26,9	26,4	25,8	19,2	34,6	38,5
TRANSPORTS	2,2	21,0	23,0	37,4	45,8	30,4	53,3
SERVICES AUX ENTREPRISES	5,6	27,7	25,9	20,7	39,2	21,7	68,4
SERVICES AUX PARTICULIERS	0,6	15,7	19,9	24,8	22,7	13,3	40,4
<b>Total tous secteurs</b>	<b>2,2</b>	<b>28,9</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>
<b>Total sans le secteur financier</b>	<b>2,0</b>	<b>27,2</b>	<b>28,5</b>	<b>27,9</b>	<b>31,1</b>	<b>27,4</b>	<b>52,9</b>

Sources : Lifi, Suse (brn+rsi)

REPARTITION SECTORIELLE DES ENTREPRISES DES **GROUPES ETRANGERS**  
**NOYAU DUR**, ENTREPRISES FRANCAISES  
 ANNEE 1995

Secteur d'entreprises	Nombre d'entreprises	Effectifs salariés (milliers)	Chiffre d'affaires élargi (milliards d'euros)	Exportations (milliards d'euros)	V.A. brute coûts facteurs (milliards d'euros)	Excédent brut d'exploitation (milliards d'euros)	Immo. incorporelles (milliards d'euros)
ACTIVITE NON DECLAREE	160	0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
AGRICULTURE, SYLVICULTURE, PECHE	38	2	0,3	0,1	0,1	0,0	0,0
INDUSTRIES AGRICOLES ET ALIMENTAIRES	207	65	21,8	4,5	4,7	2,2	0,7
INDUSTRIES DES BIENS DE CONSOMMATION	361	116	29,8	7,1	8,4	3,5	1,3
INDUSTRIE AUTOMOBILE	60	46	10,6	4,3	2,4	0,8	0,1
INDUSTRIES DES BIENS D'EQUIPEMENT	448	171	33,8	16,4	10,1	3,0	0,7
INDUSTRIES DES BIENS INTERMEDIAIRES	940	252	53,1	19,1	14,9	5,5	2,5
ENERGIE	28	9	17,2	1,6	0,9	0,2	0,3
CONSTRUCTION	99	14	1,7	0,1	0,5	0,0	0,0
COMMERCE	1 382	160	75,4	8,8	8,6	2,3	1,2
TRANSPORTS	139	22	3,0	1,0	0,7	0,0	0,1
ACTIVITES FINANCIERES	554	28	nd	nd	nd	nd	nd
ACTIVITES IMMOBILIERES	545	3	0,6	0,0	0,2	0,1	0,1
SERVICES AUX ENTREPRISES	1 309	152	16,4	1,8	6,5	1,4	0,9
SERVICES AUX PARTICULIERS	166	33	2,9	0,1	1,3	0,5	0,6
EDUCATION, SANTE, ACTION SOCIALE	8	1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>Ensemble tous secteurs</b>	<b>6 444</b>	<b>1071</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>
<b>Ensemble sans le secteur financier</b>	<b>5 890</b>	<b>1043</b>	<b>266,7</b>	<b>64,8</b>	<b>59,3</b>	<b>19,5</b>	<b>8,5</b>

Sources : Lifi, Suse (brn+rsi)



REPARTITION SECTORIELLE DES ENTREPRISES DES **GROUPES ETRANGERS**  
**NOYAU DUR**, ENTREPRISES FRANCAISES  
 ANNEE 1995

Secteur d'entreprises	Immo. corporelles (milliards d'euros)	Ressources propres (milliards d'euros)	Nombre de groupes (1)
ACTIVITE NON DECLAREE	0,0	0,0	11
AGRICULTURE, SYLVICULTURE, PECHE	0,2	0,2	5
INDUSTRIES AGRICOLES ET ALIMENTAIRES	8,1	9,1	63
INDUSTRIES DES BIENS DE CONSOMMATION	7,8	9,6	130
INDUSTRIE AUTOMOBILE	3,9	2,4	32
INDUSTRIES DES BIENS D'EQUIPEMENT	9,3	10,5	159
INDUSTRIES DES BIENS INTERMEDIAIRES	27,9	19,5	320
ENERGIE	5,6	5,0	9
CONSTRUCTION	0,2	0,3	16
COMMERCE	8,0	11,6	314
TRANSPORTS	1,2	0,6	35
ACTIVITES FINANCIERES	nd	nd	112
ACTIVITES IMMOBILIERES	2,7	1,3	33
SERVICES AUX ENTREPRISES	8,0	41,3	128
SERVICES AUX PARTICULIERS	2,7	2,1	31
EDUCATION, SANTE, ACTION SOCIALE	0,0	0,0	s
<b>Ensemble tous secteurs</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	<b>1 399</b>
<b>Ensemble sans le secteur financier</b>	<b>85,6</b>	<b>113,3</b>	<b>1 287</b>

Sources : Lifi, Suse (brn+rsi)

(1) selon l'activité principale du groupe

Part des entreprises françaises **des groupes étrangers** dans l'ensemble de l'économie française en 1995

Secteur d'entreprises	entreprises	effectifs	vabcf	ebe	Immo. incorp	Immo. corp	Ress propres
	%	%	%	%	%	%	%
IAA	0,3	11,7	18,9	23,8	13,0	21,6	29,2
INDUSTRIE	1,2	17,6	22,8	29,7	23,8	23,8	23,3
ENERGIE	1,7	3,5	3,1	1,4	4,5	3,0	4,5
CONSTRUCTION	0,0	1,2	1,2	0,0	1,3	1,1	1,4
COMMERCE	0,3	6,7	8,9	8,7	4,5	10,0	12,9
TRANSPORTS	0,2	2,6	1,9	0,4	5,0	0,9	1,6
SERVICES AUX ENTREPRISES	0,9	7,7	7,1	5,7	7,6	6,3	9,9
SERVICES AUX PARTICULIERS	0,1	4,3	4,5	4,8	2,9	7,7	11,3
<b>Total tous secteurs</b>	<b>0,4</b>	<b>8,6</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>
<b>Total sans le secteur financier</b>	<b>0,4</b>	<b>8,8</b>	<b>11,1</b>	<b>12,5</b>	<b>8,6</b>	<b>8,7</b>	<b>11,7</b>

Sources : Lifi, Suse (brn+rsi)

IMPORTANCE DES GROUPES EN FONCTION DE LEUR TAILLE

**NOYAU DUR**

ANNEE 1995

	Nombre de groupes	Nombre d'entreprises	Effectif moyen par groupe (unité)	Effectifs en France (milliers)	Chiffre d'affaires à l'export (milliards d'euros)	Chiffre d'affaires (milliards d'euros)	Chiffre d'affaires élargi (milliards d'euros)	Valeur ajoutée (milliards d'euros)
<b>Ensemble sans le secteur financier</b>								
Micro groupes	5 186	18 918	128	664	34,7	170,6	173,8	33,6
Petits groupes	1 007	8 023	972	978	54,3	216,3	220,2	50,0
Moyens groupes	276	5 723	3 754	1 036	47,4	245,3	251,4	54,3
Grands groupes	73	7 671	39 710	2 899	91,6	506,2	522,8	156,4
					0,0	0,0	0,0	0,0
<b>Total</b>	<b>6 542</b>	<b>40 335</b>	<b>852</b>	<b>5 577</b>	<b>228,0</b>	<b>1 138,4</b>	<b>1 168,3</b>	<b>294,4</b>
<b>Tous secteurs</b>								
Micro groupes	5 271		130	686	nd	nd	nd	nd
Petits groupes	1 026		970	995	nd	nd	nd	nd
Moyens groupes	292		3 795	1 108	nd	nd	nd	nd
Grands groupes	84		39 251	3 297	nd	nd	nd	nd
<b>Total yc le secteur Financier</b>	<b>6 673</b>		<b>912</b>	<b>6 086</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>

Sources : Lifi, Suse (brn+rsi)

IMPORTANCE DES GROUPES EN FONCTION DE LEUR TAILLE

**NOYAU DUR**

ANNEE 1995

	Excédent brut exploitation (milliards d'euros)	Immo. incorporelles (milliards d'euros)	Immo. corporelles (milliards d'euros)	Ressources propres (milliards d'euros)
<b><i>Ensemble sans le secteur financier</i></b>				
Micro groupes	10,9	7,2	63,1	101,0
Petits groupes	15,8	9,9	84,2	107,0
Moyens groupes	17,4	10,1	85,5	146,2
Grands groupes	49,3	19,3	462,5	456,0
<b><i>Total</i></b>	<b><i>93,4</i></b>	<b><i>46,5</i></b>	<b><i>695,2</i></b>	<b><i>810,2</i></b>
<b><i>Tous secteurs</i></b>				
Micro groupes	nd	nd	nd	nd
Petits groupes	nd	nd	nd	nd
Moyens groupes	nd	nd	nd	nd
Grands groupes	nd	nd	nd	nd
<b><i>Total yc le secteur Financier</i></b>	<b><i>nd</i></b>	<b><i>nd</i></b>	<b><i>nd</i></b>	<b><i>nd</i></b>

Sources : Lifi, Suse (brn+rsi)

REPARTITION DES GROUPES SUIVANT LA NATURE DE L'ACTIONNAIRE  
**NOYAU DUR**, ENTREPRISES FRANCAISES  
 ANNEE 1995

	Nombre de groupes	Nombre d'entreprises	Effectifs salariés (milliers)	V.A. brute coûts facteurs (milliards d'euros)	Excédent brut exploitation (milliards d'euros)	Immo. incorporelles (milliards d'euros)	Immo. corporelles (milliards d'euros)	Ressources propres (milliards d'euros)
<b>Toutes activités</b>								
Ensemble*		1 619 683	12 445	nd	nd	nd	nd	nd
Groupes étrangers	1 399	6 444	1 071	nd	nd	nd	nd	nd
Groupes privés	5 210	35 907	3 601	nd	nd	nd	nd	nd
Groupes publics	72	2 335	1 415	nd	nd	nd	nd	nd
<b>Total des groupes</b>	<b>6 681</b>	<b>44 686</b>	<b>6 086</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>
<b>Total groupes (%)</b>	<b>6 681</b>	<b>2,8</b>	<b>48,9</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>
<b>Ensemble sans le secteur financier</b>								
Ensemble*		1 598 689	11 855	535,1	156,4	99,1	984,3	967,1
Groupes étrangers	1 287	5 890	1 043	59,3	19,5	8,5	85,6	113,3
Groupes privés	4 940	32 510	3 226	152,4	43,6	30,9	269,9	512,0
Groupes publics	58	1 886	1 299	81,9	30,0	7,1	338,2	182,4
<b>Total des groupes</b>	<b>6 285</b>	<b>40 286</b>	<b>5 567</b>	<b>293,7</b>	<b>93,1</b>	<b>46,5</b>	<b>693,7</b>	<b>807,7</b>
<b>Ensemble sans le secteur financier</b>		%	%	%	%	%	%	%
Groupes étrangers		0,4	8,8	11,1	12,5	8,6	8,7	11,7
Groupes privés		2,0	27,2	28,5	27,9	31,1	27,4	52,9
Groupes publics		0,1	11,0	15,3	19,2	7,2	34,4	18,9
<b>Total groupes (%)</b>		<b>2,5</b>	<b>47,0</b>	<b>54,9</b>	<b>59,6</b>	<b>46,9</b>	<b>70,5</b>	<b>83,5</b>

Sources : Lifi, Suse (brn+rsi)

\* Suse : brn+rsi



REPARTITION SECTORIELLE DES ENTREPRISES DES GROUPES  
**CONTOUR ELARGI**, ENTREPRISES FRANCAISES  
 ANNEE 1996

Secteur d'entreprises	Nombre d'entreprises	Effectifs salariés (milliers)	Chiffre d'affaires élargi (milliards d'euros)	Exportations (milliards d'euros)	V.A. brute coûts facteurs (milliards d'euros)	Excédent brut d'exploitation (milliards d'euros)	Immo. incorporelles (milliards d'euros)
ACTIVITE NON DECLAREE	368	0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
AGRICULTURE, SYLVICULTURE, PECHE	608	29	3,0	0,4	1,1	0,2	0,2
INDUSTRIES AGRICOLES ET ALIMENTAIRES	1 915	292	97,2	16,5	16,5	6,7	2,5
INDUSTRIES DES BIENS DE CONSOMMATION	2 560	390	82,5	19,5	23,3	8,1	5,0
INDUSTRIE AUTOMOBILE	257	262	73,0	30,0	12,8	3,4	0,4
INDUSTRIES DES BIENS D'EQUIPEMENT	2 164	508	96,9	45,4	27,4	5,0	4,4
INDUSTRIES DES BIENS INTERMEDIAIRES	5 437	893	161,9	56,5	45,8	13,3	7,1
ENERGIE	418	250	99,5	10,7	29,6	16,4	5,2
CONSTRUCTION	2 308	304	37,9	1,6	11,0	-0,2	0,4
COMMERCE	9 916	899	375,4	36,7	37,8	9,9	7,7
TRANSPORTS	2 723	539	58,1	16,6	26,2	6,1	2,0
ACTIVITES FINANCIERES	5 835	536	nd	nd	nd	nd	nd
ACTIVITES IMMOBILIERES	9 249	53	19,0	0,3	6,4	4,4	1,9
SERVICES AUX ENTREPRISES	13 652	1306	151,2	16,7	63,7	18,4	8,1
SERVICES AUX PARTICULIERS	2 610	210	27,5	5,5	11,4	4,8	8,7
EDUCATION, SANTE, ACTION SOCIALE	570	49	3,0	0,0	1,5	0,2	0,3
ADMINISTRATION	69	3	0,3	0,0	0,1	0,0	0,0
<b>Ensemble</b>	<b>60 659</b>	<b>6521</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>
<b>Ensemble sans le secteur financier</b>	<b>54 824</b>	<b>5986</b>	<b>1 286,5</b>	<b>256,5</b>	<b>314,6</b>	<b>96,5</b>	<b>53,9</b>

Sources : Lifi, Suse (brn+rsi)

REPARTITION SECTORIELLE DES ENTREPRISES DES GROUPES  
**CONTOUR ELARGI**, ENTREPRISES FRANCAISES  
 ANNEE 1996

Secteur d'entreprises	Immo. corporelles (milliards d'euros)	Ressources propres (milliards d'euros)	Nombre de groupes (1)
ACTIVITE NON DECLAREE	0,0	0,1	3
AGRICULTURE, SYLVICULTURE, PECHE	2,3	1,6	63
INDUSTRIES AGRICOLES ET ALIMENTAIRES	29,0	26,7	415
INDUSTRIES DES BIENS DE CONSOMMATION	21,8	32,6	657
INDUSTRIE AUTOMOBILE	34,6	18,0	72
INDUSTRIES DES BIENS D'EQUIPEMENT	26,9	34,5	547
INDUSTRIES DES BIENS INTERMEDIAIRES	88,1	70,7	1 273
ENERGIE	191,2	115,6	31
CONSTRUCTION	7,0	10,0	275
COMMERCE	40,2	54,5	1 859
TRANSPORTS	125,2	35,0	300
ACTIVITES FINANCIERES	nd	nd	449
ACTIVITES IMMOBILIERES	88,6	46,9	342
SERVICES AUX ENTREPRISES	115,6	414,6	970
SERVICES AUX PARTICULIERS	12,8	14,3	368
EDUCATION, SANTE, ACTION SOCIALE	1,3	0,8	143
ADMINISTRATION	0,4	0,4	4
<b>Ensemble</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	<b>7 771</b>
<b>Ensemble sans le secteur financier</b>	<b>784,8</b>	<b>876,3</b>	<b>7 322</b>

Sources : Lifi, Suse (brn+rsi)

(1) selon l'activité principale du groupe



REPARTITION SECTORIELLE DES ENTREPRISES DES GROUPES  
**NOYAU DUR**, ENTREPRISES FRANCAISES  
 ANNEE 1996

Secteur d'entreprises	Nombre d'entreprises	Effectifs salariés (milliers)	Chiffre d'affaires élargi (milliards d'euros)	Exportations (milliards d'euros)	V.A. brute coûts facteurs (milliards d'euros)	Excédent brut d'exploitation (milliards d'euros)	Immo. incorporelles (milliards d'euros)
ACTIVITE NON DECLAREE	268	0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
AGRICULTURE, SYLVICULTURE, PECHE	450	27	2,6	0,4	0,9	0,2	0,2
INDUSTRIES AGRICOLES ET ALIMENTAIRES	1 496	268	90,9	15,7	15,5	6,5	2,4
INDUSTRIES DES BIENS DE CONSOMMATION	2 163	371	79,9	19,1	22,5	7,9	4,9
INDUSTRIE AUTOMOBILE	228	251	70,1	29,5	12,3	3,2	0,4
INDUSTRIES DES BIENS D'EQUIPEMENT	1 797	489	93,9	44,3	26,6	4,9	4,3
INDUSTRIES DES BIENS INTERMEDIAIRES	4 562	861	156,0	55,0	44,5	12,9	6,8
ENERGIE	341	247	98,4	10,7	29,3	16,3	5,0
CONSTRUCTION	2 122	298	37,2	1,6	10,8	-0,2	0,4
COMMERCE	8 581	863	358,7	34,7	36,3	9,5	7,3
TRANSPORTS	2 280	519	55,5	16,1	25,2	5,8	1,9
ACTIVITES FINANCIERES	4 991	530	nd	nd	nd	nd	nd
ACTIVITES IMMOBILIERES	7 404	38	14,3	0,3	4,4	2,9	1,7
SERVICES AUX ENTREPRISES	11 667	1 273	145,6	15,8	61,8	17,9	7,3
SERVICES AUX PARTICULIERS	2 091	194	25,8	5,5	10,5	4,5	7,8
EDUCATION, SANTE, ACTION SOCIALE	499	45	2,7	0,0	1,3	0,2	0,2
ADMINISTRATION	53	3	0,2	0,0	0,1	0,0	0,0
<b>Ensemble</b>	<b>50 993</b>	<b>6 275</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>
<b>Ensemble sans le secteur financier</b>	<b>46 002</b>	<b>5 745</b>	<b>1 231,9</b>	<b>248,6</b>	<b>302,2</b>	<b>92,3</b>	<b>50,5</b>

Sources : Lifi, Suse (brn+rsi)

REPARTITION SECTORIELLE DES ENTREPRISES DES GROUPES  
**NOYAU DUR**, ENTREPRISES FRANCAISES  
 ANNEE 1996

Secteur d'entreprises	Immo. Corporelles (milliards d'euros)	Ressources propres (milliards d'euros)	Nombre de groupes (1)
ACTIVITE NON DECLAREE	0,0	0,0	9
AGRICULTURE, SYLVICULTURE, PECHE	2,0	1,4	63
INDUSTRIES AGRICOLES ET ALIMENTAIRES	27,0	25,7	415
INDUSTRIES DES BIENS DE CONSOMMATION	21,0	32,0	657
INDUSTRIE AUTOMOBILE	33,3	17,9	72
INDUSTRIES DES BIENS D'EQUIPEMENT	26,2	33,8	547
INDUSTRIES DES BIENS INTERMEDIAIRES	84,2	68,9	1 273
ENERGIE	189,6	114,0	31
CONSTRUCTION	6,8	9,8	275
COMMERCE	38,8	53,1	1 859
TRANSPORTS	121,1	33,9	300
ACTIVITES FINANCIERES	nd	nd	449
ACTIVITES IMMOBILIERES	60,6	40,7	342
SERVICES AUX ENTREPRISES	111,1	410,5	970
SERVICES AUX PARTICULIERS	10,7	13,4	368
EDUCATION, SANTE, ACTION SOCIALE	1,2	0,7	143
ADMINISTRATION	0,4	0,4	4
<b>Ensemble</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	<b>7 777</b>
<b>Ensemble sans le secteur financier</b>	<b>733,9</b>	<b>856,2</b>	<b>7 328</b>

Sources : Lifi, Suse (brn+rsi)

(1) selon l'activité principale du groupe

**Part des entreprises françaises des groupes** dans l'ensemble de l'économie française en 1996

**Noyau dur**

Secteur d'entreprises	entreprises %	effectifs %	vabcf %	ebe %	Immo. incorp %	Immo. corp %	ress propres %
IAA	2,5	47,5	61,0	68,1	40,7	68,7	78,4
INDUSTRIE	5,8	59,6	68,2	74,1	79,0	76,4	82,1
ENERGIE	19,6	96,2	97,7	98,0	93,2	98,7	98,4
CONSTRUCTION	0,9	26,0	27,6	<i>ns</i>	33,9	31,2	55,5
COMMERCE	1,8	35,2	37,9	37,6	26,1	47,0	55,1
TRANSPORTS	3,1	61,1	67,9	69,6	62,1	85,5	83,1
SERVICES AUX ENTREPRISES	7,5	62,7	66,0	76,7	60,4	82,1	93,2
SERVICES AUX PARTICULIERS	0,9	23,8	35,0	42,7	36,3	28,5	63,8
<b>Total tous secteurs</b>	<b>3,1</b>	<b>49,8</b>	<b><i>nd</i></b>	<b><i>nd</i></b>	<b><i>nd</i></b>	<b><i>nd</i></b>	<b><i>nd</i></b>
<b>Total sans le secteur financier</b>	<b>2,8</b>	<b>47,8</b>	<b>56,3</b>	<b>61,2</b>	<b>48,6</b>	<b>71,4</b>	<b>84,0</b>

Sources : Lifi, Suse (brn+rsi)

*ns* : non significatif

REPARTITION SECTORIELLE DES ENTREPRISES DES **GROUPES PUBLICS**  
**NOYAU DUR**, ENTREPRISES FRANCAISES  
 ANNEE 1996

Secteur d'entreprises	Nombre d'entreprises	Effectifs salariés (milliers)	Chiffre d'affaires élargi (milliards d'euros)	Exportations (milliards d'euros)	V.A. brute coûts facteurs (milliards d'euros)	Excédent brut d'exploitation (milliards d'euros)	Immo. incorporelles (milliards d'euros)
ACTIVITE NON DECLAREE	5	0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
AGRICULTURE, SYLVICULTURE, PECHE	17	13	0,5	0,1	0,4	0,0	0,0
INDUSTRIES AGRICOLES ET ALIMENTAIRES	27	2	0,7	0,1	0,1	0,0	0,0
INDUSTRIES DES BIENS DE CONSOMMATION	22	6	1,0	0,3	0,2	0,0	0,1
INDUSTRIE AUTOMOBILE	12	1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0
INDUSTRIES DES BIENS D'EQUIPEMENT	107	121	21,4	9,9	6,8	0,5	2,0
INDUSTRIES DES BIENS INTERMEDIAIRES	93	24	2,7	1,0	1,0	0,2	0,1
ENERGIE	39	169	45,1	5,2	22,5	13,6	1,6
CONSTRUCTION	41	2	0,3	0,0	0,1	0,0	0,0
COMMERCE	83	5	5,1	2,3	0,3	0,0	0,0
TRANSPORTS	187	298	22,2	7,4	15,3	2,8	0,4
ACTIVITES FINANCIERES	364	95	nd	nd	nd	nd	nd
ACTIVITES IMMOBILIERES	369	5	1,7	0,0	0,6	0,4	0,0
SERVICES AUX ENTREPRISES	620	502	42,9	2,0	28,5	11,0	1,4
SERVICES AUX PARTICULIERS	144	25	8,6	4,9	2,4	1,1	1,6
EDUCATION, SANTE, ACTION SOCIALE	11	1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0
ADMINISTRATION	1	1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>Ensemble</b>	<b>2 142</b>	<b>1269</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>
<b>Ensemble sans le secteur financier</b>	<b>1 778</b>	<b>1175</b>	<b>152,3</b>	<b>33,1</b>	<b>78,1</b>	<b>29,7</b>	<b>7,3</b>

Sources : Lifi, Suse (brn+rsi)

REPARTITION SECTORIELLE DES ENTREPRISES DES **GROUPES PUBLICS**  
**NOYAU DUR**, ENTREPRISES FRANCAISES  
 ANNEE 1996

Secteur d'entreprises	Immo. corporelles (milliards d'euros)	Ressources propres (milliards d'euros)	Nombre de groupes (1)
ACTIVITE NON DECLAREE	0,0	0,0	.
AGRICULTURE, SYLVICULTURE, PECHE	0,7	0,2	s
INDUSTRIES AGRICOLES ET ALIMENTAIRES	0,1	0,1	.
INDUSTRIES DES BIENS DE CONSOMMATION	0,4	0,4	s
INDUSTRIE AUTOMOBILE	0,0	0,1	.
INDUSTRIES DES BIENS D'EQUIPEMENT	8,0	10,6	8
INDUSTRIES DES BIENS INTERMEDIAIRES	2,3	1,1	4
ENERGIE	163,1	85,3	3
CONSTRUCTION	1,1	0,2	.
COMMERCE	0,3	1,1	3
TRANSPORTS	75,6	12,5	6
ACTIVITES FINANCIERES	nd	nd	11
ACTIVITES IMMOBILIERES	9,4	5,6	3
SERVICES AUX ENTREPRISES	69,5	41,3	16
SERVICES AUX PARTICULIERS	2,4	1,9	13
EDUCATION, SANTE, ACTION SOCIALE	0,0	0,0	.
ADMINISTRATION	0,0	0,0	s
<b>Ensemble</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	<b>70</b>
<b>Ensemble sans le secteur financier</b>	<b>333,1</b>	<b>160,4</b>	<b>59</b>

Sources : Lifi, Suse (brn+rsi)

(1) selon l'activité principale du groupe

s : secret statistique

Part des entreprises françaises des **groupes publics** dans l'ensemble de l'économie française en 1996

Secteur d'entreprises	entreprises %	effectifs %	vabcf %	ebe %	Immo. incorp %	Immo. corp %	ress propres %
IAA	0,0	0,3	0,3	0,3	0,0	0,3	0,4
INDUSTRIE	0,2	4,6	5,2	1,7	10,4	5,0	6,5
ENERGIE	2,2	66,0	74,9	81,9	30,4	84,9	73,6
CONSTRUCTION	0,0	0,2	0,2	0,0	1,3	4,9	1,3
COMMERCE	0,0	0,2	0,3	0,1	0,2	0,3	1,1
TRANSPORTS	0,3	35,1	41,1	34,1	11,6	53,3	30,6
SERVICES AUX ENTREPRISES	0,4	24,7	30,4	47,3	11,6	51,4	9,4
SERVICES AUX PARTICULIERS	0,1	3,1	8,0	10,5	7,5	6,5	8,9
<b>Total yc secteur financier</b>	<b>0,1</b>	<b>10,1</b>	<b>na</b>	<b>na</b>	<b>na</b>	<b>na</b>	<b>na</b>
<b>Total sans le secteur financier</b>	<b>0,1</b>	<b>9,8</b>	<b>14,6</b>	<b>19,7</b>	<b>7,0</b>	<b>32,4</b>	<b>15,7</b>

Sources : Lifi, Suse (brn+rsi)

REPARTITION SECTORIELLE DES ENTREPRISES DES **GROUPES PRIVES**  
**NOYAU DUR**, ENTREPRISES FRANCAISES  
 ANNEE 1996

Secteur d'entreprises	Nombre d'entreprises	Effectifs salariés (milliers)	Chiffre d'affaires élargi (milliards d'euros)	Exportations (milliards d'euros)	V.A. brute coûts facteurs (milliards d'euros)	Excédent brut d'exploitation (milliards d'euros)	Immo. incorporelles (milliards d'euros)
ACTIVITE NON DECLAREE	202	0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
AGRICULTURE, SYLVICULTURE, PECHE	395	12	1,7	0,2	0,5	0,1	0,1
INDUSTRIES AGRICOLES ET ALIMENTAIRES	1 241	198	67,0	10,9	10,3	4,1	1,5
INDUSTRIES DES BIENS DE CONSOMMATION	1 748	246	46,9	10,4	13,4	4,2	3,1
INDUSTRIE AUTOMOBILE	147	198	58,0	24,7	9,5	2,3	0,2
INDUSTRIES DES BIENS D'EQUIPEMENT	1 206	194	37,7	17,6	9,8	1,8	1,6
INDUSTRIES DES BIENS INTERMEDIAIRES	3 401	562	96,1	32,6	27,8	7,6	3,8
ENERGIE	270	68	34,1	3,1	5,6	2,1	3,1
CONSTRUCTION	1 981	281	35,2	1,5	10,2	-0,2	0,4
COMMERCE	6 852	685	268,7	22,4	26,7	7,0	5,7
TRANSPORTS	1 892	191	28,8	7,2	9,0	3,0	1,3
ACTIVITES FINANCIERES	4 008	404	nd	nd	nd	nd	nd
ACTIVITES IMMOBILIERES	6 154	30	11,5	0,3	3,5	2,3	1,4
SERVICES AUX ENTREPRISES	9 515	476	80,5	11,6	23,2	5,3	5,2
SERVICES AUX PARTICULIERS	1 732	120	12,9	0,5	6,2	2,9	5,5
EDUCATION, SANTE, ACTION SOCIALE	472	43	2,6	0,0	1,3	0,2	0,2
ADMINISTRATION	52	2	0,2	0,0	0,1	0,0	0,0
<b>Ensemble</b>	<b>41 268</b>	<b>3 710</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>
<b>Ensemble sans le secteur financier</b>	<b>37 260</b>	<b>3 306</b>	<b>781,8</b>	<b>142,9</b>	<b>157,2</b>	<b>42,7</b>	<b>33,2</b>

Sources : Lifi, Suse (brn+rsl)

REPARTITION SECTORIELLE DES ENTREPRISES DES **GROUPES PRIVES**  
**NOYAU DUR**, ENTREPRISES FRANCAISES  
 ANNEE 1996

Secteur d'entreprises	Immo. corporelles (milliards d'euros)	Ressources Propres (milliards d'euros)	Nombre de groupes (1)
ACTIVITE NON DECLAREE	0,0	0,0	3
AGRICULTURE, SYLVICULTURE, PECHE	1,1	1,0	56
INDUSTRIES AGRICOLES ET ALIMENTAIRES	18,1	16,4	346
INDUSTRIES DES BIENS DE CONSOMMATION	11,9	20,4	512
INDUSTRIE AUTOMOBILE	28,8	14,9	38
INDUSTRIES DES BIENS D'EQUIPEMENT	8,3	12,2	370
INDUSTRIES DES BIENS INTERMEDIAIRES	49,5	46,7	918
ENERGIE	20,8	23,4	18
CONSTRUCTION	5,4	9,3	257
COMMERCE	29,9	38,5	1 499
TRANSPORTS	44,3	20,9	249
ACTIVITES FINANCIERES	nd	nd	323
ACTIVITES IMMOBILIERES	47,2	32,1	291
SERVICES AUX ENTREPRISES	32,8	316,2	801
SERVICES AUX PARTICULIERS	5,8	9,2	319
EDUCATION, SANTE, ACTION SOCIALE	1,2	0,7	141
ADMINISTRATION	0,4	0,4	3
<b>Ensemble</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	<b>6 144</b>
<b>Ensemble sans le secteur financier</b>	<b>305,4</b>	<b>562,4</b>	<b>5 821</b>

Sources : Lifi, Suse (brn+rsi)

(1) selon l'activité principale du groupe



Part des entreprises françaises des **groupes privés** dans l'ensemble de l'économie française en 1996

Secteur d'entreprises	entreprises %	Effectifs %	vabcf %	ebe %	Immo. incorp %	Immo. corp %	ress propres %
IAA	2,1	35,2	40,6	42,7	25,2	46,0	50,0
INDUSTRIE	6,3	36,2	38,9	40,8	42,0	45,7	50,7
ENERGIE	15,5	26,6	18,6	12,6	57,4	10,8	20,2
CONSTRUCTION	0,8	24,5	26,2	<i>ns</i>	30,1	25,1	52,5
COMMERCE	1,5	28,0	27,9	27,6	20,4	36,2	40,0
TRANSPORTS	2,6	22,5	24,2	36,2	44,4	31,3	51,2
SERVICES AUX ENTREPRISES	6,1	23,4	24,8	22,7	43,1	24,2	71,8
SERVICES AUX PARTICULIERS	0,7	14,8	20,8	27,6	25,9	15,4	43,9
<b>Total yc le secteur financier</b>	<b>2,5</b>	<b>29,4</b>	<b>na</b>	<b>na</b>	<b>na</b>	<b>na</b>	<b>na</b>
<b>Total sans le secteur financier</b>	<b>2,3</b>	<b>27,5</b>	<b>29,3</b>	<b>28,3</b>	<b>32,0</b>	<b>29,7</b>	<b>55,2</b>

Sources : Lifi, Suse (brn+rsl)

*ns* : non significatif

REPARTITION SECTORIELLE DES ENTREPRISES DES **GROUPES ETRANGERS**

**NOYAU DUR**, ENTREPRISES FRANCAISES

ANNEE 1996

Secteur d'entreprises	Nombre d'entreprises	Effectifs salariés (milliers)	Chiffre d'affaires élargi (milliards d'euros)	Exportations (milliards d'euros)	V.A. brute coûts facteurs (milliards d'euros)	Excédent Brut d'exploitation (milliards d'euros)	Immo. incorporelles (milliards d'euros)
ACTIVITE NON DECLAREE	61	0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
AGRICULTURE, SYLVICULTURE, PECHE	38	2	0,4	0,1	0,1	0,0	0,0
INDUSTRIES AGRICOLES ET ALIMENTAIRES	228	68	23,2	4,7	5,1	2,4	0,9
INDUSTRIES DES BIENS DE CONSOMMATION	393	120	32,0	8,4	8,8	3,6	1,8
INDUSTRIE AUTOMOBILE	69	52	11,9	4,8	2,8	0,9	0,2
INDUSTRIES DES BIENS D'EQUIPEMENT	484	175	34,9	16,8	10,1	2,5	0,7
INDUSTRIES DES BIENS INTERMEDIAIRES	1 068	275	57,3	21,4	15,7	5,1	2,9
ENERGIE	32	9	19,2	2,4	1,3	0,6	0,3
CONSTRUCTION	100	15	1,7	0,1	0,5	-0,1	0,0
COMMERCE	1 646	173	84,9	10,1	9,3	2,5	1,5
TRANSPORTS	201	29	4,5	1,5	0,9	0,0	0,2
ACTIVITES FINANCIERES	619	31	nd	nd	nd	nd	nd
ACTIVITES IMMOBILIERES	881	3	1,1	0,0	0,4	0,2	0,2
SERVICES AUX ENTREPRISES	1 532	295	22,2	2,2	10,1	1,6	0,7
SERVICES AUX PARTICULIERS	215	48	4,3	0,1	1,8	0,5	0,6
EDUCATION, SANTE, ACTION SOCIALE	16	1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>Ensemble</b>	<b>7 583</b>	<b>1 295</b>	<i>na</i>	<i>na</i>	<i>na</i>	<i>na</i>	<i>na</i>
<b>Ensemble sans le secteur financier</b>	<b>6 964</b>	<b>1 264</b>	<b>297,8</b>	<b>72,7</b>	<b>66,9</b>	<b>19,9</b>	<b>10,0</b>

Sources : Lifi, Suse (brn+rsi)

REPARTITION SECTORIELLE DES ENTREPRISES DES **GROUPES ETRANGERS**  
**NOYAU DUR**, ENTREPRISES FRANCAISES  
 ANNEE 1996

Secteur d'entreprises	Immo. corporelles (milliards d'euros)	Ressources propres (milliards d'euros)	Nombre de groupes (1)
ACTIVITE NON DECLAREE	0,0	0,0	6
AGRICULTURE, SYLVICULTURE, PECHE	0,2	0,2	6
INDUSTRIES AGRICOLES ET ALIMENTAIRES	8,8	9,2	69
INDUSTRIES DES BIENS DE CONSOMMATION	8,7	11,2	144
INDUSTRIE AUTOMOBILE	4,4	2,9	34
INDUSTRIES DES BIENS D'EQUIPEMENT	9,8	11,0	169
INDUSTRIES DES BIENS INTERMEDIAIRES	32,5	21,1	351
ENERGIE	5,7	5,3	10
CONSTRUCTION	0,3	0,3	18
COMMERCE	8,7	13,4	357
TRANSPORTS	1,3	0,5	45
ACTIVITES FINANCIERES	nd	nd	115
ACTIVITES IMMOBILIERES	3,9	3,0	48
SERVICES AUX ENTREPRISES	8,8	52,9	153
SERVICES AUX PARTICULIERS	2,4	2,3	36
EDUCATION, SANTE, ACTION SOCIALE	0,0	0,0	2
<b>Ensemble</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	<b>1 563</b>
<b>Ensemble sans le secteur financier</b>	<b>95,4</b>	<b>133,4</b>	<b>1 448</b>

Sources : Lifi, Suse (brn+rsi)

(1) selon l'activité principale du groupe

Part des entreprises françaises des **groupes étrangers** dans l'ensemble de l'économie française en 1996

Secteur d'entreprises	entreprises %	effectifs %	vabcf %	ebe %	immo incorp %	immo corp %	ress propres %
IAA	0,4	12,0	20,1	25,2	15,5	22,3	28,0
INDUSTRIE	1,3	18,7	24,0	31,5	26,7	25,7	24,9
ENERGIE	1,8	3,6	4,2	3,5	5,3	3,0	4,6
CONSTRUCTION	0,0	1,3	1,3	<i>ns</i>	2,5	1,3	1,6
COMMERCE	0,4	7,1	9,8	9,8	5,4	10,5	14,0
TRANSPORTS	0,3	3,4	2,5	<i>ns</i>	6,1	0,9	1,2
SERVICES AUX ENTREPRISES	1,0	14,5	10,8	6,7	5,8	6,5	12,0
SERVICES AUX PARTICULIERS	0,1	5,9	6,2	4,5	2,8	6,5	10,9
<b>Total yc le secteur financier</b>	<b>0,5</b>	<b>10,3</b>	<b>na</b>	<b>na</b>	<b>na</b>	<b>na</b>	<b>na</b>
<b>Total sans le secteur financier</b>	<b>0,4</b>	<b>10,5</b>	<b>12,5</b>	<b>13,2</b>	<b>9,6</b>	<b>9,3</b>	<b>13,1</b>

Sources : Lifi, Suse (brn+rsi)

*ns* : non significatif

IMPORTANCE DES GROUPES EN FONCTION DE LEUR TAILLE

**NOYAU DUR**

ANNEE 1996

	Nombre de groupes	Nombre d'entreprises	Effectif moyen par groupe (unité)	Effectifs en France (milliers)	Chiffre d'affaires à l'export (milliards d'euros)	Chiffre d'affaires (milliards d'euros)	Chiffre d'affaires élargi (milliards d'euros)
<b><i>ensemble sans le secteur financier</i></b>							
Micro groupes	6249	22327	119	744	36,6	190,3	193,7
Petits groupes	1021	8723	976	996	55,2	217,4	221,2
Moyens groupes	290	6443	3766	1092	53,2	266,8	273,3
Grands groupes	71	8537	41129	2920	104,3	528,0	545,6
					0,0	0,0	0,0
<b>Total</b>	<b>7631</b>	<b>46030</b>	<b>754</b>	<b>5753</b>	<b>249,3</b>	<b>1202,5</b>	<b>1233,8</b>
<b><i>Tous secteurs</i></b>							
Micro groupes	6343	23673	121	766	nd	nd	nd
Petits groupes	1042	8392	975	1016	nd	nd	nd
Moyens groupes	302	6943	3801	1148	nd	nd	nd
Grands groupes	84	11985	39830	3346	nd	nd	nd
<b>Total yc le secteur financier</b>	<b>7771</b>	<b>50993</b>	<b>808</b>	<b>6275</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>

Sources : Lifi, Suse (brn+rsi)

IMPORTANCE DES GROUPES EN FONCTION DE LEUR TAILLE

**NOYAU DUR**

ANNEE 1996

	Excédent brut d'exploitation (milliards d'euros)	Immo incorporelles (milliards d'euros)	Immo corporelles (milliards d'euros)	Ressources propres (milliards d'euros)
<b><i>ensemble sans le secteur financier</i></b>				
Micro groupes	11,7	7,5	77,6	119,4
Petits groupes	14,5	11,3	83,5	110,2
Moyens groupes	18,2	11,8	89,2	153,8
Grands groupes	48,0	20,1	485,2	474,7
	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>Total</b>	<b>92,5</b>	<b>50,6</b>	<b>735,4</b>	<b>858,1</b>
<b><i>Tous secteurs</i></b>				
Micro groupes	nd	nd	nd	nd
Petits groupes	nd	nd	nd	nd
Moyens groupes	nd	nd	nd	nd
Grands groupes	nd	nd	nd	nd
<i>Total yc le secteur Financier</i>	nd	nd	nd	nd

Sources : Lifi, Suse (brn+rsi)

REPARTITION DES GROUPES SUIVANT LA NATURE DE L'ACTIONNAIRE

**NOYAU DUR, ENTREPRISES FRANCAISES**

ANNEE 1996

	Nombre de groupes	Nombre d'entreprises	Effectifs salariés (milliers)	V.A brute coûts facteurs (milliards d'euros)	Excédent brut exploitation (milliards d'euros)	Immo. incorporelles (milliards d'euros)	Immo. corporelles (milliards d'euros)	Ressources propres (milliards d'euros)
<b>Toutes activités</b>								
Ensemble*		1 649 119	12 603	nd	nd	nd	nd	nd
Groupes étrangers	1 563	7 583	1 295	nd	nd	nd	nd	nd
Groupes privés	6 144	41 268	3 710	nd	nd	nd	nd	nd
Groupes publics	70	2 142	1 269	nd	nd	nd	nd	nd
<b>Total des groupes</b>	<b>7 777</b>	<b>50 993</b>	<b>6 275</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>
<b>Total groupes (%)</b>	<b>7 777</b>	<b>3,1</b>	<b>49,8</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>
<b>Ensemble sans le secteur financier</b>								
Ensemble*		1 626 646	12 015	536,9	150,8	103,9	1 028,4	1 018,8
Groupes étrangers	1 448	6 964	1 264	66,9	19,9	10,0	95,4	133,4
Groupes privés	5 821	37 260	3 306	157,2	42,7	33,2	305,4	562,4
Groupes publics	59	1 778	1 175	78,1	29,7	7,3	333,1	160,4
<b>Total des groupes</b>	<b>7 328</b>	<b>46 002</b>	<b>5 745</b>	<b>302,2</b>	<b>92,3</b>	<b>50,5</b>	<b>733,9</b>	<b>856,2</b>
<b>Ensemble sans le secteur financier</b>		%	%	%	%	%	%	%
Groupes étrangers		0,4	10,5	12,5	13,2	9,6	9,3	13,1
Groupes privés		2,3	27,5	29,3	28,3	32,0	29,7	55,2
Groupes publics		0,1	9,8	14,6	19,7	7,0	32,4	15,7
<b>Total groupes</b>		<b>2,8</b>	<b>47,8</b>	<b>56,3</b>	<b>61,2</b>	<b>48,6</b>	<b>71,4</b>	<b>84,0</b>

Sources : Lifi, Suse (brn+rsi)

\* Suse : brn+rsi





REPARTITION SECTORIELLE DES ENTREPRISES DES GROUPES  
**CONTOUR ELARGI**, ENTREPRISES FRANCAISES  
 ANNEE 1997

Secteur d'entreprises	Nombre d'entreprises	Effectifs salariés (milliers)	Chiffre d'affaires élargi (milliards d'euros)	Exportations (milliards d'euros)	V.A. brute coûts facteurs (milliards d'euros)	Excédent brut d'exploitation (milliards d'euros)	Immo. incorporelles (milliards d'euros)
ACTIVITE NON DECLAREE	267	0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
AGRICULTURE, SYLVICULTURE, PECHE	673	30	3,2	0,5	1,2	0,3	0,2
INDUSTRIES AGRICOLES ET ALIMENTAIRES	2 016	301	103,6	18,8	17,3	7,2	2,9
INDUSTRIES DES BIENS DE CONSOMMATION	2 663	392	86,7	21,5	24,4	8,7	7,2
INDUSTRIE AUTOMOBILE	262	248	79,7	34,9	13,6	4,3	0,5
INDUSTRIES DES BIENS D'EQUIPEMENT	2 225	508	105,3	53,5	28,8	6,1	4,4
INDUSTRIES DES BIENS INTERMEDIAIRES	5 583	901	176,0	64,0	48,9	15,4	7,7
ENERGIE	446	240	99,0	9,4	26,8	14,1	5,1
CONSTRUCTION	2 340	295	40,4	1,8	10,6	-0,4	0,5
COMMERCE	10 616	960	413,0	43,6	41,8	11,5	10,4
TRANSPORTS	2 825	549	65,8	19,3	25,0	4,4	2,4
ACTIVITES FINANCIERES	6 112	535	nd	nd	nd	nd	nd
ACTIVITES IMMOBILIERES	10 091	54	20,4	0,2	7,0	5,0	1,9
SERVICES AUX ENTREPRISES	14 719	1407	170,0	21,0	67,3	17,3	11,1
SERVICES AUX PARTICULIERS	2 981	221	29,4	1,1	12,0	5,2	10,5
EDUCATION, SANTE, ACTION SOCIALE	604	54	3,4	0,0	1,6	0,2	0,3
ADMINISTRATION	72	4	0,2	0,0	0,1	0,0	0,0
<b>Ensemble</b>	<b>64 495</b>	<b>6698</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>
<b>Ensemble sans le secteur financier</b>	<b>58 383</b>	<b>6162</b>	<b>1 396,2</b>	<b>289,6</b>	<b>326,4</b>	<b>99,4</b>	<b>65,0</b>

Sources : Lifi, Suse (brn+rsi)

REPARTITION SECTORIELLE DES ENTREPRISES DES GROUPES  
**CONTOUR ELARGI**, ENTREPRISES FRANCAISES  
 ANNEE 1997

Secteur d'entreprises	Immo. corporelles (milliards d'euros)	Ressources propres (milliards d'euros)	Nombre de groupes (1)
ACTIVITE NON DECLAREE	0,0	0,0	2
AGRICULTURE, SYLVICULTURE, PECHE	2,5	1,7	84
INDUSTRIES AGRICOLES ET ALIMENTAIRES	30,4	28,3	433
INDUSTRIES DES BIENS DE CONSOMMATION	22,6	33,2	696
INDUSTRIE AUTOMOBILE	35,6	18,7	72
INDUSTRIES DES BIENS D'EQUIPEMENT	27,7	36,3	563
INDUSTRIES DES BIENS INTERMEDIAIRES	93,7	75,7	1 363
ENERGIE	195,6	124,4	34
CONSTRUCTION	6,9	10,5	284
COMMERCE	42,5	63,0	2 067
TRANSPORTS	97,2	32,4	342
ACTIVITES FINANCIERES	nd	nd	454
ACTIVITES IMMOBILIERES	99,5	49,8	375
SERVICES AUX ENTREPRISES	121,6	438,7	1 013
SERVICES AUX PARTICULIERS	14,5	17,1	423
EDUCATION, SANTE, ACTION SOCIALE	1,7	0,9	165
ADMINISTRATION	0,1	0,6	5
<b>Ensemble</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	<b>8 375</b>
<b>Ensemble sans le secteur financier</b>	<b>792,2</b>	<b>931,5</b>	<b>7 921</b>

Sources : Lifi, Suse (brn+rsi)

(1) selon l'activité principale du groupe

REPARTITION SECTORIELLE DES ENTREPRISES DES GROUPES  
**NOYAU DUR**, ENTREPRISES FRANCAISES  
 ANNEE 1997

Secteur d'entreprises	Nombre d'entreprises	Effectifs salariés (milliers)	Chiffre d'affaires élargi (milliards d'euros)	Exportations (milliards d'euros)	V.A. brute coûts facteurs (milliards d'euros)	Excédent brut d'exploitation (milliards d'euros)	Immo. incorporelles (milliards d'euros)
ACTIVITE NON DECLAREE	223	0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
AGRICULTURE, SYLVICULTURE, PECHE	516	27	2,9	0,5	1,1	0,3	0,2
INDUSTRIES AGRICOLES ET ALIMENTAIRES	1 578	277	97,8	18,0	16,4	7,0	2,8
INDUSTRIES DES BIENS DE CONSOMMATION	2 245	374	84,2	21,1	23,6	8,5	7,1
INDUSTRIE AUTOMOBILE	233	238	76,7	34,4	13,1	4,2	0,5
INDUSTRIES DES BIENS D'EQUIPEMENT	1 857	490	102,7	52,8	28,0	6,0	4,2
INDUSTRIES DES BIENS INTERMEDIAIRES	4 672	868	169,5	62,4	47,4	15,0	7,3
ENERGIE	357	236	97,8	9,4	26,5	13,9	4,8
CONSTRUCTION	2 152	287	39,5	1,8	10,4	-0,4	0,4
COMMERCE	9 239	921	391,9	41,2	40,1	10,9	10,1
TRANSPORTS	2 374	527	63,0	18,8	24,0	4,2	2,2
ACTIVITES FINANCIERES	5 313	528	nd	nd	nd	nd	nd
ACTIVITES IMMOBILIERES	8 127	39	15,4	0,1	5,0	3,4	1,7
SERVICES AUX ENTREPRISES	12 688	1372	164,2	20,0	65,1	16,8	10,2
SERVICES AUX PARTICULIERS	2 407	203	27,7	1,1	11,1	4,8	9,5
EDUCATION, SANTE, ACTION SOCIALE	531	51	3,2	0,0	1,5	0,2	0,3
ADMINISTRATION	62	4	0,2	0,0	0,1	0,0	0,0
<b>Ensemble</b>	<b>54 574</b>	<b>6442</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>
<b>Ensemble sans le secteur financier</b>	<b>49 261</b>	<b>5914</b>	<b>1 336,6</b>	<b>281,5</b>	<b>313,4</b>	<b>94,8</b>	<b>61,4</b>

Sources : Lifi, Suse (brn+rsi)

REPARTITION SECTORIELLE DES ENTREPRISES DES GROUPES  
**NOYAU DUR**, ENTREPRISES FRANCAISES  
 ANNEE 1997

Secteur d'entreprises	Immo. corporelles (milliards d'euros)	Ressources propres (milliards d'euros)	Nombre de groupes (1)
ACTIVITE NON DECLAREE	0,0	0,0	12
AGRICULTURE, SYLVICULTURE, PECHE	2,3	1,6	84
INDUSTRIES AGRICOLES ET ALIMENTAIRES	28,4	27,4	433
INDUSTRIES DES BIENS DE CONSOMMATION	21,8	32,7	696
INDUSTRIE AUTOMOBILE	34,3	18,5	72
INDUSTRIES DES BIENS D'EQUIPEMENT	27,1	35,7	563
INDUSTRIES DES BIENS INTERMEDIAIRES	89,7	73,8	1 363
ENERGIE	193,2	122,3	34
CONSTRUCTION	6,7	10,3	284
COMMERCE	41,0	61,4	2 067
TRANSPORTS	93,0	31,3	342
ACTIVITES FINANCIERES	nd	nd	454
ACTIVITES IMMOBILIERES	67,8	44,6	375
SERVICES AUX ENTREPRISES	117,2	435,4	1 013
SERVICES AUX PARTICULIERS	12,0	16,3	423
EDUCATION, SANTE, ACTION SOCIALE	1,5	0,9	165
ADMINISTRATION	0,1	0,6	5
<b>Ensemble</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	<b>8 385</b>
<b>Ensemble sans le secteur financier</b>	<b>736,0</b>	<b>912,6</b>	<b>7 931</b>

Sources : Lifi, Suse (brn+rsi)

(1) selon l'activité principale du groupe

Part des entreprises françaises **des groupes** dans l'ensemble de l'économie française en 1997

Secteur d'entreprises	entreprises %	effectifs %	vabcf %	ebe %	immo incorp %	immo corp %	ress propres %
IAA	2,4	47,6	61,8	69,3	44,0	69,9	81,4
INDUSTRIE	5,5	59,0	68,7	76,1	79,8	77,4	82,5
ENERGIE	19,2	96,4	97,5	97,7	92,2	98,2	97,8
CONSTRUCTION	0,8	24,1	25,9	<i>ns</i>	33,3	29,9	56,3
COMMERCE	1,8	35,7	39,4	40,1	31,1	47,3	57,9
TRANSPORTS	2,9	59,5	64,7	58,9	62,7	66,7	82,9
SERVICES AUX ENTREPRISES	6,7	62,2	64,9	72,9	64,5	81,0	92,9
SERVICES AUX PARTICULIERS	0,9	23,2	34,1	42,2	37,9	28,8	67,4
<b>total tous secteurs</b>	<b>3,0</b>	<b>49,1</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>
<b>total sans le secteur financier</b>	<b>2,7</b>	<b>47,2</b>	<b>56,0</b>	<b>60,8</b>	<b>51,1</b>	<b>68,2</b>	<b>84,4</b>

Sources : Lifi, Suse (brn+rsi)

*ns* : non significatif

REPARTITION SECTORIELLE DES ENTREPRISES DES **GROUPES PUBLICS**  
**NOYAU DUR**, ENTREPRISES FRANCAISES  
 ANNEE 1997

Secteur d'entreprises	Nombre d'entreprises	Effectifs salariés (milliers)	Chiffre d'affaires élargi (milliards d'euros)	Exportations (milliards d'euros)	V.A. brute coûts facteurs (milliards d'euros)	Excédent brut d'exploitation (milliards d'euros)	Immo. incorporelles (milliards d'euros)
ACTIVITE NON DECLAREE	1	0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
AGRICULTURE, SYLVICULTURE, PECHE	17	13	0,6	0,1	0,4	0,0	0,0
INDUSTRIES AGRICOLES ET ALIMENTAIRES	29	2	0,8	0,0	0,1	0,0	0,0
INDUSTRIES DES BIENS DE CONSOMMATION	19	6	0,9	0,3	0,2	0,0	0,0
INDUSTRIE AUTOMOBILE	11	1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0
INDUSTRIES DES BIENS D'EQUIPEMENT	117	109	21,8	12,3	7,0	1,3	2,0
INDUSTRIES DES BIENS INTERMEDIAIRES	76	23	2,5	1,1	1,0	0,1	0,1
ENERGIE	38	168	44,0	4,7	21,1	12,1	1,4
CONSTRUCTION	34	2	0,3	0,0	0,1	0,0	0,0
COMMERCE	76	5	5,3	2,3	0,3	0,1	0,1
TRANSPORTS	184	296	25,9	9,1	13,0	0,5	0,4
ACTIVITES FINANCIERES	327	91	nd	nd	nd	nd	nd
ACTIVITES IMMOBILIERES	462	5	1,8	0,0	0,6	0,5	0,0
SERVICES AUX ENTREPRISES	601	480	43,4	1,9	27,2	9,7	2,0
SERVICES AUX PARTICULIERS	148	26	8,6	0,3	2,4	1,1	1,9
EDUCATION, SANTE, ACTION SOCIALE	10	1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0
ADMINISTRATION	2	1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>Ensemble</b>	<b>2 152</b>	<b>1227</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>
<b>Ensemble sans le secteur financier</b>	<b>1 825</b>	<b>1136</b>	<b>156,0</b>	<b>32,2</b>	<b>73,5</b>	<b>25,4</b>	<b>8,0</b>

Sources : Lifi, Suse (brn+rsi)

REPARTITION SECTORIELLE DES ENTREPRISES **DES GROUPES PUBLICS**  
**NOYAU DUR**, ENTREPRISES FRANCAISES  
 ANNEE 1997

Secteur d'entreprises	Immo. corporelles (milliards d'euros)	Ressources propres (milliards d'euros)	Nombre de groupes (1)
ACTIVITE NON DECLAREE	0,0	0,0	.
AGRICULTURE, SYLVICULTURE, PECHE	0,8	0,2	s
INDUSTRIES AGRICOLES ET ALIMENTAIRES	0,2	0,1	.
INDUSTRIES DES BIENS DE CONSOMMATION	0,4	0,3	s
INDUSTRIE AUTOMOBILE	0,0	0,0	.
INDUSTRIES DES BIENS D'EQUIPEMENT	7,9	11,3	7
INDUSTRIES DES BIENS INTERMEDIAIRES	2,2	1,1	4
ENERGIE	167,6	86,1	3
CONSTRUCTION	1,1	0,2	.
COMMERCE	0,3	1,3	4
TRANSPORTS	44,0	7,8	8
ACTIVITES FINANCIERES	nd	nd	11
ACTIVITES IMMOBILIERES	9,8	5,8	3
SERVICES AUX ENTREPRISES	70,7	47,4	13
SERVICES AUX PARTICULIERS	2,4	1,9	14
EDUCATION, SANTE, ACTION SOCIALE	0,0	0,0	.
ADMINISTRATION	0,0	0,0	s
<b>Ensemble</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	<b>71</b>
<b>Ensemble sans le secteur financier</b>	<b>307,3</b>	<b>163,7</b>	<b>60</b>

Sources : Lifi, Suse (brn+rsi)

(1) selon l'activité principale du groupe

s : *secret statistique*

Part des entreprises françaises **des groupes publics** dans l'ensemble de l'économie française en 1997

Secteur d'entreprises	entreprises %	effectifs %	vabcf %	ebe %	immo incorp %	immo corp %	ress propres %
IAA	0,0	0,3	0,3	0,3	0,0	0,4	0,4
INDUSTRIE	0,1	4,1	5,0	3,2	9,0	4,7	6,6
ENERGIE	2,0	68,6	77,6	85,3	26,7	85,2	68,9
CONSTRUCTION	0,0	0,2	0,2	0,0	2,3	4,7	1,2
COMMERCE	0,0	0,2	0,3	0,3	0,2	0,3	1,2
TRANSPORTS	0,2	33,4	35,0	7,5	11,4	31,5	20,6
SERVICES AUX ENTREPRISES	0,3	21,8	27,1	42,1	12,3	48,8	10,1
SERVICES AUX PARTICULIERS	0,1	3,0	7,5	9,6	7,6	5,9	8,0
<b>total yc le secteur financier</b>	<b>0,1</b>	<b>9,4</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>
<b>total sans le secteur financier</b>	<b>0,1</b>	<b>9,1</b>	<b>13,1</b>	<b>16,3</b>	<b>6,6</b>	<b>28,5</b>	<b>15,1</b>

Sources : Lifi, Suse (brn+rsi)



REPARTITION SECTORIELLE DES ENTREPRISES DES **GROUPES PRIVES**  
**NOYAU DUR**, ENTREPRISES FRANCAISES  
 ANNEE 1997

Secteur d'entreprises	Nombre entreprises	Effectifs salariés (milliers)	Chiffre d'affaires élargi (milliards d'euros)	Exportations (milliards d'euros)	V.A. brute coûts facteurs (milliards d'euros)	Excédent brut d'exploitation (milliards d'euros)	Immo. incorporelles (milliards d'euros)
ACTIVITE NON DECLAREE	167	0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
AGRICULTURE, SYLVICULTURE, PECHE	447	13	1,9	0,3	0,6	0,2	0,1
INDUSTRIES AGRICOLES ET ALIMENTAIRES	1 309	206	71,2	11,5	10,8	4,3	1,7
INDUSTRIES DES BIENS DE CONSOMMATION	1 792	247	48,9	11,6	14,1	4,6	3,3
INDUSTRIE AUTOMOBILE	139	185	66,3	29,7	10,4	3,4	0,2
INDUSTRIES DES BIENS D'EQUIPEMENT	1 225	200	43,7	22,1	10,6	2,1	1,6
INDUSTRIES DES BIENS INTERMEDIAIRES	3 461	560	102,5	36,1	29,1	8,6	4,0
ENERGIE	287	60	33,7	2,8	4,3	1,3	3,1
CONSTRUCTION	2 016	269	37,3	1,5	9,7	-0,4	0,4
COMMERCE	7 293	722	284,6	26,8	29,2	8,1	8,5
TRANSPORTS	2 006	202	32,4	8,2	10,1	3,7	1,6
ACTIVITES FINANCIERES	4 323	405	nd	nd	nd	nd	nd
ACTIVITES IMMOBILIERES	6 693	32	12,1	0,1	4,0	2,7	1,3
SERVICES AUX ENTREPRISES	10 283	518	91,6	13,4	25,5	5,4	7,4
SERVICES AUX PARTICULIERS	1 994	127	14,6	0,6	6,7	3,2	6,8
EDUCATION, SANTE, ACTION SOCIALE	495	48	3,0	0,0	1,4	0,2	0,3
ADMINISTRATION	60	3	0,2	0,0	0,1	0,0	0,0
<b>Ensemble</b>	<b>43 990</b>	<b>3796</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>
<b>Ensemble sans le secteur financier</b>	<b>39 667</b>	<b>3 390</b>	<b>844,0</b>	<b>164,6</b>	<b>166,7</b>	<b>47,4</b>	<b>40,2</b>

Sources : Lifi, Suse (brn+rsi)

REPARTITION SECTORIELLE DES ENTREPRISES DES **GROUPES PRIVES**  
**NOYAU DUR**, ENTREPRISES FRANCAISES  
 ANNEE 1997

Secteur d'entreprises	Immo. corporelles (milliards d'euros)	Ressources propres (milliards d'euros)	Nombre de groupes (1)
ACTIVITE NON DECLAREE	0,0	0,0	2
AGRICULTURE, SYLVICULTURE, PECHE	1,2	1,1	73
INDUSTRIES AGRICOLES ET ALIMENTAIRES	18,6	17,2	361
INDUSTRIES DES BIENS DE CONSOMMATION	12,7	21,6	546
INDUSTRIE AUTOMOBILE	29,3	15,5	34
INDUSTRIES DES BIENS D'EQUIPEMENT	8,8	12,4	373
INDUSTRIES DES BIENS INTERMEDIAIRES	51,7	49,5	966
ENERGIE	20,0	31,2	23
CONSTRUCTION	5,4	9,7	266
COMMERCE	30,6	46,2	1 632
TRANSPORTS	47,6	22,9	289
ACTIVITES FINANCIERES	nd	nd	329
ACTIVITES IMMOBILIERES	51,0	35,7	319
SERVICES AUX ENTREPRISES	36,9	321,4	821
SERVICES AUX PARTICULIERS	6,8	11,9	366
EDUCATION, SANTE, ACTION SOCIALE	1,5	0,9	162
ADMINISTRATION	0,1	0,6	3
<b>Ensemble</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	<b>6 565</b>
<b>Ensemble sans le secteur financier</b>	<b>322,0</b>	<b>597,8</b>	<b>6 236</b>

Sources : Lifi, Suse (brn+rsi)

(1) selon l'activité principale du groupe

Part des entreprises françaises **des groupes privés** dans l'ensemble de l'économie française en 1997

Secteur d'entreprises	entreprises %	effectifs %	vabcf %	ebe %	immo incorp %	immo corp %	ress propres %
IAA	2,0	35,2	40,7	42,5	26,4	45,7	51,1
INDUSTRIE	4,0	35,6	39,4	42,4	37,8	45,9	50,9
ENERGIE	15,4	24,3	15,6	9,1	59,0	10,2	25,0
CONSTRUCTION	0,8	22,5	24,1	<i>ns</i>	27,6	24,0	53,3
COMMERCE	1,4	28,0	28,7	29,9	26,1	35,3	43,6
TRANSPORTS	2,4	22,8	27,1	51,8	46,1	34,1	60,5
SERVICES AUX ENTREPRISES	5,5	23,5	25,4	23,6	46,5	25,5	68,6
SERVICES AUX PARTICULIERS	0,7	14,5	20,7	27,7	27,2	16,4	49,3
<b>Total yc le secteur financier</b>	<b>2,4</b>	<b>28,9</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>
<b>Total sans le secteur financier</b>	<b>2,2</b>	<b>27,1</b>	<b>29,8</b>	<b>30,4</b>	<b>33,5</b>	<b>29,9</b>	<b>55,3</b>

Sources : Lifi, Suse (brn+rsi)

*Ns : non significatif*

REPARTITION SECTORIELLE DES ENTREPRISES DES **GROUPES ETRANGERS**  
**NOYAU DUR**, ENTREPRISES FRANCAISES  
 ANNEE 1997

Secteur d'entreprises	Nombre entreprises	Effectifs salariés (milliers)	Chiffre d'affaires élargi (milliards d'euros)	Exportations (milliards d'euros)	V.A. brute coûts facteurs (milliards d'euros)	Excédent brut d'exploitation (milliards d'euros)	Immo. incorporelles (milliards d'euros)
ACTIVITE NON DECLAREE	55	0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
AGRICULTURE, SYLVICULTURE, PECHE	52	2	0,4	0,1	0,1	0,0	0,0
INDUSTRIES AGRICOLES ET ALIMENTAIRES	240	70	25,8	6,5	5,5	2,7	1,1
INDUSTRIES DES BIENS DE CONSOMMATION	434	122	34,4	9,2	9,3	3,9	3,7
INDUSTRIE AUTOMOBILE	83	53	10,3	4,7	2,7	0,9	0,2
INDUSTRIES DES BIENS D'EQUIPEMENT	515	181	37,2	18,4	10,4	2,6	0,7
INDUSTRIES DES BIENS INTERMEDIAIRES	1 135	286	64,5	25,2	17,3	6,2	3,2
ENERGIE	32	9	20,1	1,9	1,1	0,5	0,4
CONSTRUCTION	102	17	2,0	0,2	0,6	0,0	0,0
COMMERCE	1 870	194	102,0	12,1	10,6	2,7	1,6
TRANSPORTS	184	29	4,6	1,5	0,9	0,0	0,2
ACTIVITES FINANCIERES	663	32	nd	nd	nd	nd	nd
ACTIVITES IMMOBILIERES	972	2	1,6	0,0	0,4	0,3	0,4
SERVICES AUX ENTREPRISES	1 804	373	29,2	4,7	12,4	1,7	0,9
SERVICES AUX PARTICULIERS	265	50	4,5	0,2	1,9	0,5	0,8
EDUCATION, SANTE, ACTION SOCIALE	26	2	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>Ensemble</b>	<b>8 432</b>	<b>1420</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>
<b>Ensemble sans le secteur financier</b>	<b>7 769</b>	<b>1387</b>	<b>336,7</b>	<b>84,7</b>	<b>73,3</b>	<b>21,9</b>	<b>13,3</b>

Sources : Lifi, Suse (brn+rsi)

REPARTITION SECTORIELLE DES ENTREPRISES DES **GROUPES ETRANGERS**  
**NOYAU DUR**, ENTREPRISES FRANCAISES  
 ANNEE 1997

Secteur d'entreprises	Immo. corporelles (milliards d'euros)	Ressources propres (milliards d'euros)	Nombre de groupes (1)
ACTIVITE NON DECLAREE	0,0	0,0	10
AGRICULTURE, SYLVICULTURE, PECHE	0,3	0,2	10
INDUSTRIES AGRICOLES ET ALIMENTAIRES	9,7	10,1	72
INDUSTRIES DES BIENS DE CONSOMMATION	8,8	10,7	149
INDUSTRIE AUTOMOBILE	4,9	3,0	38
INDUSTRIES DES BIENS D'EQUIPEMENT	10,5	11,9	183
INDUSTRIES DES BIENS INTERMEDIAIRES	35,7	23,2	393
ENERGIE	5,6	4,9	8
CONSTRUCTION	0,3	0,4	18
COMMERCE	10,1	13,9	431
TRANSPORTS	1,4	0,6	45
ACTIVITES FINANCIERES	nd	nd	114
ACTIVITES IMMOBILIERES	7,0	3,1	53
SERVICES AUX ENTREPRISES	9,7	66,5	179
SERVICES AUX PARTICULIERS	2,7	0,2	43
EDUCATION, SANTE, ACTION SOCIALE	0,0	0,0	3
<b>Ensemble</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	<b>1 749</b>
<b>Ensemble sans le secteur financier</b>	<b>106,7</b>	<b>151,2</b>	<b>1 635</b>

Sources : Lifi, Suse (brn+rsi)

(1) selon l'activité principale du groupe

Part des entreprises françaises **des groupes étrangers** dans l'ensemble de l'économie française en 1997

Secteur d'entreprises	entreprises %	effectifs %	vabcf %	ebe %	immo incorp %	immo corp %	ress propres %
IAA	0,4	12,0	20,7	26,6	17,5	23,8	30,0
INDUSTRIE	1,3	19,2	24,3	30,6	33,0	26,8	25,1
ENERGIE	1,7	3,5	4,2	3,2	6,7	2,9	4,0
CONSTRUCTION	0,0	1,4	1,5	<i>ns</i>	3,4	1,2	1,9
COMMERCE	0,4	7,5	10,4	9,9	4,8	11,7	13,1
TRANSPORTS	0,2	3,3	2,5	<i>ns</i>	5,3	1,0	1,7
SERVICES AUX ENTREPRISES	1,0	16,9	12,3	7,2	5,7	6,7	14,2
SERVICES AUX PARTICULIERS	0,1	5,7	5,9	4,8	3,1	6,6	1,0
<b>Total yc secteur financier</b>	<b>0,5</b>	<b>10,8</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>
<b>Total sans le secteur financier</b>	<b>0,4</b>	<b>11,1</b>	<b>13,1</b>	<b>14,0</b>	<b>11,1</b>	<b>9,9</b>	<b>14,0</b>

Sources : Lifi, Suse (brn+rsi)

*ns* : non significatif

IMPORTANCE DES GROUPES EN FONCTION DE LEUR TAILLE  
**NOYAU DUR**, ENTREPRISES FRANCAISES  
 ANNEE 1997

	Nombre de groupes	Nombre d'entreprises	Effectif moyen par groupe (unité)	Effectifs en France (milliers)	Chiffre d'affaires à l'export (milliards d'euros)	Chiffre d'affaires (milliards d'euros)	Chiffre d'affaires élargi (milliards d'euros)	Valeur ajoutée (milliards d'euros)
<b><i>ensemble sans le secteur financier</i></b>								
Micro groupes	6 821	24 414	118	807	43,5	213,2	217,5	41,2
Petits groupes	1 060	9 197	967	1025	62,5	237,4	241,8	52,2
Moyens groupes	300	6 747	3772	1132	57,2	285,2	292,7	61,4
Grands groupes	74	8 938	39960	2957	118,9	565,8	586,5	159,0
<b>Total</b>	<b>8 255</b>	<b>49 296</b>	<b>717</b>	<b>5921</b>	<b>282,1</b>	<b>1 301,8</b>	<b>1 338,5</b>	<b>313,9</b>
<b><i>Tous secteurs</i></b>								
Micro groupes	6 897		120	827	nd	nd	nd	nd
Petits groupes	1 080		966	1043	nd	nd	nd	nd
Moyens groupes	313		3792	1187	nd	nd	nd	nd
Grands groupes	85		39822	3385	nd	nd	nd	nd
<b>Total yc le secteur Financier</b>	<b>8 375</b>		<b>769</b>	<b>6442</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>

Sources : Lifi, Suse (brn+rsi)

IMPORTANCE DES GROUPES EN FONCTION DE LEUR TAILLE  
**NOYAU DUR**, ENTREPRISES FRANCAISES  
 ANNEE 1997

	Excédent brut d'exploitation (milliards d'euros)	Immo incorporelles (milliards d'euros)	Immo corporelles (milliards d'euros)	Ressources propres (milliards d'euros)
<b><i>ensemble sans le secteur financier</i></b>				
Micro groupes	13,2	8,1	82,5	116,8
Petits groupes	15,8	13,8	85,4	124,1
Moyens groupes	19,4	14,9	98,8	164,1
Grands groupes	46,6	24,7	470,6	508,8
<b>Total</b>	<b>94,9</b>	<b>61,4</b>	<b>737,3</b>	<b>913,8</b>
<b><i>Tous secteurs</i></b>				
Micro groupes	nd	nd	nd	nd
Petits groupes	nd	nd	nd	nd
Moyens groupes	nd	nd	nd	nd
Grands groupes	nd	nd	nd	nd
<b>Total yc le secteur Financier</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>

Sources : Lifi, Suse (brn+rsi)



REPARTITION DES GROUPES SUIVANT LA NATURE DE L'ACTIONNAIRE  
**NOYAU DUR**, ENTREPRISES FRANCAISES  
 ANNEE 1997

	Nombre de groupes	Nombre d'entreprises	Effectifs salariés (milliers)	V.A brute coûts facteurs (milliards d'euros)	Excédent brut exploitation (milliards d'euros)	Immo. incorporelles (milliards d'euros)	Immo. corporelles (milliards d'euros)	Ressources propres (milliards d'euros)
<b>Toutes activités</b>								
Ensemble*		1 822 835	13122	nd	nd	nd	nd	nd
Groupes étrangers	1 749	8 432	1420	nd	nd	nd	nd	nd
Groupes privés	6 565	43 990	3796	nd	nd	nd	nd	nd
Groupes publics	71	2 152	1227	nd	nd	nd	nd	nd
<b>Total des groupes</b>	<b>8 385</b>	<b>54 574</b>	<b>6442</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>
<b>Total groupes (%)</b>	<b>8 385</b>	<b>3,0</b>	<b>49</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>
<b>ensemble sans le secteur financier</b>								
Ensemble*		1 797 160	12531	559,9	155,8	120,0	1 078,9	1 081,7
Groupes étrangers	1 635	7 769	1387	73,3	21,9	13,3	106,7	151,2
Groupes privés	6 236	39 667	3390	166,7	47,4	40,2	322,0	597,8
Groupes publics	60	1 825	1136	73,5	25,4	8,0	307,3	163,7
<b>Total des groupes</b>	<b>7 931</b>	<b>49 261</b>	<b>5914</b>	<b>313,4</b>	<b>94,8</b>	<b>61,4</b>	<b>736,0</b>	<b>912,7</b>
<b>ensemble sans le secteur financier</b>		%	%	%	%	%	%	%
Groupes étrangers		0,4	11,1	13,1	14,0	11,1	9,9	14,0
Groupes privés		2,2	27,1	29,8	30,4	33,5	29,9	55,3
Groupes publics		0,1	9,1	13,1	16,3	6,6	28,5	15,1
<b>Total groupes</b>		<b>2,7</b>	<b>47,2</b>	<b>56,0</b>	<b>60,8</b>	<b>51,2</b>	<b>68,2</b>	<b>84,4</b>

Sources : Lifi, Suse (brn+rsi)

\* Suse : brn+rsi



REPARTITION SECTORIELLE DES ENTREPRISES DES GROUPES  
**CONTOUR ELARGI**, ENTREPRISES FRANCAISES  
 ANNEE 1998

Secteur d'entreprises	Nombre entreprises	Effectifs salariés (milliers)	Chiffre d'affaires élargi (milliards d'euros)	Exportations (milliards d'euros)	V,A, brute coûts facteurs (milliards d'euros)	Excédent brut d'exploitation (milliards d'euros)	Immo, incorporelles (milliards d'euros)
ACTIVITE NON DECLAREE	253	0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
AGRICULTURE, SYLVICULTURE, PECHE	755	31	3,4	0,6	1,3	0,4	0,2
INDUSTRIES AGRICOLES ET ALIMENTAIRES	2 078	304	106,7	18,7	17,7	7,3	3,1
INDUSTRIES DES BIENS DE CONSOMMATION	2 746	401	93,5	23,4	25,2	8,6	7,9
INDUSTRIE AUTOMOBILE	265	239	89,3	41,1	15,6	6,3	0,4
INDUSTRIES DES BIENS D'EQUIPEMENT	2 304	523	117,4	62,3	30,4	6,6	5,1
INDUSTRIES DES BIENS INTERMEDIAIRES	5 744	911	185,5	67,8	50,3	15,8	8,1
ENERGIE	461	237	94,9	7,7	27,7	14,7	5,0
CONSTRUCTION	2 432	281	37,5	1,7	10,7	-0,1	0,5
COMMERCE	11 126	1 010	448,2	46,2	45,3	13,1	11,4
TRANSPORTS	2 985	569	70,5	18,4	28,2	6,8	2,6
ACTIVITES FINANCIERES	6 419	546	nd	nd	nd	nd	nd
ACTIVITES IMMOBILIERES	10 849	56	23,1	0,1	6,2	4,0	2,2
SERVICES AUX ENTREPRISES	15 642	1 562	190,4	17,0	74,2	18,6	11,4
SERVICES AUX PARTICULIERS	3 202	234	32,1	1,3	12,9	5,5	11,4
EDUCATION, SANTE, ACTION SOCIALE	709	58	3,8	0,0	1,8	0,2	0,3
ADMINISTRATION	76	3	0,2	0,0	0,2	0,1	0,0
<b>Ensemble</b>	<b>68 046</b>	<b>6 965</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>
<b>ensemble sans le secteur financier</b>	<b>61 627</b>	<b>6 419</b>	<b>1 496,6</b>	<b>306,4</b>	<b>347,7</b>	<b>107,8</b>	<b>69,5</b>

Sources : Lifi, Suse (brn+rsi)

REPARTITION SECTORIELLE DES ENTREPRISES DES GROUPES  
**CONTOUR ELARGI**, ENTREPRISES FRANCAISES  
 ANNEE 1998

Secteur d'entreprises	Immo, corporelles (milliards d'euros)	Ressources propres (milliards d'euros)	Nombre de groupes (1)
ACTIVITE NON DECLAREE	0,0	0,0	7
AGRICULTURE, SYLVICULTURE, PECHE	2,9	2,0	83
INDUSTRIES AGRICOLES ET ALIMENTAIRES	32,1	29,8	455
INDUSTRIES DES BIENS DE CONSOMMATION	24,2	37,5	731
INDUSTRIE AUTOMOBILE	36,0	25,4	73
INDUSTRIES DES BIENS D'EQUIPEMENT	29,1	41,3	594
INDUSTRIES DES BIENS INTERMEDIAIRES	99,0	80,6	1 426
ENERGIE	200,4	130,3	32
CONSTRUCTION	7,0	10,2	302
COMMERCE	46,1	67,7	2 196
TRANSPORTS	101,1	42,7	369
ACTIVITES FINANCIERES	nd	nd	496
ACTIVITES IMMOBILIERES	105,6	62,7	435
SERVICES AUX ENTREPRISES	127,2	442,9	1 144
SERVICES AUX PARTICULIERS	15,2	18,4	459
EDUCATION, SANTE, ACTION SOCIALE	1,9	1,0	183
ADMINISTRATION	0,8	0,7	11
<b>Ensemble</b>	nd	nd	<b>8 996</b>
<b>ensemble sans le secteur financier</b>	<b>828,7</b>	<b>993,3</b>	<b>8500</b>

Sources : Lifi, Suse (brn+rsi)

(1) selon l'activité principale du groupe

REPARTITION SECTORIELLE DES ENTREPRISES DES GROUPES  
**NOYAU DUR**, ENTREPRISES FRANCAISES  
 ANNEE 1998

Secteur d'entreprises	Nombre entreprises	Effectifs salariés (milliers)	Chiffre d'affaires élargi (milliards d'euros)	Exportations (milliards d'euros)	V,A, brute coûts facteurs (milliards d'euros)	Excédent brut d'exploitation (milliards d'euros)	Immo, incorporelles (milliards d'euros)
ACTIVITE NON DECLAREE	215	0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
AGRICULTURE, SYLVICULTURE, PECHE	580	29	3,0	0,6	1,2	0,3	0,2
INDUSTRIES AGRICOLES ET ALIMENTAIRES	1 670	282	101,5	18,0	16,8	7,1	3,0
INDUSTRIES DES BIENS DE CONSOMMATION	2 342	385	91,1	23,0	24,4	8,4	7,7
INDUSTRIE AUTOMOBILE	234	229	86,2	40,5	15,1	6,1	0,4
INDUSTRIES DES BIENS D'EQUIPEMENT	1 942	506	114,4	61,3	29,7	6,5	5,0
INDUSTRIES DES BIENS INTERMEDIAIRES	4 822	878	179,2	66,1	48,9	15,4	7,8
ENERGIE	367	234	93,7	7,7	27,3	14,5	4,7
CONSTRUCTION	2 224	273	36,4	1,7	10,4	-0,2	0,5
COMMERCE	9 744	973	428,0	44,1	43,8	12,7	11,1
TRANSPORTS	2 528	546	67,7	17,9	27,1	6,5	2,4
ACTIVITES FINANCIERES	5 598	540	nd	nd	nd	nd	nd
ACTIVITES IMMOBILIERES	8 814	43	17,6	0,1	5,4	3,7	1,9
SERVICES AUX ENTREPRISES	13 486	1 524	183,5	15,9	71,9	18,1	10,5
SERVICES AUX PARTICULIERS	2 640	219	30,4	1,2	12,0	5,1	10,3
EDUCATION, SANTE, ACTION SOCIALE	625	55	3,6	0,0	1,7	0,2	0,3
ADMINISTRATION	69	3	0,2	0,0	0,2	0,1	0,0
<b>Ensemble</b>	<b>57 900</b>	<b>6 717</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>
<b>ensemble sans le secteur financier</b>	<b>52 302</b>	<b>6 177</b>	<b>1 436,6</b>	<b>298,1</b>	<b>336,0</b>	<b>104,6</b>	<b>65,9</b>

Sources : Lifi, Suse (brn+rsi)

REPARTITION SECTORIELLE DES ENTREPRISES DES GROUPES  
**NOYAU DUR**, ENTREPRISES FRANCAISES  
 ANNEE 1998

Secteur d'entreprises	Immo, corporelles (milliards d'euros)	Ressources propres (milliards d'euros)	Nombre de groupes (1)
ACTIVITE NON DECLAREE	0,0	0,0	23
AGRICULTURE, SYLVICULTURE, PECHE	2,6	1,9	83
INDUSTRIES AGRICOLES ET ALIMENTAIRES	30,2	28,8	455
INDUSTRIES DES BIENS DE CONSOMMATION	23,5	37,0	731
INDUSTRIE AUTOMOBILE	34,9	25,2	73
INDUSTRIES DES BIENS D'EQUIPEMENT	28,6	40,7	594
INDUSTRIES DES BIENS INTERMEDIAIRES	94,8	78,7	1 426
ENERGIE	198,0	128,1	32
CONSTRUCTION	6,6	10,0	302
COMMERCE	44,5	66,2	2 196
TRANSPORTS	98,0	41,5	369
ACTIVITES FINANCIERES	nd	nd	496
ACTIVITES IMMOBILIERES	79,7	57,7	435
SERVICES AUX ENTREPRISES	122,9	437,4	1 144
SERVICES AUX PARTICULIERS	12,8	17,6	459
EDUCATION, SANTE, ACTION SOCIALE	1,8	1,0	183
ADMINISTRATION	0,8	0,7	11
<b>Ensemble</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	<b>9 012</b>
<b>ensemble sans le secteur financier</b>	<b>779,5</b>	<b>972,5</b>	<b>8 516</b>

Sources : Lifi, Suse (brn+rsi)

(1) selon l'activité principale du groupe

**Part des entreprises françaises des groupes** dans l'ensemble de l'économie française en 1998

**Noyau dur**

Secteur d'entreprises	entreprises %	effectifs %	vabcf %	ebe %	immo incorp %	immo corp %	ress propres %
IAA	2,6	49,0	62,5	70,0	44,1	70,5	81,2
INDUSTRIE	5,8	60,3	70,1	76,9	81,4	78,9	84,6
ENERGIE	19,5	96,5	97,3	97,4	92,5	98,2	98,0
CONSTRUCTION	0,8	23,0	25,2	<i>ns</i>	35,2	29,2	54,1
COMMERCE	1,9	37,4	40,8	42,3	32,7	48,9	57,6
TRANSPORTS	3,0	60,0	66,0	66,7	64,8	67,3	83,8
SERVICES AUX ENTREPRISES	7,0	63,3	65,2	72,6	63,5	80,0	91,9
SERVICES AUX PARTICULIERS	1,0	24,8	34,5	41,9	39,3	29,8	66,2
<b>Total tout secteurs</b>	<b>3,2</b>	<b>50,3</b>	<b><i>nd</i></b>	<b><i>nd</i></b>	<b><i>nd</i></b>	<b><i>nd</i></b>	<b><i>nd</i></b>
<b>Total sans le secteur financier</b>	<b>2,9</b>	<b>48,4</b>	<b>56,9</b>	<b>61,9</b>	<b>52,3</b>	<b>69,3</b>	<b>84,0</b>

Sources : Lifi, Suse (brn+rsi)

*ns* : non significatif

REPARTITION SECTORIELLE DES ENTREPRISES DES **GROUPES PUBLICS**  
**NOYAU DUR**, ENTREPRISES FRANCAISES  
 ANNEE 1998

Secteur d'entreprises	Nombre entreprises	Effectifs salariés (milliers)	Chiffre d'affaires élargi (milliards d'euros)	Exportations (milliards d'euros)	VA brute coûts facteurs (milliards d'euros)	Excédent brut d'exploitation (milliards d'euros)	Immo, incorporelles (milliards d'euros)
AGRICULTURE, SYLVICULTURE, PECHE	4	13	0,5	0,1	0,4	0,0	0,0
INDUSTRIES AGRICOLES ET ALIMENTAIRES	1	0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
INDUSTRIES DES BIENS DE CONSOMMATION	19	6	1,0	0,4	0,2	0,0	0,1
INDUSTRIES DES BIENS D'EQUIPEMENT	87	75	15,0	9,0	4,5	0,7	0,6
INDUSTRIES DES BIENS INTERMEDIAIRES	59	16	2,0	0,9	0,7	0,1	0,1
ENERGIE	41	164	43,7	4,5	22,3	13,2	1,4
CONSTRUCTION	27	2	0,4	0,0	0,2	0,1	0,0
COMMERCE	43	4	4,9	2,0	0,2	0,0	0,0
TRANSPORTS	197	300	27,0	7,2	15,1	2,4	0,4
ACTIVITES FINANCIERES	175	53	nd	nd	nd	nd	nd
ACTIVITES IMMOBILIERES	153	4	1,3	0,0	0,6	0,5	0,0
SERVICES AUX ENTREPRISES	488	477	45,8	1,6	27,7	10,0	2,0
SERVICES AUX PARTICULIERS	115	23	8,7	0,3	2,3	1,1	1,7
EDUCATION, SANTE, ACTION SOCIALE	2	0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
ADMINISTRATION	2	1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>Ensemble tous secteurs</b>	<b>1 413</b>	<b>1 137</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>
<b>Ensemble sans le secteur financier</b>	<b>1 238</b>	<b>1 083</b>	<b>150,3</b>	<b>25,9</b>	<b>74,2</b>	<b>28,1</b>	<b>6,3</b>

Sources : Lifi, Suse (brn+rsi)



REPARTITION SECTORIELLE DES ENTREPRISES DES **GROUPES PUBLICS**  
**NOYAU DUR**, ENTREPRISES FRANCAISES  
 ANNEE 1998

Secteur d'entreprises	Immo, corporelles (milliards d'euros)	Ressources propres (milliards d'euros)	Nombre de groupes (1)
AGRICULTURE, SYLVICULTURE, PECHE	0,8	0,2	s
INDUSTRIES AGRICOLES ET ALIMENTAIRES	0,0	0,0	,
INDUSTRIES DES BIENS DE CONSOMMATION	0,4	0,3	s
INDUSTRIES DES BIENS D'EQUIPEMENT	6,6	7,5	5
INDUSTRIES DES BIENS INTERMEDIAIRES	1,8	0,9	4
ENERGIE	170,9	87,5	3
CONSTRUCTION	1,0	0,3	,
COMMERCE	0,2	1,1	s
TRANSPORTS	45,3	16,3	8
ACTIVITES FINANCIERES	nd	nd	8
ACTIVITES IMMOBILIERES	10,2	5,7	3
SERVICES AUX ENTREPRISES	72,3	46,7	14
SERVICES AUX PARTICULIERS	2,4	2,0	13
EDUCATION, SANTE, ACTION SOCIALE	0,0	0,0	,
ADMINISTRATION	0,0	0,0	s
<b>Ensemble tous secteurs</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	<b>65</b>
<b>ensemble sans le secteur financier</b>	<b>312,0</b>	<b>168,4</b>	<b>57</b>

Sources : Lifi, Suse (brn+rsi)

(1) selon l'activité principale du groupe  
 s : *secret statistique*

Part des entreprises françaises **des groupes publics** dans l'économie française en 1998

Secteur d'entreprises	entreprises %	effectifs %	vabcf %	ebe %	immo incorp %	immo corp %	ress propres %
IAA	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
INDUSTRIE	0,1	2,9	3,2	1,7	2,8	3,9	4,0
ENERGIE	2,2	67,9	79,3	88,4	27,4	84,8	66,9
CONSTRUCTION	0,0	0,2	0,4	1,2	2,2	4,6	1,7
COMMERCE	0,0	0,2	0,2	0,2	0,1	0,2	1,0
TRANSPORTS	0,2	32,9	36,8	24,8	11,1	31,1	33,0
SERVICES AUX ENTREPRISES	0,3	19,8	25,1	40,1	12,3	47,1	9,8
SERVICES AUX PARTICULIERS	0,0	2,6	6,7	8,8	6,4	5,5	7,3
<b>Total yc financier</b>	<b>0,1</b>	<b>8,5</b>	<b>na</b>	<b>na</b>	<b>na</b>	<b>na</b>	<b>Na</b>
<b>Total sans le secteur financier</b>	<b>0,1</b>	<b>8,5</b>	<b>12,6</b>	<b>16,6</b>	<b>5,0</b>	<b>27,7</b>	<b>14,6</b>

Sources : Lifi, Suse (brn+rsi)

REPARTITION SECTORIELLE DES ENTREPRISES DES **GROUPES PRIVES**  
**NOYAU DUR**, ENTREPRISES FRANCAISES  
 ANNEE 1998

Secteur d'entreprises	Nombre entreprises	Effectifs salariés (milliers)	Chiffre d'affaires élargi (milliards d'euros)	Exportations (milliards d'euros)	VA brute coûts facteurs (milliards d'euros)	Excédent brut d'exploitation (milliards d'euros)	Immo, incorporelles (milliards d'euros)
ACTIVITE NON DECLAREE	170	0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
AGRICULTURE, SYLVICULTURE, PECHE	503	13	1,9	0,3	0,6	0,2	0,1
INDUSTRIES AGRICOLES ET ALIMENTAIRES	1 415	213	74,3	11,6	11,3	4,4	1,8
INDUSTRIES DES BIENS DE CONSOMMATION	1 860	252	52,6	12,4	14,8	4,7	3,7
INDUSTRIE AUTOMOBILE	137	173	73,6	34,6	11,9	5,0	0,2
INDUSTRIES DES BIENS D'EQUIPEMENT	1 276	250	59,4	32,7	14,2	2,9	3,4
INDUSTRIES DES BIENS INTERMEDIAIRES	3 493	558	107,1	38,5	29,4	8,6	3,5
ENERGIE	283	61	32,2	1,6	4,1	1,0	3,0
CONSTRUCTION	2 107	257	34,3	1,5	9,7	-0,3	0,4
COMMERCE	7 634	753	306,0	27,9	31,2	9,2	9,3
TRANSPORTS	2 075	206	33,1	7,3	10,6	4,1	1,7
ACTIVITES FINANCIERES	4 580	434	nd	nd	nd	nd	nd
ACTIVITES IMMOBILIERES	7 336	35	14,3	0,1	4,1	2,7	1,3
SERVICES AUX ENTREPRISES	10 821	527	101,3	10,6	26,8	5,2	6,6
SERVICES AUX PARTICULIERS	2 256	143	16,9	0,8	7,5	3,4	7,9
EDUCATION, SANTE, ACTION SOCIALE	592	54	3,5	0,0	1,7	0,2	0,3
ADMINISTRATION	67	2	0,2	0,0	0,2	0,1	0,0
<b>Ensemble</b>	<b>46 605</b>	<b>3 931</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>
<b>Ensemble sans le secteur financier</b>	<b>42 025</b>	<b>3 497</b>	<b>910,7</b>	<b>179,9</b>	<b>178,1</b>	<b>51,5</b>	<b>43,5</b>

Sources : Lifi, Suse (brn+rsi)

REPARTITION SECTORIELLE DES ENTREPRISES DES **GROUPES PRIVES**  
**NOYAU DUR**, ENTREPRISES FRANCAISES  
 ANNEE 1998

Secteur d'entreprises	Immo, corporelles (milliards d'euros)	Ressources propres (milliards d'euros)	Nombre de groupes (1)
ACTIVITE NON DECLAREE	0,0	0,0	6
AGRICULTURE, SYLVICULTURE, PECHE	1,4	1,3	67
INDUSTRIES AGRICOLES ET ALIMENTAIRES	20,4	18,4	374
INDUSTRIES DES BIENS DE CONSOMMATION	13,4	24,0	557
INDUSTRIE AUTOMOBILE	29,7	21,9	30
INDUSTRIES DES BIENS D'EQUIPEMENT	11,6	22,4	386
INDUSTRIES DES BIENS INTERMEDIAIRES	53,0	51,6	1 004
ENERGIE	21,4	35,9	22
CONSTRUCTION	5,2	9,3	285
COMMERCE	33,0	48,2	1 734
TRANSPORTS	50,8	24,1	311
ACTIVITES FINANCIERES	nd	nd	353
ACTIVITES IMMOBILIERES	60,2	45,7	377
SERVICES AUX ENTREPRISES	38,6	316,3	913
SERVICES AUX PARTICULIERS	7,7	13,2	393
EDUCATION, SANTE, ACTION SOCIALE	1,8	1,0	181
ADMINISTRATION	0,8	0,7	9
<b>Ensemble</b>	nd	nd	<b>7 002</b>
<b>Ensemble sans secteur financier</b>	<b>349,0</b>	<b>633,9</b>	<b>6 649</b>

Sources : Lifi, Suse (brn+rsi)

(1) selon l'activité principale du groupe

Part des entreprises françaises des **groupes privés** dans l'économie française en 1998

Secteur d'entreprises	entreprises %	effectifs %	vabcf %	ebe %	immo incorp %	immo corp %	ress propres %
IAA	2,2	36,9	41,9	43,9	27,0	47,6	51,7
INDUSTRIE	4,2	37,2	41,8	44,7	42,4	46,8	55,8
ENERGIE	15,0	25,3	14,5	6,8	59,6	10,6	27,5
CONSTRUCTION	0,8	21,6	23,4	<i>ns</i>	28,6	23,1	50,3
COMMERCE	1,5	29,0	29,1	30,7	27,4	36,3	41,9
TRANSPORTS	2,5	22,7	25,8	42,1	45,9	34,9	48,6
SERVICES AUX ENTREPRISES	5,6	21,9	24,3	21,0	40,0	25,2	66,5
SERVICES AUX PARTICULIERS	0,8	16,2	21,7	27,8	30,2	18,0	49,6
<b>Total yc financier</b>	<b>2,6</b>	<b>29,4</b>	<b><i>na</i></b>	<b><i>na</i></b>	<b><i>na</i></b>	<b><i>na</i></b>	<b><i>na</i></b>
<b>Total sans le secteur financier</b>	<b>2,3</b>	<b>27,4</b>	<b>30,2</b>	<b>30,5</b>	<b>34,5</b>	<b>31,0</b>	<b>54,8</b>

Sources : Lifi, Suse (brn+rsi)

*ns* : non significatif

REPARTITION SECTORIELLE DES ENTREPRISES DES **GROUPES ETRANGERS**  
**NOYAU DUR**, ENTREPRISES FRANCAISES  
 ANNEE 1998

Secteur d'entreprises	Nombre entreprises	Effectifs salariés (milliers)	Chiffre d'affaires élargi (milliards d'euros)	Exportations (milliards d'euros)	V,A, brute coûts facteurs (milliards d'euros)	Excédent brut d'exploitation (milliards d'euros)	Immo, incorporelles (milliards d'euros)
ACTIVITE NON DECLAREE	45	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
AGRICULTURE, SYLVICULTURE, PECHE	73	2,7	0,5	0,2	0,2	0,1	0,1
INDUSTRIES AGRICOLES ET ALIMENTAIRES	254	69,5	27,3	6,4	5,5	2,6	1,2
INDUSTRIES DES BIENS DE CONSOMMATION	463	127,1	37,5	10,3	9,4	3,7	4,0
INDUSTRIE AUTOMOBILE	97	56,6	12,6	5,9	3,2	1,1	0,2
INDUSTRIES DES BIENS D'EQUIPEMENT	579	181,2	40,0	19,6	11,0	2,9	1,0
INDUSTRIES DES BIENS INTERMEDIAIRES	1 270	304,0	70,1	26,7	18,8	6,8	4,1
ENERGIE	43	8,0	17,8	1,6	1,0	0,3	0,3
CONSTRUCTION	90	14,3	1,7	0,1	0,6	0,1	0,1
COMMERCE	2 067	216,0	117,1	14,3	12,3	3,4	1,8
TRANSPORTS	256	39,6	7,5	3,3	1,4	0,0	0,3
ACTIVITES FINANCIERES	843	52,8	nd	nd	nd	nd	nd
ACTIVITES IMMOBILIERES	1 325	3,8	2,1	0,0	0,7	0,5	0,6
SERVICES AUX ENTREPRISES	2 177	519,6	36,3	3,8	17,5	2,9	1,9
SERVICES AUX PARTICULIERS	269	52,9	4,8	0,1	2,1	0,7	0,7
EDUCATION, SANTE, ACTION SOCIALE	31	1,4	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>Ensemble</b>	<b>9 882</b>	<b>1 649,3</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>
<b>Ensemble sans secteur financier</b>	<b>9 039</b>	<b>1 596,5</b>	<b>375,5</b>	<b>92,4</b>	<b>83,7</b>	<b>24,9</b>	<b>16,1</b>

Sources : Lifi, Suse (brn+rsi)

REPARTITION SECTORIELLE DES ENTREPRISES DES **GROUPES ETRANGERS**  
**NOYAU DUR**, ENTREPRISES FRANCAISES  
 ANNEE 1998

Secteur d'entreprises	Immo, corporelles (milliards d'euros)	Ressources propres (milliards d'euros)	Nombre de groupes (1)
ACTIVITE NON DECLAREE	0,0	0,0	17
AGRICULTURE, SYLVICULTURE, PECHE	0,5	0,4	15
INDUSTRIES AGRICOLES ET ALIMENTAIRES	9,8	10,5	81
INDUSTRIES DES BIENS DE CONSOMMATION	9,6	12,7	172
INDUSTRIE AUTOMOBILE	5,2	3,2	43
INDUSTRIES DES BIENS D'EQUIPEMENT	10,4	10,8	203
INDUSTRIES DES BIENS INTERMEDIAIRES	39,9	26,3	418
ENERGIE	5,7	4,7	7
CONSTRUCTION	0,3	0,4	17
COMMERCE	11,3	16,9	460
TRANSPORTS	1,8	1,1	50
ACTIVITES FINANCIERES	nd	nd	135
ACTIVITES IMMOBILIERES	9,3	6,2	55
SERVICES AUX ENTREPRISES	12,0	74,4	217
SERVICES AUX PARTICULIERS	2,7	2,5	53
EDUCATION, SANTE, ACTION SOCIALE	0,0	0,0	2
<b>Ensemble tous secteurs</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	<b>1 945</b>
<b>Ensemble sans le secteur financier</b>	<b>118,5</b>	<b>170,2</b>	<b>1 810</b>

Sources : Lifi, Suse (brn+rsi)

(1) selon l'activité principale du groupe

Part des entreprises françaises des **groupes étrangers** dans l'économie française en 1998

Secteur d'entreprises	entreprises %	effectifs %	vabcf %	ebe %	immo incorp %	immo corp %	ress propres %
IAA	0,4	12,1	20,6	26,1	17,1	22,9	29,5
INDUSTRIE	1,5	20,2	25,1	30,4	36,3	28,3	24,7
ENERGIE	2,3	3,3	3,5	2,2	5,4	2,8	3,6
CONSTRUCTION	0,0	1,2	1,4	1,0	4,4	1,5	2,1
COMMERCE	0,4	8,3	11,5	11,4	5,2	12,4	14,7
TRANSPORTS	0,3	4,4	3,4	<i>ns</i>	7,8	1,3	2,3
SERVICES AUX ENTREPRISES	1,1	21,6	15,8	11,4	11,2	7,8	15,6
SERVICES AUX PARTICULIERS	0,1	6,0	6,2	5,4	2,8	6,3	9,3
<b>Total yc financier</b>	<b>0,5</b>	<b>11,8</b>	<b>na</b>	<b>na</b>	<b>na</b>	<b>na</b>	<b>na</b>
<b>Total sans secteur financier</b>	<b>0,5</b>	<b>12,5</b>	<b>14,2</b>	<b>14,8</b>	<b>12,8</b>	<b>10,5</b>	<b>14,7</b>

Sources : Lifi, Suse (brn+rsi)

*ns* : non significatif



IMPORTANCE DES GROUPES EN FONCTION DE LEUR TAILLE

**NOYAU DUR, ENTREPRISES FRANCAISES**

Année 1998

	Nombre de groupes	Nombre d'entreprises	Effectifs moyen par groupe (unité)	Effectif en France (milliers)	Chiffre d'affaires à l'export (milliards d'euros)	Chiffre d'affaires (milliards d'euros)	Chiffre d'affaires élargi (milliards d'euros)	Valeur ajoutée (milliards d'euros)
<b><i>ensemble sans secteur financier</i></b>								
Micro-groupes	7 378	26 675	116	857	46,3	235,3	239,1	45,1
Petits groupes	1 096	9 909	957	1 049	65,8	249,8	255,1	55,1
Moyens groupes	308	6 811	3 766	1 160	66,4	313,6	321,3	67,6
Grands groupes	75	8 960	41 575	3 118	120,3	598,7	623,4	168,8
<b>Total</b>	<b>8 857</b>	<b>52 355</b>	<b>698</b>	<b>6 184</b>	<b>298,8</b>	<b>1 397,4</b>	<b>1 438,9</b>	<b>336,5</b>
<b><i>Tous secteurs</i></b>								
Micro groupes	7 474	28 412	118	878	nd	nd	nd	nd
Petits groupes	1 118	9 585	958	1 071	nd	nd	nd	nd
Moyens groupes	317	6 902	3 794	1 203	nd	nd	nd	nd
Grands groupes	87	13 001	40 975	3 565	nd	nd	nd	nd
<b>Total yc le secteur financier</b>	<b>8 996</b>	<b>57 900</b>	<b>747</b>	<b>6 717</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>

Sources : Lifi, Suse (brn+rsi)

IMPORTANCE DES GROUPES EN FONCTION DE LEUR TAILLE  
**NOYAU DUR**, ENTREPRISES FRANCAISES  
 ANNEE 1998

	Excédent brut d'exploitation (milliards d'euros)	Immo, corporelles (milliards d'euros)	Immo, incorporelles (milliards d'euros)	Ressources propres (milliards d'euros)
<b><i>ensemble sans secteur financier</i></b>				
Micro groupes	14,6	116,8	9,6	92,9
Petits groupes	16,9	128,2	14,8	95,4
Moyens groupes	22,8	175,1	16,2	106,2
Grands groupes	50,5	553,7	25,5	486,2
<b><i>Total</i></b>	<b><i>104,8</i></b>	<b><i>973,8</i></b>	<b><i>66,0</i></b>	<b><i>780,7</i></b>
<b><i>Tous secteurs</i></b>				
Micro groupes	nd	nd	nd	nd
Petits groupes	nd	nd	nd	nd
Moyens groupes	nd	nd	nd	nd
Grands groupes	nd	nd	nd	nd
<b><i>Total yc le secteur financier</i></b>	<b><i>nd</i></b>	<b><i>nd</i></b>	<b><i>nd</i></b>	<b><i>nd</i></b>

Sources : Lifi, Suse (brn+rsi)

REPARTITION DES GROUPES SELON LA NATURE DE L'ACTIONNAIRE  
**NOYAU DUR** DES GROUPES, ENTREPRISES FRANCAISES  
 ANNEE 1998

	Nombre de groupes	Nombre d'entreprises	Effectifs salariés (milliers)	V.A brute coûts facteurs (milliards d'euros)	Excédent brut exploitation (milliards d'euros)	Immo. incorporelles (milliards d'euros)	Immo. corporelles (milliards d'euros)	Ressources propres (milliards d'euros)
<b>Toutes activités</b>								
Ensemble*		1 821 871	13 366	nd	nd	nd	nd	nd
Groupes étrangers	1 945	9 882	1 649	nd	nd	nd	nd	nd
Groupes privés	7 002	46 605	3 931	nd	nd	nd	nd	nd
Groupes publics	65	1 413	1 137	nd	nd	nd	nd	nd
<b>Total des groupes</b>	<b>9 012</b>	<b>57 900</b>	<b>6 717</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>
<b>Total groupes (%)</b>		<b>3,2</b>	<b>50,3</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>
<b>ensemble sans le secteur financier</b>								
Ensemble*		1 795 309	12 766	590,4	168,9	126,2	1 125,0	1 157,1
Groupes étrangers	1 810	9 039	1 597	83,7	24,9	16,1	118,5	170,2
Groupes privés	6 649	42 025	3 497	178,1	51,5	43,5	349,0	633,9
Groupes publics	57	1 238	1 083	74,2	28,1	6,3	312,0	168,4
<b>Total des groupes</b>	<b>8 516</b>	<b>52 302</b>	<b>6 177</b>	<b>336,0</b>	<b>104,6</b>	<b>65,9</b>	<b>779,5</b>	<b>972,5</b>
<b>ensemble sans le secteur financier</b>								
		%	%	%	%	%	%	%
Groupes étrangers		0,5	12,5	14,2	14,8	12,8	10,5	14,7
Groupes privés		2,3	27,4	30,2	30,5	34,5	31,0	54,8
Groupes publics		0,1	8,5	12,6	16,6	5,0	27,7	14,6
<b>Total groupes (%)</b>		<b>2,9</b>	<b>48,4</b>	<b>56,9</b>	<b>61,9</b>	<b>52,3</b>	<b>69,3</b>	<b>84,0</b>

Sources : Lifi, Suse (brn+rsi)

\* Suse : brn+rsi



REPARTITION SECTORIELLE DES ENTREPRISES DES GROUPES  
**CONTOUR ELARGI**, ENTREPRISES FRANCAISES  
 ANNEE 1999

Secteur d'entreprise	Nombre d'entreprises	Effectifs salariés (milliers)	Chiffres d'affaires élargi (milliards d'euros)	Exportations (milliards d'euros)	V.A. brute coûts facteurs (milliards d'euros)	Excédent brut exploitation (milliards d'euros)	Immo. Incorporelles (milliards d'euros)
ACTIVITE NON DECLAREE	353	0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
AGRICULTURE, SYLVICULTURE, PECHE	786	33	3,5	0,7	1,4	0,4	0,2
INDUSTRIES AGRICOLES ET ALIMENTAIRES	2 063	307	106,7	18,4	18,3	7,7	3,5
INDUSTRIES DES BIENS DE CONSOMMATION	2 780	393	95,4	23,4	25,6	9,1	8,3
INDUSTRIE AUTOMOBILE	300	245	152,9	45,2	17,5	7,5	0,5
INDUSTRIES DES BIENS D'EQUIPEMENT	2 405	525	126,8	67,1	31,6	6,9	5,5
INDUSTRIES DES BIENS INTERMEDIAIRES	5 970	930	193,1	70,9	51,6	16,0	8,4
ENERGIE	481	236	100,8	9,1	28,6	15,6	4,8
CONSTRUCTION	2 453	274	38,9	1,2	10,8	0,4	0,6
COMMERCE	11 742	1 079	491,3	51,2	49,0	14,4	13,8
TRANSPORTS	3 032	593	74,0	21,4	30,2	7,6	2,7
ACTIVITES FINANCIERES	7 191	551	nd	nd	nd	nd	nd
ACTIVITES IMMOBILIERES	11 767	63	24,7	0,2	8,5	6,0	2,1
SERVICES AUX ENTREPRISES	16 628	1 679	211,9	19,6	79,7	18,3	13,8
SERVICES AUX PARTICULIERS	3 518	249	35,4	6,9	13,8	5,7	11,8
EDUCATION, SANTE, ACTION SOCIALE	765	65	4,3	0,1	2,0	0,2	0,4
ADMINISTRATION	79	3	0,2	0,0	0,2	0,1	0,0
<b>Ensemble</b>	<b>72 313</b>	<b>7 225</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>
<b>Ensemble sans le secteur financier</b>	<b>65 122</b>	<b>6 674</b>	<b>1 660,0</b>	<b>335,3</b>	<b>368,7</b>	<b>115,9</b>	<b>76,6</b>

Sources : Lifi, Suse (brn+rsi)

REPARTITION SECTORIELLE DES ENTREPRISES DES GROUPES  
**CONTOUR ELARGI**, ENTREPRISES FRANCAISES  
 ANNEE 1999

Secteur d'entreprise	Immo. corporelles (milliards d'euros)	Ressources propres (milliards d'euros)	Nombre de groupes (1)
ACTIVITE NON DECLAREE	0,0	0,0	8
AGRICULTURE, SYLVICULTURE, PECHE	3,1	2,3	94
INDUSTRIES AGRICOLES ET ALIMENTAIRES	32,8	30,9	473
INDUSTRIES DES BIENS DE CONSOMMATION	25,1	37,8	755
INDUSTRIE AUTOMOBILE	37,5	23,6	84
INDUSTRIES DES BIENS D'EQUIPEMENT	29,6	43,2	630
INDUSTRIES DES BIENS INTERMEDIAIRES	102,0	80,6	1 528
ENERGIE	203,6	154,2	38
CONSTRUCTION	6,9	9,7	315
COMMERCE	48,8	74,3	2 380
TRANSPORTS	107,1	46,1	384
ACTIVITES FINANCIERES	nd	nd	477
ACTIVITES IMMOBILIERES	111,3	62,5	461
SERVICES AUX ENTREPRISES	130,3	581,9	1 271
SERVICES AUX PARTICULIERS	16,4	19,6	482
EDUCATION, SANTE, ACTION SOCIALE	2,1	1,1	194
ADMINISTRATION	1,0	0,7	10
<b>Ensemble</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	<b>9 584</b>
<b>Ensemble sans le secteur financier</b>	<b>858</b>	<b>1 168</b>	<b>9 107</b>

Sources : Lifi, Suse (brn+rsi)

(1) selon l'activité principale du groupe

REPARTITION SECTORIELLE DES ENTREPRISES DES GROUPES  
**NOYAU DUR**, ENTREPRISES FRANCAISES  
 Année 1999

Secteur d'entreprise	Nombre d'entreprises  (unité)	Effectif salarié  (milliers)	Chiffre d'affaires net élargi  (milliards d'euros)	CA net à l'export  (milliards d'euros)	VA brute au coût des facteurs  (milliards d'euros)	Excédent brut d'exploitation  (milliards d'euros)	Immobilisations incorporelles  (milliards d'euros)
Indéterminé	278	0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Agriculture	604	30	3,2	0,7	1,3	0,4	0,2
Industries agricoles et alimentaires	1 696	288	102,4	17,8	17,5	7,4	3,4
Biens de consommation	2 385	376	92,9	22,9	24,8	8,9	8,2
Industrie automobile	269	236	149,8	44,6	17,0	7,3	0,5
Biens d'équipement	2 018	506	123,4	65,8	30,7	6,7	5,4
Biens intermédiaires	5 028	896	186,4	69,5	50,0	15,5	8,1
Energie	384	233	99,7	9,0	28,2	15,4	4,5
Construction	2 250	266	37,7	1,2	10,5	0,4	0,6
Commerce	10 323	1040	469,9	48,9	47,5	14,0	13,4
Transports	2 616	571	71,5	20,9	29,3	7,4	2,5
Activités financières	6 419	546	nd	nd	nd	nd	nd
Activités immobilières	9 566	48	19,6	0,2	6,3	4,3	1,9
Services aux entreprises	14 397	1641	204,9	18,4	77,5	17,8	13,1
Services aux particuliers	2 928	232	33,6	6,8	12,8	5,3	10,8
Education	669	61	4,0	0,1	1,9	0,2	0,4
Administration	70	3	0,2	0,0	0,2	0,1	0,0
<b>Ensemble tous secteurs</b>	<b>61 900</b>	<b>6974</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>
<b>Ensemble sans secteur financier</b>	<b>55 481</b>	<b>6428</b>	<b>1599,2</b>	<b>326,9</b>	<b>355,4</b>	<b>111,1</b>	<b>73,0</b>

Sources : Lifi, Suse (brn+rsi)

REPARTITION SECTORIELLE DES ENTREPRISES DES GROUPES

**NOYAU DUR, ENTREPRISES FRANCAISES**

Année 1999

Secteur d'entreprise	Immobilisations corporelles (milliards d'euros)	Ressources propres (milliards d'euros)	Nombre de Groupes (1)
Indéterminé	0,0	0,0	8
Agriculture	2,9	2,1	94
Industries agricoles et alimentaires	31,1	29,9	473
Biens de consommation	24,4	37,2	755
Industrie automobile	36,3	23,3	84
Biens d'équipement	29,0	42,4	630
Biens intermédiaires	97,7	78,7	1 528
Energie	201,2	152,0	38
Construction	6,7	9,6	315
Commerce	47,1	72,6	2 380
Transports	104,6	45,1	384
Activités financières	nd	nd	477
Activités immobilières	82,0	57,9	461
Services aux entreprises	125,6	576,3	1 271
Services aux particuliers	13,9	18,8	482
Education	2,0	1,1	194
Administration	1,1	0,8	10
<b>Ensemble tous secteurs</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	<b>9 584</b>
<b>Ensemble sans secteur financier</b>	<b>805,5</b>	<b>1147,6</b>	<b>9 107</b>

Sources : Lifi, Suse (brn+rsi)

(1) selon l'activité principale du groupe



Part des entreprises françaises des groupes par grands secteurs dans l'ensemble de l'économie française  
Année 1999

Secteur d'entreprises	entreprises %	effectifs %	vabcf %	ebe %	immo incorp %	immo corp %	ress propres %
IAA	2,6	49,6	63,1	70,2	47,2	70,5	80,9
INDUSTRIE	6,0	60,7	70,7	77,6	81,9	79,1	84,1
ENERGIE	19,3	98,1	97,5	97,6	91,7	98,2	98,2
CONSTRUCTION	0,8	21,9	23,9	5,0	37,6	29,1	50,1
COMMERCE	2,0	39,0	42,0	43,7	36,0	49,7	56,5
TRANSPORTS	3,0	60,8	66,9	68,4	64,0	71,1	86,9
SERVICES AUX ENTREPRISES	7,1	63,8	64,9	69,1	66,9	78,7	92,8
SERVICES AUX PARTICULIERS	1,0	25,5	34,6	41,6	38,9	30,6	65,3
<b>Total tous secteurs</b>	<b>3,3</b>	<b>50,8</b>	<b>69,0</b>	<b>81,8</b>	<b>55,7</b>	<b>72,1</b>	<b>89,4</b>
<b>Total sans le secteur financier</b>	<b>3,0</b>	<b>49,9</b>	<b>57,0</b>	<b>61,1</b>	<b>53,7</b>	<b>69,5</b>	<b>85,0</b>

Sources : Lifi, Suse (brn+rsi)

REPARTITION SECTORIELLE DES ENTREPRISES DES **GROUPES PUBLICS**  
**NOYAU DUR**, ENTREPRISES FRANCAISES  
 ANNEE 1999

Secteur d'entreprise	Nombre d'entreprises	Effectifs salariés (milliers)	Chiffres d'affaires élargi (milliards d'euros)	Exportations (milliards d'euros)	V.A. brute coûts facteurs (milliards d'euros)	Excédent brut exploitation (milliards d'euros)	Immo. Incorporables (milliards d'euros)
ACTIVITE NON DECLAREE	3	0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
AGRICULTURE, SYLVICULTURE, PECHE	3	13	0,5	0,1	0,4	0,0	0,0
INDUSTRIES AGRICOLES ET ALIMENTAIRES	1	0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
INDUSTRIES DES BIENS DE CONSOMMATION	14	6	1,0	0,4	0,2	0,0	0,1
INDUSTRIES DES BIENS D'EQUIPEMENT	56	40	9,0	5,0	2,5	0,5	0,3
INDUSTRIES DES BIENS INTERMEDIAIRES	50	12	1,7	0,7	0,7	0,1	0,1
ENERGIE	48	164	43,6	4,8	21,7	12,5	1,5
CONSTRUCTION	23	7	0,9	0,1	0,3	0,0	0,1
COMMERCE	41	3	4,1	1,5	0,1	0,0	0,0
TRANSPORTS	191	298	26,6	8,8	15,9	3,0	0,4
ACTIVITES FINANCIERES	106	24	nd	nd	nd	nd	nd
ACTIVITES IMMOBILIERES	174	2	1,0	0,0	0,4	0,3	0,0
SERVICES AUX ENTREPRISES	484	474	51,4	1,8	28,5	10,6	2,5
SERVICES AUX PARTICULIERS	81	21	9,2	5,7	2,4	1,1	1,7
EDUCATION, SANTE, ACTION SOCIALE	1	0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
ADMINISTRATION	2	1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>Ensemble</b>	<b>1 278</b>	<b>1065</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>
<b>Ensemble sans le secteur financier</b>	<b>1 172</b>	<b>1 041</b>	<b>149,0</b>	<b>28,8</b>	<b>73,1</b>	<b>28,3</b>	<b>6,6</b>

Sources : Lifi, Suse (brn+rsi)

REPARTITION SECTORIELLE DES ENTREPRISES DES **GROUPES PUBLICS**  
**NOYAU DUR**, ENTREPRISES FRANCAISES  
 ANNEE 1999

Secteur d'entreprise	Immo. corporelles (milliards d'euros)	Ressources propres (milliards d'euros)	Nombre de groupes (1)
ACTIVITE NON DECLAREE	0,0	0,0	.
AGRICULTURE, SYLVICULTURE, PECHE	0,8	0,2	s
INDUSTRIES AGRICOLES ET ALIMENTAIRES	0,0	0,0	.
INDUSTRIES DES BIENS DE CONSOMMATION	0,4	0,2	s
INDUSTRIES DES BIENS D'EQUIPEMENT	3,6	4,7	s
INDUSTRIES DES BIENS INTERMEDIAIRES	1,7	0,8	3
ENERGIE	174,3	92,1	3
CONSTRUCTION	1,0	0,5	s
COMMERCE	0,1	0,4	s
TRANSPORTS	47,9	17,0	7
ACTIVITES FINANCIERES	nd	nd	6
ACTIVITES IMMOBILIERES	7,3	4,3	s
SERVICES AUX ENTREPRISES	71,5	57,4	14
SERVICES AUX PARTICULIERS	2,4	2,1	14
EDUCATION, SANTE, ACTION SOCIALE	0,0	0,0	.
ADMINISTRATION	0,0	0,0	s
<b>Ensemble</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	<b>58</b>
<b>Ensemble sans le secteur financier</b>	<b>311,1</b>	<b>179,7</b>	<b>52</b>

Sources : Lifi, Suse (brn+rsi)

(1) selon l'activité principale du groupe

s :secret statistique

Part des entreprises françaises des **groupes publics** dans l'ensemble de l'économie française

Année 1999

Secteur d'entreprises	entreprises %	effectifs %	vabcf %	ebe %	immo incorp %	immo corp %	ress propres %
IAA	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
INDUSTRIE	0,1	1,7	1,9	1,2	1,6	2,4	2,7
ENERGIE	2,4	69,2	74,9	79,5	29,9	85,1	59,5
CONSTRUCTION	0,0	0,5	0,7	0,6	7,7	4,4	2,5
COMMERCE	0,0	0,1	0,1	0,0	0,0	0,1	0,3
TRANSPORTS	0,2	31,7	36,3	27,6	8,9	32,6	32,8
SERVICES AUX ENTREPRISES	0,2	18,4	23,8	41,3	12,7	44,9	9,2
SERVICES AUX PARTICULIERS	0,0	2,4	6,4	8,9	6,1	5,2	7,2
<b>Total tous secteurs</b>	<b>0,1</b>	<b>7,8</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>
<b>Total sans le secteur financier</b>	<b>0,1</b>	<b>7,9</b>	<b>11,7</b>	<b>15,6</b>	<b>4,8</b>	<b>26,9</b>	<b>13,3</b>

Sources : Lifi, Suse (brn+rsi)

REPARTITION SECTORIELLE DES ENTREPRISES DES **GROUPES PRIVES**  
**NOYAU DUR**, ENTREPRISES FRANCAISES  
 ANNEE 1999

Secteur d'entreprise	Nombre d'entreprises	Effectifs salariés (milliers)	Chiffres d'affaires élargi (milliards d'euros)	Exportations (milliards d'euros)	V.A. brute coûts facteurs (milliards d'euros)	Excédent brut exploitation (milliards d'euros)	Immo incorporelles (milliards d'euros)
ACTIVITE NON DECLAREE	222	0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
AGRICULTURE, SYLVICULTURE, PECHE	544	15	2,1	0,3	0,7	0,2	0,1
INDUSTRIES AGRICOLES ET ALIMENTAIRES	1 406	206	63,4	11,4	11,1	4,5	1,9
INDUSTRIES DES BIENS DE CONSOMMATION	1 885	244	54,9	12,4	14,9	5,0	5,7
INDUSTRIE AUTOMOBILE	165	177	135,6	37,9	13,5	6,1	0,3
INDUSTRIES DES BIENS D'EQUIPEMENT	1 347	276	71,7	40,7	16,7	3,5	3,9
INDUSTRIES DES BIENS INTERMEDIAIRES	3 625	548	105,9	38,1	28,4	7,9	3,6
ENERGIE	289	61	37,6	2,2	5,1	2,0	2,5
CONSTRUCTION	2 120	246	35,0	1,0	9,6	0,4	0,4
COMMERCE	8 184	807	338,7	31,8	33,8	10,1	11,1
TRANSPORTS	2 132	222	35,6	8,8	11,6	4,4	1,8
ACTIVITES FINANCIERES	5 456	467	nd	nd	nd	nd	nd
ACTIVITES IMMOBILIERES	8 114	42	16,4	0,2	5,0	3,4	1,4
SERVICES AUX ENTREPRISES	11 599	579	114,3	13,0	29,3	4,6	8,6
SERVICES AUX PARTICULIERS	2 559	155	19,1	1,0	8,1	3,4	8,2
EDUCATION, SANTE, ACTION SOCIALE	621	58	3,8	0,1	1,8	0,2	0,4
ADMINISTRATION	68	2	0,2	0,0	0,2	0,1	0,0
<i>Ensemble</i>	<i>50 336</i>	<i>4 104</i>	<i>nd</i>	<i>nd</i>	<i>nd</i>	<i>nd</i>	<i>nd</i>
<b><i>Ensemble sans secteur financier</i></b>	<b><i>44 880</i></b>	<b><i>3 638</i></b>	<b><i>1 034,4</i></b>	<b><i>198,7</i></b>	<b><i>189,9</i></b>	<b><i>55,7</i></b>	<b><i>49,9</i></b>

Sources : Lifi, Suse (brn+rsi)

REPARTITION SECTORIELLE DES ENTREPRISES **DES GROUPES PRIVES**  
**NOYAU DUR**, ENTREPRISES FRANCAISES  
 ANNEE 1999

Secteur d'entreprise	Immo. corporelles (milliards d'euros)	Ressources propres (milliards d'euros)	Nombre de groupes (1)
ACTIVITE NON DECLAREE	0,0	0,0	6
AGRICULTURE, SYLVICULTURE, PECHE	1,5	1,6	76
INDUSTRIES AGRICOLES ET ALIMENTAIRES	20,1	18,0	386
INDUSTRIES DES BIENS DE CONSOMMATION	14,2	24,1	574
INDUSTRIE AUTOMOBILE	30,7	20,2	39
INDUSTRIES DES BIENS D'EQUIPEMENT	14,8	26,2	417
INDUSTRIES DES BIENS INTERMEDIAIRES	50,6	48,1	1 070
ENERGIE	21,1	54,9	27
CONSTRUCTION	5,3	8,6	296
COMMERCE	35,5	53,4	1 883
TRANSPORTS	54,9	27,0	323
ACTIVITES FINANCIERES	nd	nd	336
ACTIVITES IMMOBILIERES	66,3	46,9	394
SERVICES AUX ENTREPRISES	42,6	438,5	1 010
SERVICES AUX PARTICULIERS	8,4	14,3	417
EDUCATION, SANTE, ACTION SOCIALE	1,9	1,1	189
ADMINISTRATION	1,0	0,7	8
<b>Ensemble</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	<b>7 451</b>
<b>Ensemble sans secteur financier</b>	<b>369,1</b>	<b>783,6</b>	<b>7 115</b>

Sources : Lifi, Suse (brn+rsi)

(1) selon l'activité principale du groupe

Part des entreprises françaises des **groupes privés** dans l'ensemble de l'économie française en 1999

Secteur d'entreprises	entreprises %	effectifs %	vabcf %	ebe %	immo incorp %	immo corp %	ress propres %
IAA	2,2	35,5	39,9	42,2	26,1	45,8	48,7
INDUSTRIE	4,4	37,6	42,4	45,4	50,1	46,6	54,9
ENERGIE	14,5	25,7	17,6	12,9	51,1	10,3	35,5
CONSTRUCTION	0,8	20,2	22,0	4,7	26,1	23,2	45,2
COMMERCE	1,6	30,3	29,9	31,3	29,8	37,4	41,6
TRANSPORTS	2,5	23,6	26,5	40,5	45,6	37,4	52,0
SERVICES AUX ENTREPRISES	5,7	22,5	24,5	17,9	43,6	26,7	70,6
SERVICES AUX PARTICULIERS	0,9	17,0	21,9	26,8	29,5	18,5	49,5
<b>Total tous secteurs</b>	<b>2,7</b>	<b>29,9</b>	<b>na</b>	<b>na</b>	<b>na</b>	<b>na</b>	<b>na</b>
<b>Total sans secteur financier</b>	<b>2,4</b>	<b>27,7</b>	<b>30,5</b>	<b>30,6</b>	<b>36,6</b>	<b>31,9</b>	<b>58,0</b>

Sources : Lifi, Suse (brn+rsi)

REPARTITION SECTORIELLE DES ENTREPRISES DES **GROUPES ETRANGERS**  
**NOYAU DUR**, ENTREPRISES FRANCAISES  
 ANNEE 1999

Secteur d'entreprise	Nombre d'entreprises	Effectifs salariés (milliers)	Chiffres d'affaires élargi (milliards d'euros)	Exportations (milliards d'euros)	V.A. brute coûts facteurs (milliards d'euros)	Excédent brut exploitation (milliards d'euros)	Immo. Incorporables (milliards d'euros)
ACTIVITE NON DECLAREE	53	0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
AGRICULTURE, SYLVICULTURE, PECHE	57	3	0,6	0,2	0,2	0,1	0,1
INDUSTRIES AGRICOLES ET ALIMENTAIRES	289	82	39,0	6,4	6,4	3,0	1,5
INDUSTRIES DES BIENS DE CONSOMMATION	486	127	37,0	10,2	9,7	3,9	2,4
INDUSTRIE AUTOMOBILE	104	58	14,1	6,7	3,5	1,2	0,2
INDUSTRIES DES BIENS D'EQUIPEMENT	615	190	42,7	20,2	11,5	2,7	1,2
INDUSTRIES DES BIENS INTERMEDIAIRES	1 352	336	78,5	30,5	21,0	7,5	4,4
ENERGIE	47	8	18,5	2,0	1,4	0,8	0,5
CONSTRUCTION	107	14	1,8	0,1	0,5	0,0	0,1
COMMERCE	2 099	230	127,1	15,6	13,5	3,9	2,3
TRANSPORTS	293	51	9,3	3,4	1,8	0,0	0,4
ACTIVITES FINANCIERES	857	55	nd	nd	nd	nd	nd
ACTIVITES IMMOBILIERES	1 278	4	2,1	0,1	0,8	0,6	0,5
SERVICES AUX ENTREPRISES	2 314	589	39,2	3,7	19,7	2,5	2,1
SERVICES AUX PARTICULIERS	288	56	5,2	0,2	2,3	0,7	0,9
EDUCATION, SANTE, ACTION SOCIALE	47	3	0,2	0,0	0,1	0,0	0,0
<b>Ensemble</b>	<b>10 286</b>	<b>1 805</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>
<b>Ensemble sans secteur financier</b>	<b>9 429</b>	<b>1 750</b>	<b>415,4</b>	<b>99,2</b>	<b>92,5</b>	<b>27,1</b>	<b>16,6</b>

Sources : Lifi, Suse (brn+rsi)



REPARTITION SECTORIELLE DES ENTREPRISES DES **GROUPES ETRANGERS**  
 NOYAU DUR, ENTREPRISES FRANCAISES  
 ANNEE 1999

Secteur d'entreprise	Immo. corporelles (milliards d'euros)	Ressources propres (milliards d'euros)	Nombre de groupes (1)
ACTIVITE NON DECLAREE	0,0	0,0	2
AGRICULTURE, SYLVICULTURE, PECHE	0,5	0,4	17
INDUSTRIES AGRICOLES ET ALIMENTAIRES	10,9	11,9	87
INDUSTRIES DES BIENS DE CONSOMMATION	9,7	12,9	179
INDUSTRIE AUTOMOBILE	5,6	3,2	45
INDUSTRIES DES BIENS D'EQUIPEMENT	10,5	11,5	211
INDUSTRIES DES BIENS INTERMEDIAIRES	45,2	29,6	455
ENERGIE	5,8	5,0	8
CONSTRUCTION	0,4	0,5	18
COMMERCE	11,5	18,7	496
TRANSPORTS	1,8	1,1	54
ACTIVITES FINANCIERES	nd	nd	135
ACTIVITES IMMOBILIERES	8,3	6,7	65
SERVICES AUX ENTREPRISES	11,4	80,4	247
SERVICES AUX PARTICULIERS	3,1	2,5	51
EDUCATION, SANTE, ACTION SOCIALE	0,1	0,0	5
<i>Ensemble</i>	<i>nd</i>	<i>nd</i>	<i>2075</i>
<b><i>Ensemble sans secteur financier</i></b>	<b>124,8</b>	<b>184,2</b>	<b>1940</b>

Sources : Lifi, Suse (brn+rsl)

(1) selon l'activité principale du groupe

Part des entreprises françaises des **groupes étrangers** dans l'ensemble de l'économie française en 1999

Secteur d'entreprises	entreprises %	effectifs %	vabcf %	ebe %	immo incorp %	immo corp %	ress propres %
IAA	0,4	14,1	23,1	28,0	21,0	24,7	32,2
INDUSTRIE	1,6	21,5	26,3	31,0	30,3	30,0	26,5
ENERGIE	2,4	3,2	5,0	5,2	10,8	2,8	3,2
CONSTRUCTION	0,0	1,1	1,3	<i>ns</i>	3,9	1,6	2,4
COMMERCE	0,4	8,6	12,0	12,3	6,2	12,2	14,6
TRANSPORTS	0,3	5,4	4,1	0,3	9,7	1,2	2,1
SERVICES AUX ENTREPRISES	1,1	22,9	16,5	9,9	10,6	7,1	12,9
SERVICES AUX PARTICULIERS	0,1	6,2	6,3	5,9	3,3	6,9	8,6
<b>Total tous secteurs</b>	<b>0,5</b>	<b>13,1</b>	<b><i>na</i></b>	<b><i>na</i></b>	<b><i>na</i></b>	<b><i>na</i></b>	<b><i>Na</i></b>
<b>Total sans secteur financier</b>	<b>0,5</b>	<b>13,3</b>	<b>14,8</b>	<b>14,9</b>	<b>12,2</b>	<b>10,8</b>	<b>13,6</b>

Sources : Lifi, Suse (brn+rsi)

*Ns* : non significatif

IMPORTANCE DES GROUPES EN FONCTION DE LEUR TAILLE  
**NOYAU DUR**, ENTREPRISES FRANCAISES  
 ANNEE 1999

	Nombre de groupes	Nombre d'entreprises	Effectifs moyen par groupe (unité)	Effectifs salariés (milliers)	Exportations (milliards d'euros)	Chiffre d'affaires (milliards d'euros)	Chiffre d'affaires élargi (milliards d'euros)	V.A. brute coûts facteurs (milliards d'euros)
<b><i>ensemble sans le secteur financier</i></b>								
Micro groupes	7 929	28 855	116	917	47,2	254,9	259,6	48,7
Petits groupes	1 125	10 187	953	1 072	77,8	265,2	270,2	56,2
Moyens groupes	333	7 608	3 799	1 265	72,1	337,8	346,0	72,5
Grands groupes	76	8 888	41 830	3 179	130,1	695,7	724,7	178,3
<b>Total</b>	<b>9 463</b>	<b>55 538</b>	<b>680</b>	<b>6 433</b>	<b>327,2</b>	<b>1 553,6</b>	<b>1 600,5</b>	<b>355,7</b>
<b><i>Tous secteurs</i></b>								
Micro groupes	8 008	30 708	117	937	nd	nd	nd	nd
Petits groupes	1 146	10 008	954	1 093	nd	nd	nd	nd
Moyens groupes	343	7 524	3 829	1 313	nd	nd	nd	nd
Grands groupes	87	13 660	41 728	3 630	nd	nd	nd	nd
<b>Total yc le secteur Financier</b>	<b>9 584</b>	<b>61 900</b>	<b>728</b>	<b>6 974</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>

Sources : Lifi, Suse (brn+rsi)

IMPORTANCE DES GROUPES EN FONCTION DE LEUR TAILLE  
**NOYAU DUR**, ENTREPRISES FRANCAISES  
 ANNEE 1999

	Excédent brut exploitation (milliards d'euros)	Immo. incorporelles (milliards d'euros)	Immo. corporelles (milliards d'euros)	Ressources propres (milliards d'euros)
<b>Ensemble sans le secteur financier</b>				
Micro groupes	15,6	11,3	97,1	132,7
Petits groupes	16,3	14,7	101,1	132,4
Moyens groupes	23,1	17,4	115,1	181,2
Grands groupes	56,2	29,7	492,2	705,1
<b>Total</b>	<b>111,2</b>	<b>73,1</b>	<b>805,5</b>	<b>1 151,4</b>
<b>Tous secteurs</b>				
Micro groupes	nd	nd	nd	nd
Petits groupes	nd	nd	nd	nd
Moyens groupes	nd	nd	nd	nd
Grands groupes	nd	nd	nd	nd
<b>Total yc le secteur Financier</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>

Sources : Lifi, Suse (brn+rsi)

REPARTITION DES GROUPES SUIVANT LA NATURE DE L'ACTIONNAIRE MAJORITAIRE  
**NOYAU DUR**, ENTREPRISES FRANCAISES

ANNEE 1999

	Nombre de groupes	nbre entreprises	Effectifs salariés (milliers)	V.A brute coûts facteurs (milliards d'euros)	Excédent brut exploitation (milliards d'euros)	Immo. incorporelles (milliards d'euros)	Immo. corporelles (milliards d'euros)	Ressources propres (milliards d'euros)
<b>toutes activités</b>								
Ensemble*		1 872 858	13728	nd	nd	nd	nd	nd
Groupes étrangers	2 075	10 286	1805	nd	nd	nd	nd	nd
Groupes privés	7 451	50 336	4104	nd	nd	nd	nd	nd
Groupes publics	58	1 278	1065	nd	nd	nd	nd	nd
<b>Total des groupes</b>	<b>9 584</b>	<b>61 900</b>	<b>6974</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>
<b>Total groupes (%)</b>		<b>3,3</b>	<b>50,8</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>
<b>ensemble sans le secteur financier</b>								
Ensemble*		1 845 136	13121	623,5	182,0	136,1	1 158,2	1 350,0
Groupes étrangers	1 940	9 429	1750	92,5	27,1	16,6	124,8	184,2
Groupes privés	7 115	44 880	3638	189,9	55,7	49,9	369,1	783,6
Groupes publics	52	1 172	1041	73,1	28,3	6,6	311,1	179,7
<b>Total des groupes</b>	<b>9 107</b>	<b>55 481</b>	<b>6428</b>	<b>355,4</b>	<b>111,1</b>	<b>73,1</b>	<b>805,0</b>	<b>1 147,5</b>
<b>ensemble sans le secteur financier</b>		%	%	%	%	%	%	%
Groupes étrangers		0,5	13,3	14,8	14,9	12,2	10,8	13,6
Groupes privés		2,4	27,7	30,5	30,6	36,6	31,9	58,0
Groupes publics		0,1	7,9	11,7	15,6	4,8	26,9	13,3
<b>Total des groupes</b>		<b>3,0</b>	<b>49,0</b>	<b>57,0</b>	<b>61,1</b>	<b>53,7</b>	<b>69,5</b>	<b>85,0</b>

Sources : Lifi, Suse (brn+rsi)

\* Suse : brn+rsi



## **ANNEXE V : Tableaux 1989–1991**

Ces tableaux sont issus des enquêtes LIFI et de l'appariement des entreprises de LIFI avec les fichiers SUSE, champ BRN (bénéfice réel normal) uniquement. L'activité est issue de l'activité codée dans la nomenclature NAP utilisée jusqu'en 1992. Il n'y a donc pas de comparaison directe possible avec les années suivantes (1993-1999).

Pour le secteur financier (organismes financiers et assurances) seuls sont conservés les effectifs et le nombre d'entreprises. La comptabilité de ces secteurs étant particulière, les données comptables récupérées dans les fichiers SUSE ne sont pas comparables à celles des autres secteurs. Nous avons donc préféré les éliminer.

Compte tenu de la date de parution de ce document, tous les montants ont été convertis en euros. (1euro = 6,55957 francs)

Les mêmes tableaux existent aussi en francs. Ils sont disponibles sur cédérom et à la section LIFI de la direction générale.

rappel :SUSE= système unifié de statistiques d'entreprises,  
champ brn= ensemble des entreprises relevant du régime fiscal du bénéfice réel normal.





REPARTITION SECTORIELLE DES ENTREPRISES DES GROUPES  
**CONTOUR ELARGI**, ENTREPRISES FRANCAISES  
 ANNEE 1989

Secteur de l'entreprise	Nombre entreprises	Effectifs salariés (milliers)	Chiffre d'affaires élargi (milliards d'euros)	Exportations (milliards d'euros)	V.A. brute coûts facteurs (milliards d'euros)	Excédent brut d'exploitation (milliards d'euros)	Immo. incorporelles (milliards d'euros)
ACTIVITES NON DECLAREE	206	0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
AGRICULTURE, SYLVICULTURE, PECHE	274	8	1,4	0,3	0,3	0,1	0,0
INDUSTRIES AGRICOLES ET ALIMENTAIRES	1 002	237	64,5	10,6	11,6	5,0	0,7
PRODUCTION T DISTRIBUTION D'ENERGIE	222	245	69,5	5,7	22,7	12,6	2,1
INDUSTRIES DES BIENS INTERMEDIAIRES	2 192	607	102,5	33,3	32,7	13,7	1,1
INDUSTRIES DES BIENS D'EQUIPEMENT	1 344	620	88,6	35,2	29,8	8,2	1,5
INDUSTRIES DES BIENS D'EQUIPEMENT MENAGER	68	51	6,1	1,9	1,6	0,4	0,0
CONSTRUCTION VEHICULES ET AUTRES MAT TRANSP	190	317	62,5	21,6	14,9	6,1	0,6
INDUSTRIE BIENS CONSOMMATION COURANTE	1 631	389	58,2	12,2	17,3	5,6	1,2
INDUSTRIE MISE EN ŒUVRE BATIMENT GENIE CIV	1 211	324	29,9	1,2	9,2	0,7	0,2
COMMERCE	3 746	596	187,1	21,5	21,3	6,1	1,5
TRANSPORTS ET TELECOMMUNICATIONS	1 285	481	40,7	14,6	20,5	5,0	0,5
SERVICES MARCHANDS	7 681	673	78,4	5,9	27,6	8,8	4,1
LOCATION DE BIENS IMMOBILIERS	862	16	4,6	0,0	2,5	2,1	0,1
ASSURANCES	223	78	nd	nd	nd	nd	nd
ORGANISMES FINANCIERS	2 708	333	nd	nd	nd	nd	nd
SERVICES NON MARCHANDS	81	26	0,5	0,0	0,2	0,0	0,1
<b>Ensemble</b>	<b>24 926</b>	<b>5001</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>
<b>Ensemble sans le secteur financier(*)</b>	<b>21 995</b>	<b>4590</b>	<b>794,5</b>	<b>164,0</b>	<b>212,4</b>	<b>74,5</b>	<b>13,9</b>

(\*)secteur financier = assurances+organismes financiers

Sources : Lifi, Suse (brn)

REPARTITION SECTORIELLE DES ENTREPRISES DES GROUPES  
**CONTOUR ELARGI**, ENTREPRISES FRANCAISES  
 ANNEE 1989

Secteur de l'entreprise	Immo. corporelles (milliards d'euros)	Ressources propres (milliards d'euros)	Nombre de groupes (1)
ACTIVITES NON DECLAREE	0,0	0,0	3
AGRICULTURE, SYLVICULTURE, PECHE	0,6	0,6	16
INDUSTRIES AGRICOLES ET ALIMENTAIRES	14,3	13,0	174
PRODUCTION T DISTRIBUTION D'ENERGIE	125,2	57,1	24
INDUSTRIES DES BIENS INTERMEDIAIRES	47,9	35,5	293
INDUSTRIES DES BIENS D'EQUIPEMENT	22,6	25,0	252
INDUSTRIES DES BIENS D'EQUIPEMENT MENAGER	1,7	1,1	20
CONSTRUCTION VEHICULES ET AUTRES MAT TRANSP	21,8	14,7	50
INDUSTRIE BIENS CONSOMMATION COURANTE	13,4	17,9	345
INDUSTRIE MISE EN ŒUVRE BATIMENT GENIE CIV	3,6	7,1	96
COMMERCE	16,8	20,1	371
TRANSPORTS ET TELECOMMUNICATIONS	65,7	22,2	107
SERVICES MARCHANDS	31,0	107,8	444
LOCATION DE BIENS IMMOBILIERS	19,0	13,8	24
ASSURANCES	nd	nd	34
ORGANISMES FINANCIERS	nd	nd	123
SERVICES NON MARCHANDS	0,1	0,6	7
<b>Ensemble</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	<b>2 383</b>
<b>Ensemble sans le secteur financier(*)</b>	<b>383,9</b>	<b>336,4</b>	<b>2226</b>

(\*)secteur financier = assurances+organismes financiers

(1) selon l'activité principale du groupe

Source : Lifi, Suse (brn)

REPARTITION SECTORIELLE DES ENTREPRISES DES GROUPES  
**NOYAU DUR**, ENTREPRISES FRANCAISES  
 ANNEE 1989

Secteur de l'entreprise	Nombre entreprises	Effectifs salariés (milliers)	Chiffre d'affaires élargi (milliards d'euros)	Exportations (milliards d'euros)	V.A. brute coûts facteurs (milliards d'euros)	Excédent brut d'exploitation (milliards d'euros)	Immo. incorporelles (milliards d'euros)
ACTIVITES NON DECLAREE	143	0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
AGRICULTURE, SYLVICULTURE, PECHE	178	7	1,0	0,2	0,3	0,1	0,0
INDUSTRIES AGRICOLES ET ALIMENTAIRES	726	211	57,8	9,7	10,7	4,7	0,7
PRODUCTION T DISTRIBUTION D'ENERGIE	154	241	68,3	5,6	22,3	12,3	2,1
INDUSTRIES DES BIENS INTERMEDIAIRES	1 707	583	98,4	32,4	31,7	13,4	1,1
INDUSTRIES DES BIENS D'EQUIPEMENT	1 082	597	86,2	34,4	29,0	8,0	1,3
INDUSTRIES DES BIENS D'EQUIPEMENT MENAGER	60	50	6,0	1,9	1,6	0,4	0,0
CONSTRUCTION VEHICULES ET AUTRES MAT TRANSP	161	308	60,8	21,4	14,6	6,0	0,6
INDUSTRIE BIENS CONSOMMATION COURANTE	1 343	365	55,1	11,7	16,4	5,3	1,2
INDUSTRIE MISE EN ŒUVRE BATIMENT GENIE CIV	1 078	314	28,9	1,1	8,9	0,7	0,1
COMMERCE	3 072	568	172,2	19,4	20,1	5,6	1,4
TRANSPORTS ET TELECOMMUNICATIONS	1 011	464	38,8	13,9	19,7	4,8	0,4
SERVICES MARCHANDS	5 814	631	71,1	5,0	25,3	8,0	3,1
LOCATION DE BIENS IMMOBILIERS	659	9	2,7	0,0	1,4	1,1	0,1
ASSURANCES	190	77	nd	nd	nd	nd	nd
ORGANISMES FINANCIERS	2 002	326	nd	nd	nd	nd	nd
SERVICES NON MARCHANDS	51	25	0,2	0,0	0,2	0,0	0,1
<b>Ensemble</b>	<b>19 431</b>	<b>4774</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>
<b>Ensemble sans le secteur financier(*)</b>	<b>17239</b>	<b>4372</b>	<b>747,6</b>	<b>156,9</b>	<b>202,0</b>	<b>70,4</b>	<b>12,3</b>

(\*) secteur financier = assurances+organismes financiers

Sources : Lifi, Suse (brn)

REPARTITION SECTORIELLE DES ENTREPRISES DES GROUPES  
**NOYAU DUR**, ENTREPRISES FRANCAISES  
 ANNEE 1989

Secteur de l'entreprise	Immo. corporelles (milliards d'euros)	Ressources propres (milliards d'euros)	Nombre de groupes (1)
ACTIVITES NON DECLAREE	0,0	0,0	3
AGRICULTURE, SYLVICULTURE, PECHE	0,5	0,5	16
INDUSTRIES AGRICOLES ET ALIMENTAIRES	13,2	12,1	174
PRODUCTION T DISTRIBUTION D'ENERGIE	122,1	54,8	24
INDUSTRIES DES BIENS INTERMEDIAIRES	46,3	34,5	293
INDUSTRIES DES BIENS D'EQUIPEMENT	22,1	24,4	252
INDUSTRIES DES BIENS D'EQUIPEMENT MENAGER	1,6	1,0	20
CONSTRUCTION VEHICULES ET AUTRES MAT TRANSP	21,0	14,6	50
INDUSTRIE BIENS CONSOMMATION COURANTE	12,7	17,3	345
INDUSTRIE MISE EN ŒUVRE BATIMENT GENIE CIV	3,2	6,7	96
COMMERCE	15,9	19,0	371
TRANSPORTS ET TELECOMMUNICATIONS	63,4	21,3	107
SERVICES MARCHANDS	27,5	103,3	444
LOCATION DE BIENS IMMOBILIERS	11,6	10,4	24
ASSURANCES	nd	nd	34
ORGANISMES FINANCIERS	nd	nd	123
SERVICES NON MARCHANDS	0,1	0,5	7
<b>Ensemble</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	<b>2 383</b>
<b>Ensemble sans le secteur financier(*)</b>	<b>361,2</b>	<b>320,5</b>	<b>2226</b>

(\*) secteur financier = assurances+organismes financiers

(1) selon l'activité principale du groupe

Sources : Lifi, Suse (brn)

REPARTITION SECTORIELLE DES ENTREPRISES DES **GROUPES PUBLICS**  
**NOYAU DUR**, ENTREPRISES FRANCAISES  
 ANNEE 1989

Secteur de l'entreprise	Nombre entreprises	Effectifs salariés (milliers)	Chiffre d'affaires élargi (milliards d'euros)	Exportations (milliards d'euros)	V.A. brute coûts facteurs (milliards d'euros)	Excédent brut d'exploitation (milliards d'euros)	Immo. incorporelles (milliards d'euros)
ACTIVITES NON DECLAREE	17	0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
AGRICULTURE, SYLVICULTURE, PECHE	21	1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0
INDUSTRIES AGRICOLES ET ALIMENTAIRES	34	10	5,8	0,2	0,4	0,1	0,0
PRODUCTION T DISTRIBUTION D'ENERGIE	37	193	39,5	3,0	18,6	10,7	1,5
INDUSTRIES DES BIENS INTERMEDIAIRES	231	165	38,8	15,4	12,1	5,9	0,3
INDUSTRIES DES BIENS D'EQUIPEMENT	94	153	22,8	11,2	8,1	2,0	0,6
INDUSTRIES DES BIENS D'EQUIPEMENT MENAGER	10	8	1,0	0,2	0,2	0,0	0,0
CONSTRUCTION VEHICULES ET AUTRES MAT TRANSP	15	99	22,2	8,5	4,9	1,9	0,0
INDUSTRIE BIENS CONSOMMATION COURANTE	75	28	5,3	1,2	1,4	0,4	0,3
INDUSTRIE MISE EN ŒUVRE BATIMENT GENIE CIV	24	2	0,2	0,0	0,1	0,0	0,0
COMMERCE	235	17	8,7	1,3	0,9	0,3	0,1
TRANSPORTS ET TELECOMMUNICATIONS	210	320	22,5	8,7	13,6	2,9	0,2
SERVICES MARCHANDS	786	65	10,8	1,0	3,6	1,0	0,8
LOCATION DE BIENS IMMOBILIERS	85	6	1,3	0,0	0,8	0,6	0,0
ASSURANCES	42	42	nd	nd	nd	nd	nd
ORGANISMES FINANCIERS	365	150	nd	nd	nd	nd	nd
SERVICES NON MARCHANDS	13	22	0,1	0,0	0,1	0,0	0,1
<b>Ensemble</b>	<b>2 294</b>	<b>1 280</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>
<b>Ensemble sans le secteur financier(*)</b>	<b>1 887</b>	<b>1 088</b>	<b>179,0</b>	<b>50,7</b>	<b>64,7</b>	<b>25,9</b>	<b>3,9</b>

(\*) secteur financier = assurances+organismes financiers

Source : Lifi, Suse (brn)

REPARTITION SECTORIELLE DES ENTREPRISES DES **GROUPES PUBLICS**  
**NOYAU DUR**, ENTREPRISES FRANCAISES  
 ANNEE 1989

Secteur de l'entreprise	Immo. corporelles (milliards d'euros)	Ressources propres (milliards d'euros)	Nombre de groupes (1)
ACTIVITES NON DECLAREE	0,0	0,0	.
AGRICULTURE, SYLVICULTURE, PECHE	0,1	0,1	.
INDUSTRIES AGRICOLES ET ALIMENTAIRES	0,7	0,6	s
PRODUCTION T DISTRIBUTION D'ENERGIE	112,3	44,7	3
INDUSTRIES DES BIENS INTERMEDIAIRES	22,7	15,0	8
INDUSTRIES DES BIENS D'EQUIPEMENT	7,5	8,5	8
INDUSTRIES DES BIENS D'EQUIPEMENT MENAGER	0,3	0,1	.
CONSTRUCTION VEHICULES ET AUTRES MAT TRANSP	6,8	5,6	s
INDUSTRIE BIENS CONSOMMATION COURANTE	1,5	2,4	s
INDUSTRIE MISE EN ŒUVRE BATIMENT GENIE CIV	0,1	0,0	.
COMMERCE	0,4	0,8	s
TRANSPORTS ET TELECOMMUNICATIONS	45,4	9,6	9
SERVICES MARCHANDS	4,2	22,3	20
LOCATION DE BIENS IMMOBILIERS	6,1	2,5	s
ASSURANCES	nd	nd	3
ORGANISMES FINANCIERS	nd	nd	14
SERVICES NON MARCHANDS	0,1	0,1	s
<b>Ensemble</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	<b>74</b>
<b>Ensemble sans le secteur financier(*)</b>	<b>208,2</b>	<b>112,2</b>	<b>57</b>

(1) selon l'activité principale du groupe

(\*) secteur financier = assurances+organismes financiers

s : secret statistique

Sources : Lifi, Suse (brn)

REPARTITION SECTORIELLE DES ENTREPRISES DES **GROUPES PRIVES**  
**NOYAU DUR**, ENTREPRISES FRANCAISES  
 ANNEE 1989

Secteur de l'entreprise	Nombre entreprises	Effectifs salariés (milliers)	Chiffre d'affaires élargi (milliards d'euros)	Exportations (milliards d'euros)	V.A. brute coûts facteurs (milliards d'euros)	Excédent brut d'exploitation (milliards d'euros)	Immo. incorporelles (milliards d'euros)
ACTIVITES NON DECLAREE	109	0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
AGRICULTURE, SYLVICULTURE, PECHE	141	6	0,8	0,1	0,2	0,1	0,0
INDUSTRIES AGRICOLES ET ALIMENTAIRES	580	151	38,9	7,4	7,4	3,3	0,4
PRODUCTION T DISTRIBUTION D'ENERGIE	101	35	11,2	0,6	2,2	0,9	0,4
INDUSTRIES DES BIENS INTERMEDIAIRES	1 136	299	38,2	9,8	13,4	5,0	0,3
INDUSTRIES DES BIENS D'EQUIPEMENT	729	257	35,1	12,2	11,3	3,0	0,6
INDUSTRIES DES BIENS D'EQUIPEMENT MENAGER	29	22	2,0	0,8	0,7	0,2	0,0
CONSTRUCTION VEHICULES ET AUTRES MAT TRANSP	96	160	30,6	10,2	7,7	3,4	0,5
INDUSTRIE BIENS CONSOMMATION COURANTE	1 015	237	31,1	6,5	9,6	2,7	0,7
INDUSTRIE MISE EN ŒUVRE BATIMENT GENIE CIV	1 003	304	27,8	1,1	8,5	0,6	0,1
COMMERCE	2 264	444	133,0	14,1	14,5	4,0	1,0
TRANSPORTS ET TELECOMMUNICATIONS	729	131	14,8	4,8	5,7	1,9	0,2
SERVICES MARCHANDS	4 447	455	46,3	3,2	17,9	6,0	2,1
LOCATION DE BIENS IMMOBILIERS	494	3	1,4	0,0	0,6	0,5	0,1
ASSURANCES	117	29	nd	nd	nd	nd	nd
ORGANISMES FINANCIERS	1 438	167	nd	nd	nd	nd	nd
SERVICES NON MARCHANDS	35	2	0,1	0,0	0,1	0,0	0,0
<b>Ensemble</b>	<b>14 463</b>	<b>2 700</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>
<b>Ensemble sans le secteur financier(*)</b>	<b>12 908</b>	<b>2 504</b>	<b>411,3</b>	<b>70,9</b>	<b>99,8</b>	<b>31,6</b>	<b>6,4</b>

(\*)secteur financier = assurances+organismes financiers

Sources : Lifi, Suse (brn)

REPARTITION SECTORIELLE DES ENTREPRISES DES **GROUPES PRIVES**  
**NOYAU DUR**, ENTREPRISES FRANCAISES  
 ANNEE 1989

Secteur de l'entreprise	Immo. corporelles (milliards d'euros)	Ressources propres (milliards d'euros)	Nombre de groupes (1)
ACTIVITES NON DECLAREE	0,0	0,0	s
AGRICULTURE, SYLVICULTURE, PECHE	0,4	0,3	16
INDUSTRIES AGRICOLES ET ALIMENTAIRES	8,6	7,9	139
PRODUCTION T DISTRIBUTION D'ENERGIE	5,6	6,8	14
INDUSTRIES DES BIENS INTERMEDIAIRES	15,3	13,2	181
INDUSTRIES DES BIENS D'EQUIPEMENT	7,3	9,9	143
INDUSTRIES DES BIENS D'EQUIPEMENT MENAGER	0,8	0,6	10
CONSTRUCTION VEHICULES ET AUTRES MAT TRANSP	12,3	7,4	24
INDUSTRIE BIENS CONSOMMATION COURANTE	7,1	10,7	248
INDUSTRIE MISE EN ŒUVRE BATIMENT GENIE CIV	3,0	6,5	88
COMMERCE	12,4	14,8	278
TRANSPORTS ET TELECOMMUNICATIONS	17,5	11,5	84
SERVICES MARCHANDS	20,4	74,3	349
LOCATION DE BIENS IMMOBILIERS	5,3	7,3	20
ASSURANCES	nd	nd	19
ORGANISMES FINANCIERS	nd	nd	82
SERVICES NON MARCHANDS	0,0	0,4	4
<b>Ensemble</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	<b>1 700</b>
<b>Ensemble sans le secteur financier(*)</b>	<b>116,0</b>	<b>171,6</b>	<b>1 599</b>

s : secret statistique

(\*) secteur financier = assurances+organismes financiers

(1) selon l'activité principale du groupe

Sources : Lifi, Suse (brn)



REPARTITION SECTORIELLE DES ENTREPRISES DES **GROUPES ETRANGERS**  
**NOYAU DUR**, ENTREPRISES FRANCAISES  
 ANNEE 1989

Secteur de l'entreprise	Nombre entreprises	Effectifs salariés (milliers)	Chiffre d'affaires élargi (milliards d'euros)	Exportations (milliards d'euros)	V.A. brute coûts facteurs (milliards d'euros)	Excédent brut d'exploitation (milliards d'euros)	Immo. incorporelles (milliards d'euros)
ACTIVITES NON DECLAREE	17	0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
AGRICULTURE, SYLVICULTURE, PECHE	16	1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0
INDUSTRIES AGRICOLES ET ALIMENTAIRES	112	50	13,0	2,1	2,9	1,3	0,2
PRODUCTION T DISTRIBUTION D'ENERGIE	16	13	17,7	2,0	1,4	0,7	0,2
INDUSTRIES DES BIENS INTERMEDIAIRES	340	120	21,4	7,1	6,1	2,4	0,5
INDUSTRIES DES BIENS D'EQUIPEMENT	259	188	28,3	11,1	9,6	3,1	0,2
INDUSTRIES DES BIENS D'EQUIPEMENT MENAGER	21	19	3,0	0,9	0,6	0,1	0,0
CONSTRUCTION VEHICULES ET AUTRES MAT TRANSP	50	50	8,1	2,7	2,0	0,7	0,0
INDUSTRIE BIENS CONSOMMATION COURANTE	253	99	18,6	4,0	5,4	2,2	0,2
INDUSTRIE MISE EN ŒUVRE BATIMENT GENIE CIV	51	9	0,9	0,0	0,3	0,1	0,0
COMMERCE	573	106	30,5	4,0	4,6	1,3	0,3
TRANSPORTS ET TELECOMMUNICATIONS	72	13	1,6	0,5	0,4	0,1	0,0
SERVICES MARCHANDS	581	111	13,9	0,7	3,8	1,0	0,3
LOCATION DE BIENS IMMOBILIERS	80	0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0
ASSURANCES	31	6	nd	nd	nd	nd	nd
ORGANISMES FINANCIERS	199	9	nd	nd	nd	nd	nd
SERVICES NON MARCHANDS	3	1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>Ensemble</b>	<b>2 674</b>	<b>794</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>
<b>Ensemble sans le secteur financier(*)</b>	<b>2 444</b>	<b>779</b>	<b>157,3</b>	<b>35,3</b>	<b>37,4</b>	<b>13,0</b>	<b>2,0</b>

(\*) secteur financier = assurances+organismes financiers

Sources : Lifi, Suse (brn)

REPARTITION SECTORIELLE DES ENTREPRISES DES **GROUPES ETRANGERS**  
**NOYAU DUR**, ENTREPRISES FRANCAISES  
 ANNEE 1989

Secteur de l'entreprise	Immo. corporelles (milliards d'euros)	Ressources propres (milliards d'euros)	Nombre de groupes (1)
ACTIVITES NON DECLAREE	0,0	0,0	s
AGRICULTURE, SYLVICULTURE, PECHE	0,0	0,0	.
INDUSTRIES AGRICOLES ET ALIMENTAIRES	3,9	3,7	34
PRODUCTION T DISTRIBUTION D'ENERGIE	4,2	3,3	7
INDUSTRIES DES BIENS INTERMEDIAIRES	8,3	6,3	104
INDUSTRIES DES BIENS D'EQUIPEMENT	7,3	6,1	101
INDUSTRIES DES BIENS D'EQUIPEMENT MENAGER	0,5	0,4	10
CONSTRUCTION VEHICULES ET AUTRES MAT TRANSP	1,9	1,6	25
INDUSTRIE BIENS CONSOMMATION COURANTE	4,1	4,3	95
INDUSTRIE MISE EN ŒUVRE BATIMENT GENIE CIV	0,1	0,1	8
COMMERCE	3,0	3,4	92
TRANSPORTS ET TELECOMMUNICATIONS	0,5	0,2	14
SERVICES MARCHANDS	3,0	6,7	75
LOCATION DE BIENS IMMOBILIERS	0,2	0,6	2
ASSURANCES	nd	nd	12
ORGANISMES FINANCIERS	nd	nd	27
SERVICES NON MARCHANDS	0,0	0,0	s
<b>Ensemble</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	<b>609</b>
<b>Ensemble sans le secteur financier(*)</b>	<b>37,0</b>	<b>36,6</b>	<b>570</b>

(\*) secteur financier = assurances+organismes financiers

(1) selon l'activité principale du groupe

Sources : Lifi, Suse (brn)

IMPORTANCE DES GROUPES EN FONCTION DE LEUR TAILLE

**NOYAU DUR**

ANNEE 1989

	Nombre de groupes	Effectifs moyen catégorie (unité)	Effectifs salariés (milliers)	V,A brute coûts facteurs (milliards d'euros)	Excédent brut exploitation (milliards d'euros)	Immo, incorporelles (milliards d'euros)	Immo, corporelles (milliards d'euros)	Ressources propres (milliards d'euros)
1 - micro groupes	1230	171	210	nd	nd	nd	nd	nd
2 - petits groupes	820	964	790	nd	nd	nd	nd	nd
3 - moyens groupes	241	3 847	927	nd	nd	nd	nd	nd
4 - grands groupes	92	30 940	2 847	nd	nd	nd	nd	nd
<b>Ensemble des groupes</b>	<b>2383</b>	<b>2 003</b>	<b>4 774</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>

Sources : Lifi, Suse (brn)

REPARTITION DES GROUPES SUIVANT LA NATURE DE L'ACTIONNAIRE  
**NOYAU DUR**, ENTREPRISES FRANCAISES  
 ANNEE 1989

	Nombre de groupes	Effectifs salariés (milliers)	V.A brute coûts facteurs (milliards d'euros)	Excédent brut exploitation (milliards d'euros)	Immo. incorporelles (milliards d'euros)	Immo. corporelles (milliards d'euros)	Ressources propres (milliards d'euros)
<b>Toutes activités</b>							
Ensemble**	.	11 227	nd	nd	nd	nd	nd
Groupes privés	1700	2 700	nd	nd	nd	nd	nd
Groupes publics	74	1 280	nd	nd	nd	nd	nd
Groupes étrangers	609	794	nd	nd	nd	nd	nd
<b>Total des groupes</b>	<b>2383</b>	<b>4 774</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>
<b>Total groupes (%)</b>	.	<b>42,5</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>
<b>ensemble sans secteur financier(*)</b>							
Ensemble**		10 755	397,8	106,5	37,2	587,4	442,8
groupes privés		2 504	99,8	31,6	6,4	116,0	171,6
groupes publics		1 088	64,7	25,9	3,9	208,2	112,2
groupes étrangers		779	37,4	13,0	2,0	37,0	36,6
<b>Total</b>		<b>4 372</b>	<b>202,0</b>	<b>70,5</b>	<b>12,3</b>	<b>361,2</b>	<b>320,5</b>
		%	%	%	%	%	%
groupes privés		23,3	25,1	29,6	17,2	19,7	38,8
groupes publics		10,1	16,3	24,3	10,4	35,4	25,3
groupes étrangers		7,2	9,4	12,2	5,3	6,3	8,3
<b>Total</b>		<b>40,6</b>	<b>50,8</b>	<b>66,2</b>	<b>32,9</b>	<b>61,5</b>	<b>72,4</b>

(\*) secteur financier = assurances+organismes financiers

\*\* Suse : brn

Sources : Lifi, Suse (brn)

REPARTITION SECTORIELLE DES ENTREPRISES DES GROUPES  
**CONTOUR ELARGI**, ENTREPRISES FRANCAISES  
 ANNEE 1990

Secteur d'entreprise	Immo. corporelles (milliards d'euros)	Ressources propres (milliards d'euros)	Nombre de groupes (1)
ACTIVITE NON DECLAREE	0,0	0,1	8
AGRICULTURE, SYLVICULTURE, PECHE	0,7	0,7	17
INDUSTRIES AGRICOLES ET ALIMENTAIRES	15,4	13,7	188
PRODUCTION ET DISTRIUBTION D'ENERGIE	134,0	65,8	18
INDUSTRIE DES BIENS INTERMEDIAIRES	57,5	45,3	315
INDUSTRIES DES BIENS D'EQUIPEMENT	26,1	32,4	270
INDUSTRIES DES BIENS D'EQUIPEMENT MENAGER	1,8	1,2	18
CONSTRUCTION VEHICULES ET AUTRES MAT TRANSP	25,0	15,9	54
INDUSTRIE BIENS CONSOMMATION COURANTE	14,3	20,7	363
INDUSTRIE MISE EN ŒUVRE BATIMENT GENIE CV	3,9	6,6	96
COMMERCE	19,9	23,5	448
TRANSPORTS ET TELECOMMUNICATIONS	74,2	23,0	105
SERVICES MARCHANDS	44,2	144,7	507
LOCATION DE BIENS IMMOBILIERS	23,8	14,9	32
ASSURANCES	nd	nd	38
ORGANISME FINANCIERS	nd	nd	136
SERVICES NON MARCHANDS	0,1	0,5	2
<b>Ensemble</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	<b>2 615</b>
<b>Ensemble sans le secteur financier(*)</b>	<b>440,9</b>	<b>408,9</b>	<b>2 441</b>

(\*) secteur financier = assurances+organismes financiers

(1) selon l'activité principale du groupe

Sources : Lifi, Suse (brn)

REPARTITION SECTORIELLE DES ENTREPRISES DES GROUPES  
**NOYAU DUR**, ENTREPRISES FRANCAISES  
 ANNEE 1990

Secteur d'entreprise	Nombre entreprises	Effectifs salariés (milliers)	Chiffre d'affaires élargi (milliards d'euros)	Exportations (milliards d'euros)	V.A. brute coûts facteurs (milliards d'euros)	Excédent brut d'exploitation (milliards d'euros)	Immo. incorporelles (milliards d'euros)
ACTIVITE NON DECLAREE	166	0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
AGRICULTURE, SYLVICULTURE, PECHE	182	6	1,1	0,2	0,2	0,1	0,1
INDUSTRIES AGRICOLES ET ALIMENTAIRES	796	221	55,3	9,4	10,7	4,5	0,8
PRODUCTION ET DISTRIUBTION D'ENERGIE	163	235	73,0	7,0	24,2	14,0	2,2
INDUSTRIE DES BIENS INTERMEDIAIRES	1 868	593	97,8	31,1	30,3	11,1	1,7
INDUSTRIES DES BIENS D'EQUIPEMENT	1 165	597	88,3	33,1	30,2	8,0	2,4
INDUSTRIES DES BIENS D'EQUIPEMENT MENAGER	59	45	5,9	2,1	1,6	0,5	0,0
CONSTRUCTION VEHICULES ET AUTRES MAT TRANSP	163	307	62,3	22,8	13,8	5,0	0,6
INDUSTRIE BIENS CONSOMMATION COURANTE	1 439	365	57,4	12,1	16,8	5,3	1,7
INDUSTRIE MISE EN ŒUVRE BATIMENT GENIE CV	1 172	285	31,4	0,9	9,6	0,7	0,1
COMMERCE	3 466	569	182,5	17,5	21,1	5,7	2,0
TRANSPORTS ET TELECOMMUNICATIONS	1 156	472	40,5	13,4	19,9	4,7	0,7
SERVICES MARCHANDS	7 083	691	83,4	5,0	29,4	9,8	4,6
LOCATION DE BIENS IMMOBILIERS	1 303	11	3,3	0,0	1,5	1,2	0,2
ASSURANCES	203	83	nd	nd	nd	nd	nd
ORGANISME FINANCIERS	1 725	346	nd	nd	nd	nd	nd
SERVICES NON MARCHANDS	42	23	0,1	0,0	0,1	0,0	0,0
<b>Ensemble</b>	<b>22 151</b>	<b>4848</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>
<b>Ensemble sans le secteur financier(*)</b>	<b>20 223</b>	<b>4419</b>	<b>782,2</b>	<b>154,6</b>	<b>209,4</b>	<b>70,7</b>	<b>17,0</b>

(\*) secteur financier =assurances+organismes financiers

Sources : Lifi, Suse (brn)

REPARTITION SECTORIELLE DES ENTREPRISES DES GROUPES  
**NOYAU DUR**, ENTREPRISES FRANCAISES  
 ANNEE 1990

Secteur d'entreprise	Immo. corporelles (milliards d'euros)	Ressources propres (milliards d'euros)	Nombre de groupes (1)
ACTIVITE NON DECLAREE	0,0	0,0	8
AGRICULTURE, SYLVICULTURE, PECHE	0,5	0,6	17
INDUSTRIES AGRICOLES ET ALIMENTAIRES	14,3	12,8	188
PRODUCTION ET DISTRIUBTION D'ENERGIE	133,0	65,0	18
INDUSTRIE DES BIENS INTERMEDIAIRES	55,2	44,1	315
INDUSTRIES DES BIENS D'EQUIPEMENT	25,5	31,6	270
INDUSTRIES DES BIENS D'EQUIPEMENT MENAGER	1,8	1,2	18
CONSTRUCTION VEHICULES ET AUTRES MAT TRANSP	24,1	15,8	54
INDUSTRIE BIENS CONSOMMATION COURANTE	13,4	20,0	363
INDUSTRIE MISE EN ŒUVRE BATIMENT GENIE CV	3,7	6,4	96
COMMERCE	18,9	22,1	448
TRANSPORTS ET TELECOMMUNICATIONS	69,3	20,7	105
SERVICES MARCHANDS	39,3	137,0	507
LOCATION DE BIENS IMMOBILIERS	17,5	12,0	32
ASSURANCES	nd	nd	38
ORGANISME FINANCIERS	nd	nd	136
SERVICES NON MARCHANDS	0,0	0,4	2
<b>Ensemble</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	<b>2 615</b>
<b>Ensemble sans le secteur financier(*)</b>	<b>416,6</b>	<b>389,9</b>	<b>2441</b>

(\*) secteur financier = assurances+organismes financiers

(1) selon l'activité principale du groupe

Sources : Lifi, Suse (brn)

REPARTITION SECTORIELLE DES ENTREPRISES DES **GROUPES PUBLICS**  
**NOYAU DUR**, ENTREPRISES FRANCAISES  
 ANNEE 1990

Secteur d'entreprise	Nombre entreprises	Effectifs salariés (milliers)	Chiffre d'affaires élargi (milliards d'euros)	Exportations (milliards d'euros)	V.A. brute coûts facteurs (milliards d'euros)	Excédent brut d'exploitation (milliards d'euros)	Immo. incorporelles (milliards d'euros)
ACTIVITE NON DECLAREE	18	0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
AGRICULTURE, SYLVICULTURE, PECHE	17	1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0
INDUSTRIES AGRICOLES ET ALIMENTAIRES	32	10	0,8	0,1	0,2	0,0	0,0
PRODUCTION ET DISTRIUBTION D'ENERGIE	32	187	42,2	3,6	20,1	11,9	1,5
INDUSTRIE DES BIENS INTERMEDIAIRES	240	158	34,7	13,4	10,0	3,8	0,6
INDUSTRIES DES BIENS D'EQUIPEMENT	112	162	23,9	8,9	8,6	1,8	0,9
INDUSTRIES DES BIENS D'EQUIPEMENT MENAGER	9	8	1,1	0,3	0,2	0,0	0,0
CONSTRUCTION VEHICULES ET AUTRES MAT TRANSP	16	102	22,1	8,2	4,2	1,1	0,0
INDUSTRIE BIENS CONSOMMATION COURANTE	65	25	5,1	1,3	1,3	0,4	0,3
INDUSTRIE MISE EN ŒUVRE BATIMENT GENIE CV	18	1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
COMMERCE	249	18	11,6	1,2	1,0	0,4	0,2
TRANSPORTS ET TELECOMMUNICATIONS	239	329	23,8	9,0	13,9	2,7	0,2
SERVICES MARCHANDS	863	69	14,2	1,4	4,7	1,9	1,0
LOCATION DE BIENS IMMOBILIERS	135	4	1,2	0,0	0,7	0,7	0,0
ASSURANCES	38	37	nd	nd	nd	nd	nd
ORGANISME FINANCIERS	312	143	nd	nd	nd	nd	nd
SERVICES NON MARCHANDS	9	21	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>Ensemble</b>	<b>2 404</b>	<b>1 274</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>
<b>Ensemble sans le secteur financier(*)</b>	<b>2 054</b>	<b>1 095</b>	<b>180,8</b>	<b>47,5</b>	<b>64,9</b>	<b>24,7</b>	<b>4,7</b>

(\*) secteur financier = assurances+organismes financiers

Sources : Lifi, Suse (brn)



REPARTITION SECTORIELLE DES ENTREPRISES DES **GROUPES PUBLICS**  
**NOYAU DUR**, ENTREPRISES FRANCAISES  
 ANNEE 1990

Secteur d'entreprise	Immo. corporelles (milliards d'euros)	Ressources propres (milliards d'euros)	Nombre de groupes (1)
ACTIVITE NON DECLAREE	0,0	0,0	.
AGRICULTURE, SYLVICULTURE, PECHE	0,1	0,1	.
INDUSTRIES AGRICOLES ET ALIMENTAIRES	0,2	0,1	s
PRODUCTION ET DISTRIUBTION D'ENERGIE	120,1	50,8	4
INDUSTRIE DES BIENS INTERMEDIAIRES	25,9	18,1	7
INDUSTRIES DES BIENS D'EQUIPEMENT	9,3	10,6	8
INDUSTRIES DES BIENS D'EQUIPEMENT MENAGER	0,3	0,1	.
CONSTRUCTION VEHICULES ET AUTRES MAT TRANSP	7,8	5,0	s
INDUSTRIE BIENS CONSOMMATION COURANTE	1,3	2,6	s
INDUSTRIE MISE EN ŒUVRE BATIMENT GENIE CV	0,1	0,0	.
COMMERCE	0,7	2,2	s
TRANSPORTS ET TELECOMMUNICATIONS	51,1	10,2	6
SERVICES MARCHANDS	10,3	23,3	24
LOCATION DE BIENS IMMOBILIERS	6,3	2,0	s
ASSURANCES	nd	nd	4
ORGANISME FINANCIERS	nd	nd	14
SERVICES NON MARCHANDS	0,0	0,0	s
<b>Ensemble</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	<b>75</b>
<b>Ensemble sans le secteur financier(*)</b>	<b>233,4</b>	<b>125,2</b>	<b>57</b>

(\*) secteur financier = assurances+organismes financiers

(1) selon l'activité principale du groupe

Sources : Lifi, Suse (brn)

REPARTITION SECTORIELLE DES ENTREPRISES DES **GROUPES PRIVES**  
**NOYAU DUR**, ENTREPRISES FRANCAISES  
 ANNEE 1990

Secteur d'entreprise	Nombre entreprises	Effectifs salariés (milliers)	Chiffre d'affaires élargi (milliards d'euros)	Exportations (milliards d'euros)	V.A. brute coûts facteurs (milliards d'euros)	Excédent brut d'exploitation (milliards d'euros)	Immo. incorporelles (milliards d'euros)
ACTIVITE NON DECLAREE	126	0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
AGRICULTURE, SYLVICULTURE, PECHE	152	5	0,8	0,1	0,2	0,0	0,0
INDUSTRIES AGRICOLES ET ALIMENTAIRES	640	161	41,4	7,2	7,4	3,0	0,5
PRODUCTION ET DISTRIUBTION D'ENERGIE	111	35	12,0	0,6	2,6	1,2	0,5
INDUSTRIE DES BIENS INTERMEDIAIRES	1 232	305	38,7	9,8	13,5	4,6	0,4
INDUSTRIES DES BIENS D'EQUIPEMENT	772	245	34,0	12,2	11,2	3,0	1,2
INDUSTRIES DES BIENS D'EQUIPEMENT MENAGER	32	20	1,9	0,8	0,7	0,2	0,0
CONSTRUCTION VEHICULES ET AUTRES MAT TRANSP	98	159	32,2	11,8	7,6	3,3	0,5
INDUSTRIE BIENS CONSOMMATION COURANTE	1 068	229	31,0	6,7	9,3	2,6	1,0
INDUSTRIE MISE EN ŒUVRE BATIMENT GENIE CV	1 105	277	30,5	0,9	9,3	0,7	0,1
COMMERCE	2 565	446	138,6	12,0	15,3	4,1	1,4
TRANSPORTS ET TELECOMMUNICATIONS	841	129	15,0	3,9	5,5	1,9	0,4
SERVICES MARCHANDS	5 424	485	53,7	2,7	19,9	6,7	3,1
LOCATION DE BIENS IMMOBILIERS	1 017	7	2,0	0,0	0,7	0,5	0,1
ASSURANCES	108	39	nd	nd	nd	nd	nd
ORGANISME FINANCIERS	1 243	191	nd	nd	nd	nd	nd
SERVICES NON MARCHANDS	32	2	0,1	0,0	0,1	0,0	0,0
<b>Ensemble</b>	<b>16 566</b>	<b>2734</b>	<i>na</i>	<i>na</i>	<i>na</i>	<i>na</i>	<i>na</i>
<b>Ensemble sans le secteur financier(*)</b>	<b>15 215</b>	<b>2504</b>	<b>431,9</b>	<b>68,9</b>	<b>103,3</b>	<b>32,0</b>	<b>9,4</b>

(\*) secteur financier = assurances+organismes financiers

Sources : Lifi, Suse (brn)

REPARTITION SECTORIELLE DES ENTREPRISES DES **GROUPES PRIVES**  
**NOYAU DUR**, ENTREPRISES FRANCAISES  
 ANNEE 1990

Secteur d'entreprise	Immo. corporelles (milliards d'euros)	Ressources propres (milliards d'euros)	Nombre de groupes (1)
ACTIVITE NON DECLAREE	0,0	0,0	.
AGRICULTURE, SYLVICULTURE, PECHE	0,4	0,4	16
INDUSTRIES AGRICOLES ET ALIMENTAIRES	9,7	8,7	149
PRODUCTION ET DISTRIUBTION D'ENERGIE	7,9	10,0	9
INDUSTRIE DES BIENS INTERMEDIAIRES	17,8	17,1	195
INDUSTRIES DES BIENS D'EQUIPEMENT	8,1	12,3	160
INDUSTRIES DES BIENS D'EQUIPEMENT MENAGER	0,8	0,5	10
CONSTRUCTION VEHICULES ET AUTRES MAT TRANSP	13,8	8,9	27
INDUSTRIE BIENS CONSOMMATION COURANTE	7,3	11,2	252
INDUSTRIE MISE EN ŒUVRE BATIMENT GENIE CV	3,5	6,3	89
COMMERCE	14,7	15,7	335
TRANSPORTS ET TELECOMMUNICATIONS	17,7	10,4	84
SERVICES MARCHANDS	24,0	104,0	405
LOCATION DE BIENS IMMOBILIERS	10,9	9,8	25
ASSURANCES	nd	nd	18
ORGANISME FINANCIERS	nd	nd	89
SERVICES NON MARCHANDS	0,0	0,4	s
<b>Ensemble</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	<b>1 864</b>
<b>Ensemble sans le secteur financier(*)</b>	<b>136,6</b>	<b>215,7</b>	<b>1 757</b>

(\*) secteur financier = assurances+organismes financiers

(1) selon l'activité principale du groupe

Sources : Lifi, Suse (brn)

REPARTITION SECTORIELLE DES ENTREPRISES DES **GROUPES ETRANGERS**  
**NOYAU DUR**, ENTREPRISES FRANCAISES  
 ANNEE 1990

Secteur d'entreprise	Nombre entreprises	Effectifs salariés (milliers)	Chiffre d'affaires élargi (milliards d'euros)	Exportations (milliards d'euros)	V.A. brute coûts facteurs (milliards d'euros)	Excédent brut d'exploitation (milliards d'euros)	Immo. incorporelles (milliards d'euros)
ACTIVITE NON DECLAREE	22	0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
AGRICULTURE, SYLVICULTURE, PECHE	13	1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0
INDUSTRIES AGRICOLES ET ALIMENTAIRES	124	50	13,0	2,0	3,1	1,5	0,2
PRODUCTION ET DISTRIUBTION D'ENERGIE	20	14	18,8	2,8	1,6	0,9	0,2
INDUSTRIE DES BIENS INTERMEDIAIRES	396	130	24,4	7,8	6,9	2,6	0,7
INDUSTRIES DES BIENS D'EQUIPEMENT	281	190	30,4	12,0	10,4	3,3	0,3
INDUSTRIES DES BIENS D'EQUIPEMENT MENAGER	18	16	3,0	1,0	0,7	0,2	0,0
CONSTRUCTION VEHICULES ET AUTRES MAT TRANSP	49	46	8,0	2,8	2,0	0,6	0,0
INDUSTRIE BIENS CONSOMMATION COURANTE	306	110	21,3	4,1	6,1	2,3	0,4
INDUSTRIE MISE EN ŒUVRE BATIMENT GENIE CV	49	8	0,9	0,0	0,3	0,0	0,0
COMMERCE	652	106	32,3	4,2	4,8	1,2	0,4
TRANSPORTS ET TELECOMMUNICATIONS	76	14	1,8	0,6	0,5	0,1	0,0
SERVICES MARCHANDS	796	136	15,5	0,9	4,8	1,2	0,5
LOCATION DE BIENS IMMOBILIERS	151	0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0
ASSURANCES	57	8	nd	nd	nd	nd	nd
ORGANISME FINANCIERS	170	12	nd	nd	nd	nd	nd
SERVICES NON MARCHANDS	1	0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>Ensemble</b>	<b>3 181</b>	<b>840</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>
<b>Ensemble sans le secteur financier(*)</b>	<b>2 954</b>	<b>821</b>	<b>169,6</b>	<b>38,2</b>	<b>41,2</b>	<b>13,9</b>	<b>2,8</b>

(\*) secteur financier = assurances+organismes financiers

Sources : Lifi, Suse (brn)

REPARTITION SECTORIELLE DES ENTREPRISES DES **GROUPES ETRANGERS**  
**NOYAU DUR**, ENTREPRISES FRANCAISES  
 ANNEE 1990

Secteur d'entreprise	Immo. corporelles (milliards d'euros)	Ressources propres (milliards d'euros)	Nombre de groupes (1)
ACTIVITE NON DECLAREE	0,0	0,0	8
AGRICULTURE, SYLVICULTURE, PECHE	0,0	0,1	s
INDUSTRIES AGRICOLES ET ALIMENTAIRES	4,4	4,0	38
PRODUCTION ET DISTRIUBTION D'ENERGIE	5,1	4,2	5
INDUSTRIE DES BIENS INTERMEDIAIRES	11,6	8,9	113
INDUSTRIES DES BIENS D'EQUIPEMENT	8,1	8,7	102
INDUSTRIES DES BIENS D'EQUIPEMENT MENAGER	0,7	0,6	8
CONSTRUCTION VEHICULES ET AUTRES MAT TRANSP	2,5	1,8	26
INDUSTRIE BIENS CONSOMMATION COURANTE	4,8	6,2	109
INDUSTRIE MISE EN ŒUVRE BATIMENT GENIE CV	0,1	0,1	7
COMMERCE	3,5	4,2	112
TRANSPORTS ET TELECOMMUNICATIONS	0,5	0,2	15
SERVICES MARCHANDS	5,0	9,6	78
LOCATION DE BIENS IMMOBILIERS	0,2	0,2	5
ASSURANCES	nd	nd	16
ORGANISME FINANCIERS	nd	nd	33
SERVICES NON MARCHANDS	0,0	0,0	.
<b>Ensemble</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	<b>676</b>
<b>Ensemble sans le secteur financier(*)</b>	<b>46,5</b>	<b>49,0</b>	<b>627</b>

(\*) secteur financier = assurances+organismes financiers

(1) selon l'activité principale du groupe

Sources : Lifi, Suse (brn)

IMPORTANCE DES GROUPES EN FONCTION DE LEUR TAILLE

**NOYAU DUR**

ANNEE 1990

	Nombre de groupes	Effectif moyen catégorie (unité)	Effectifs salariés (milliers)	V.A.brute coûts facteurs (milliards d'euros)	Excédent brut exploitation (milliards d'euros)	Immo. incorporelles (milliards d'euros)	Immo. corporelles (milliards d'euros)	Ressources propres (milliards d'euros)
1 - micro groupes	1 490	156	232	nd	nd	nd	nd	nd
2 - petits groupes	801	978	784	nd	nd	nd	nd	nd
3 - moyens groupes	240	3 997	959	nd	nd	nd	nd	nd
4 - grands groupes	84	34 211	2 874	nd	nd	nd	nd	nd
<b>Ensemble des groupes</b>	<b>2 615</b>	<b>1 854</b>	<b>4 848</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>

Sources : Lifi, Suse (brn)

REPARTITION DES GROUPES SUIVANT LA NATURE DE L'ACTIONNAIRE  
**NOYAU DUR**, ENTREPRISES FRANCAISES  
 ANNEE 1990

	Nombre de groupes	Effectifs salariés (milliers)	V.A brute coûts facteurs (milliards d'euros)	Excédent brut exploitation (milliards d'euros)	Immo. incorporelles (milliards d'euros)	Immo. corporelles (milliards d'euros)	Ressources propres (milliards d'euros)
<b>Toutes activités</b>							
Ensemble**	.	11 309	nd	nd	nd	nd	nd
Groupes privés	1864	2 734	nd	nd	nd	nd	nd
Groupes publics	75	1 274	nd	nd	nd	nd	nd
Groupes étrangers	676	840	nd	nd	nd	nd	nd
<b>Total des groupes</b>	<b>2615</b>	<b>4 848</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>
<b>Total groupes (%)</b>	.	<b>42,9</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>
<b>ensemble sans secteur financier(*)</b>							
Ensemble**		10830	442,9	134,2	44,5	657,8	526,3
groupes privés		2504	103,3	32,0	9,4	136,6	215,7
groupes publics		1095	64,9	24,7	4,7	233,4	125,2
groupes étrangers		821	41,2	13,9	2,8	46,5	49,0
<b>Total</b>		<b>4419</b>	<b>209,4</b>	<b>70,7</b>	<b>17,0</b>	<b>416,6</b>	<b>389,9</b>
		%	%	%	%	%	%
groupes privés		23,1	23,3	23,8	21,2	20,8	41,0
groupes publics		10,1	14,7	18,4	10,6	35,5	23,8
groupes étrangers		7,6	9,3	10,4	6,4	7,1	9,3
<b>Total</b>		<b>40,8</b>	<b>47,3</b>	<b>52,7</b>	<b>38,2</b>	<b>63,3</b>	<b>74,1</b>

(\*) secteur financier = assurances+organismes financiers

\*\* Suse : brn

Sources : Lifi, Suse (brn)

REPARTITION SECTORIELLE DES ENTREPRISES DES GROUPES  
**CONTOUR ELARGI**, ENTREPRISES FRANCAISES  
 ANNEE 1991

Secteur d'entreprise	Nombre entreprises	Effectifs salariés (milliers)	Chiffre d'affaires élargi (milliards d'euros)	Exportations (milliards d'euros)	V.A. brute coûts facteurs (milliards d'euros)	Excédent brut d'exploitation (milliards d'euros)	Immo. incorporelles (milliards d'euros)
ACTIVITE NON DECLAREE	286	0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0
AGRICULTURE, SYLVICULTURE, PECHE	324	9	1,6	0,2	0,3	0,1	0,1
INDUSTRIES AGRICOLES ET ALIMENTAIRES	1 191	250	73,6	11,7	13,1	5,5	1,1
PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'ENERGIE	254	238	81,6	8,2	26,1	15,4	3,3
INDUSTRIES DES BIENS INTERMEDIAIRES	2 518	620	101,8	32,9	30,8	9,8	2,2
INDUSTRIE DES BIENS D'EQUIPEMENT	1 612	639	96,4	38,5	31,2	7,0	2,5
INDUSTRIE DES BIENS D'EQUIPEMENT MENAGERS	78	48	7,4	2,7	1,8	0,6	0,1
CONSTRUCTION VEHICULES ET AUTRES MAT TRANSP	217	311	65,3	24,4	13,9	4,6	0,7
INDUSTRIE BIENS CONSOMMATION COURANTE	1 935	397	65,8	14,2	19,1	5,9	2,2
INDUSTRIE MISE EN ŒUVRE BATIMENT GENIE CIV	1 453	317	36,6	1,4	11,2	0,9	0,2
COMMERCE	4 473	627	211,9	19,7	24,1	6,4	2,5
TRANSPORTS ET TELECOMMUNICATIONS	1 566	963	76,0	14,5	45,6	15,7	1,1
SERVICES MARCHANDS	10 699	776	114,1	11,4	40,9	16,4	7,7
LOCATION DE BIENS IMMOBILIERS	1 959	17	6,8	0,0	3,8	3,4	0,2
ASSURANCES	233	88	nd	nd	nd	nd	nd
ORGANISMES FINANCIERS	2 344	362	nd	nd	nd	nd	nd
SERVICES NON MARCHANDS	87	24	0,5	0,0	0,1	0,0	0,0
<b>Ensemble</b>	<b>31 229</b>	<b>5 686</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>
<b>Ensemble sans le secteur financier(*)</b>	<b>28 652</b>	<b>5 236</b>	<b>939,4</b>	<b>179,7</b>	<b>262,1</b>	<b>91,7</b>	<b>23,9</b>

(\*) secteur financier = assurances+organismes financiers

Sources : Lifi, Suse (brn)



REPARTITION SECTORIELLE DES ENTREPRISES DES GROUPES  
**CONTOUR ELARGI**, ENTREPRISES FRANCAISES  
 ANNEE 1991

Secteur d'entreprise	Immo. corporelles (milliards d'euros)	Ressources propres (milliards d'euros)	Nombre de groupes (1)
ACTIVITE NON DECLAREE	0,0	0,2	15
AGRICULTURE, SYLVICULTURE, PECHE	0,7	0,8	21
INDUSTRIES AGRICOLES ET ALIMENTAIRES	19,1	17,5	201
PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'ENERGIE	142,1	76,0	18
INDUSTRIES DES BIENS INTERMEDIAIRES	63,3	51,5	337
INDUSTRIE DES BIENS D'EQUIPEMENT	28,8	38,2	281
INDUSTRIE DES BIENS D'EQUIPEMENT MENAGERS	2,2	1,6	23
CONSTRUCTION VEHICULES ET AUTRES MAT TRANSP	28,1	19,1	54
INDUSTRIE BIENS CONSOMMATION COURANTE	16,5	24,4	378
INDUSTRIE MISE EN ŒUVRE BATIMENT GENIE CIV	4,9	8,7	102
COMMERCE	22,2	28,1	489
TRANSPORTS ET TELECOMMUNICATIONS	126,1	51,4	112
SERVICES MARCHANDS	63,6	193,6	570
LOCATION DE BIENS IMMOBILIERS	28,3	21,6	35
ASSURANCES	nd	nd	43
ORGANISMES FINANCIERS	nd	nd	142
SERVICES NON MARCHANDS	0,1	0,5	5
<b>Ensemble</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	<b>2 826</b>
<b>Ensemble sans le secteur financier(*)</b>	<b>546,1</b>	<b>533,3</b>	<b>2 641</b>

Sources : Lifi, Suse (brn)

(\*) secteur financier = assurances+organismes financiers

(1) selon l'activité principale du groupe

REPARTITION SECTORIELLE DES ENTREPRISES DES GROUPES  
**NOYAU DUR**, ENTREPRISES FRANCAISES  
 ANNEE 1991

Secteur d'entreprise	Nombre entreprises	Effectifs salariés (milliers)	Chiffre d'affaires élargi (milliards d'euros)	Exportations (milliards d'euros)	V.A. brute coûts facteurs (milliards d'euros)	Excédent brut d'exploitation (milliards d'euros)	Immo. incorporelles (milliards d'euros)
ACTIVITE NON DECLAREE	183	0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
AGRICULTURE, SYLVICULTURE, PECHE	202	7	1,3	0,2	0,3	0,1	0,1
INDUSTRIES AGRICOLES ET ALIMENTAIRES	845	223	66,0	10,7	12,2	5,2	1,0
PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'ENERGIE	186	235	80,8	8,2	25,9	15,2	3,3
INDUSTRIES DES BIENS INTERMEDIAIRES	1 969	593	97,5	32,1	29,6	9,4	2,1
INDUSTRIE DES BIENS D'EQUIPEMENT	1 283	613	92,9	37,4	30,1	6,7	2,3
INDUSTRIE DES BIENS D'EQUIPEMENT MENAGERS	63	46	7,1	2,6	1,8	0,5	0,0
CONSTRUCTION VEHICULES ET AUTRES MAT TRANSP	184	302	63,7	24,2	13,5	4,4	0,7
INDUSTRIE BIENS CONSOMMATION COURANTE	1 552	367	61,9	13,5	18,0	5,6	2,1
INDUSTRIE MISE EN ŒUVRE BATIMENT GENIE CIV	1 308	309	35,7	1,3	10,9	0,9	0,2
COMMERCE	3 654	591	195,1	16,0	22,5	5,8	2,3
TRANSPORTS ET TELECOMMUNICATIONS	1 240	942	73,5	13,8	44,7	15,5	1,0
SERVICES MARCHANDS	8 077	724	104,7	10,8	37,5	15,1	6,2
LOCATION DE BIENS IMMOBILIERS	1 488	12	4,5	0,0	2,3	1,9	0,2
ASSURANCES	206	88	nd	nd	nd	nd	nd
ORGANISMES FINANCIERS	1 794	356	nd	nd	nd	nd	nd
SERVICES NON MARCHANDS	46	24	0,2	0,0	0,1	0,0	0,0
<b>Ensemble</b>	<b>24 280</b>	<b>5 433</b>	<b>na</b>	<b>na</b>	<b>na</b>	<b>na</b>	<b>na</b>
<b>Ensemble sans le secteur financier(*)</b>	<b>22 280</b>	<b>4 989</b>	<b>885,1</b>	<b>170,8</b>	<b>249,3</b>	<b>86,5</b>	<b>21,5</b>

Sources : Lifi, Suse (brn)

(\*) secteur financier = assurances+organismes financiers

REPARTITION SECTORIELLE DES ENTREPRISES DES GROUPES  
**NOYAU DUR**, ENTREPRISES FRANCAISES  
 ANNEE 1991

Secteur d'entreprise	Immo. corporelles (milliards d'euros)	Ressources propres (milliards d'euros)	Nombre de groupes (1)
ACTIVITE NON DECLAREE	0,0	0,2	15
AGRICULTURE, SYLVICULTURE, PECHE	0,6	0,7	21
INDUSTRIES AGRICOLES ET ALIMENTAIRES	17,4	16,3	201
PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'ENERGIE	140,5	74,7	18
INDUSTRIES DES BIENS INTERMEDIAIRES	60,6	49,8	337
INDUSTRIE DES BIENS D'EQUIPEMENT	27,9	35,8	281
INDUSTRIE DES BIENS D'EQUIPEMENT MENAGERS	2,1	1,5	23
CONSTRUCTION VEHICULES ET AUTRES MAT TRANSP	27,0	18,9	54
INDUSTRIE BIENS CONSOMMATION COURANTE	15,5	23,4	378
INDUSTRIE MISE EN ŒUVRE BATIMENT GENIE CIV	4,5	8,3	102
COMMERCE	20,8	26,3	489
TRANSPORTS ET TELECOMMUNICATIONS	123,8	50,6	112
SERVICES MARCHANDS	56,0	183,7	570
LOCATION DE BIENS IMMOBILIERS	18,5	18,1	35
ASSURANCES	nd	nd	43
ORGANISMES FINANCIERS	nd	nd	142
SERVICES NON MARCHANDS	0,1	0,4	5
<b>Ensemble</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	<b>2826</b>
<b>Ensemble sans le secteur financier(*)</b>	<b>515,1</b>	<b>508,6</b>	<b>2 641</b>

Sources : Lifi, Suse (brn)

(\*) secteur financier = assurances+organismes financiers

(1) selon l'activité principale du groupe

REPARTITION SECTORIELLE DES ENTREPRISES **DES GROUPES PUBLICS**  
**NOYAU DUR**, ENTREPRISES FRANCAISES  
 ANNEE 1991

Secteur d'entreprise	Nombre entreprises	Effectifs salariés (milliers)	Chiffre d'affaires élargi (milliards d'euros)	Exportations (milliards d'euros)	V.A. brute coûts facteurs (milliards d'euros)	Excédent brut d'exploitation (milliards d'euros)	Immo. incorporelles (milliards d'euros)
ACTIVITE NON DECLAREE	23	0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
AGRICULTURE, SYLVICULTURE, PECHE	14	1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0
INDUSTRIES AGRICOLES ET ALIMENTAIRES	29	9	6,2	0,2	0,4	0,1	0,0
PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'ENERGIE	41	183	46,5	3,6	21,8	13,5	2,1
INDUSTRIES DES BIENS INTERMEDIAIRES	241	149	32,3	13,5	8,6	2,3	0,7
INDUSTRIE DES BIENS D'EQUIPEMENT	119	165	25,6	10,4	8,4	1,3	0,6
INDUSTRIE DES BIENS D'EQUIPEMENT MENAGERS	8	7	0,9	0,3	0,2	0,1	0,0
CONSTRUCTION VEHICULES ET AUTRES MAT TRANSP	24	99	22,5	9,1	4,2	1,0	0,1
INDUSTRIE BIENS CONSOMMATION COURANTE	60	27	5,7	1,6	1,4	0,4	0,4
INDUSTRIE MISE EN ŒUVRE BATIMENT GENIE CIV	16	0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
COMMERCE	261	18	12,7	1,5	0,9	0,2	0,2
TRANSPORTS ET TELECOMMUNICATIONS	255	787	54,1	8,4	37,5	12,9	0,5
SERVICES MARCHANDS	934	68	19,4	1,3	5,8	2,6	1,6
LOCATION DE BIENS IMMOBILIERS	151	4	1,6	0,0	1,0	0,9	0,0
ASSURANCES	38	38	nd	nd	nd	nd	nd
ORGANISMES FINANCIERS	307	143	nd	nd	nd	nd	nd
SERVICES NON MARCHANDS	9	22	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>Ensemble</b>	<b>2530</b>	<b>1 721</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>
<b>Ensemble sans le secteur financier(*)</b>	<b>2185</b>	<b>1 539</b>	<b>227,8</b>	<b>49,9</b>	<b>90,4</b>	<b>35,4</b>	<b>6,3</b>

Sources : Lifi, Suse (brn)

(\*) secteur financier = assurances+organismes financiers

REPARTITION SECTORIELLE DES ENTREPRISES **DES GROUPES PUBLICS**  
**NOYAU DUR**, ENTREPRISES FRANCAISES  
 ANNEE 1991

Secteur d'entreprise	Immo. corporelles (milliards d'euros)	Ressources propres (milliards d'euros)	Nombre de groupes (1)
ACTIVITE NON DECLAREE	0,0	0,0	.
AGRICULTURE, SYLVICULTURE, PECHE	0,1	0,1	.
INDUSTRIES AGRICOLES ET ALIMENTAIRES	0,8	0,7	s
PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'ENERGIE	126,0	58,5	3
INDUSTRIES DES BIENS INTERMEDIAIRES	27,6	18,8	7
INDUSTRIE DES BIENS D'EQUIPEMENT	10,0	12,5	10
INDUSTRIE DES BIENS D'EQUIPEMENT MENAGERS	0,3	0,1	.
CONSTRUCTION VEHICULES ET AUTRES MAT TRANSP	8,7	8,9	s
INDUSTRIE BIENS CONSOMMATION COURANTE	1,6	3,2	s
INDUSTRIE MISE EN ŒUVRE BATIMENT GENIE CIV	0,1	0,0	s
COMMERCE	0,9	2,1	3
TRANSPORTS ET TELECOMMUNICATIONS	99,7	36,7	8
SERVICES MARCHANDS	13,3	53,4	17
LOCATION DE BIENS IMMOBILIERS	9,4	2,8	s
ASSURANCES	nd	nd	7
ORGANISMES FINANCIERS	nd	nd	11
SERVICES NON MARCHANDS	0,0	0,0	s
<b>Ensemble</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	<b>74</b>
<b>Ensemble sans le secteur financier(*)</b>	<b>298,5</b>	<b>197,9</b>	<b>56</b>

Sources : Lifi, Suse (brn)

(\*) secteur financier = assurances+organismes financiers

(1) selon l'activité principale du groupe

s : secret statistique

REPARTITION SECTORIELLE DES ENTREPRISES DES **GROUPES PRIVES**  
**NOYAU DUR**, ENTREPRISES FRANCAISES  
 ANNEE 1991

Secteur d'entreprise	Nombre entreprises	Effectifs salariés (milliers)	Chiffre d'affaires élargi (milliards d'euros)	Exportations (milliards d'euros)	V.A. brute coûts facteurs (milliards d'euros)	Excédent brut d'exploitation (milliards d'euros)	Immo. incorporelles (milliards d'euros)
ACTIVITE NON DECLAREE	137	0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
AGRICULTURE, SYLVICULTURE, PECHE	167	6	1,0	0,2	0,2	0,0	0,0
INDUSTRIES AGRICOLES ET ALIMENTAIRES	692	162	45,8	8,2	8,4	3,6	0,7
PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'ENERGIE	121	41	14,7	1,6	3,0	1,3	1,0
INDUSTRIES DES BIENS INTERMEDIAIRES	1 316	308	40,0	10,2	14,2	4,9	0,6
INDUSTRIE DES BIENS D'EQUIPEMENT	851	246	37,3	14,5	11,5	2,8	1,3
INDUSTRIE DES BIENS D'EQUIPEMENT MENAGERS	36	21	2,0	0,9	0,8	0,2	0,0
CONSTRUCTION VEHICULES ET AUTRES MAT TRANSP	100	154	32,5	11,9	7,2	2,8	0,5
INDUSTRIE BIENS CONSOMMATION COURANTE	1 196	234	34,4	7,2	10,1	2,7	1,3
INDUSTRIE MISE EN ŒUVRE BATIMENT GENIE CIV	1 234	298	34,3	1,3	10,5	0,9	0,2
COMMERCE	2 739	484	153,3	10,9	17,1	4,4	1,8
TRANSPORTS ET TELECOMMUNICATIONS	915	143	17,6	4,7	6,7	2,5	0,5
SERVICES MARCHANDS	6 288	522	68,4	8,6	26,4	11,1	3,9
LOCATION DE BIENS IMMOBILIERS	1 185	7	2,8	0,0	1,2	1,0	0,1
ASSURANCES	108	40	nd	nd	nd	nd	nd
ORGANISMES FINANCIERS	1 298	199	nd	nd	nd	nd	nd
SERVICES NON MARCHANDS	36	2	0,2	0,0	0,1	0,0	0,0
<b>Ensemble</b>	<b>18 419</b>	<b>2 868</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>
<b>Ensemble sans le secteur financier(*)</b>	<b>17 013</b>	<b>2 630</b>	<b>484,2</b>	<b>80,1</b>	<b>117,4</b>	<b>38,3</b>	<b>12,0</b>

Sources : Lifi, Suse (brn)

(\*) secteur financier = assurances+organismes financiers

REPARTITION SECTORIELLE DES ENTREPRISES DES **GROUPES PRIVES**  
**NOYAU DUR**, ENTREPRISES FRANCAISES  
 ANNEE 1991

Secteur d'entreprise	Immo. corporelles (milliards d'euros)	Ressources propres (milliards d'euros)	Nombre de groupes (1)
ACTIVITE NON DECLAREE	0,0	0,1	.
AGRICULTURE, SYLVICULTURE, PECHE	0,4	0,4	20
INDUSTRIES AGRICOLES ET ALIMENTAIRES	11,8	11,2	162
PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'ENERGIE	9,6	12,4	10
INDUSTRIES DES BIENS INTERMEDIAIRES	19,8	22,0	206
INDUSTRIE DES BIENS D'EQUIPEMENT	8,6	14,1	164
INDUSTRIE DES BIENS D'EQUIPEMENT MENAGERS	0,9	0,6	12
CONSTRUCTION VEHICULES ET AUTRES MAT TRANSP	15,5	7,9	25
INDUSTRIE BIENS CONSOMMATION COURANTE	8,4	14,3	267
INDUSTRIE MISE EN ŒUVRE BATIMENT GENIE CIV	4,3	8,2	94
COMMERCE	16,5	19,8	367
TRANSPORTS ET TELECOMMUNICATIONS	24,3	14,0	90
SERVICES MARCHANDS	37,4	116,7	454
LOCATION DE BIENS IMMOBILIERS	8,8	14,9	29
ASSURANCES	nd	nd	19
ORGANISMES FINANCIERS	nd	nd	92
SERVICES NON MARCHANDS	0,1	0,4	3
<b>Ensemble</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	<b>2014</b>
<b>Ensemble sans le secteur financier(*)</b>	<b>166,5</b>	<b>257,3</b>	<b>1 903</b>

Sources : Lifi, Suse (brn)

(\*) secteur financier = assurances+organismes financiers

(1) selon l'activité principale du groupe

REPARTITION SECTORIELLE DES ENTREPRISES DES **GROUPES ETRANGERS**  
**NOYAU DUR**, ENTREPRISES FRANCAISES  
 ANNEE 1991

Secteur d'entreprise	Nombre entreprises	Effectifs salariés (milliers)	Chiffre d'affaires élargi (milliards d'euros)	Exportations (milliards d'euros)	V.A. brute coûts facteurs (milliards d'euros)	Excédent brut d'exploitation (milliards d'euros)	Immo. incorporelles (milliards d'euros)
ACTIVITE NON DECLAREE	23	0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
AGRICULTURE, SYLVICULTURE, PECHE	21	1	0,2	0,0	0,1	0,0	0,0
INDUSTRIES AGRICOLES ET ALIMENTAIRES	124	52	14,0	2,3	3,3	1,5	0,3
PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'ENERGIE	24	12	19,7	3,0	1,1	0,4	0,2
INDUSTRIES DES BIENS INTERMEDIAIRES	412	136	25,2	8,4	6,8	2,2	0,9
INDUSTRIE DES BIENS D'EQUIPEMENT	313	201	29,9	12,5	10,1	2,7	0,3
INDUSTRIE DES BIENS D'EQUIPEMENT MENAGERS	19	17	4,1	1,4	0,7	0,3	0,0
CONSTRUCTION VEHICULES ET AUTRES MAT TRANSP	60	49	8,6	3,2	2,1	0,6	0,0
INDUSTRIE BIENS CONSOMMATION COURANTE	296	107	21,8	4,7	6,4	2,5	0,4
INDUSTRIE MISE EN ŒUVRE BATIMENT GENIE CIV	58	11	1,3	0,0	0,4	0,0	0,0
COMMERCE	654	88	29,3	3,6	4,5	1,1	0,4
TRANSPORTS ET TELECOMMUNICATIONS	70	12	1,8	0,7	0,5	0,1	0,0
SERVICES MARCHANDS	855	134	16,9	0,9	5,3	1,4	0,7
LOCATION DE BIENS IMMOBILIERS	152	0	0,2	0,0	0,1	0,0	0,0
ASSURANCES	60	10	nd	nd	nd	nd	nd
ORGANISMES FINANCIERS	189	14	nd	nd	nd	nd	nd
SERVICES NON MARCHANDS	1	0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>Ensemble</b>	<b>3 331</b>	<b>844</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>
<b>Ensemble sans le secteur financier(*)</b>	<b>3 082</b>	<b>820</b>	<b>173,1</b>	<b>40,8</b>	<b>41,5</b>	<b>12,8</b>	<b>3,3</b>

Sources : Lifi, Suse (brn)

(\*) secteur financier = assurances+organismes financiers



REPARTITION SECTORIELLE DES ENTREPRISES DES **GROUPES ETRANGERS**  
**NOYAU DUR**, ENTREPRISES FRANCAISES  
 ANNEE 1991

Secteur d'entreprise	Immo. corporelles (milliards d'euros)	Ressources propres (milliards d'euros)	Nombre de groupes (1)
ACTIVITE NON DECLAREE	0,0	0,0	15
AGRICULTURE, SYLVICULTURE, PECHE	0,1	0,1	s
INDUSTRIES AGRICOLES ET ALIMENTAIRES	4,8	4,5	38
PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'ENERGIE	5,6	4,2	5
INDUSTRIES DES BIENS INTERMEDIAIRES	13,5	9,2	124
INDUSTRIE DES BIENS D'EQUIPEMENT	9,5	9,3	107
INDUSTRIE DES BIENS D'EQUIPEMENT MENAGERS	0,9	0,8	11
CONSTRUCTION VEHICULES ET AUTRES MAT TRANSP	3,1	2,2	28
INDUSTRIE BIENS CONSOMMATION COURANTE	5,5	6,0	109
INDUSTRIE MISE EN ŒUVRE BATIMENT GENIE CIV	0,2	0,2	7
COMMERCE	3,5	4,6	119
TRANSPORTS ET TELECOMMUNICATIONS	0,4	0,2	14
SERVICES MARCHANDS	5,6	14,5	99
LOCATION DE BIENS IMMOBILIERS	0,4	0,5	5
ASSURANCES	nd	nd	17
ORGANISMES FINANCIERS	nd	nd	39
SERVICES NON MARCHANDS	0,0	0,0	.
<b>Ensemble</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	<b>738</b>
<b>Ensemble sans le secteur financier(*)</b>	<b>52,9</b>	<b>56,3</b>	<b>682</b>

Sources : Lifi, Suse (brn)

(\*) secteur financier = assurances+organismes financiers

(1) selon l'activité principale du groupe

IMPORTANCE DES GROUPES EN FONCTION DE LEUR TAILLE

NOYAU DUR

ANNEE 1991

	Nombre de groupes	Effectifs moyen catégorie (unité)	Effectifs salariés (milliers)	V.A. brute coûts facteurs (milliards d'euros)	Excédent brut exploitation (milliards d'euros)	Immo. incorporelles (milliards d'euros)	Immo. corporelles (milliards d'euros)	Ressources propres (milliards d'euros)
1 - micro groupes	1628	162	263	nd	nd	nd	nd	nd
2 - petits groupes	855	970	829	nd	nd	nd	nd	nd
3 - moyens groupes	262	3 794	994	nd	nd	nd	nd	nd
4 - grands groupes	81	41 316	3 347	nd	nd	nd	nd	nd
<b>Ensemble des groupes</b>	<b>2826</b>	<b>1 923</b>	<b>5 433</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>

Sources : Lifi, Suse (brn)

REPARTITION DES GROUPES SUIVANT LA NATURE DE L'ACTIONNAIRE  
 NOYAU DUR, ENTREPRISES FRANCAISES  
 ANNEE 1991

	Nombre de groupes	Effectifs salariés (milliers)	V.A brute coûts facteurs (milliards d'euros)	Excédent brut exploitation (milliards d'euros)	Immo. incorporelles (milliards d'euros)	Immo. corporelles (milliards d'euros)	Ressources propres (milliards d'euros)
<b>Toutes activités</b>							
Ensemble**	.	11 448	nd	nd	nd	nd	nd
Groupes privés	2 014	2 868	nd	nd	nd	nd	nd
Groupes publics	74	1 721	nd	nd	nd	nd	nd
Groupes étrangers	738	844	nd	nd	nd	nd	nd
<b>Total des groupes</b>	<b>2 826</b>	<b>5 433</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>
<b>Total groupes (%)</b>	.	<b>47,5</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>
<b>Ensemble sans le secteur financier(*)</b>							
Ensemble**		10 964	467,3	141,7	48,8	722,0	649,0
Groupes privés		2 630	117,4	38,3	12,0	166,5	257,3
Groupes publics		1 539	90,4	35,4	6,3	298,5	197,9
Groupes étrangers		820	41,5	12,8	3,3	52,9	56,3
<b>Total des groupes</b>		<b>4 989</b>	<b>249,3</b>	<b>86,5</b>	<b>21,5</b>	<b>518,0</b>	<b>511,5</b>
<b>en %</b>		<b>%</b>	<b>%</b>	<b>%</b>	<b>%</b>	<b>%</b>	<b>%</b>
Groupes privés		24,0	25,1	27,0	24,5	23,1	39,6
Groupes publics		14,0	19,3	25,0	12,8	41,4	30,5
Groupes étrangers		7,5	8,9	9,0	6,7	7,3	8,7
<b>Total des groupes</b>		<b>45,5</b>	<b>53,3</b>	<b>61,0</b>	<b>44,1</b>	<b>71,7</b>	<b>78,8</b>

Sources : Lifi, Suse (brn)

\*\* Suse : brn

(\*) secteur financier = assurances+organismes financiers



## **ANNEXE VI : GRAPHIQUES**

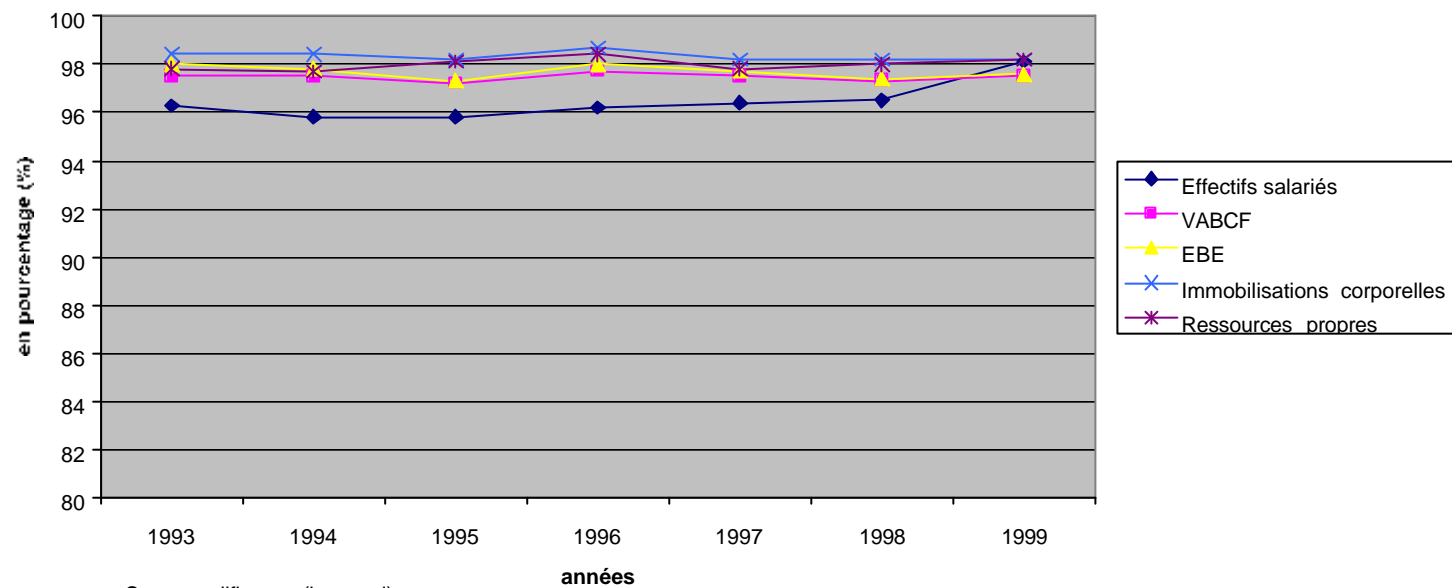
- 1- Part des entreprises des groupes dans l'énergie
- 2- Part des entreprises des groupes dans l'industrie
- 3- Part des entreprises des groupes dans les transports
- 4- Part des entreprises des groupes dans le commerce
- 5- Part des entreprises des groupes dans les services
- 6- Part de la valeur ajoutée des entreprises des groupes de 1993 à 1999 dans les différents secteurs de l'économie
- 7- Part des effectifs salariés des entreprises des groupes de 1993 à 1999 dans les différents secteurs de l'économie
- 8- Les effectifs salariés français des groupes selon la taille des groupes
- 9- La valeur ajoutée des entreprises des groupes selon la taille des groupes
- 10- Les immobilisations corporelles des entreprises des groupes selon la taille des groupes.

### **REMARQUES :**

- Les graphiques sont établis à partir des données des enquêtes Lifi complétées par les données issues des fichiers de SUSE (système unifié de statistiques d'entreprises), champ BRN+RSI (ensemble des entreprises relevant du régime fiscal du bénéfice réel normal et du régime simplifié d'imposition).
- Comme pour les tableaux, compte tenu de la comptabilité particulière des banques et des assurances, les graphiques d'ensemble ont été établis en éliminant le secteur financier.
- La part des groupes dans l'économie est calculée en rapportant les données de l'ensemble des entreprises du noyau dur des groupes d'un secteur à l'ensemble des entreprises de ce secteur connues dans les fichiers SUSE (BRN+RSI).

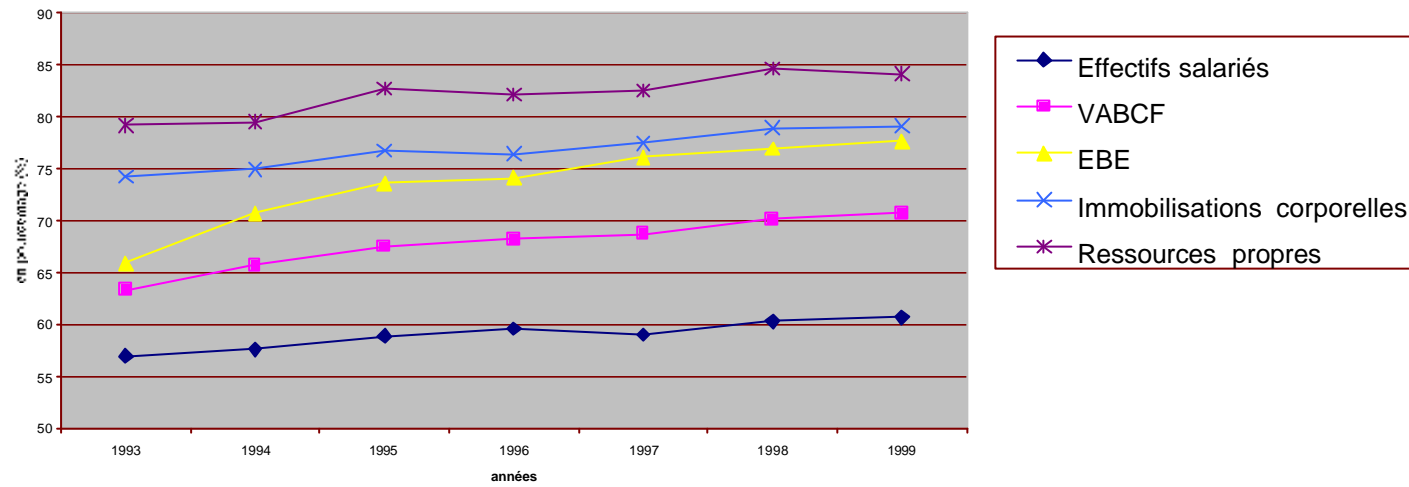


### Part des entreprises des groupes dans l'énergie de 1993 à 1999



Sources : lifi, suse (brn + rsi)

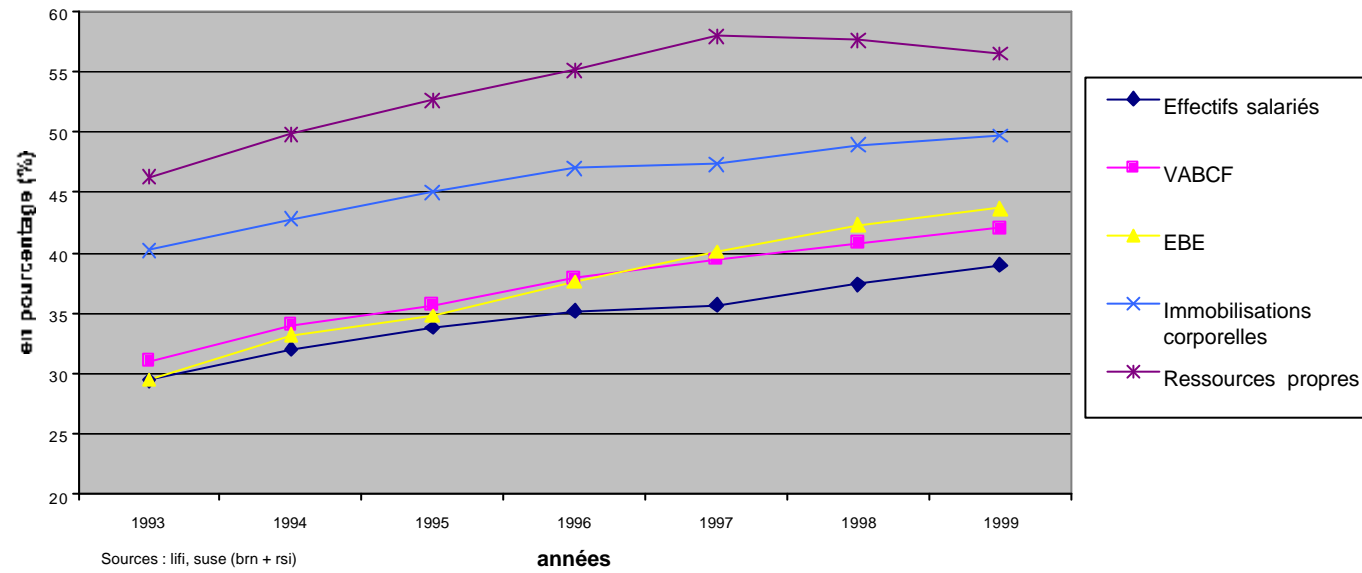
### Part des entreprises des groupes dans l'industrie de 1993 à 1999



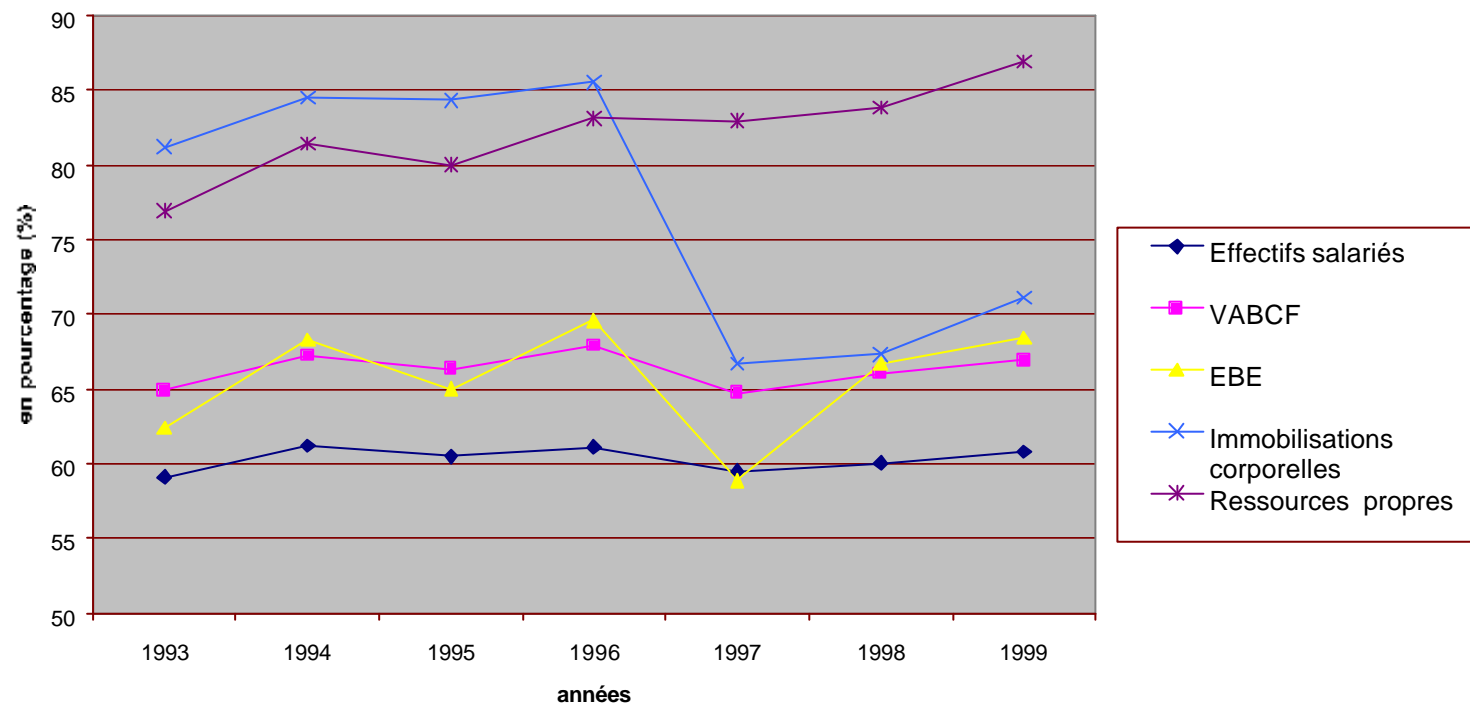
Sources : Ili, suse (brn + rsi)



### Part des entreprises des groupes dans le commerce de 1993 à 1999



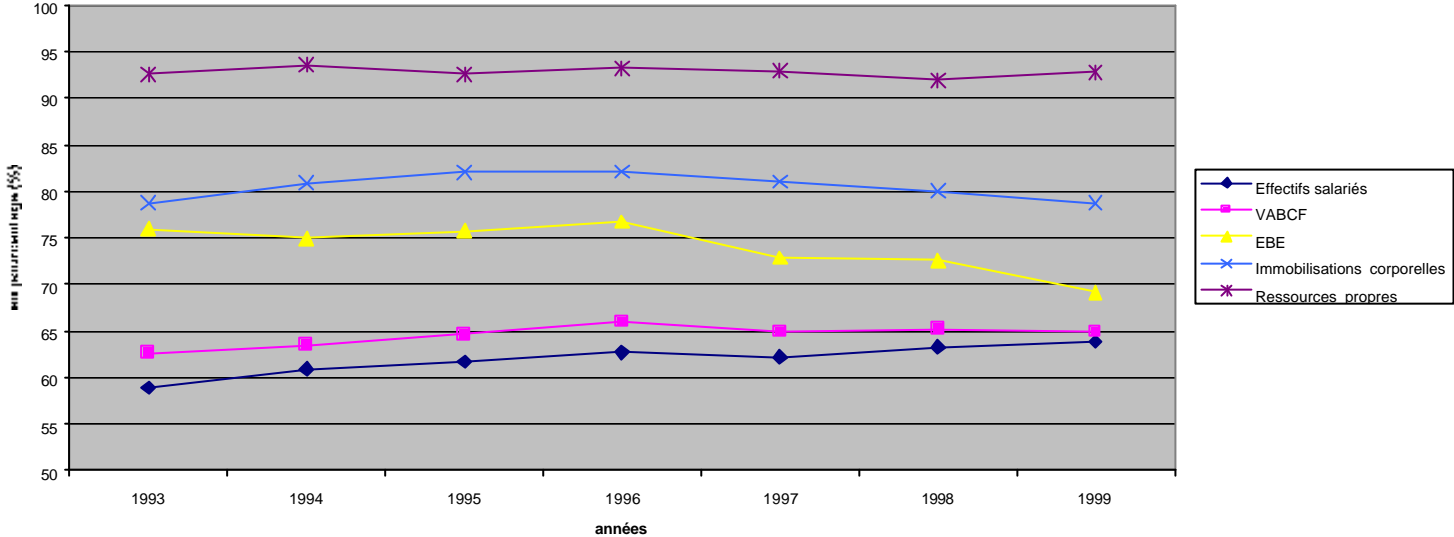
### Part des entreprises des groupes dans les transports de 1993 à 1999



Sources : lifi, suse (brn + rsi)

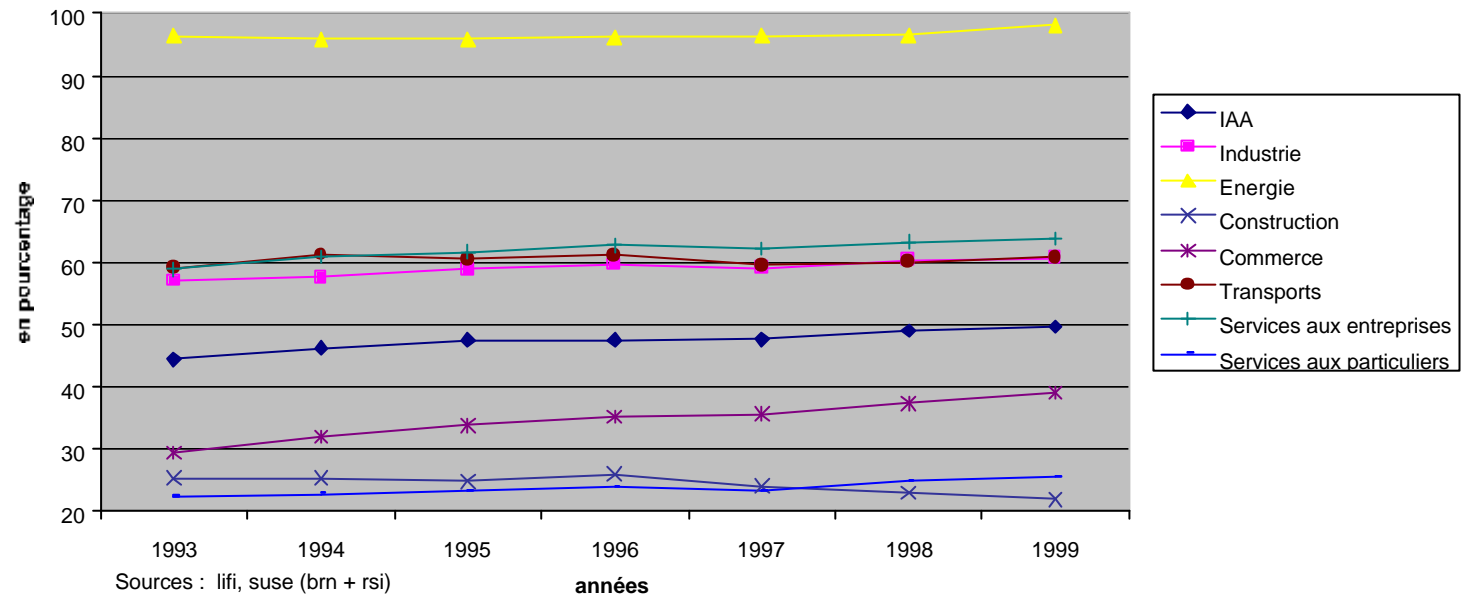
remarque : la chute en 1997 de l'EBE et des immo est due à la modification de la SNCF et à la création de Réseau ferré de France. Cette dernière entité est une entreprise contrôlée par l'Etat, mais ne fait pas partie des groupes au sens de LIFI (RFF n'a pas de filiale). Ceci entraîne la sortie des variables financières qu'elle a reprise à sa charge du champ des groupes, (voir page 16, paragraphe 5).

**Part des entreprises des groupes dans les services aux entreprises de 1993 à 1999**

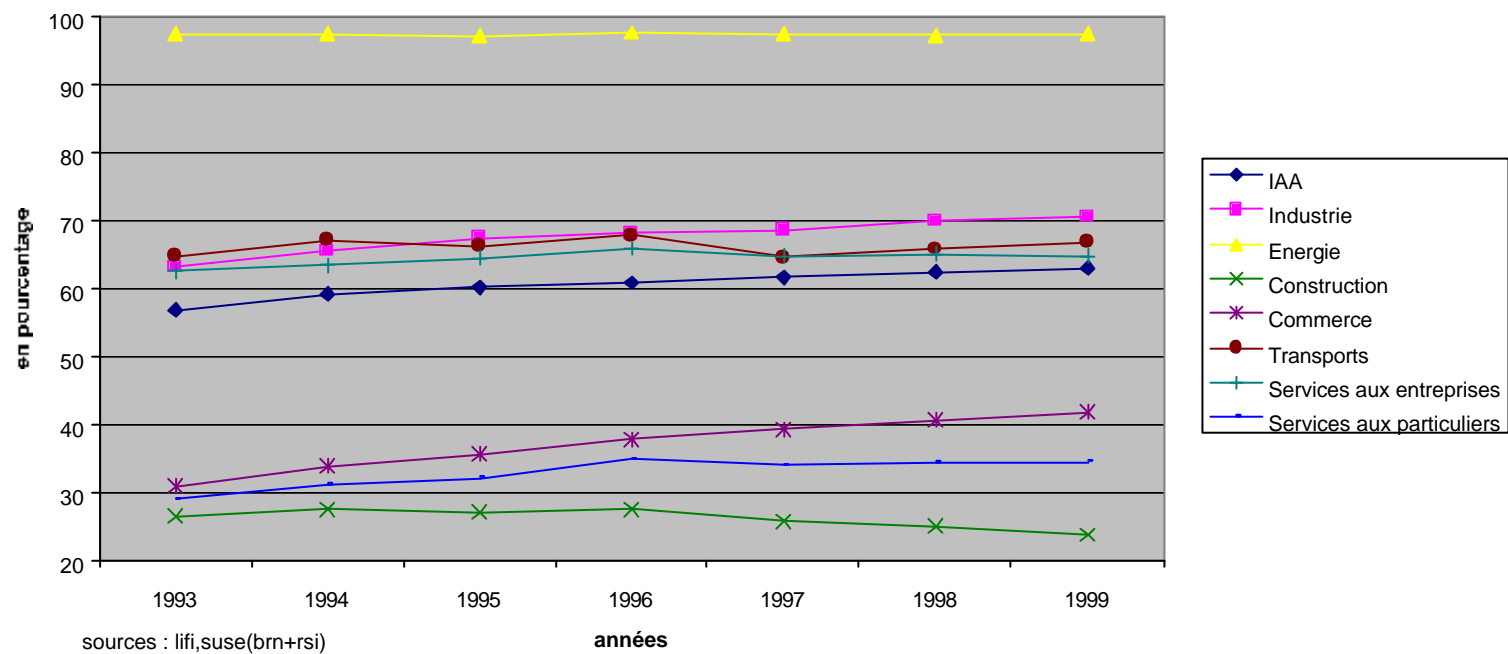


Sources : lifi, suse (brn + rsi)

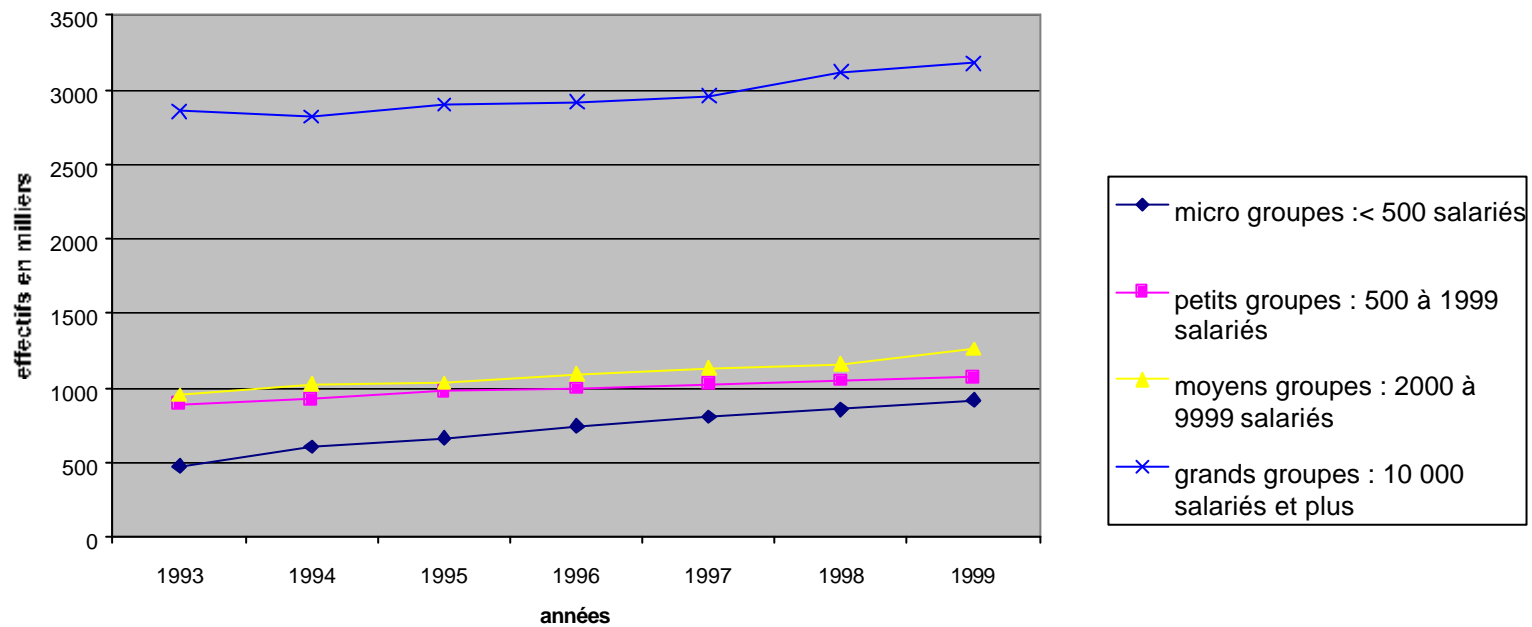
**Part des effectifs salariés des entreprises des groupes de 1993 à 1999  
dans les différents secteurs de l'économie**



### Part de la valeur ajoutée des entreprises des groupes de 1993 à 1999 dans les différents secteurs de l'économie



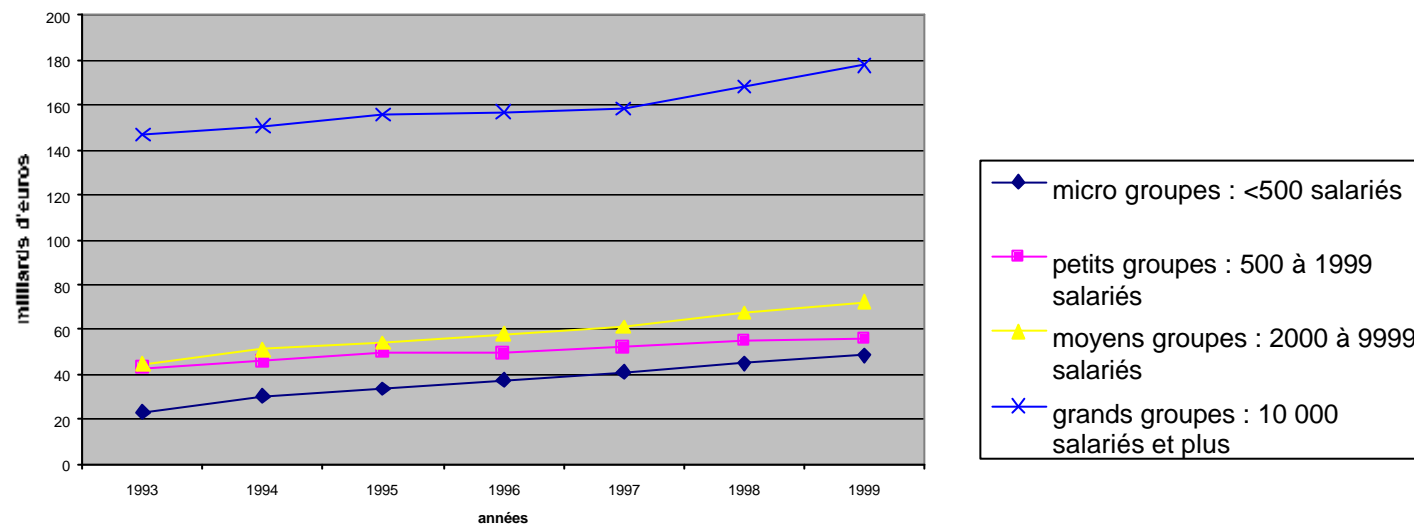
### Les effectifs salariés français des groupes selon la taille des groupes



sources :lifi, suse (brn+rsi)

champ : toutes activités sauf le secteur financier

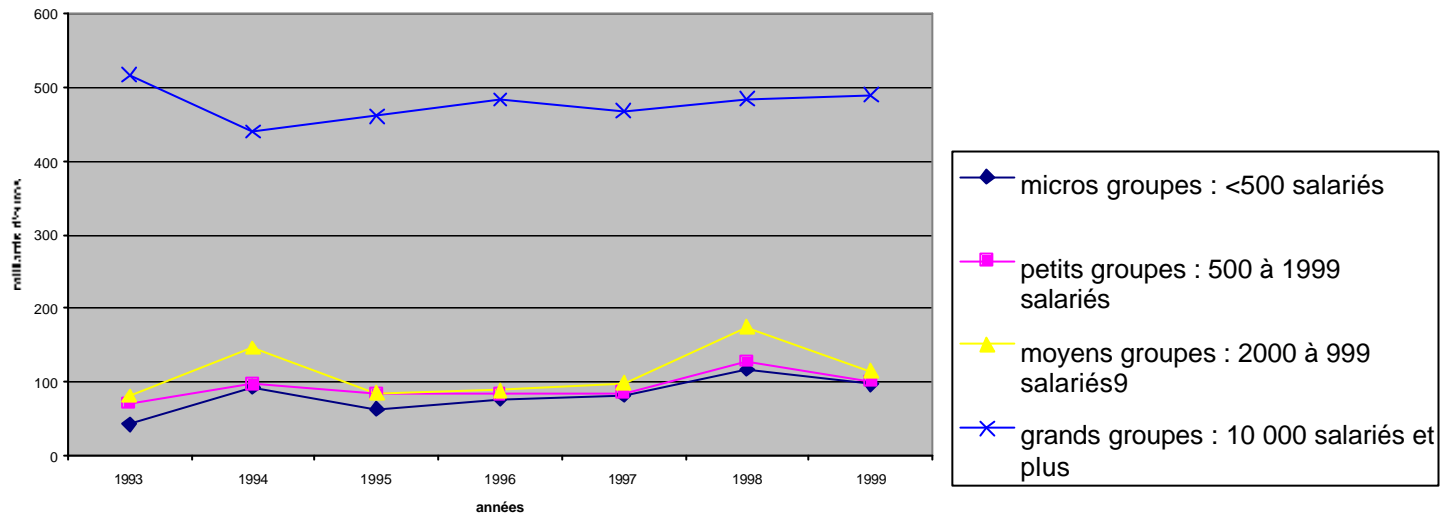
## La valeur ajoutée des entreprises des groupes selon la taille des groupes



sources :lifi, suse (brn+rsi)

champ : toutes activités sauf le secteur financier

### Immobilisations corporelles des entreprises des groupes selon la taille des groupes



sources :lifi, suse (brn+rsi)

champ : toutes activités sauf le secteur